



« Le Monde des livres »

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14718 - 6 F

VENDREDI 22 MAI 1992

Le couvre-feu levé à Bangkok

Le roi Bhumibol a mis fin à la crise thaïlandaise

L'échec des généraux

Le sang a cessé de couler dans les rues de Bangkok, et les milliers de manifestants arrêtés par l'armée lors des trois journées d'émeutes ont été relâchés. Le général Suchinda Krapayoon reste pour le moment premier ministre, après avoir promis au roi de modifier la Constitution. Mais la Thaïlande, qui sort de ce cauchemar, aura du mal à s'en remettre, l'Asie du Sud-Est aussi.

Nouveau petit « tigre », le royaume a connu depuis plus de dix ans de profonds bouleversements, économiques et sociaux. Une certaine prospérité a fait son apparition, provoquant une naissance d'une classe moyenne plus éduquée, ouverte et désireuse de reprendre le pouvoir aux généraux - aux affaires presque sans discontinuer depuis la guerre, - mais aussi exacerbant les disparités sociales. La Thaïlande était devenue un modèle de développement face au désastre des régimes indochinois et birman.

Le couvre-feu a été levé, jeudi 21 mai, à Bangkok eu lendemain de l'intervention déterminante du roi Bhumibol dans la crise thaïlandaise. En dépit d'une manifestation dans l'après-midi, la calma semblait revenir dans la capitale. Le premier ministre, le général Suchinda Krapayoon, a reculé, exceptant d'annuler les détenus et d'amender la Constitution. Le général Chamlong Srimuang, chef de l'opposition, a été libéré et le Parlement devrait se réunir lundi prochain.

BANGKOK

de notre correspondant

« Le pays ne vous appartient pas, il appartient à tout le monde. » Assis sur un sofa, le roi a sermonné pendant vingt minutes deux hommes agenouillés, à la thaïlandaise, à ses pieds. En costume et cravate, le premier ministre, le général Suchinda Krapayoon. En chemise de paysan, le général Chamlong Srimuang, ancien gouverneur de Bangkok et chef de l'opposition. Il leur a intimé l'ordre de s'entendre, de trouver une solution pacifique à la crise. Son royaume, a-t-il dit, avait déjà subi des « dommages irréversibles ». Que la violence cesse.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 4

toutes les chaînes de télévision, mercredi 20 mai à minuit. Dans la foulée de la longue réprimande royale, les deux ennemis sont apparus ensemble sur le petit écran. Le général Suchinda s'est engagé à amnistier et à libérer toutes les personnes détenues depuis la proclamation de l'état d'urgence. Il a annoncé que le Parlement se réunirait dès lundi pour amender la Constitution. De son côté, le général Chamlong a demandé que cessent les manifestations de rue.

Aussitôt, à l'université Ramkhamhaeng, les étudiants qui continuaient de se réunir en dépit du couvre-feu ont commencé à se disperser.

La deuxième mort de Rajiv Gandhi

Un an après son assassinat par des « Tigres » tamouls l'ancien premier ministre indien n'est guère regretté

NEW-DELHI

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Sonia Gandhi s'est inclinée devant la haute lampe à huile de terre cuite et a joint les mains dans le namaste (bonjour) traditionnel. Puis, entourée de ses enfants, Priyanka et Rahul, elle a fait le tour de l'estrade de briques recouverte de guirlandes de jasmin où fut incinéré son mari. Lorsqu'elle s'est assise au premier rang de la foule, elle a discrètement essuyé une larme au coin de son œil blanc, la couleur du deuil. Il y a un an, le 21 mai 1991, Rajiv Gandhi pérorait dans l'explosion d'une bombe que s'était attachée autour des reins une jeune femme membre d'un commando-succès des « Tigres » tamouls srilankais. L'ancien premier ministre indien était alors en pleine campagne électorale dans l'État fédéral du Tamil-Nadu. Il se livrait à de fréquents bains de foule, bien décidé à

renouer avec le succès après deux ans de purgatoire. Mais à Sriperumbudur, un village qui n'était que l'une des multiples étapes d'une campagne harassante, les « Tigres » avaient choisi de se venger de Rajiv, cet ancien « allié » qui les avait aidés puis « trahis ».

Jeudi à l'aube, les dirigeants indiens et la famille du disparu sont venus se recueillir auprès du lieu de la crémation du dernier des Nehru, dans un parc de Delhi en bordure du fleuve Yamouna. Le premier ministre Narasimha Rao est arrivé peu de temps après la veuve de Gandhi, puis s'est envolé aussitôt pour Sriperumbudur où devait avoir lieu dans la journée une autre cérémonie marquant le premier anniversaire de la mort de Rajiv. Il n'aura cependant guère fallu longtemps à l'Inde pour se remettre du choc qui a ébranlé le pays le soir du 21 mai de l'an passé.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 4

La création d'un embryon de défense européenne

Paris et Bonn protestent de leur fidélité à l'OTAN

M. Mitterrand, le chancelier Kohl et une vingtaine de ministres français et allemands participent à La Rochelle, les jeudi 21 et vendredi 22 mai, au traditionnel sommet entre les deux pays. Cette rencontre est dominée par la présentation du projet de création d'un corps d'armée franco-allemand de trente-cinq mille hommes dans lequel Paris et Bonn - qui protestent de leur fidélité à l'OTAN - voient l'embryon d'une véritable défense européenne.

par Henri de Bresson et Claire Tréan

On a déjà largement exploité la symbolique de la réconciliation franco-allemande, notamment lorsque les deux pays décidèrent, il y a quelques années, de créer une brigade mixte, et le projet qui doit être présenté au public, lors de la rencontre de La Rochelle, par MM. Kohl et Mitterrand, pâtit peut-être d'un sentiment de déjà vu. C'est pourtant ce projet de constitution d'un corps d'armée « européen » de trente-cinq mille hommes - s'il aboutit - que l'Histoire retiendra.

La petite brigade avait des airs bon enfant de fanfare bilingue dont nul n'a jamais pensé qu'elle pouvait potentiellement boulever-

ser les données de la sécurité en Europe. Avec le corps d'armée, qui devrait compter dix fois plus d'hommes et être opérationnel fin 1995, on passe à des choses plus sérieuses. Non seulement en quantité, mais par tout ce qu'implique sur le fond ce projet, qui se veut le noyau d'une véritable défense européenne.

Sur le plan pratique, on a tiré les leçons de la brigade en renonçant à l'idée d'intégration par la base sur laquelle elle reposait, intégration d'autant plus facile à réaliser que les régiments allemands n'étaient pas intégrés à l'OTAN. Cette intégration était tellement problématique qu'elle excluait en fait l'extension à d'autres unités ou à d'autres pays.

Lire la suite page 6

Rencontre Lalonde-Waechter

Les deux courants écologistes sur la voie d'un accord électoral page 9

Progrès contre la leucémie

Une équipe française met au point un nouveau traitement page 11

LE MONDE DES LIVRES

L'éternelle figure du « critique littéraire » est évoquée par Philippe Sollers, à travers Sainte-Beuve, qui l'on réédite. Les Voyages en France, de Stendhal, - que critique Sainte-Beuve - paraissent dans « la Pléiade » (voir la chronique de François Bot). Loin de la « critique », l'enthousiasme d'un écrivain pour l'un de ses contemporains : J.-M. G. Le Clézio a lu le nouveau livre de Rezvani.

Le feuilleton de Michel Braudas et D'autres mondes, par Nicole Zand pages 25 à 36

POINT

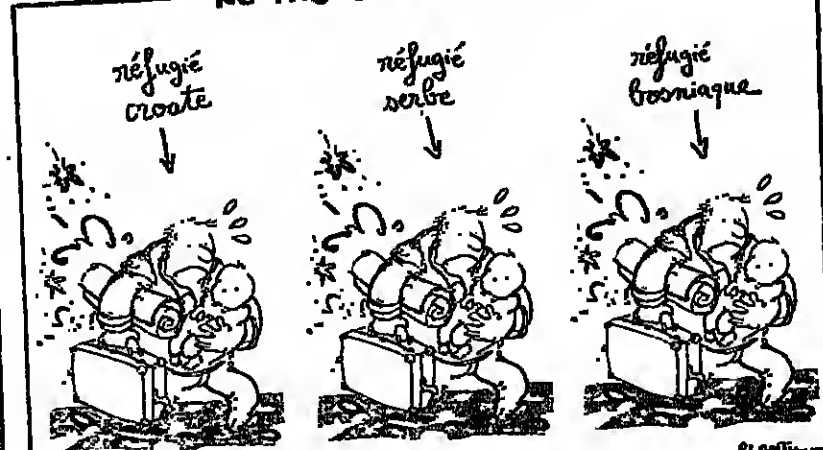
La question kurde

page 7

« Sur le rift » et le somnambulisme se trouvent page 24

Plusieurs milliers de réfugiés musulmans retenus par des milices serbes

NE PAS CONFondre !



Des négociations se poursuivaient, jeudi 21 mai, à Sarajevo pour obtenir la libération de plusieurs milliers de réfugiés musulmans retenus par des milices serbes. Des « casques bleus » qui tentaient de leur venir en aide ont été la cible de tirs de mortier.

Lire nos informations page 4

JULIEN GREEN



Editions du Seuil

Raymond Lévy, l'X de passion

Le mandat du PDG de Renault est arrivé à son terme. Son successeur devrait être M. Louis Schweitzer, directeur général

par Annie Kahn

Les uns le disent centralisateur, autocrate, cassant, froid, prétentieux. Les autres, au contraire, le voient comme un sous-nul : il est effrayamment simple et entier, passionné, courageux. A entendre les uns et les autres, M. Raymond Lévy est un être complexe. Certainement pas.

La raison de ces appréciations contradictoires est au contraire la constitution binaire du personnage : il aime ou il n'aime pas. Tout ou rien. Avec pour conséquence qu'il est ou n'est pas aimé.

Pour être, avec lui, du bon côté de la barrière, il faut impérative-

ment remplir deux conditions. Tout d'abord : il convient d'être intelligent, ou du moins jugé tel ; sinon, dit-on de lui, « il vous regarde en vous considérant comme un sous-nul : il est effrayamment dur et caustique ». Second impératif : on doit être d'une honnêteté irréprochable. Incapable de mensonge, Raymond Lévy exige la réciprocité. N'importe quelle gaffe vaut mieux qu'une contrevérité. Son parler vrai émaille sa vie professionnelle, entièrement consacrée aux entreprises ou au service publics.

Lire la suite et l'entretien avec M. Lévy page 17

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 66 p.; Hongrie, 220 HUF ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Thaïlande, 150 THB ; USA (cont.), 2,50 \$.



## DÉBATS

Société

## « Les Etats-Unis sont dans le désarroi »

nous déclare M. Michel Crozier

Auteur du Mal américain (Fayard, 1980) et d'autres travaux sur les Etats-Unis, Michel Crozier est président du Centre de sociologie des organisations (CNRS). Il a enseigné à Harvard et est aujourd'hui visiting professor à l'Ecole de sciences sociales de l'université de Californie (Irvine).

« Il y a dix ans, dans le Mal américain, vous parliez déjà de « crise morale » à propos des Etats-Unis. Comment caractériseriez-vous cette crise aujourd'hui ?

« Je crois que ce qui est en jeu en Amérique actuellement, c'est la logique des rapports humains. Il leur vient du calvinisme, du puritanisme une perception du bien et du mal très tranchée, en termes de blanc/noir. Or cette logique-là n'est plus adaptée au monde moderne, dont les Etats-Unis ont pourtant été les champions. Nous, Français, nous apprivoisons le mal par petites touches. Chez eux, il y a une fascination du mal, inconnue ailleurs, dont l'actualité rappelle périodiquement la réalité.

« Il y a en Amérique une crise des valeurs, bien sûr, faite de laxisme, d'hypocrisie et de rejet de l'autre mais, plus profondément, une incapacité à sortir de cette logique blanc/noir alors qu'il leur faudrait s'adapter aux nuances du gris qui caractérisent le monde d'aujourd'hui.

## Les limites du welfare

« Dans les années d'après-guerre, les Américains ont pu croire à un progrès perpétuel, à une sorte de « fin de l'histoire ». Mais, de la guerre du Vietnam aux émeutes de Los Angeles, c'est plutôt à un retour du tragique qu'ils assistent...

« L'Amérique est dans le désarroi. Il y a aujourd'hui une moindre capacité du système à répondre aux événements qui le touchent. Les Etats-Unis, comme un homme affaibli par la maladie, sont devenus vulnérables. Pourquoi ? Parce que le rapport ressources naturelles-homme sur lequel était fondée leur prospérité ne joue plus en leur faveur.

« L'avantage que leur donnait la « Frontière », sans cesse repoussée par la conquête de nouveaux espaces, n'existe plus ?

« Précisément. L'avantage différentiel dont ils ont longtemps disposé a disparu. Ils ont été rattrapés. Cet avantage a subsisté des années durant à cause des richesses accumulées, mais les ressources financières, économiques et même morales sur lesquelles il reposait ont été gaspillées à un moment tragique de leur histoire, la guerre du Vietnam.

« Les Français ont généralement des fondements de la société américaine une vision puritaine de Tocqueville. Or l'Amérique, à laquelle celui-ci se réfère est sociologiquement et ethniquement homogène. Les vagues d'immigration en ont fait, depuis, une « nation de nations ». Voyez-vous dans la cohabitation de ces « nations » une chance ou un risque de désintégration ?

« Je crois que le modèle d'intégration fonctionne toujours, malgré l'émigration aux Etats-Unis de populations dont les valeurs culturelles ne sont pas celles des premiers immigrants européens, les hispanophones et les asiatiques en particulier.

« Les valeurs américaines sont parfaitement adaptées aux Asiatiques, d'où leurs succès dans tous les secteurs de la société. Pour les hispanophones, c'est moins évident, mais leur intégration, qui a été plus difficile et qui a pris plus de temps, est en bonne voie. Ce sont de plus en plus souvent des battants à l'américaine. Leur intégration est en tout cas moins problématique que celle des Nord-Africains en France ou ailleurs en Europe.

« On ne peut pas en dire autant des Noirs...

« Le problème de la communauté noire est plus profond. Il touche à des réflexes identitaires. D'une certaine façon, les Noirs se pensent, on les pense comme inférieurs. D'où leur moindre capacité à jouer le jeu de la logique américaine. Bush n'a pas tort de dire qu'il ne faut pas en faire des assistés, sauf que dans les circonstances actuelles ce discours peut sembler tout à fait choquant. Néanmoins, avec les meilleures intentions du monde, on a pris à l'égard des Noirs certaines décisions qui se sont révélées malencontreuses.

« En particulier, le développement du welfare a eu pour conséquence d'encourager les mœurs à rester élitaires. Aux Etats-Unis, il est rationnel financièrement que l'homme s'éloigne de la femme.

Résultat : la moitié des enfants noirs - et dans les ghettos plus encore - sont de couples illégitimes. Pour les filles, c'est moins dramatique, mais pour les garçons, le modèle familial le plus répandu repose sur l'absence de père.

« Avec les conséquences auxquelles on assiste...

« La délinquance est, du coup, devenue chez eux quelque chose de presque normal. Les émeutes de Los Angeles sont, bien sûr, le fait du chômage et d'une situation de détresse généralisée, mais elles sont aussi le résultat du développement de la délinquance et de la drogue. On est en présence d'un modèle de désagrégation interne dramatique devant lequel les Etats-Unis paraissent désarmés. Car un jeune Noir délinquant et drogué, qui veut, qui peut l'employer ?

« L'Amérique n'a pas su voir à temps ce problème. Elle ne sait pas comment le régler. Dans ce climat de malaise larvé, il n'est pas étonnant de voir des crises éclater périodiquement.

## Une prise de conscience

« On a le sentiment qu'en France le système de protection sociale et les politiques menées en faveur des populations dites « à risques » ont, pour l'instant, évité le pire. Vous avez l'air de penser qu'aux Etats-Unis le welfare s'est révélé contre-productif.

« Contre-productif, c'est aller trop loin. En tout cas, les programmes sociaux ne répondent pas à la base du problème posé, même si, dans les

années 60 et 70, ce qui a été fait en faveur de la communauté noire est à l'origine d'avancées considérables, juridiques et économiques.

« Vous faites référence aux politiques d'affirmative action basées sur le droit ?

« Oui et en même temps il faut bien voir que ce n'est pas un Noir de dix-huit ans drogué qui peut profiter d'une politique d'affirmative action. On peut, avec ce genre de politique, aider un certain nombre de gens à s'en sortir - il s'est créé une assez large classe moyenne noire. Mais ce n'est pas cela qui règle le problème de fond. En France, d'ailleurs, il n'est pas réglé non plus. Il y a des ghettos, donc aussi une forte délinquance.

« Vous êtes persuadé, vous l'avez écrit, que l'Amérique a vu qu'elle traverse l'Amérique « va repartir ». Sur quoi se fonde cet optimisme ?

« Vous le disiez tout à l'heure : Tocqueville se réfère à une Amérique très différente de celle d'aujourd'hui. Et pourtant, nombre de ses analyses paraissent toujours pertinentes. Il a mis au jour quelques points forts de la logique américaine qui valent encore aujourd'hui, la logique démocratique, la passion de l'égalité, malgré les inégalités patentées de la société américaine, le pragmatisme des Américains, même si ces logiques n'ont plus le même contenu actuel.

« Je pense que l'Amérique repartira, peut-être parce que je le souhaite. Nous avons besoin d'une Amérique active et efficace. Mais mon jugement varie. J'ai écrit en 1983 une postface à une nouvelle édition du Mal américain (1), postface plus optimiste que le livre lui-même, publié trois ans plus tôt. Aujourd'hui, je suis moins optimiste qu'à l'époque où j'ai rédigé cette postface.

« Malgré tout, les Américains commencent à comprendre qu'il y a une crise de leur système éducatif. C'est un point positif, même si cette prise de conscience a pour l'instant fait du mal à se traduire dans les faits. Mais ça commence ici ou là. En ce qui concerne le business, les Américains ont une conscience beaucoup plus aiguë qu'auparavant de l'absurdité qu'il y a de n'avoir pour horizon que le court terme.

« Au fond, après une phase de cécité collective, l'Amérique aurait pris la mesure de la crise qu'elle traverse. C'est là-dessus que se fonde votre optimisme. Sur une prise de conscience, certes, mais aussi sur le fait qu'il y a eu, au cours de ces dernières années, une véritable révolution silencieuse : l'acquisition progressive de l'expérience de la conduite est aujourd'hui privilégiée. L'éducation routière à l'école est redynamisée.

« Tout à fait. Malgré tout, ce redynamisme suppose la conjonction d'un climat intellectuel, d'une prise de conscience des enjeux de la part d'une majorité d'Américains et d'une volonté de réforme dans le domaine juridique, financier, de l'éducation et de la recherche en particulier. Il n'est pas sûr qu'on en soit encore vraiment là.

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE

(1) NDLR : Hachette, 1984, collection « Pluriel ».

## Les enjeux de la sécurité routière

par Georges Sarre

SIX CENT SOIXANTE-DOUZE vies sauvées et près de vingt mille blessés évités. C'est le bilan de la sécurité routière en 1991, par rapport à l'année 1990. Au total, neuf mille six cent dix-sept personnes ont été tuées l'an dernier dans des accidents de la circulation. Nous repons en fin de compte de ce bilan des résultats voisins de ceux de 1990, alors que la circulation a, depuis, été multipliée par quatre. Certes, et à partir de 1972, année noire de la sécurité routière avec près de dix-sept mille tués, la tendance générale est à la baisse. Mais l'année 1991 se caractérise vraiment en la matière par un saut quantitatif et qualitatif. L'instauration de 50 kilomètres/heure en ville marque en ce sens une rupture dans la conduite traditionnelle excessive d'une minorité de Français. Par son effet de sensibilisation, cette mesure a d'ailleurs eu des effets favorables pas seulement en ville, mais aussi sur l'ensemble du réseau routier.

1992 confirme cette tendance. Mais l'effet en rase campagne a disparu. Seule la ville a été, durant le premier trimestre, le lieu des progrès de sécurité routière. Le dernier bilan global connu, de mars 1992, est encore en baisse : 662 tués, au lieu de 683 en mars 1991. Les vingt et un tués de moins en ville sont à comparer avec la stagnation constatée sur route. Neuf mille six cent tués dans des accidents de la circulation restent cependant un nombre encore intolérable, surtout si on le compare aux sept mille cinq cents tués dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest ou aux cinq mille tués en Grande-Bretagne.

L'enjeu est bien sûr celui de la vie, comme l'a rappelé François Mitterrand, président de la République. Mais il est aussi économique. Au total, l'estimation du coût de l'insécurité routière atteignait les 100 milliards de francs. La diminution du nombre et de la gravité des accidents a des effets sur ces coûts indirects : réduction des dépenses de l'ordre de 1 milliard pour la seule Sécurité sociale, de près de 10 milliards pour l'ensemble de la nation.

Les progrès réalisés ne sont pas le fruit du hasard. Ils trouvent leurs origines, d'une part, dans l'action de l'Etat et, d'autre part, dans les mutations récentes de notre société.

L'Etat, en menant une politique de sécurité routière globale, a renforcé ses obligations : à l'échelle nationale, le programme de réorption des points noirs routiers s'ajoutent les 250 kilomètres d'autoroutes nouvelles mises en service chaque année. Le contrôle technique des véhicules de plus de cinq ans est désormais pleinement opérationnel. La formation à la conduite a été l'objet d'une véritable révolution silencieuse : l'acquisition progressive de l'expérience de la conduite est aujourd'hui privilégiée. L'éducation routière à l'école est redynamisée.

Inévitablement, le tandem dissuasion/sanction fait partie de cette politique. L'alcool au volant est maintenant l'objet d'une répression sociale unanime, et les

moyens de lutte, tant réglementaires que techniques, ont été considérablement renforcés. La lutte contre les excès de vitesse a aussi été repensée. La distinction entre petits et grands excès de vitesse a été introduite, pour mieux adapter l'échelle des sanctions, et mieux faire respecter les limitations. De nouveaux matériels de contrôle, plus fiables, ont été mis au point. L'Etat, qui affirme sa volonté de lutter contre l'absurdité des drames de la route, doit en effet rechercher des sanctions plus rapides, plus adaptées, plus efficaces.

C'est dans cet esprit que sera mis en place, le 1<sup>er</sup> juillet prochain, le permis à points, afin de renforcer l'aspect pédagogique de notre politique. Le retrait de points sera en effet, pour le conducteur, un avertissement individuel pour une conduite plus apaisée. En ce sens, le permis à points est le chef de voûte de la politique de sécurité routière.

Celle-ci s'est appuyée sur les évolutions de l'opinion publique en matière de sécurité routière. La chute des ventes de voitures à caractère sportif, telles les GTI, reflète les nouvelles motivations des consommateurs. Si, aujourd'hui, la sécurité n'est plus un tabou mais un argument de vente, c'est en grande partie grâce au dialogue que nous avons noué avec les constructeurs.

Avec l'instauration de 50 kilomètres/heure en ville, nous avons également ouvert le débat sur la place de l'automobile dans la cité. Les maires, par la modulation de la vitesse à 30, 50 ou 70 kilomètres/heure, ont d'ores et déjà maîtrisé l'usage de la voiture dans leur agglomération, en fonction de l'aménagement urbain réalisé, c'est-à-dire en fonction des grandes orientations qu'ils auront choisies.

## Une image qui change

C'est en fin de compte un nouvel enjeu économique qui se dessine. La politique de sécurité routière a maintenant un impact direct sur le produit. Le 50 en ville devrait redynamiser le marché de l'aménagement urbain. Le contrôle technique a permis la création de deux mille emplois. La dimension économique de la politique de sécurité routière ira croissant. Des nouvelles technologies naîtront les progrès de demain : c'est la raison des 695 millions de francs engagés conjointement par l'Etat et les constructeurs sur un nouveau programme de recherche d'un « véhicule de sécurité routière ».

Ces améliorations appartiennent à un avenir très proche : la voiture de demain sera équipée de détecteurs de surveillance technique ; dès après-demain de détecteurs de vigilance qui alerteront le conducteur trop fatigué pour poursuivre sa route. Les informations nécessaires à la conduite seront projetées sur le pare-bris, comme elles le sont aujourd'hui pour les avions de combat. Le brouillard ne posera plus aucun problème, grâce aux radars embarqués, etc.

Ces mutations concernent également la route : son exploitation, la gestion de la circulation, l'information des usagers sont dès à présent des métiers. Ils préparent une route véritablement au service des usagers ; une route qui ne crée pas de mauvaise surprise, qui guide le conducteur au lieu de, parfois, le piéger.

L'ensemble de ces évolutions accompagne et conditionne celle de la voiture dans notre vie. Ne nous y trompons pas : l'image de l'automobile change. Sa place dans notre société sera bientôt radicalement différente. Son usage sera tout autre. Ces nouveaux modèles sont déjà à l'étude. L'usage de la voiture s'intégrera ainsi, peu à peu, dans un schéma global de transports, en même temps que dans un cadre urbain plus humain et plus respectueux de l'environnement.

Il ne restera alors à l'insécurité routière qu'une marge incompressible d'accidents. Nous sommes sur cette voie. C'est le véritable sens des progrès actuels de la sécurité routière.

Georges Sarre est secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux.

## COURRIER

## Français juifs

Quand on évoque les victimes « raciales ou religieuses » que l'occupation nazie « ci-Vichy » agissait ensemble en co-convergence, on mentionne sur le sol français les victimes de celui-ci, on dit le plus couramment : « les juifs », « les tsiganes ». Dans la plupart des cas, il manque à cet endroit un mot, un seul mot.

C'est là que, l'implicite ne suffisant pas, il serait plus éclairant de dire : « les Français juifs », « les Français tsiganes ». Car, dans cette « plupart des cas », il se trouve que les juifs victimes d'un milicien français étaient attachés aux propres compatriotes du milicien, de même que les juifs ou les tsiganes victimes d'un gendarme allemand étaient pris parmi les ressortissants civils d'un pays que la puissante armée allemande occupait sous convention d'armistice.

Loin d'être superfétatoires, ces circonstances contribuent à une mesure plus complète du crime tant milicien que gendarme, même si le martyre parallèle de victimes juives ou tsiganes non françaises montre que leur qualité d'hôtes de la France ne leur valut pas davantage d'être respectés. Le plus souvent, le génocide juif et tsigane fut aussi - on a tendance à l'omettre - génocide français. Quand par tranches de mille Français dont quinze juifs on tue systématiquement un certain nombre de juifs, aussi proche que possible de quinze, on

« génocida » à la fois, fût-ce dans des proportions différentes, les juifs et les Français.

WILLIAM ACHER  
Paris

## Pauvre Europe

La Serbie attaque impunément, violemment et brutalement Sarajevo, symbole d'une Bosnie jusqu'à présent tolérante et ouverte, lieu de cohabitation multinationnelle et religieuse.

Le motif de la « défense des Serbes » (hors de danger en Bosnie) ne trompe personne et, d'ailleurs, la violence qu'il amène l'accuse. C'est l'agression claire d'une République reconnue indépendante, au motif de la loi du plus fort, car le plus armé. Le bombardement de la ville est total.

Pauvre Europe (des Douze) qui alternait mollement et dont la faiblesse des réactions - même de principe - frappe, quand elle ne choque pas. Pour un peu, elle était prête à partager en trois une République reconnue il y a un mois, justifiant ainsi l'agresseur et ses méthodes, et ne préparant certainement pas à la paix ! L'Europe est un vain mot.

Pauvre Bosnie qui a pêché car elle n'a pas de pétrole. Et quelle crédibilité européenne perdus par les possibles (hélas !) autres conflits futurs !

LOUIS DE LA RONCIÈRE  
Paris

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société autonome des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gensbourg 94852 IVRY Cedex [1991]

## RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 208.805 F

## Le Monde

Jacques Lesourne, président  
Michel Crozier, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-72  
Tél. MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 44-62-99-71. Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-19 - Tapez LEMONDE ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

## ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 281.311 F

## ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-99

Tarif FRANCE 480 F 572 F 790 F

3 mois 6 mois 1 an

1 1 60 F 2 086 F 2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

PP Paris RP

201 MON 01

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je vous prie d'envoyer l'hebdomadaire de l'Europe sous les noms propres en capital à l'adresse ci-dessus.

PP Paris RP

201 MON 01

## Roger Coleman

La dernière gaffe

permet des ca

permet des ca

permet des ca

permet des ca

permet des ca

permet des ca



# ÉTRANGER

ÉTATS-UNIS : condamné à mort au terme d'un procès bâclé

## Roger Coleman a été exécuté en Virginie

Le cas de Roger Coleman a fait l'objet d'une intense campagne de presse parce que son procès initial, au cours duquel il a été condamné à mort, a été manifestement bâclé, et aussi parce que de nouveaux éléments de preuves, présentés par la défense, n'ont jamais été examinés par la justice. La Cour suprême, qui entend limiter les possibilités d'appel, a rejeté un dernier recours, et Roger Coleman a été exécuté, mercredi 20 mai, en Virginie.

WASHINGTON

de notre correspondant

Il était devenu une « cause célèbre ». Depuis une semaine, Roger Coleman, tueur en série, condamné à mort pour meurtre et viol, était chaque jour sur les écrans de toutes les télévisions américaines. Interrogé depuis sa cellule, il émettait son innocence et, la voix calme, le ton posé, répliquait son dossier à longueur d'émissions spéciales. Dans une de ses dernières interventions, il déclarait : « Si je suis exécuté, on

provera plus tard que j'étais innocent et mon cas témoignera de tout le mal que représente la peine de mort ».

Roger Coleman a été conduit, mercredi 20 mai, peu après 23 heures, sur la chaise électrique et exécuté dans la prison de Jarrat, en Virginie. Une juridiction d'appel fédérale et la Cour suprême lui avaient, dans la journée, refusé l'accès aux derniers recours possibles : les magistrats ont estimé qu'il n'y avait pas matière à juger de nouveau une affaire déjà traitée à tous les échelons de la justice de l'Etat de Virginie. Mardi, le gouverneur de l'Etat, M. Douglas Wilder, avait refusé sa grâce, faute, a-t-il dit, d'avoir été convaincu de l'innocence de l'inculpé. Mais, précisément, si Roger Coleman est devenu une « cause célèbre » aux Etats-Unis, c'est parce qu'une grande partie des médias sont persuadés qu'il y avait un sérieux « doute » sur sa « culpabilité » : nombre de commentateurs ont fait valoir qu'un condamné à « la plus irréprochable des peines », comme dit la Cour suprême, aurait dû avoir le bénéfice de ce « doute ».

Minuteur de fond dans une misérable bourgade de Virginie-Occidentale, Roger Coleman a été accusé, il y a onze ans, d'avoir violé et tué sa

belle-sœur à coups de couteau ou de ciseaux. Il est jugé en quatre jours, défendu par un avocat débutant commis d'office parce que Coleman est trop pauvre, reconnu coupable et condamné à mort. Les preuves ? Il y a une petite zone d'ombre dans l'emploi du temps qu'il ne peut justifier. La jeune femme était timide, habitait une maison isolée et n'avait pas ouvert à un inconnu. Des traces de sperme et de sang découvertes sur la victime correspondaient au groupe de Roger Coleman, un groupe très rare. Et, surtout, Roger Coleman avait déjà purgé deux ans de prison, de 1977 à 1979, pour tentative de viol effectuée sous la menace d'une arme.

Victime

de sa pauvreté ?

Aucune « preuve directe » n'a pu être avancée : ni empreinte ni témoin. Au fil des procédures d'appel en Virginie, la défense présentait de nouveaux éléments de nature à ébranler sérieusement le premier verdict. Mais, parce que la défense avait dépassé le délai légal de vingt-quatre heures, l'action qu'elle intentait devant une cour d'appel fédérale sera rejetée, et aucun des nouveaux éléments ne sera jamais examiné.

Pour un des commentateurs du *Washington Post*, M. Richard Cohen, un tel dossier plaiderait à temps par un avocat expérimenté n'aurait sans doute pas abouti à une condamnation à mort : Coleman, écrit-il, a été victime de sa « pauvreté ». L'*Associated Press*, qui, il y a deux semaines, consacrait sa « une » à cette affaire, commentait de son côté : « Il est tout à fait possible qu'il [Coleman] mourra victime d'un système judiciaire tellement obscurci par la forme et la procédure que la question de savoir s'il a effectivement tué (...) est devenue subsidiaire ».

L'affaire Coleman illustre un changement de politique de la Cour suprême : sous la houlette de son président, l'ultra-conservateur William Rehnquist, la Cour entend limiter au maximum les possibilités d'appel au niveau fédéral. Si les condamnés peuvent durant près de dix ans multiplier les procédures à tous les échelons de la justice d'un Etat puis à ceux du gouvernement fédéral, alors, dit la Cour, on embouteille le système, et la peine de mort, appliquée si longtemps après les faits, perd son éventuelle exemplarité. Pour la Cour, la multiplication des possibilités de recours fédérales va aussi à l'encontre du fédéralisme, en diminuant la valeur des jugements rendus dans les Etats. Commentaire du *New York Times* : « C'est indigne pour un gouvernement (...) de se laisser ainsi derrière le fédéralisme quand une vie est en jeu et qu'il y a autant de preuves d'une injustice commise au niveau d'un Etat ».

La campagne menée dans cette affaire a peu de chance d'ébranler une écrasante majorité d'Américains que tous les sondages disent partisans de la peine de mort. Réintroduite dans l'arsenal pénal du pays en 1976, elle est appliquée dans trente-six Etats qui connaissent une aussi forte criminalité que les autres. Il y a aujourd'hui 2 583 personnes dans les cellules des condamnés à mort, et le rythme des exécutions augmente : déjà dix-sept cette année, pour quatorze en 1991.

ALAIN FRACHON

■ Nouvelle exécution au Texas. — Condamné à mort pour avoir participé au viol et au meurtre d'une adolescente, Jesus Romero, vingt-sept ans, originaire du Mexique, a été exécuté par injection d'une dose mortelle, mercredi 20 mai, au pénitencier de Huntsville (Texas), après qu'un recours en grâce eut été rejeté par la Cour suprême des Etats-Unis. Deux de ses coaccusés ont été condamnés l'un à mort, l'autre à vingt ans de réclusion. — (AFP)

TCHAD : selon une commission officielle

## Quarante mille personnes auraient été tuées sous le régime du président Hissène Habré

Selon le rapport d'une commission d'enquête officielle, remis au président Idriss Déby, mercredi 20 mai, à N'Djamena, quarante mille personnes auraient été exécutées ou seraient mortes en détention sous le régime de l'ancien président Hissène Habré.

Ces révélations surviennent alors que le nouveau pouvoir reste confronté à une grave crise économique et financière. Ces difficultés ont conduit le chef de l'Etat à mettre sur pied un « gouvernement de consensus », et à désigner, mercredi soir, un nouveau premier ministre, M. Joseph Yodoyman, en remplacement de M. Jeon Bawoyou Atingue. La veille, un projet d'ordonnance relatif à la révision de la Charte nationale (Constitution provisoire) avait été adopté, conférant au premier ministre la fonction de chef de gouvernement — jusque-là détenue par le président.

Quelques semaines après son arrivée au pouvoir, en décembre 1990, le président Idriss Déby avait nommé une commission, chargée d'enquêter sur les crimes et décrets commis sous l'ancien régime du président Hissène Habré, aujourd'hui réfugié au Sénégal. Après dix-sept mois de travaux, cette commission a rendu, mercredi 20 mai, son rapport au chef de l'Etat. Selon ce rapport — qui accuse l'ancien chef de l'Etat d'avoir « commis un génocide contre le peuple tchadien » — le nombre de personnes mortes en détention ou exécutées sous le régime Habré s'élèverait à 40 000, dont 4 000 ont pu être identifiées.

« Une machine d'oppression »

Tortures, empoisonnement, mort par asphyxie... « Habré et ses collaborateurs n'ont épargné aucun moyen », souligne le rapport. Au cours de ses enquêtes, la commission a effectué trois exhumations dans les environs de N'Djamena. L'une d'entre elles a permis de découvrir « un charnier de cent cinquante personnes massacrées à bout portant en 1983 », à vingt-cinq kilomètres de la capitale. Dans ses recommandations, la commission,

qui est présidée par un magistrat, M. Mahamat Hassan Abakar, laisse entendre que certaines caractéristiques du système répressif en vigueur à l'époque de Hissène Habré n'ont pas disparu. Ainsi, il est recommandé au président Déby de « réexaminer les attributions et les structures du nouveau service spécial », le Centre de recherches et de coordination de renseignements (CRCCR), qui a succédé à la meurtrière Direction de la documentation et la sécurité (DDS) qui existait à l'époque de M. Habré.

Il faut que le CRCCR « redevienne un instrument au service du peuple et de son bien-être et non une machine d'oppression et de surveillance », lit-on dans le rapport. La commission recommande au chef de l'Etat « d'écarter de leurs fonctions, dès la publication de ce rapport, tous les anciens agents de la DDS réhabilités et engagés dans la CRCCR ». L'un des tortionnaires élités dans le rapport, M. Abou Moussa, agent du service pénitentier du temps de M. Habré, est en effet l'actuel directeur adjoint du CRCCR.

En dénonçant à mots couverts la perpétuation du « système Habré », les membres de la commission d'enquête savent qu'ils prennent des risques. Il y a quelques mois, le vice-président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme, M. Joseph Behidi, était assassiné à N'Djamena. La lumière n'a jamais été faite sur cette disparition.

M.-P. S.

ALGÉRIE

## Quatre islamistes tués par la police

Quatre militants islamistes ont été tués mercredi 20 mai, lors d'une opération menée par les forces de l'ordre dans le quartier populaire de Belcourt, à Alger, a-t-on indiqué de sources policières. Ils appartenaient à un groupe extrémiste qui aurait été impliqué dans l'assassinat d'un officier de police, dans le même quartier, le 3 mai. Le groupe était réfugié dans la cave d'un petit immeuble, à proximité du téléphérique reliant Belcourt à Ryad al-Feth, le grand jardin public surplombant Alger. Pour donner l'assaut, la police avait fait évacuer discrètement les familles, prenant par surprise les membres du groupe dont on ignore le nombre exact. Deux militants ont été tués sur les lieux pendant l'attaque, les deux autres ayant succombé à leurs blessures, l'un lors de son transfert à l'hôpital militaire de Ain Naadja, dans la périphérie d'Alger, et l'autre après son admission à l'hôpital. Un cinquième a été arrêté au cours de l'assaut.

La veille, un inspecteur de police avait été assassiné par balles, à Bida (50 km au sud d'Alger) par des inconnus qui avaient pris la fuite. Depuis le début de l'année, une soixantaine de policiers et gendarmes ont été tués lors d'attentats attribués aux islamistes. — (AFP)

■ CENTRAFRIQUE : un opposant condamné à six mois de prison. — Un dirigeant de l'opposition, M. Joseph Boudounga, président du Mouvement démocratique pour la renaissance et l'évolution en Centrafrique (CDREC) a été condamné à six mois de prison ferme pour avoir traité le chef de l'Etat, M. André Kolingba, de « traître » et d' « inconscient », a-t-on appris, mercredi 20 mai, de source judiciaire à Bangui. Le ministre public avait requis huit mois de prison pour « non-respect des principes démocratiques qui exigent le respect de l'autorité ». — (AFP, Reuter)

■ NIGÉRIA : extension des affrontements religieux. — Selon des témoins, les affrontements, confessionnels et ethniques, qui ont récemment fait près de 300 morts dans le nord du Nigeria ont gagné la banlieue de la nouvelle capitale du pays, Abuja. « Des gens ont été tués », ont déclaré jeudi 21 mai des habitants. Selon la police, près de 250 personnes ont été arrêtées, dans l'Etat de Kaduna, au Nord, durant les quatre jours de violence. D'autre part à Lagos, le directeur de l'Autorité fédérale de l'aviation civile (FCAA), le capitaine Adu Dabiru, a annoncé, mercredi, que tous les contrôleurs aériens, en grève depuis lundi, avaient été licenciés, les « meneurs » du mouvement devant être traduits devant les tribunaux pour « sabotage économique ». — (AFP, Reuter)

## La dernière gaffe de Dan Quayle

WASHINGTON

de notre correspondant

Le vice-président américain, Dan Quayle, a la réputation d'être un « gaffeur ». Il vient de commettre une nouvelle bourde qui faillit, mercredi 20 mai, les défer de toute la presse, la « une » des journaux télévisés et suscitait l'embarras de la Maison Blanche. Monnant campagne en Californie, le vice-président, fils d'une très riche famille, est allé dire aux « pauvres » des ghettos urbains qu'ils souffraient avant tout d'une « pauvreté de valeurs ».

Costume impeccable, visage poupin, habitude des terrains de golf, M. Quayle a expliqué que la pauvreté et les problèmes des ghettos étaient d'abord dus à « l'affaiblissement de la structure familiale », à la disparition des « valeurs » traditionnelles telles que « le sens de la responsabilité individuelle » et « l'assiduité au travail ». Soulignant à l'appui, il a expliqué que la pauvreté touchait beaucoup plus les enfants nés de mère célibataire.

bataille — la majorité dans la communauté noire — que ceux élevés par leurs deux parents.

S'il en était resté là, M. Quayle n'aurait fait que tenir le discours habituel de la droite républicaine et cultiver un électoral conservateur qui ne doit pas faire défaut à M. George Bush en novembre. Seulement, pour illustrer son propos, M. Quayle a cru bon de s'en prendre à l'un des plus populaires — et des plus talentueux — feuilletons télévisés du moment, « Murphy Brown ».

Question piège

Incarmée par l'actrice Candice Bergen, Murphy est une célèbre journaliste de télévision qui, dans les derniers épisodes de la série, a été divorcée puis a décidé de garder l'enfant dont elle est enceinte de son ex-mari et de l'élever seule. Le vice-président a vu une attaque contre la famille traditionnelle et une ode à la famille monoparentale. Mal lui en a pris. Il y eut d'abord une réplique cinglante de

la productrice de la série, Diane English : « S'il croit qu'une femme ne peut élever un enfant sans père, s'en va-t-elle déclarer, il ferait mieux de s'assurer que l'avortement demeure sans risque et légal ».

Il y a eu, ensuite, un tollé de la part de nombreux téléspectateurs (et téléspectatrices) qui ont posé la question : « Murphy aurait-elle dû choisir de ne pas garder l'enfant ? » Question-piège pour le vice-président, qui est un des plus virulents opposants au droit à l'avortement et entend en faire un des thèmes de campagne. Les républicains dans la bataille pour l'élection présidentielle de novembre, M. Quayle est resté à court d'arguments. Interrogé, le président Bush a, prudemment, esquivé la question. Hérédité de questions, son porte-parole, M. Martin Fitzwater, était encore plus embarrassé : bien sûr, il est, lui aussi, pour la défense des valeurs familiales, seulement, a-t-il confié, il adore « Murphy Brown », et Candice Bergen est son actrice préférée.

A. Fr.

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : la préparation du scrutin du 23 juin

## Quand un système électoral permet des candidatures inattendues ou douteuses...

JERUSALEM

de notre correspondant

Un consortium de la scieuse obsédé par le fisc, une poignée de « femmes battues », et fatiguées de l'autre, un couple de militants pris dans une querelle d'immunité parlementaire, un rabbin plus fanatique que de la dette que de la Torah, deux jeunes racistes purs et durs, un doux adepte de la méditation transcendante et quelques autres illustres plus ou moins dangereux... Place au folklore, vive les farfouilles ! A un mois des élections générales prévues pour le 23 juin en Israël, trente listes, dont une douzaine à caractère plus ou moins fantaisiste, ont été déposées mardi 19 mai auprès de la commission électorale.

Le phénomène des candidatures dites « spécifiques » est tellement lié au régime de proportionnelle intégrale qui sévit dans le pays depuis quarante ans qu'il ne fait même plus sourire. Il suffit, après tout, pour concevoir de créer un club-candidat de 23 000 shekels (environ 58 000 F), accompagné de 1 500 signatures de soutien, et le tour est joué. Bien sûr, ceux qui ne parviennent pas à récolter les quarante et quelques mille voix nécessaires à l'obtention d'un siège à la Knesset perdront irrémédiablement leur mise. Mais, au tant de la

publicité télévisée, ce n'est pas très cher payer.

Parfois utile au sans-grade qui s'estiment porteurs d'un message particulier, le système est plein bérêt pour les escrocs en tout genre. Ancien député et ex-ministre, M. Samuel Ratto-Sharon, de sombre réputation en France, n'est pas parvenu cette fois à réunir les signatures exigées. Ou, plutôt, il a affirmé qu'on les lui avait volées à la veille de la date fatidique, ce qui, pour la commission électorale, revenait strictement au même. Invité l'an dernier par la justice israélienne, à rendre une partie des millions de dollars dérobés jadis à une banque française, l'homme d'affaires, qui fut naguère condamné en Israël pour corruption d'électeurs, s'est vu refuser le délai de quarante-huit heures qu'il sollicitait pour soumettre sa candidature.

En revanche, une étrange liste, simplement intitulée « L'Etat juif », a pu passer mardi la première épreuve des élections. Elle a été créée par des amis de Robert et Rochelle Manning, un couple de fanatiques, accusés d'avoir provoqué par lettre piégée la mort d'une jeune femme en 1980 à New-York. Actuellement détenu en Israël, le couple, en se présentant, cherche à échapper à son extradition vers les Etats-Unis. Le tribunal de Jérusalem

avait déjà accepté la demande amicale d'une entrée en fanfare dans la course aux sièges à la Knesset.

Autre personnage controversé à faire une entrée en fanfare dans la course aux sièges à la Knesset, le rabbin Moshe Levinger, « grand prêtre » patron de la colonisation à outrance des territoires de Cisjordanie conquis en 1967 par l'Etat hébreu. Condamné l'an dernier à dix semaines de prison pour avoir tué un passant palestinien, après avoir été accusé à coups de pierres d'avoir assassiné d'Hébron (en Cisjordanie), le bouillant rabbin, âgé de cinquante-six ans, est toujours armé. Politiquement très proche des courants les plus durs du Gush Emounim, le « Bloc de la foi », sa liste se nomme « Torah et Terre », programme « biblique » qui, dit-il, devrait lui permettre d'enlever « au moins quatre sièges à la Knesset ».

Injures et insultes

En fait, estime le professeur Claude Klein, constitutionnaliste, « sauf improbable coup de théâtre, il s'agit très étonnamment d'une seule et même liste plus ou moins folklorique rassemblée à la Knesset ». Selon lui, même l'élection per-

sonnelle du rabbin Levinger, pourtant très populaire parmi les cent mille colons des territoires occupés, est loin d'être assurée. Même s'il parvient à prendre des voix aux partis d'extrême droite qui ont pignon sur rue (Tehiya, Tsomet, et Moledet, sept sièges à eux trois actuellement), il aura du mal à morde sur l'électorat religieux. Après des semaines de tormenteuses négociations, deux des autres partis religieux (les ultra-orthodoxes Agudat Israël et Degel HaTorah, six sièges à eux deux dans l'actuelle Knesset) sont en effet parvenus, in extremis, à se mettre d'accord pour présenter une liste commune.

La commission électorale doit vérifier que les programmes politiques des différentes listes ne sont pas en contradiction avec la Loi fondamentale du pays. Prôner la haine raciale ou remettre en cause le caractère juif et démocratique de l'Etat est formellement interdit. Pour la race, chacun sera libre de dire et de médire tout son saoul. Bien que la haine raciale ne soit pas encore entrée dans sa période chaude — celle qui s'ouvre avec les temps de parole réglementaires à la télévision nationale, — les insultes et les coups bas violent déjà de tous côtés. Des militants du Likoud, le parti nationaliste de M. Itzhak Shamir, actuellement au pouvoir, ont

ainsi commencé dans les réunions électorales à distribuer divers gadgets et autocollants, présentant M. Itzhak Rabin, leader des travaillistes et grand favori des sondages, comme un ivrogne invétéré. « Le pays, effirma un libella signé d'un prétendu Comité national contre l'alcoolisme et imprimé à 50 000 exemplaires, veut un premier ministre aux idées claires, pas un alcoolique ».

PATRICE CLAUDE

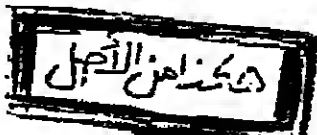
■ Vingt-quatre Palestiniens blessés par balles en Cisjordanie et à Gaza. — Vingt-quatre Palestiniens ont été blessés, mercredi 20 mai par des tirs de soldats et de membres des « unités spéciales » israéliennes, en Cisjordanie et à Gaza, selon des sources palestiniennes. Un porte-parole de l'armée a fait état de vingt et un Palestiniens blessés, dont un gravement. Les Palestiniens avaient organisé des manifestations pour l'anniversaire de la guerre de Roshon-le-Zion, près de Tel-Aviv, au cours de laquelle un Israélien avait ouvert le feu sur un groupe de Palestiniens, tuant sept d'entre eux et en blessant dix autres. — (AFP)

Les enjeux de la sécurité routière

S

QUALITE D'ADRESSEMENT





## ASIE

## Thaïlande : l'intervention du roi Bhumibol

Suite de la première page

Des manifestants ont également quitté les barricades qu'ils avaient érigées, dans la matinée de mercredi, devant cette université de banlieue. L'intervention directe du roi a également encouragé la dispersion des groupes d'opposants encore présents aux abords du quartier des ministères, théâtre des affrontements les plus sanglants et sans occupation militaire.

Bref, quelle que soit la déception d'un bon nombre de gens, dont l'hostilité à l'égard du général Suchinda est profonde, le débat devrait quitter la rue pour reprendre dans l'enceinte du Parlement et dans les coulisses sous la surveillance des deux conseillers privés du roi, M. Sanya Thammasak et, surtout, le général Prem Tinsulanonda, premier ministre de 1980 à 1988, et dont le prestige demeure important.

## Confusion et rumeurs

Après la sanglante répression de lundi et mardi, mercredi avait été la journée des plus folles rumeurs. On a dit que l'hôtel Royal, où l'armée avait tiré sur les manifestants mardi matin et brutalement arrêté plusieurs centaines de personnes, était en feu. Il n'en a rien été mais la confusion était compréhensible : des puits brûlaient à proximité, dégageant d'impressionnantes colonnes de fumée noire.

Surtout, un peu partout en ville, les gens se persuadaient que des

troupes hostiles au général Suchinda marchaient sur Bangkok, à telle enseigne qu'un fin d'après-midi certains conseillaient l'évacuation des rues. Rien ne confirmait, pourtant, sur le moment, ces spéculations. Mais il est vrai que la situation était particulièrement volatile. Devant des barrages de soldats l'arme au pied, des gens se sont regroupés toute la journée, parfois par centaines, pour brûler des pneus ou des voitures. Quelques coups de feu ont été tirés. Des actes de vandalisme ont eu lieu. Surtout, devant l'université Ramkhamhaeng, des barricades piégées s'élevaient sur une avenue très passante, bloquant la circulation.

A certains indices, pourtant, on pouvait sentir que de grandes manœuvres s'étaient amorcées en sous-main. L'émouvant appel au calme lancé de Paris, après consultation avec son père, par la très populaire princesse Sirindhorn, indiquait clairement que le Palais était entré dans la danse. En procédant de même de Soud, où il se trouvait en visite officielle, le prince héritier Vajiralongkorn confirmait cette nouvelle donne. Le très respecté roi Bhumibol était donc intervenu.

Entretiens, la chaîne 9 de la télévision, qui est publique mais s'appartient pas à l'armée, avait changé de ton, rompant avec la version officielle des événements reprise jusqu'alors par la radio-télévision d'État. En fait, dans le courant de l'après-midi, le général Suchinda avait admis, devant des journalistes, que le bilan des victimes s'élevait à quatre morts et à 600 blessés, des

chiffres probablement loin du compte mais qui tranchaient avec les bilans officiels avancés jusqu'alors.

Le roi a donc mis son immense prestige dans la balance en lançant publiquement, comme on le ferait avec deux mauvais garçons, le premier ministre et le général Chamlong. Il leur a dit de « s'entraider » au lieu de se quereller. Il a jugé que la Constitution actuelle était meilleure que la « Constitution intrinsèque » précédente. Il les a renvoyés sur leur banc d'écoliers réapprendre leur leçon et refaire leur devoir. Bref, le roi a opté, publiquement du moins, pour la ligne du « ni vainqueur ni vaincu », afin d'éviter de nouvelles pertes de vies humaines et de rétablir le calme dans son royaume, au moment même où les villes de province devenaient à leur tour le théâtre de manifestations antigouvernementales de plus en plus importantes.

## Les règles du jeu ont changé

Les règles du jeu ont changé. Le général Suchinda s'est engagé à appuyer des amendements constitutionnels qui l'obligeraient, s'ils sont adoptés, soit à se soumettre à l'épreuve d'une élection partielle, soit à se démettre. Surtout, le crédit du premier ministre est sérieusement entamé. Malgré la dureté de la répression de ces derniers jours, dont on lui fait porter toute la responsabilité, il n'est pas parvenu à rétablir l'ordre. C'est le roi qui l'a fait.

L'impopularité du premier ministre crée les yeux, ce qui laisse penser que sa majorité à l'Assemblée, déjà bien mince, peut se défaire à tout moment. Et rien n'indique que les forces armées s'entendront longtemps pour appuyer un perdant dont, en outre, la présence à la tête du gouvernement est désormais une

entrave au rétablissement de relations normales avec les principaux alliés du royaume.

Libre, le général Chamlong se retrouve, quant à lui, privé de sa principale arme, l'appel aux grands rassemblements qui ont tant secouru le pouvoir ces dernières semaines. Puisque le roi le demande, il doit poursuivre le combat au sein de l'Assemblée, dont il est membre, et non dans la rue. Après la sanglante répression de ce début de semaine, une telle solution ne peut que frustrer bon nombre de manifestants qui constatent que, pour l'instant, le général Suchinda reste en fonction et que les députés vont débiter de réformes constitutionnelles. Ce n'est pas pour un tel résultat que beaucoup ont risqué leur vie. Les plaies sont encore béantes et la déception sensible dans les rangs de ceux qui, en fait, ont protesté contre l'arrogance du pouvoir militaire.

La crise est donc loin d'être entièrement résolue, car il ne s'agit plus d'un simple problème de réforme constitutionnelle mais d'une véritable crise de régime. Les mouvements de protestation ont bénéficié, cette fois-ci, du soutien d'une partie au moins des milieux d'affaires et de la fonction publique.

On ne peut donc en revenir à une solution négociée entre chefs de l'armée, anciens généraux reconvertis dans la politique et politiciens, sans tenir compte de l'ampleur du mouvement populaire. Le roi l'a d'ailleurs laissé entendre lorsqu'il a évoqué la possibilité d'une démission du général Suchinda avant ou après la modification de la Constitution par le Parlement. La crise se trouve véritablement sous un terme qu'avec la formation d'un nouveau cabinet, ce qui ne veut pas dire que l'opération sera, le moment venu, facile à réaliser.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## Inde : la deuxième mort de Rajiv Gandhi

Suite de la première page

Cette mort brutale et les photos de son cadavre déshabillé avaient traumatisé le pays. Mais, douze mois après l'attentat, très peu regrettaient cet homme qui symbolisait un temps la transition vers la modernité pour une génération avide de changements.

## L'étouffante étreinte des pharisiens du Congrès

C'était un brave type, sincère mais faible et totalement inexpérimenté. Telle est, dans le meilleur des cas, la remarque qui revient désormais dans les propos des Indiens, dont beaucoup furent pourtant conquis par la personnalité de l'« héritier » de la dynastie Nehru-Gandhi dans les premiers mois de son mandat. Après l'assassinat de sa mère, Indira, en 1984, le jeune Rajiv fut immédiatement propulsé au pouvoir. A l'issue des élections qui s'ensuivirent, sans pari, le Congrès (I), remporta la plus spectaculaire de ses victoires en ralliant l'écrasante majorité des sièges au Parlement.

« Rajiv aurait pu être la plus

grande contribution à son pays et à un parti dédit jusqu'à son arrivée à un culte obsessionnel de la personnalité », remarque Dilip Bobb, l'éditorialiste du magazine *India Today*, son *deus ex machina* l'Inde tout entière. Mais, indubitablement, les pharisiens du parti l'ont étouffé dans leur étreinte. Voilà qui résume parfaitement l'humour de ceux qui avaient tant espéré des promesses de cet ancien pilote que l'autocrate Indira avait forcé à entrer en politique quelques années plus tôt.

La pudeur oblige évidemment aujourd'hui à ne pas se réjouir en public de cette disparition. Pourtant, la fin de Rajiv ayant marqué du même coup celle d'une « dynastie » qui « régna » trop longtemps, les Indiens maugréent rarement une occasion de se féliciter que la famille Nehru-Gandhi appartienne pour de bon à l'histoire.

Même le Congrès, dont le destin paraissait encore, il y a un an, indissolublement lié à celui des Gandhi, a survécu sans grande difficulté à la mort du dernier de la lignée : compte tenu de la « culture » de cette formation, tout entière centrée autour du charisme de Jawaharlal

Nehru, d'Iindira puis de Rajiv, on pouvait pourtant craindre que le meurtre de ce dernier eût soit le coup de grâce pour un parti rongé par ses divisions et au sein duquel nulle personnalité eût semblé offrir de solution alternative viable.

« Certains responsables se sentent orphelins, mais le Congrès a récupéré rapidement », titrait le week-end dernier le *Sunday Times of India*, dont l'article consacré à l'anniversaire n'est ni plus ni moins qu'une liste des mérites de son successeur : M. Rao est certes le seul étranger à la « famille » à avoir vraiment réussi à s'imposer depuis l'indépendance à la tête du parti.

M. Rao entend officiellement poursuivre l'œuvre de son prédécesseur. Il serait, en effet, hors de propos de remettre en question les vues d'un Rajiv Gandhi, qui promettait d'« emmener l'Inde sur les chemins du XXI<sup>e</sup> siècle ». Mais les visages de Nehru, Indira et Rajiv sont autant de statues de commandeur dont l'aura fainéant se fait à la fois de caution et de repoussoir.

## Les canons de Bofors

Car, tout en donnant l'impression de ne pas rompre trop brutalement avec le passé, il importe d'en finir avec le socialisme à la Nehru. Les réformes économiques d'août amplifient sans précédent — sur le papier en tout cas — que le gouvernement espère mener à bien en

tant de preuves. De même, il s'agit de montrer que, sans Rajiv, pour moderniser l'Inde, l'ancien premier ministre, le Congrès reste non seulement le symbole des « forces de progrès », mais parviendra à réussir là où le fils Gandhi a échoué.

Incapable de réformer son parti et de seconder la bureaucratie pour impulser des réformes économiques qui avaient soulevé tant d'espérances, pris au piège du scandale de l'affaire Bofors, ce marchand de canons suédois qui avait généré le « scandale » des années du premier ministre — et peut-être Rajiv lui-même, a affirmé récemment un quotidien de Stockholm — Rajiv Gandhi avait connu l'amertume d'une humiliante défaite aux élections de 1989. Un an et demi plus tard, on le trouvait pourtant grand favori du scrutin quand la mort l'a frappé.

Mercredi, à la veille du premier anniversaire de sa mort, une commission d'enquête a officiellement accusé les Tigres de libération de l'« Élan tamoul » (LTTE) d'être les auteurs de l'attentat. Selon ce rapport, c'est en 1987 que le chef des « Tigres », Velupillai Prabhakaran, aurait décidé « d'en finir avec Rajiv ». C'était l'époque où ce dernier essayait de convaincre les indépendantistes de respecter les accords de paix signés entre l'Inde et Sri-Lanka pour mettre fin à la guerre civile entre Cinghalais et Tamouls.

Le chef des irrédutibles de la guérilla risque cependant d'être jugé par contumace. M. Prabhakaran étant toujours retranché dans son fortin de Jaffna, dans le nord du Sri-Lanka. Deux des autres inculpés se sont suicidés ou ont été tués. Le reste des membres de la « conspiration » sont pour la plupart originaires de Tamil Nadu, naguère le plus ardent défenseur de la cause tamoule.

Le fait que le président tri-annuel Premadasa paraisse aujourd'hui désireux de parvenir à une solution négociée avec l'ennemi tamoul risque fort peu de faciliter l'extension de M. Prabhakaran, que les Indiens réclameront certainement bientôt à Colombo, estime la presse de New-Delhi. Dans un tel contexte, la publication de cette longue liste d'inculpés marque peut-être le début d'une ère longue bataille juridique. Le vrai coupable est sans doute pas près d'être puni.

BRUNO PHILIP

## EUROPE

## BOSNIE-HERZÉGOVINE

## Les combats ont fait 2 225 morts en deux mois

Des « casques bleus » français ont été la cible de tirs de mortier, mercredi 20 mai, à Sarajevo, alors qu'ils tentaient de venir en aide à des civils musulmans retenus depuis mardi soir par des miliciens serbes. Deux véhicules de la Force de protection de l'ONU ont été atteints par des éclats, mais personne n'a été blessé, a précisé un porte-parole de la FORPRONU.

Les réfugiés musulmans — des femmes et des enfants qui tentaient de fuir les combats — ont été bloqués dans un quartier serbe de la périphérie de Sarajevo alors qu'ils étaient en route pour le port croate de Split (le Monde du 21 mai). Toutes les tentatives pour déboucher la situation étaient restées vaines mercredi soir. Selon un bilan fourni par les autorités bosniennes, les combats en Bosnie-Herzégovine ont fait 2 225 morts

et 7 660 blessés en deux mois. La Communauté européenne a mis en place, depuis jeudi matin, un « pont routier » pour acheminer de l'aide humanitaire à environ 1,3 million de réfugiés ou de personnes déplacées dans l'ex-Yugoslavie.

Le gouvernement américain a suspendu mercredi les vols de la compagnie aérienne yougoslave JAT à destination et au départ des États-Unis. De son côté, le secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), M. Hamid Alghabid, a demandé aux 46 pays membres de rappeler leurs ambassadeurs en poste à Belgrade pour « accroître les pressions sur la Serbie » à la suite de « l'agression contre la Bosnie-Herzégovine perpétrée par des extrémistes serbes appuyés par des forces fédérales » yougoslaves. — (AFP, Reuters)

## GÉORGIE

## Plusieurs dizaines de tués dans l'attaque d'un convoi de réfugiés en Ossétie du Sud

Plusieurs dizaines de civils ont été tués, mercredi 20 mai en Ossétie du Sud, au nord-est de la Géorgie, dans l'attaque d'un convoi de réfugiés osètes qui se dirigeaient en autobus vers la République voisine de l'Ossétie du Nord.

L'agence géorgienne Iprinda donne un bilan de cinquante-deux morts, tandis que l'agence russe Itar-Tass affirme que cette attaque, survenue près du village de Keldi, sur la route de Tskhinvali (capitale de l'Ossétie du Sud) à Djava, a fait trente et un morts.

Considérée comme un territoire historique par les Géorgiens, l'Ossétie du Sud, qui a proclamé son indépendance,

réclame dans un premier temps son rattachement à la Fédération russe et, à terme, la fusion avec l'Ossétie du Nord.

Depuis le retour de M. Edouard Chevardnadze, l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Mikhaïl Gorbatchev, dans son pays natal, les autorités géorgiennes tentent d'établir un dialogue avec les minorités hostiles à Tbilissi. M. Chevardnadze s'était rendu en Ossétie du Sud la semaine dernière.

Un cessez-le-feu, régulièrement violé depuis, avait été signé le 13 mai. — (AFP, Reuters)

## BULGARIE

## M. Dimitrov a remanié son gouvernement

Cédant à la pression insistante du puissant syndicat anticommuniste Podkrepa, mais aussi des syndicats « indépendants », bénéficiaires des mouvements ouvriers communistes, le premier ministre bulgare, M. Filip Dimitrov, a accepté de remanier son gouvernement. Ce cabinet, formé à l'issue de la victoire de l'Union des forces démocratiques (UFD) aux élections d'octobre dernier, est le premier gouvernement non communiste en Bulgarie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Les syndicats, qui reprochent à M. Dimitrov sa politique économique et vont jusqu'à demander sa démission, ne devraient pas se satisfaire de la modification de l'équipe au pouvoir. Si quatre ministres ont été remplacés, le ministre des finances, M. Ivan Kostov, très critiqué par les syndicats, conserve son portefeuille. — (AFP, Reuters)

ALLEMAGNE : ratification du traité d'amitié avec la Tchécoslovaquie. — Les députés du Bundestag ont ratifié, mercredi 20 mai, le traité d'amitié, de coopération et de bon voisinage avec la Tchécoslovaquie, qui vise à tirer un trait définitif sur les séquelles de la deuxième guerre mondiale. Ce traité, controversé, avait été signé en octobre 1991, puis signé en février, par le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le président de la République tchécoslovaque, M. Václav Havel. Le Bundestag a ratifié simultanément un traité analogue avec la Hongrie. — (AFP)

## UKRAINE

## Le Parlement de Crimée revient sur sa déclaration d'indépendance

Le Parlement russe s'est réuni, à huis clos, jeudi 21 mai, pour débiter de la « légalité » de l'acte d'indépendance de la Crimée à l'Ukraine par Nikita Khrouchchev en 1954. Avant même de connaître les résultats de ces discussions, le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, avait déclaré, mardi, que « toute résolution du Parlement russe sur la Crimée n'aurait pas de valeur juridique ». Pour faire baisser la tension avec l'Ukraine, le Parlement de Crimée, quant à lui, est revenu sur sa déclaration d'indépendance proclamée le 5 mai dernier et a décidé de modifier la formulation de la question qui sera posée à la population lors du référendum sur l'indépendance prévu le 2 août prochain. — (AFP, Reuters, AP)

## Syndicat des correcteurs et des professions connexes de la correction

## Trait d'union, anomalies et cætera

Analyse des « rectifications » de l'orthographe et contre-propositions. Outil de réflexion tant pour les apprenants que pour les professeurs de la réforme, cet ouvrage, agrémenté à l'usage, donne également de bons conseils à ceux qui tentent de corriger les textes.

Dans toutes les librairies

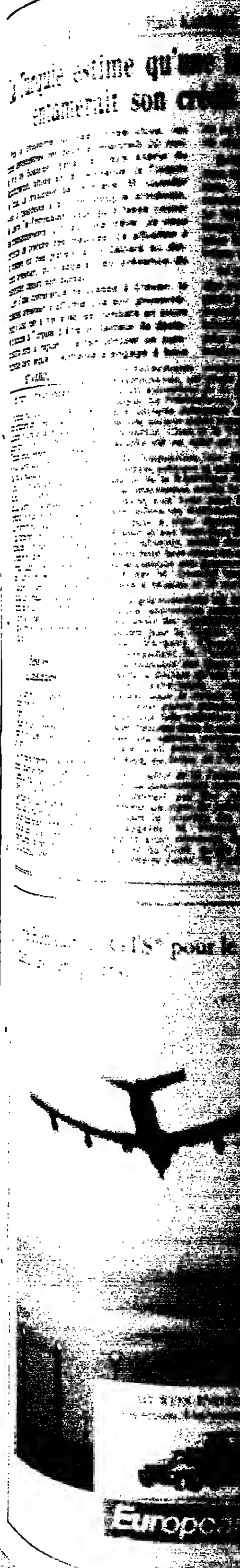
CLIMATS

**Commandez votre PEUGEOT avant le 30 juin 1992**  
**TOUT VOTRE ENTRETIEN**  
(révisions, prolongation de la garantie, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre)  
**est GRATUIT pendant 3 ans !\***

\* Offre valable pour toute commande au tarif PEUGEOT du 13 avril 1992 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception du carburant et des pneumatiques, selon contrat S.E.P.S., non cumulable avec d'autres offres promotionnelles NEUBAUER.

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT

- 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
- 29, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.59.52
- 8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
- 173, bd. Haussmann 75008 PARIS ☎42.89.65.91
- 227, bd. Anatole-France 93280 ST-DENIS ☎49.33.60.60





## EUROPE

Le conflit dans le Haut-Karabakh et au Nakhitchevan

### La Turquie estime qu'une intervention militaire entamerait son crédit international

Pour la troisième journée consécutive, les forces arméniennes ont pénétré, mercredi 20 mai, la ville de Sadarak, dans l'enclave azérie du Nakhitchevan, située entre l'Arménie, la Turquie et l'Iran. Le président de l'enclave, M. Guevder Aliou, a téléphoné à son homologue arménien, M. Levon Ter-Petrossian, pour qu'il fasse cesser les bombardements. « Il faut une trêve. Je vous demande de prendre des mesures. La situation à la frontière est très grave », a-t-il déclaré au dirigeant arménien, qu'il appelait en présence de journalistes depuis son bureau.

Lors d'une conférence de presse à Erevan, le président arménien a affirmé que son gouvernement n'avait rien à voir avec les combats en cours et a accusé la Turquie d'être un facteur de déstabilisation dans la région. Il a fait circuler un communiqué dans lequel l'Arménie s'engage à faire

de sa frontière avec le Nakhitchevan « une zone de sécurité et de stabilité ».

Selon les Azéris, les Arméniens ont engagé dans les combats des chars appuyés par de l'artillerie. Une trentaine de morts et de blessés auraient été évacués de Sadarak dans la journée. La ligne de front n'a pas bougé depuis que les forces azéris ont repris quelques collines occupées lundi par les Arméniens, a-t-on ajouté de même source.

En Iran, la presse officielle dénonce une agression arménienne contre le Nakhitchevan et met en garde contre un risque d'extension du conflit. Le journal radical *Jomhuri Eslami* exhorte les pays islamiques à prendre « des mesures pratiques pour stopper l'agression sauvage » contre l'Azerbaïdjan.

ISTANBUL

de notre correspondant

Indignée par les récentes attaques arméniennes contre la ville de Latchine et contre la République autonome du Nakhitchevan, la Turquie, certes, proteste et menace. « Nous voulons rappeler que l'Arménie suit la mauvaise voie et qu'elle porte la responsabilité des conséquences si elle ne modifie pas son attitude agressive », a ainsi déclaré, mercredi 20 mai, le porte-parole du gouvernement. Mais, le même jour, tempérant ses déclarations précédentes (le Monde du 21 mai), le premier ministre, M. Süleyman Demirel, a exclu, dans l'immédiat, une « intervention militaire » au Nakhitchevan. Dans un entretien au quotidien populaire *Sabah*, il a estimé que, en cas d'une telle intervention, la Turquie « ne pourrait pas se sortir de cette affaire avant vingt ans ».

#### Offensives diplomatiques

M. Demirel a indiqué qu'une intervention turque « pourrait dégrader en un conflit chrétien-musulman » et que « personne ne pourrait prédire la durée éventuelle d'un tel conflit ».

Alors que les combats se rapprochent dangereusement de ses frontières, la Turquie est toutefois forcée de se départir du rôle d'« observateur intéressé » qu'elle avait jusqu'ici maintenu, en dépit de son attachement sentimental pour les Azéris, qui sont comme elle musulmans et turcophones. La ville de Sadarak, cible des récents

bombardements arméniens au Nakhitchevan, est située à moins de 20 kilomètres de la frontière turque. Le Nakhitchevan, République déclarée autonome en 1924, est une enclave azérie coincée entre l'Arménie, l'Iran et la Turquie, à laquelle elle est reliée par un pont.

Si l'opposition, une partie de l'opinion publique et même le président de la République réclament une intervention armée, le gouvernement s'en tient pour l'instant aux offensives diplomatiques. La Turquie a ainsi demandé à la France et aux États-Unis d'user de leur influence auprès des Arméniens pour faire cesser les combats, et la question sera également soulevée par M. Demirel lors de sa visite à Moscou le 25 mai.

Le gouvernement est conscient qu'une intervention militaire pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la Turquie. Le maréchal Yevgeny Chaponevnikov, commandant de l'armée de la Communauté des États indépendants, a déclaré qu'une intervention « extérieure » risquerait « d'entraîner le monde dans une troisième guerre mondiale ». De plus, une telle opération pourrait faire basculer dans le camp d'Erevan une opinion publique mondiale qui penche déjà, selon Ankara, en faveur de l'Arménie.

« Le désir de la Turquie d'agir avec la communauté internationale ne devrait pas être interprété comme un signe de faiblesse », a déclaré le ministre des affaires étrangères, M. Hikmet Cetin. Après avoir démontré, durant la guerre du Golfe, qu'elle était un partenaire fiable, la Turquie n'a

pas l'intention de se laisser entraîner si facilement dans un conflit qui réduirait à néant tous ses progrès diplomatiques sur la scène internationale.

« Paradoxalement, la capacité qu'elle démontre à résister à la provocation accrue le poids de la Turquie au sein de la communauté internationale », explique un diplomate européen. Pour difficile qu'elle soit, cette crise fournira peut-être à Ankara l'occasion de confirmer que la Turquie a atteint sa maturité politique.

NICOLE POPE

MOLDAVIE : poursuite des combats meurtriers

### Les responsables de Chisinau dénoncent « l'agression russe »

La tension s'est accrue, mercredi 20 mai, entre Chisinau (ex-Kichinev) et Moscou, alors que les combats meurtriers entre les forces moldaves et les séparatistes russophones de l'est de la Moldavie se poursuivent. Le président moldave a demandé à M. Boris Eltsine « de faire cesser immédiatement l'agression de la Russie contre la Moldavie », dénonçant une « intervention directe » de la XIV<sup>e</sup> armée russe, basée dans la zone russophone.

BUCAREST

de notre correspondant

A en croire les autorités de Chisinau, la Russie aurait agressé militairement la Moldavie. Mercredi 20 mai, le président moldave, M. Mircea Snegur, a déclaré : « Mardi 19 mai à 18 heures, la XIV<sup>e</sup> armée (basée dans la zone russophone de l'est de la Moldavie) a commencé à prêter ouvertement soutien aux forces séparatistes russophones, sans que « personne n'ait ouvert le feu » sur elle. Les affrontements « se transforment (...) sous nos yeux en conflit international », a écrit le président moldave dans un télégramme à M. Boris Eltsine, lui demandant de « faire cesser immédiatement

l'agression de la Russie contre la Moldavie ». Le président moldave s'est aussi adressé au maréchal Chaponevnikov, commandant des forces de la CEI, pour exiger « le retrait immédiat » du régiment de parachutistes de la CEI basé à Chisinau, la seule unité de la XIV<sup>e</sup> armée établie sur la rive ouest du Dniestr à ne pas être passée sous juridiction moldave.

Risques de guerre ou menaces pour l'environnement ?

Selon le maréchal Chaponevnikov, la XIV<sup>e</sup> armée serait restée neutre dans le conflit qui oppose les Moldaves aux russophones de l'Est, qui craignent une réunification avec la Roumanie. Le maréchal n'a cependant pas exclu que du matériel de cette armée ait été saisi « avec la complicité de certains officiers » - par les forces russophones. Le ministère des affaires étrangères de la Russie s'est inquiété, non des agissements de l'armée, mais « des risques écologiques » en raison de l'aggravation des combats près du barrage hydroélectrique de Dubossary. Bref, on se trouvait entre un début de « conflit international » (selon Chisinau) et un péril pour l'environnement (selon Moscou).

Le commandant de la XIV<sup>e</sup> armée, le général Netkatchev, a fourni, mercredi, une version des faits assez limpide. Le 19 mai,

a-t-il dit en substance, dix chars et vingt blindés de la XIV<sup>e</sup> armée ont quitté leur garnison de Tiraspol, « capitale » de la « République » des russophones, pour aller à Dubossary, lieu des combats, défendre leurs compagnons d'armes, qui auraient été bombardés, selon le « Conseil militaire » des officiers de cette armée. Mais, a conclu le général, « tout le matériel militaire » de la colonne a été saisi par la garde des russophones et envoyé sur le front.

La question de savoir si ces chars et ces blindés, qui ont bombardé les positions moldaves, sont commandés par des hommes de la XIV<sup>e</sup> armée est, aussi, assez académique. Les forces russophones sont, en effet, composées de beaucoup d'anciens militaires ou de réservistes de la XIV<sup>e</sup> armée, aidés par des officiers évaluant « en dehors de leurs heures de service ». La Russie peut donc toujours affirmer qu'aucune unité de son armée n'est engagée, légalement, dans le conflit. Et la Moldavie peut répliquer, avec la même bonne foi, que cette armée participe, dans les faits, aux combats.

Ce regain de tension risque de compromettre la fragile tentative de conciliation engagée sous l'égide des ministres des affaires étrangères d'Ukraine, de Russie, de Moldavie et de Roumanie.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Budapest dénonce le traité sur la construction du barrage de Gabčíkovo

### Nouvelle épreuve de force entre la Hongrie et la Tchécoslovaquie

BUDAPEST

de notre correspondant

Après de nombreuses hésitations, le gouvernement de centre-droit de Budapest a franchi, mardi 19 mai, un pas décisif dans l'épreuve de force qui l'oppose à Prague depuis plusieurs années, en dénonçant unilatéralement le traité hongro-tchécoslovaque de 1977 sur la construction d'un double barrage hydroélectrique sur le Danube. Cette mesure doit prendre effet à partir du 25 mai. Elle a été unanimement approuvée par les députés, qui ont longuement applaudi

M. Ferenc Madl, le ministre chargé du dossier.

Le contentieux sur le barrage de Gabčíkovo (Slovaquie)-Nagymaros (Hongrie) empoisonne les relations entre Budapest, Bratislava et Prague depuis les changements démocratiques dans ces deux pays (le Monde des 24 mai 1989 et 8 novembre 1991). Les autorités tchécoslovaques affirment que l'ouvrage, achevé à 90 %, constitue une source d'approvisionnement énergétique indispensable depuis la fin des livraisons à bas prix de l'ex-URSS, et elles soulignent qu'il est nécessaire de rentabiliser un investissement qui a déjà coûté

entre 500 millions et 1 milliard de dollars. Les Hongrois, qui ont annulé les travaux sur le site de Nagymaros, en 1989, brandissent, eux, la menace d'une catastrophe écologique et dénoncent le détournement du cours du Danube qui constitue une violation de la frontière entre les deux pays.

Sauveux de se distinguer des autres anciens régimes socialistes, la Hongrie et la Tchécoslovaquie tentent de résoudre leur différend par la négociation depuis deux ans. La controverse sur le barrage est d'ailleurs perçue comme un test diplomatique : il s'agissait de démontrer que les problèmes épi-

neux hérités de l'ère communiste peuvent être réglés par la concertation et non l'affrontement.

Or les deux pays campent désormais sur des positions rigides. La situation est aujourd'hui plus que jamais dans l'impasse et l'affaire prend une tournure ouvertement politique. Dans l'immédiat, on semble attendre les résultats des prochaines élections en Tchécoslovaquie. Le score des formations nationalistes en Slovaquie sera sûrement un facteur déterminant dans l'issue du contentieux.

YVES-MICHEL RIOLS

Une Renault 21 GTS\* pour le week-end coûte 930 F dans les aéroports.



FORFAIT WEEK-END EN AÉROPORT  
Renseignements / Réservations : (1) 30.43.82.82



Europcar

Inter rent

Etes-vous :

plutôt  
satisfait ?  
  
satisfait ?  
  
très  
satisfait ?

\*Tarif applicable dans 34 aéroports. Pour un modèle de catégorie C, réservation obligatoire minimum 24 heures à l'avance. Retour à la station de départ obligatoire.



## DIPLOMATIE

Le débat sur les accords de Maastricht et le sommet franco-allemand

En Grande-Bretagne, M. Major et M<sup>me</sup> Thatcher s'opposent sur les conséquences du traité

Le premier ministre britannique, M. John Major, et son prédécesseur, M<sup>me</sup> Thatcher, ont développé une analyse opposée au sujet de Maastricht, mercredi 20 mai, à l'occasion du débat parlementaire sur la ratification du traité européen.

LONDRES

de notre correspondant

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher a beau avoir quitté la Chambre des communes pour celle des Lords, cela ne suffit pas à mettre son successeur à l'abri de ses interventions courroucées. A défaut d'utiliser la tribune un peu somptueuse de la deuxième Chambre du Parlement de Westminster, l'ancien premier ministre n'est pas en peine pour faire entendre sa voix de Cassandra sur les questions européennes.

Après avoir lancé un cri d'alarme, le mois dernier, dans les colonnes de *Newweek*, puis, il y a quelques jours, à La Haye, à l'occasion d'un colloque d'hommes d'affaires, c'est par un article publié par le journal *The European* qu'elle a choisi de s'exprimer mercredi, au moment où M. Major tentait, à la Chambre des communes, de convaincre une poignée d'« euro-sceptiques » du Parti conservateur de ne pas écouter son prédécesseur.

Pour M. Major, Maastricht est un succès en ce sens que le traité marque, pour la Communauté, « un changement de direction important et vital ». Pour la première fois, a-t-il

expliqué, nous avons commencé à inverser cette tendance centralisatrice (des institutions européennes), laquelle, selon lui, était une conséquence du traité de Rome, et non de celui de Maastricht.

La contradiction avec l'analyse de M<sup>me</sup> Thatcher est on ne peut plus claire : le traité, assure-t-elle, « transfère des pouvoirs colossaux des gouvernements parlementaires à une bureaucratie centrale ». Cette décentralisation de l'ancien premier ministre, comme les précédentes, est manifestement destinée à envenimer les partisans, regroupés au sein de l'aile droite du Parti conservateur. Ceux-ci, les « euro-sceptiques », sont à peine plus d'une vingtaine, ce qui est peu et beaucoup à la fois.

Dans le débat actuel de ratification (qui devait s'achever jeudi soir), ils ne présentent pas une réelle menace pour M. Major, bien que le premier ministre ne dispose que d'une majorité de 21 voix aux Communes. Même s'ils sont rejoints par un groupe de dissidents du Parti travailliste — par exemple pour exiger l'organisation d'un référendum sur le traité européen — cette alliance conjoncturelle n'est pas de nature à mettre en danger le gouvernement, puisque le Labour a décidé de s'abstenir lors du vote final et que les démocrates-libéraux, compte tenu de leur engagement en faveur de l'Europe, approuveront le texte. Mais à plus long terme, cette rébellion peut constituer un foyer permanent d'opposition au sein du parti majoritaire.

LAURENT ZECCHINI

## Paris et Bonn protestent de leur fidélité à l'OTAN

Suite de la première page

C'est au niveau du commandement que doit se faire l'intégration, les unités relevant du futur corps d'armée pouvant à la limite être stationnées où elles veulent pourvu qu'elles soient rapidement mobilisables.

Sur le plan politique surtout, le signal est autrement plus fort : ce qui n'est encore qu'un brouillon en termes de principes dans le traité de Maastricht parce que cela touche au cœur des souverainetés nationales — la défense commune — trouve ici sa première traduction concrète, avant même que ne soit ratifié ce traité. La France et l'Allemagne, mais le corps d'armée, ont la voie par cette initiative dans la vocation, soulignent-elles, est européenne et pour laquelle d'autres pays (la Belgique, l'Espagne, le Luxembourg) ont déjà manifesté leur intérêt.

La France saute le pas, par rapport à la philosophie d'indépendance qui inspire depuis toujours sa politique de défense, en plaçant pour la première fois un élément significatif de son dispositif militaire sous commandement multinational (pour l'instant binationnel). De son côté, l'Allemagne, qui avait pu affecter à la modeste brigade définitivement de forces territoriales ne dépendant que d'elle, doit cette fois puiser une division dans les troupes de la Bundeswehr assignées à l'OTAN.

La question des rapports entre les Européens et l'OTAN est ainsi

posée dans le réel (l'émoi des Américains face à ce projet en témoigne) et plus seulement comme un sujet d'école : il va falloir négocier un certain nombre



PANCHO

d'arrangements. Ce sera le début d'une redéfinition des rôles. Français et Allemands ont beau répéter à satiété que leur initiative ne fait pas concurrence à l'Alliance atlantique, qu'elle lui est complémentaire et qu'elle la sert, ils auront du mal à convaincre les Américains qu'ils ne perdent rien dans l'affaire.

A ce stade, le projet, comme le

note un diplomate français, n'est pas de proportion à « passer la barre OTAN ». Mais il pose une série de questions politiques cruciales, qu'ont rencontrées les négociateurs de l'accord franco-allemand, en particulier au moment de définir les missions qui seront confiées au futur corps d'armée.

La première de ces missions, c'est ce qu'on appelle la participation à la défense commune, c'est-à-dire la contribution à la tâche

on, dans le respect de leur Constitution.

M. Genscher, qui estimait que la CSCE devait se voir attribuer le statut d'organisation régionale des Nations unies, penchait apparemment pour soumettre l'utilisation du corps d'armée européen, et par là la future défense européenne, à une sorte de mandat de l'organisation de coopération pan-européenne. Les chrétiens-démocrates

essentielle de l'OTAN, dont le traité fondateur prévoit que les États membres se portent mutuellement assistance en cas d'agression contre l'un d'eux. Les responsables de l'OTAN peuvent-ils admettre, comme le leur disent dirigeants français et allemands, que le projet, de ce point de vue, ne leur retire rien, au contraire, alors que la division allemande destinée au futur corps était jusqu'ici placée sous leur seul commandement ? Cette division, font valoir les auteurs du projet, reste assignée à l'OTAN, mais elle l'est aussi, et « prioritairement », au corps d'armée commun. Elle a une double affectation.

Concrètement, en cas d'agression, les responsables du corps franco-allemand décident en principe de se mettre au service de l'Alliance, mais le corps agit en propre « sous commandement opérationnel » de l'OTAN, c'est-à-dire en vertu d'accords à passer entre les deux entités et qui restent à négocier. De tels accords existent déjà entre les forces françaises et l'OTAN, ils sont à réviser. Dans l'hypothèse où la division allemande française déciderait de ne pas agir, la division allemande se retrouverait dans son cadre habituel de l'OTAN. Il s'agit, fait valoir un des auteurs français du projet, d'un changement « purement bureaucratique » qui ne retire rien à la défense atlantique, « qui ne change pas la nature des relations entre la France et l'Alliance, ni entre l'Allemagne et l'Alliance, mais en modifie certaines modalités ».

La veille du sommet de La Rochelle, on s'efforçait dans les milieux bonois de rassurer une nouvelle fois les Américains en insistant sur le fait qu'il ne s'agit en aucun cas d'un affaiblissement de l'OTAN. On soulignait que la présence des troupes américaines en Europe continuait à être indispensable, qu'elle faisait partie de la culture de défense de l'Europe et qu'il fallait au contraire voir comme un renforcement de l'organisation allié la décision de la France de participer dans le futur corps d'armée à des missions sous l'égide de l'OTAN, qui peut être l'occasion de consolider la cohésion entre les troupes françaises et l'Alliance.

## Le maintien de la paix

La deuxième mission assignée au corps franco-allemand porte sur les opérations de rétablissement et de maintien de la paix. Là encore, on souligne à Bonn que la création de ce corps ne signifie pas que l'on retire à l'OTAN des troupes allemandes pour les employer sous un autre drapeau, mais seulement que ces troupes pourront être le cas échéant employées à des opérations dans lesquelles l'Alliance atlantique ne voudrait pas s'engager. Là encore si, à l'inverse — et c'est aussi assez théorique — les Allemands décidaient de participer à une opération sous l'égide de l'OTAN et la France pas, les premiers retrouveraient leur autonomie.

Le texte qui doit être présenté à La Rochelle reste volontairement flou sur ce deuxième type de missions. Dans l'esprit des auteurs responsables allemands, les éventuels engagements du corps devraient respecter les principes de la Charte des Nations unies, mais d'urgence, pas au préalable, comme le souhaitait l'ex-ministre des affaires étrangères, M. Genscher, un paragraphe par l'organisation mondiale. Les nations européennes participant à l'euro-corps doivent être maîtresses de leur décision, estime-

son, dans le respect de leur Constitution.

Tout cela va demander du temps à se concrétiser, en premier lieu parce que la Constitution allemande ne permet pas pour l'instant à des éléments de la Bundeswehr d'intervenir hors des frontières, sauf dans le cadre de l'OTAN. Les missions de maintien de la paix prévues pour le corps d'armée supposent donc une révision de la Constitution, qui ne jouit pas pour l'heure d'un consensus en Allemagne.

## Le début d'une entreprise progressive

Actuellement, on se est tout juste à envisager la participation de soldats allemands comme « casques bleus » à des missions d'interposition sous l'égide de l'ONU. Mais les actuels dirigeants ne désespèrent pas, à mesure de l'évolution des discussions sur la défense européenne, de convaincre l'opinion publique et le Parti social-démocrate de la nécessité d'assumer davantage ses responsabilités internationales, notamment dans le cadre européen. On mise sur le temps : à Paris comme à Bonn, on souligne que la mise en place du nouveau corps d'armée peut s'étaler sur trois ans.

Le décor dans lequel s'inscrit l'entreprise n'est pas immobile : l'OTAN est elle-même en train de se chercher de nouvelles fonctions, et la Communauté européenne est en pleine évolution. Tout dépendra à terme de la mise en place de la paix intérieure dans l'union européenne et de la capacité des Européens à élaborer une politique étrangère et de sécurité commune.

Parmi le type de situations qui pourrait se poser le problème de l'engagement de ce corps, on pense tout naturellement à la crise yougoslave, dans laquelle l'OTAN ne peut intervenir et où la restauration de la paix intéresse davantage les nations européennes voisines que la communauté internationale dans son ensemble. On reconnaît à Bonn qu'en dehors du problème de la Constitution allemande, qui aurait aujourd'hui empêché Bonn d'envoyer des troupes d'engagement militaire étroitement envisageable compte tenu des divergences politiques entre Européens.

On convient aussi à Paris que, en l'état actuel des choses, l'Europe n'a pas la légitimité nécessaire pour intervenir hors mandat de l'ONU, sauf pour des opérations de maintien de la paix n'impliquant qu'un très minime engagement militaire ou pour des opérations humanitaires (la troisième des missions assignées au corps d'armée). « On n'en est encore qu'au point de départ », soulignait mercredi le porte-parole de l'Elysée, M. Mustelli.

HENRI DE BRESSON et CLAIRE TRÉAN

## POINT DE VUE

## La Pologne face aux mutations de la Communauté européenne

par Krzysztof Skubiszewski

DEPUIS le fin de la seconde guerre mondiale, les Polonais ont été passionnés par l'idée de l'unité européenne. Les pays ayant été incorporés de force dans une entité politique, économique et militaire sous une lourde domination soviétique, ils regardaient avec admiration et envie la création volontaire à l'ouest du continent d'un groupement de nations destiné à mettre fin aux conflits stériles et ruineux et à permettre aux pays membres d'affronter ensemble les tâches et les risques de l'avenir. Ils admirèrent toujours le caractère non hégémonique de la Communauté européenne et se réjouissaient de ce que le succès de celle-ci défie le dogme marxiste-léniniste sur les contradictions divisant les pays de l'Ouest.

Le propagande communiste annonçant à répétition le désagrégation inévitable et imminente de la Communauté, les Polonais notaient avec une profonde satisfaction son dynamisme et son passage vers les formes de plus en plus évoluées de l'intégration politique et économique. Ils appréciaient que par le seul fait de son existence la Communauté exerçât une profonde influence corrosive sur le mouvement communiste mondial et sur le bloc soviétique. En effet, la création, le maintien et les avancées de la Communauté ont occasionné des fissures dans le monolithisme communiste. Des controverses théoriques très intenses à son sujet ont opposé les partis et les États communistes, pour ne rappeler que le polémisme entre le parti italien et le soviétique, ou celle entre l'URSS et la Chine.

Depuis longtemps, les Polonais percevaient la Communauté comme le cadre idéal dans lequel

peut trouver une solution juste, rationnelle et permanente ce qu'il convient d'appeler « le problème allemand ». La naissance des institutions communes et d'un système de décision collective laissait entrevoir la possibilité de donner aux Allemands des chances de développement et le manque de leurs traditions et de leurs moyens, n'en risquaient pour les nations voisines.

Le Communauté apparemment toujours aux Polonais comme un égrégat plurinationnel à vocation pluriethnique dans lequel l'unité politique et économique ne présente aucun danger pour l'identité de ses composantes, mais continue à offrir une chance pour l'affermissement et le rayonnement de celle-ci.

## Garantir la pérennité de la démocratie

C'est dire que les Polonais, comme leurs voisins du Sud, rêvaient pendant les trois dernières décennies de la possibilité de faire un jour partie de la Communauté. La première condition de la réalisation de ce rêve a déjà été accomplie : l'affranchissement de l'hégémonie soviétique et le recouvrement de la démocratie et de la liberté. Ensuite, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont signé des accords d'association avec la Communauté et ont retrouvé ainsi la possibilité d'en devenir membres à part entière, quand nombre de conditions économiques et juridiques seront remplies. Pour cette raison, les trois pays sont portés à faire entendre leur voix dans le débat actuel sur l'élargissement de la Communauté.

En se rapprochant de celle-ci, la Pologne ne cherche pas seulement des avantages matériels. Comme

la Grèce, l'Espagne et le Portugal, elle souhaite se prémunir contre tout risque d'un retour du totalitarisme et garantir la pérennité de la démocratie récemment retrouvée. Elle cherche également une place définitive et stable en Europe. Profondément consciente de son affinité culturelle avec l'Occident européen — le Pape n'est-il pas polonois ? — elle veut s'engager définitivement au groupe de nations auquel l'association tant de liens historiques, culturels et humains.

Cela dit, nul besoin d'ajouter que l'actuel débat sur l'approfondissement de la Communauté, c'est-à-dire sur le traité de Maastricht, intéresse les Polonais de la manière la plus vive. Évidemment, n'étant pas membres du club des Douze, les Polonais savent qu'il serait inconvénient de leur part de vouloir s'immiscer dans les discussions au sujet de la forme future de la Communauté. Mais ils sentent que le traité de Maastricht représente une étape nouvelle et importante de la consolidation de la Communauté. Or — contrairement à certaines affirmations — c'est précisément ce qu'ils appellent de leurs vœux. Le dilution, l'effacement ou l'immobilisation de la Communauté ne répondent pas à leurs besoins vitaux. S'ils souhaitent entrer dans la Communauté, ce n'est pas pour faire partie d'un « marché commun » ou d'une zone de libre-échange, pour ne pas dire d'une nouvelle Société des Nations. Ils veulent appartenir un jour à une solide union politique et économique.

Privés de leur État à la fin du dix-huitième siècle, exposés tout au long du siècle suivant à un effort brutal et systématique de germanisation et de russification, ayant à faire face au danger d'annexionnement entravés par l'Allemagne d'Hitler et l'Union soviétique de Staline, ils sont sortis de ces épreuves affirmés dans leur identité et avec le sentiment de représenter quelque chose d'unique dans la famille des nations européennes. Ainsi, ils ne comprennent pas comment les adversaires du traité de Maastricht peuvent présenter celui-ci comme un danger pour le fait national. Jusqu'à présent, la Communauté n'a pas nié aux nations qui la composent, mais a plutôt contribué à leur épa-

nouissement et à leur rayonnement. Rien n'indique qu'il en serait autrement après l'affermissement de la Communauté suite à la ratification du traité.

Certes, celui-ci est très complexe et pas facile à lire, même pour un juriste comme l'auteur de ces lignes. Mais le traité de Rome ne l'est-il pas ? Les actes constitutifs de la Communauté sont les résultats de compromis qui ne représentent jamais des solutions simples et parfaites mais, le plus souvent, moins mauvaises que toutes les autres. Faut-il ajouter que ces actes complexes reflètent tout simplement l'extraordinaire complexité de l'Europe, dérangeante mais combien précieuse ?

Il ne manque pas de voix, animées par la sympathie pour les pays de l'Europe centrale, invoquant l'intérêt et l'avenir de ces pays pour prévenir la ratification du traité de Maastricht. Qu'il me soit permis de dire qu'elles ne saisissent pas tout à fait bien les problèmes de la Pologne et des deux autres pays de la constellation de Visegrád. Dans le passé, la Communauté a constitué notre espoir et nous a rendu un service magistral en contribuant à l'érosion des monolithes communiste et soviétique. À l'avenir, elle peut devenir pour nous le havre du progrès économique, de la démocratie et de la sécurité. Pour qu'il en soit ainsi, elle doit progresser vers les formes de plus en plus avancées d'union. Maastricht nous paraît servir cet objectif.

Jusqu'à présent, le progrès quantitatif de la Communauté a été accompagné d'un progrès qualitatif. L'élargissement vers les pays du nord et du sud de l'Europe allait de pair avec l'approfondissement de la Communauté. Nous ne doutons pas qu'il en soit de même quand, dans quelques années, les pays du triangle de Visegrád deviendront membres à part entière de la Communauté. Ils apporteront à celle-ci leur expérience, leur richesse culturelle et leur foi inébranlable dans l'Europe qui doit s'unir économiquement et politiquement pour préserver sa richesse la plus grande et la plus fertile, à savoir ses différences nationales.

Krzysztof Skubiszewski est ministre polonais des Affaires étrangères.

Le président sud-africain M. De Klerk attendu à Moscou début juin. — Le président Frederik De Klerk est attendu, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin, à Moscou, a annoncé, mercredi 20 mai, le ministère russe des affaires étrangères. Cette visite officielle avait dû être reportée, en décembre dernier, en raison de l'éclatement de l'Union soviétique, a-t-on rappelé. — (Renter).

Entretien du roi Hassan II avec le président du Haut-Comité d'État algérien, M. Bouidial. — Le prési-

dent du Haut Comité d'État (HCE) algérien, M. Mohamed Bouidial, qui effectue une visite privée au Maroc, a été reçu mercredi 20 mai, à Rabat, par le roi Hassan II. Il s'agit du premier déplacement à l'étranger de M. Bouidial depuis son accession au pouvoir en janvier dernier. Après l'indépendance de l'Algérie, il s'était exilé au Maroc, où il eut jusqu'à sa nomination à la tête du HCE. Ses enfants vivent encore à Kénitra, à 40 kilomètres au nord de Rabat. — (AFP).

Autonomie ou indépendance en Irak

Des lende



# POINT / LA QUESTION KURDE

## Autonomie ou indépendance en Irak ?

Depuis qu'en 1920, sur les ruines de l'empire ottoman, la communauté internationale leur avait fait la promesse de la création d'un Etat indépendant - promesse annulée trois ans plus tard - les Kurdes ne cessent de rêver à l'autodétermination et de lutter pour obtenir, au moins, l'autonomie. Notamment en Turquie, où ils sont près de douze millions, et dans le nord de l'Irak (quatre millions environ).

Après de longues années de rébellion et de répression sanglantes, entrecoupées de multiples épisodes de vaines négociations, après - surtout - l'échec de leur soulèvement qui, l'an dernier, à la fin de la guerre du Golfe, a provoqué un exode massif, les Kurdes irakiens ont décidé une nouvelle fois de forcer le destin en organisant eux-mêmes des élections. Le scrutin du 19 mai signifie en soi la déclaration unilatérale d'une véritable autonomie que le régime du président Saddam Hussein, même affaibli, refuse tou-

jours de leur accorder, malgré de récents pourparlers à ce sujet. Mais cette autonomie confine en réalité à une quasi-indépendance que les pays voisins refusent : elle risque en effet de passer pour un précédent aux yeux de leur propre minorité kurde, et les alliés occidentaux - qui protègent actuellement le « Kurdistan libéré » - ne sont pas prêts à l'admettre, ne voulant pas consacrer l'éclatement de l'Irak, pour des raisons d'équilibre régional.

## Des lendemains très incertains

ERBIL  
de notre envoyée spéciale

« Ici, toute la rue était réservée à la police secrète. En face, c'était la sécurité, et, derrière, ces centaines d'hectares de terres agricoles étaient réservés à l'armée. » Tout est détruit, incendié. Viana, ingénieur civil en chômage forcé, est fier qu'Erbil, sa ville, affiche ainsi le résultat de ses « vingt et une Glorieuses » (1) contre « l'occupant irakien ». Certes, « la ville aux quatre dires », en langue assyrienne, n'a pas, sur ce point, l'exclusivité de pareils souvenirs de soulèvement : dans toutes les villes « libérées » du Kurdistan, Souleymanieh, Dohouk, Zakho, les anciennes et innombrables installations de l'armée ou de la police ne sont plus que ruines, comme des milliers de villages kurdes, détruits au fil des années, par le régime du président Saddam Hussein.

Pour les trois millions de Kurdes irakiens qui vivent aujourd'hui dans la partie « libérée », soit environ 80 % des 14 000 km<sup>2</sup> revendiqués par le mouvement kurde (2), l'hypothèse d'un retour quelconque de l'administration irakienne est d'autant plus inimaginable que, sous la haine du président Saddam Hussein, se dissimule aussi une certaine méfiance vis-à-vis des Arabes. Certes, tous les Kurdes ont leurs « bons amis arabes », mais il ne faut pas creuser beaucoup pour que les critiques ou rancœurs surpassent 8 les Arabes les leur rendant bien - et il est difficile, par exemple, d'insérer un Kurde à la tête d'un conseil de village, ou d'appliquer l'heure arabe et même d'appliquer l'heure d'été en vigueur dans le reste du pays.

### La haine dans le camp occidental

L'opposition irakienne, dont les représentants ont été invités à assister aux élections, kurdes, a bien conscience et n'hésite pas à dire que la démarche kurde est unilatérale. Les leaders kurdes insistent pour souligner l'exemple de leur expérience démocratique, qu'ils souhaitent voir reprise par d'autres, mais en oubliant de préciser que celle-ci n'est possible avant tout parce qu'ils bénéficient de la protection occidentale.

Dans ces conditions, l'autonomie, promise au nom du réalisme par le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), M. Massoud Barzani, paraît un but quasi impossible car.

### Le parapluie de la force multinationale

Le rideau est tombé sur les premières élections libres du Kurdistan irakien, désormais doté d'un « Parlement », mais la question est plus que jamais posée de la pérennité de la paix retrouvée dans le nord de l'Irak. Le principal garant de cette paix demeure la force multinationale basée à Incirlik, en Turquie, et dont le mandat vient à expiration à la fin du mois de juin.

Cette force aérienne dissuasive, basée à quelque 750 km de la frontière avec l'Irak dans le cadre de l'opération « Provide Comfort », a en effet pour mission de protéger les populations en faisant peser sur l'Irak la menace d'une intervention en cas de nouvelles exactions contre les Kurdes. Ses effectifs s'élèvent au total à 70 chasseurs-bombardiers et avions de reconnaissance, dont 45 américains. La France y participe avec 8 Mirage F-1, et un C-135 ravitailleur, la Grande-Bretagne avec 8 Jaguar et la Turquie avec 8 Phantom F 16.

Parallèlement à cette force multinationale, 445 « gardes bleus des Nations unies » chargés de la distribution de l'aide alimentaire, sont autorisés à patrouiller dans le sud et le nord du territoire irakien, en vertu d'un accord conclu en octobre 1991 entre l'Irak et le prince Sadruddine Agha Khan.



en admettant même que Bagdad obéisse sur les revendications kurdes - concernant Kirkouk, par exemple - cela impliquerait de toute façon un certain retour de l'autorité centrale. De même le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Jalal Talabani, ne conçoit-il une fédération que dans le cadre d'un Etat démocratique, ce qui sous-entend la chute du dictateur irakien. Dans les deux cas de figure, la balle est donc, pour les Kurdes, dans le camp de l'Occident. L'immense majorité de la population est d'ailleurs convaincue que les alliés resteront au Kurdistan jusqu'au renversement du président irakien.

« Pour eux, nous sommes le Bon Dieu », affirme un officier pilot. Ils comptent complètement sur nous, pour tout. » L'opinion est aujourd'hui de parier avec un Kurde, sans qu'il interroge : « Que pensez-vous de nos élections ? » L'arrière-pensée est claire et signifie concrètement : « Allez-vous oser reconnaître et nous assurer nos droits ? » En ce cas, le réveil risque d'être amer, car il est bien évident que pour lever l'embargo international sur le seul Kurdistan significatif que celui-ci ne fait plus partie de l'Irak, un pas qu'aucun des « grands » n'est prêt à franchir, sans parler des pays voisins, Turquie et Iran en particu-

### Livres à eux-mêmes

En attendant, donc, un avenir meilleur pour l'Irak, les Kurdes veulent surtout aujourd'hui pouvoir organiser au minimum leur sécurité intérieure, totalement perturbée depuis le retrait en octobre de l'administration irakienne. En effet, parallèlement à l'isolement d'une partie du Kurdistan derrière une ligne de front allant du sud de Souleymanieh au sud de Zakho, le gouvernement de Bagdad a brusquement cessé de payer les salaires des fonctionnaires et a mis fin au système de rationnement, qui contribuait pour beaucoup en Irak à atténuer les effets de l'embargo international pour l'alimentation. La partie « libérée » du Kurdistan s'est donc trouvée livrée à elle-même, c'est-à-dire sous la responsabilité du Front uni, coalition de huit partis formée en 1988.

« Les premiers mois ont été très durs », confie Ziyad, un avocat de Souleymanieh, sur l'insécurité alimentaire. Personne n'osait sortir, à la fois par peur des pesmergas (combattants kurdes), déployés en masse dans les villes et sur les routes, et aussi en raison de l'instabilité politique. » Depuis, affirme-t-il, cela s'est amélioré. Les pechmegas, dont le nombre oscillait entre 150 000 et 200 000, perçoivent un salaire depuis deux mois. Les élections ont ouvert une nouvelle perspective politique et le Front tente, tant bien que mal, de verser leurs salaires aux fonctionnaires. « Sur quatre mois, je n'en ai touché qu'un seul », affirme toutefois Hadi, directeur d'école, tandis que sa femme, ingénieure, attend toujours son salaire de mai.

Si l'embargo de l'ONU n'empêche pas le Kurdistan de disposer de tous les éléments nécessaires, venant de Turquie ou d'Iran, c'est l'argent qui manque. Outre la suppression du rationnement, l'embargo imposé par Bagdad se fait surtout sentir pour le fuel, l'essence et le gaz, les quantités livrées aujourd'hui ne représentant à peu près que 10 % de ce qu'elles étaient avant. Alors, l'essence se vend, grâce à la contrebande, à cinquante fois le prix irakien, et la bon-

bonne de gaz, achetée moins de 1 dinar à Mossoul, en vaut 16 à Erbil (le salaire moyen en Irak est de 250 dinars par mois).

### Tout reste à faire

Sur les 1 500 000 Kurdes jetés sur les routes de l'exode par la répression du soulèvement populaire de mars 1990, la quasi-totalité est aujourd'hui rentrée, et seuls restent en Iran environ 15 000 personnes et à Silopi (Turquie), 4 500 Assyriens, qui attendent des visas pour l'exil. Le Kurdistan connaît d'ailleurs depuis un an un double mouvement de réfugiés : celui, général, causé par la répression du soulèvement, s'ajoutant à celui des réfugiés dans leur propre pays, c'est-à-dire les milliers de Kurdes déplacés après la destruction de leurs villages, en 1975, 1983 et 1988. En tout, plus de quatre mille localités, qui abritaient plus d'un million d'habitants.

Entreprise depuis un an avec l'aide du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et des organisations non gouvernementales, la reconstruction des villages détruits progresse cependant petit à petit. Selon le HCR, 60 000 maisons ont été reconstruites dans tout le Kurdistan. Dans le seul district de Souleymanieh, 713 villages sur les 1 867 détruits ont été plus ou moins réhabilités, et 32 767 familles sont installées dans le cadre de ce programme. Tout le long des routes du Kurdistan, des pèlerins annoncent les travaux entrepris par les Kurdes, qui reçoivent pour cela les matériaux nécessaires. En réalité, tout est à faire, de la simple réparation, à la reconstruction des écoles, cliniques, des systèmes d'adduction d'eau et d'irrigation, en passant par la distribution des semences et de l'engrais pour tous ces paysans trop longtemps privés de leurs terres, aujourd'hui en friche.

Exaltante pour tous les Kurdes d'Irak, la première expérience démocratique à laquelle ils viennent de se livrer risque cependant de connaître des lendemains bien difficiles. Les Kurdes attendent de leurs nouvelles institutions des « miracles », c'est-à-dire de voir, d'une part, tous leurs problèmes matériels résolus et, d'autre part, leur liberté maintenue, qui dépendra encore longtemps du soutien que voudront bien, ou non, leur accorder les Occidentaux. Sans parler des problèmes internes qui pourraient surgir entre leurs deux grands dirigeants, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Référence aux journées révolutionnaires de 1930 en France, les « Trois Glorieuses ».

(2) Au total, les Kurdes d'Irak sont environ quatre millions.

## L'inquiétude de la Turquie

ISTANBUL  
de notre correspondant

Jusqu'à ces derniers jours, les autorités turques affichaient publiquement une attitude plutôt désavouée à l'égard des décisions du Kurdistan irakien. « Les dirigeants kurdes irakiens nous ont assurés que ces élections avaient uniquement pour but de remplir le vide administratif. Nous sommes convaincus qu'il ne s'agit pas d'un pas vers l'indépendance », déclarait récemment le ministre des affaires étrangères, M. Hikmet Catin.

Mais la décision du Parti national turc, qui représente les citoyens irakiens d'origine turque vivant au nord du pays, de ne pas participer au scrutin, ainsi que la terminologie utilisée par le Front du Kurdistan - qui parle d'élire une « Assemblée nationale » - ont finalement poussé la Turquie à exprimer ouvertement ses inquiétudes. Selon le ministère des affaires étrangères, le nouveau Parlement kurde s'est vu dénier des pouvoirs, tels que celui de « légiférer » ou de « ratifier des accords », qui vont au-delà de l'autonomie négociée en 1974 entre les Kurdes et Bagdad.

La Turquie, qui lutte depuis 1984 contre les séparatistes de sa propre minorité kurde - un conflit qui a déjà fait plus de 3 500 victimes - est catégoriquement opposée à un processus pouvant conduire à la création d'un Etat kurde dans le nord de l'Irak, craignant que les Kurdes de Turquie (environ 12 millions, soit un cinquième de la population globale) ne se prévalent de ce « mauvais exemple ». Le fait que les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, bien que favorables à l'autonomie des Kurdes irakiens, se soient également prononcés en faveur du maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak, ne suffit pas à rassurer les autorités turques.

Afin d'éviter une répétition des événements tragiques du printemps

1991, lorsque près d'un demi-million de réfugiés kurdes irakiens étaient arrivés à ses frontières, la Turquie a dû faire une concession importante, en acceptant la présence sur son territoire des avions américains, britanniques et français, chargés d'assurer la protection de la population kurde irakienne.

Le gouvernement a déjà laissé entendre que le mandat de cette force multinationale, qui arrive à échéance à la fin du mois de juin, serait renouvelé. Mais de nombreux parlementaires turcs soupçonnent les alliés d'encourager implicitement les Kurdes à s'organiser de façon indépendante et la question fait l'objet de débats animés au sein de l'Assemblée, où la décision finale sera prise prochainement.

### Les infiltrations du PKK

L'absence, en Irak, d'un pouvoir suffisamment fort pour contrôler la zone frontalière demeure une des préoccupations principales de la Turquie. Les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui combattent en Turquie en ont profité pour établir dans cette région plusieurs bases, dont l'importance risque d'être renforcée après leur récente expulsion de la vallée libanaise de la Békaa, sous contrôle syrien, où était situé leur camp d'entraînement principal. Ces nouvelles bases ont été récemment la cible de plusieurs raids de l'aviation turque.

Les Kurdes irakiens, déjà bien occupés à défendre leur territoire contre les troupes de M. Saddam Hussein, n'ont pas les moyens d'empêcher l'infiltration des séparatistes kurdes de Turquie, même s'ils partagent, dans une certaine mesure, l'aversion des Turcs pour l'idéologie marxiste-léniniste et les méthodes terroristes du PKK.

NICOLE POPE

## Soixante-dix ans d'espoir, de rébellion et de répression

1920

Août : A la suite de la première guerre mondiale et du démantèlement de l'Empire ottoman, le traité de Sévres préconise la création d'un Etat kurde.

1923

24 juillet : Le traité de Lausanne annule le traité de Sévres et consacre la domination des quatre puissances sur le Kurdistan : la Turquie, l'Iran, la Grande-Bretagne (pour l'Irak) et la France (pour la Syrie).

1937

8 juillet : La Turquie, l'Irak, l'Iran et l'Afghanistan concluent le traité de Saadabad visant à coordonner la lutte contre la subversion, en particulier l'irréductibilisme kurde.

1946

22 janvier : En Iran, Qazi Mohammad proclame à Mahabad la naissance de la première République kurde autonome. Son armée est placée sous l'autorité de Mustapha Barzani. Téhéran reprend le contrôle de la situation en décembre.

1955

21 novembre : Le pacte de Bagdad entre la Turquie, l'Irak et l'Iran sous l'égide de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis prévoit la répression coordonnée des révoltes qui viendraient à éclater sur le territoire de l'un de ces Etats.

1958

27 juillet : En Irak, la nouvelle Constitution républicaine, promulguée par le général Kassem, reconnaît que « les droits nationaux des Kurdes sont garantis au sein de l'entité irakienne ». L'Irak dénonce le pacte de Bagdad.

1962

Août : La rébellion kurde contrôle pratiquement toute la bande moutagneuse qui sépare l'Irak de l'Iran.

1963

Février : Après un coup d'Etat militaire en Irak, les Kurdes acceptent un cessez-le-feu.

1964

10 juin : Après quatre mois de trêve, reprise de la lutte contre les Kurdes.

1966

10 février : Un accord de cessez-le-feu est conclu avec les maquisards kurdes sur la base d'une nouvelle reconnaissance des « droits nationaux kurdes ».

1965

28 février : Rupture de l'accord de 1964. Les combats reprennent dans le Nord.

1966

29 juin : M. Abdel Rahman Bazzaz, chef du gouvernement irakien, rend public un plan en vue de régler le problème kurde sur la base du droit à l'autonomie.

1968

3 août : Le nouveau régime baasiste s'engage à appliquer le plan de 1966. Une amnistie générale est décrétée.

23 septembre : Une Constitution provisoire passe sous silence le droit à l'autonomie des Kurdes. Les opérations militaires reprennent aussitôt après.

1970

11 mars : Accord de cessez-le-feu. Reconnaissance de l'existence d'une nation kurde et de son droit à l'autonomie. Une loi d'« autonomie » devra être publiée dans un délai de quatre ans.

1974

8 février : Bagdad publie un projet de loi d'autonomie du Kurdistan qui prévoit une Assemblée élue aux pouvoirs limités et exclut notamment Kirkouk. Le 11 mars, le général Barzani rejette ce projet. Quinze jours plus tard la guerre reprend.

1975

19 mars : Bagdad rejette une offre de négociations des rebelles

kurdes. La résistance s'effondre le 2 avril, les réfugiés affluent en Turquie et en Iran.

1984

17 octobre : Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, annonce que son gouvernement a conclu avec Bagdad un accord pour une « action coordonnée » contre les rebelles kurdes.

1988

22 mars : L'aviation irakienne bombarde à l'arme chimique six villages du Kurdistan dans la région d'Halabja (5 000 morts et autant de blessés). Mission d'enquête de l'ONU.

1989

25 avril : Irak. M. Massoud Barzani, fils du général, dénonce le projet de « dékurdisation » du nord du pays. Avant cette date 125 000 Kurdes irakiens ont été pris de quitter le nord du Kurdistan.

1990

15 mai : Irak. Profitant de l'amnistie décrétée par M. Saddam Hussein, de nombreux Kurdes réfugiés en Turquie depuis 1988 commencent à rentrer chez eux.

20 septembre : Une délégation kurde irakienne est reçue officiellement à Paris. Le secrétaire général du PPK, M. Sami Abdulrahman, déclare au Monde que Bagdad poursuit une politique de la terre brûlée au Kurdistan.

1991

5 mars : Après la fin de la guerre du Golfe, l'opposition kurde affirme avoir donné le signal de la rébellion dans le nord du pays. Elle annonce la prise de Souleymanieh et de Gharanich.

22 mars : M. Massoud Barzani, chef du PDK, affirme que « 95 % du Kurdistan irakien est libéré » et appelle l'opposition à revenir en Irak pour former « un gouvernement provisoire ».

28 mars : Bagdad annonce la reconquête de l'important centre pétrolier de Kirkouk, puis, le 31, de Dohouk et d'Erbil. La ville de Zakho est reprise le 1<sup>er</sup> avril. Fuyant la répression, des milliers

de Kurdes se réfugient en Turquie et en Iran.

5 avril : A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité vote la résolution 688, exigeant la fin de la répression contre les Kurdes et demandant à Bagdad de faciliter l'acheminement d'une aide humanitaire.

7 avril : Washington et Ankara suggèrent la création, en Irak, de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU. Les Douze en approuvent l'idée le 8.

12 avril : Les Etats-Unis décident de réaliser une « grande opération d'aide » aux réfugiés massés près de la frontière turque, dans le nord de l'Irak. Début du largage de vivres.

16 avril : La Maison Blanche se rallie à la proposition européenne de créer des camps en Irak et à l'envoi de troupes supplémentaires. Occupation de Bagdad pour l'installation de centres d'accueil de l'ONU sur son sol.

18 avril : Conclusion entre les rebelles et le gouvernement de Bagdad d'un cessez-le-feu « provisoire ».

24 avril : Les chefs rebelles kurdes et les autorités de Bagdad parviennent à un « accord de principe » sur le statut du Kurdistan irakien.

29 avril : Débat sur les Kurdes au Conseil de sécurité. Les alliés demandent l'envoi sur place d'une force de police de l'ONU pour remplacer leurs 9 000 soldats. Refus de Bagdad.

18 mai : M. Massoud Barzani annonce un accord de principe entre l'opposition kurde et Bagdad.

20 juin : Pour assurer la protection des kurdes, les alliés souhaitent installer une force d'intervention à la frontière, du côté turc. Le gouvernement d'Ankara fait savoir que cette demande est « à l'étude ».

15 juillet : Les troupes terrestres alliées quittent le Kurdistan irakien. Mais les alliés maintiendront des patrouilles aériennes.

19 juillet : Combats entre l'armée et les rebelles kurdes qui contrôlent la ville de Souleymanieh. Au cours des mois suivants des pourparlers ont lieu à Bagdad sur le principe de l'autonomie, mais ils resteront sans suite.



**Histoire du MAROC**

Jacques Gauthier

Larousse



## POLITIQUE

Les prémices d'un rapprochement

### M. Brice Lalonde et M. Antoine Waechter ont discuté de leurs programmes

Les dirigeants des Verts, autour de M. Antoine Waechter, et de Génération Ecologie, autour de M. Brice Lalonde, se sont rencontrés, mercredi 20 mai, à Paris, pour discuter de la préparation des élections législatives de mars 1993, cette première réunion ayant été consacrée principalement à leurs programmes.

Les écologistes sont de grands enfants. Réclamés depuis plus d'un mois par M. Lalonde, voire ardemment souhaités depuis bientôt un an par celui qui était alors ministre de l'environnement, la rencontre au sommet entre les deux ennemis de l'écologie politique a failli tourner court, mercredi, pour une simple histoire d'adresse. Souhaitant qu'il n'y ait point trop de journalistes au rendez-vous qu'il avait lui-même annoncé (le Monde du 19 mai), le mouvement de M. Lalonde, Génération Ecologie, a indiqué - unilatéralement - peu avant la rencontre, que le lieu en était modifié. Les Verts se devaient, alors, de débiter pour savoir si, oui ou non, ils allaient plier à la soudaine injonction de leurs éventuels futurs partenaires.

Lorsque le vice-président de Génération Ecologie, M. Noël Mamère, déboucha sur son vélo au coin de la rue Huysmans, à Paris, dans le sixième arrondissement, on se dit qu'on allait vivre un moment

historique. Le même, deux heures plus tard, allait d'ailleurs rendre compte de la réunion des deux familles écologistes en saluant ce mercredi de mai comme « une date historique ». Dans une pièce abondamment décorée de dessins d'enfants, au sein d'un appartement de deux cents mètres carrés promis à une prochaine vente, les deux délégations (1) venaient, en effet, d'achever « une discussion franche et amicale », consacrée à un large échange de vues sur leurs programmes respectifs.

#### « Clause préférentielle »

Une prochaine rencontre a été fixée au 2 juin, pour avancer dans le « chantier » de la préparation des élections législatives de 1993. Auparavant, les Verts et Génération Ecologie devraient avoir levé le préalable qui constitue le règlement de leurs désaccords au sein du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais lors d'une réunion d'arbitrage, prévue « en terrain neutre » - c'est-à-dire à Paris, - en présence d'un médiateur de chacun des deux mouvements. Enfin, les Verts et Génération Ecologie sont convenus de se réserver « une clause préférentielle » pour leurs négociations à venir, ce qui n'exclut pas des contacts avec les autres formations politiques.

Pour M. Waechter, l'essentiel a

été ainsi préservé : la discussion s'est engagée sur le fond, et non sur « le terrain électoral ». Elle doit permettre, notamment, d'établir le catalogue des convergences et des divergences sur des sujets tels que le partage du temps de travail, les transports, la sortie, à terme, d'une politique énergétique fondée sur le nucléaire, ou encore la réforme du mode de scrutin. « Nous ne sommes pas résignés à ce que le scrutin majoritaire demeure en vigueur lors des prochaines élections législatives », a précisé, à ce propos, le porte-parole des Verts.

Du côté de Génération Ecologie, on espère surtout que l'engagement de discussions au sommet - qui n'ont pas encore été ratifiées par le conseil national des Verts - incitera la base et, notamment, les conseillers régionaux nouvellement élus à multiplier les initiatives unitaires. L'éventuelle répartition des circonscriptions entre les candidats des deux mouvements s'interviendra qu'ultérieurement, dans les départements.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Pour les Verts, M. Waechter était accompagné, entre autres, de M. Dominique Voynet, porte-parole, M. Guy Cambot, secrétaire national, et Alain Lignier, délégué aux élections. Pour Génération Ecologie, M. Brice Lalonde avait à ses côtés, notamment, M. Noël Mamère, vice-président, Lionel Stoléru, conseiller pour l'économie, et Jean-Jacques Porchez, délégué aux élections.

Interrogé sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

### M. Bérégovoy veut que la majorité ait une attitude claire face au Front national

M. Pierre Bérégovoy a déclaré, mercredi 20 mai à l'Assemblée nationale, qu'« il avait été demandé aux présidents des commissions du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur élus avec les voix du Front national de donner leur démission ». Les 14 et 15 mai, l'élection à la présidence des commissions de six conseillers régionaux issus de la liste Energie Sud, conduite par M. Bernard Tapie, grâce au soutien du Front national, avait suscité des remous (le Monde du 17-18 et 20 mai).

Le premier ministre répondait à M. Hervé de Charette (UDF, Maine-et-Loire), qui lui demandait, au cours de la séance de questions au gouvernement, si « un accord secret avait été conclu » entre M. Jean-Marie Le Pen et les trois ministres membres du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, MM. Bernard Tapie, Jean-Louis Bianco et M. Elisabeth Guigou. M. Bérégovoy s'est écrié du « consensus » contre le Front national dans cette région, en observant que les six autres présidents de commission membres de la majorité dirigée par M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional, qui avaient

été élus eux aussi grâce aux suffrages de l'extrême droite, ont également « l'intention de donner leur démission ».

Faisant allusion au conseil régional de Haute-Normandie, dirigé par M. Antoine Rufenacht, député (RPR) de Seine-Maritime, où un conseiller régional du Front national a obtenu une présidence de commission,

□ L'Etat n'a remboursé 250 millions de francs de frais de campagne électorale. - M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, a indiqué mercredi 20 mai, à l'Assemblée nationale, que l'enveloppe consacrée par l'Etat au remboursement des campagnes officielles pour les élections régionales et cantonales de mars, s'élève à un peu plus de 250 millions de francs. Répondant à M. Jean-Louis Gossard (RPR, Finistère), il a précisé la répartition de cette somme : « 98 millions de francs pour les campagnes des élections cantonales, 150 millions de francs pour les régionales et 3,3 millions de francs pour l'assemblée de Corse ».

M. Bérégovoy a ajouté : « Ce qui n'est pas demandé pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur pourrait, sans doute, l'être ailleurs ». M. Bernard Tapie, ministre de la ville et conseiller régional, a confirmé de son côté, mercredi soir, que tous les présidents de commission élus grâce au Front national sont priés de renoncer à ces postes.

□ M. Germon exige un démenti de M. Lienemann. - M. Claude Germon, député (PS) de l'Essonne et maire de Massy, a renouvelé, mercredi 20 mai, auprès du premier ministre, sa demande de « démenti » du ministre délégué au logement et au cadre de vie, M. Marie-Noëlle Lienemann, qui l'avait nommé dans sa cause dans l'affaire des fausses factures de la SAGES. Reçu par M. Pierre Bérégovoy, qui l'a assuré de sa « confiance », M. Germon a affirmé que les accusations de M. Lienemann sont « fausses » et constituent « un montage politique de la part d'une irresponsable ».

Un colloque d'Environnement sans frontière

### M. Michel Rocard se fait l'apôtre du « devoir d'ingérence écologique »

A l'occasion, de l'un de ces colloques qui se multiplient dans la perspective du prochain sommet de Rio-de-Janeiro sur la « planète Terre », M. Michel Rocard s'est prononcé, mercredi 20 mai, en présence de MM. Antoine Waechter et Brice Lalonde, pour la reconnaissance d'« une forme de devoir d'ingérence écologique », comparable au droit d'ingérence humanitaire et au droit d'ingérence démocratique.

M. Rocard était l'un des orateurs les plus attendus du colloque organisé à l'Assemblée nationale, mercredi, par Environnement sans frontière. En présence de MM. Lalonde et Waechter, l'ancien premier ministre a défendu l'idée d'« une forme de devoir d'ingérence écologique », qui, a-t-il expliqué, « est une charge, une obligation, et non un privilège ». « Ce doit être un moyen, sans s'arrêter aux prétextes de souveraineté des uns et des autres, de faire entrer une composante écologique dans toutes les motivations, lorsque nos pays sont amenés à choisir leurs partenaires économiques », a déclaré M. Rocard.

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a toutefois ajouté que, selon lui, « l'avenir est dans le thème du développement durable » et qu'il « porte en lui, à la fois, la croissance et l'écologie ». « La crois-

sance n'est pas l'ennemi de la protection de l'environnement. Elle en est la condition. Pas n'importe quelle croissance, certes. Une croissance plus propre, donc, mais une croissance soutenue », a-t-il insisté, en dénonçant au passage ceux des écologistes qui avaient « abusivement diabolisé » l'énergie nucléaire.

L'assez soudain intérêt des socialistes pour la pratique de l'écologie s'est également manifesté dans les propos du président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, pour lequel, « comme les civilisations, la Terre aussi est mortelle ». Pour le député des Landes, la vision occidentale du rapport à l'environnement, ajoutée à la rivalité Est-Occident, a longtemps « condamné au silence toutes les autres approches géopolitiques ». Cependant, M. Emmanuelli n'est pas de ceux qui regrettent « le temps de la marine à voile » et il ne voudrait pas que l'écologie devienne « une nouvelle impérialisme », « une idéologie de nantis ».

#### « Contrat naturel » et « contrat social »

Le président de l'Assemblée nationale « ne souhaite pas que ce que Michel Serres et d'autres appellent le « contrat naturel » vienne dénaturer ou ignorer le « contrat social ». « En revanche, a-t-il dit, parce que les finalités et les sensibilités politiques de la majorité parlementaire sont, en définitive, fondamentalement, assez proches de


celles des écologistes, il me paraît possible, de manière pragmatique, en restant conscient des réalités incontestables du monde, qu'enire les écologistes et les forces de progrès puisse s'établir un programme d'entente qui leur permette, avec lucidité, les yeux ouverts, d'aller vers une meilleure prise en compte de la protection de l'environnement, tout en maintenant comme objectif une croissance raisonnable, c'est-à-dire suffisante ».

Comme il était naturel - entre leur participation commune, la veille au soir, à l'émission de TF1 « Ciel, min mardi ! » et la loque séance de pause photographique, à laquelle ils devaient complaisamment se prêter, peu après, dans les jardins fleuris de l'hôtel de Lassay -, les deux leaders écologistes ont opposé leurs discours. Pour M. Lalonde, « l'écologie est en voie d'intégration dans toutes les familles politiques, comme il se doit ». Pour M. Waechter, en revanche, « il y a de quoi s'étonner d'un tel colloque ». Vingt ans après la conférence de Stockholm sur l'environnement et le développement, a déclaré le chef de file des Verts, « les discours se sont développés », mais « les évidences ont du mal à s'imposer », dans la mesure où, « si l'écologie devait se contenter d'un petit pré carré, à côté du grand champ de l'économie et du social, elle ne servirait à rien ».

J.-L. S.

# ROBERT BADINTER

## LA PRISON RÉPUBLICAINE



Fayard

432 p.  
140 F

**A travers le prisme de ses prisons et de sa politique répressive, c'est un visage secret de la République qui se révèle.**

**FAYARD**

# Maroc.

## CRITERION



Histoire d'un pays fascinant, lien entre l'Afrique et l'Europe, de sa naissance au VIII<sup>e</sup> siècle au règne d'Hassan II descendant de Mahomet. Royaume au passé glorieux et à l'avenir prometteur où se juxtaposent tradition et modernité. Un livre de référence.



## 450 MILLIONS DE FRANCOPHONES

Structure des 47 nations d'expression française. Ressources, économie, France : 2<sup>e</sup> domaine territorial mondial (zones maritimes).

\* T1 / LA FRANCE 3<sup>e</sup> SUPER 9<sup>e</sup> SUPERPUISSANCE... 90 F

\* T2 / LES MOISSONS OR LA FRANCITÉ 98 F

Envoi franco

MARTINOT DE PREUIL  
49560 NUEL-SUR-LAYON

## APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE

UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

3 sessions du 13 juillet au 26 septembre 1992

Cours pour débutants et avancés

Laboratoire de langues

Excursions, soirées

Age minimum : 16 ans

Droits d'inscription et de cours pour 4 semaines AS 3 600,00 (env. 1 750 FF)

Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre pour 4 semaines AS 9 320,00 (env. 4 400 FF))

Programme détaillé : Wiener Internationale Hochschule A-1010 Wien Université

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 260

Informations téléphoniques permanentes en français et anglais au : 48 00 20 17

Compagnie des commissaires prêteurs de Paris

Sauf indications particulières, les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 h à 18 h. \* Exposition le matin de la vente.

Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 63 12 66.

**DIMANCHE 24 MAI**

S. 5 et 6 - Importants tableaux modernes. - M<sup>re</sup> LOUDMER.

**LUNDI 25 MAI**

S. 1 - Tableaux et meubles anciens. ARCOLE (M<sup>re</sup> RENAUD).

S. 2 - Antiques. Haute époque. - M<sup>re</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.

S. 3 - 14 h 15. Joséphine BAKER, Paul COLIN, Joséphine BAKER vue par ses amis et les autres, Paul COLIN, affichiste. Dessins, aquarelles, gouaches, lithographies, affiches, maquettes. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, Cabinet Camard, expert. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax : (1) 42-60-79-09).

S. 6 - Livres anciens et modernes. Documentation, Beaux-Arts. - M<sup>re</sup> AUOAP, GOGEAU, SOLANET.

S. 12 - 11 h. Bijoux. Ling. Jouets. - M<sup>re</sup> MILLON, ROBERT.

S. 14 - Livres. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 15 - Tab., bib., mob. ARCOLE (M<sup>re</sup> OGER, DUMONT).

**MARDI 26 MAI**

S. 5 - Art nouveau, Art déco, Tableaux modernes. - M<sup>re</sup> RIBEYRE, BARON.

S. 8 - Grands vins et alcools. - M<sup>re</sup> LOUOMER.

**MERCREDI 27 MAI**

S. 1 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)

S. 2 - Recueil de poèmes. Dessins anciens et gravures. Tableaux par CLAIRES, GILLES, ARGENTIER, Céramiques. Verrerie. Mobilier. - M<sup>re</sup> CARDINET-KALCK.

S. 3 - Argentier. Bijoux anciens et modernes. - M<sup>re</sup> ROGEON, Cabinet Calles, expert.

S. 4 - Livres. - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

S. 6 - Objets d'art et d'ameublement. Céramiques. Porcelaines. Art déco. Bijoux. Argentier. - M<sup>re</sup> PICARD.

S. 7 - 14 h 15. Bons meubles. Objets mobiliers. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. (Sans catalogue.)

S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M<sup>re</sup> CHAMPELLANO, GILLES, VÉYAC, DOUTREBENTE. Tél. : 45-22-30-13.

S. 15 - Bib., meub. - M<sup>re</sup> BONOU.

**HOTEL DROUOT (salles 5 et 6)**

**DIMANCHE 24 MAI à 14 h 30**

IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES

SUCCESION DE M<sup>re</sup> G. COMPOINT

COLLECTION DE M. GILLES FARDEL

et à divers amateurs

GROMAIRE - HARTUNG - HERBIN - KANDINSKY - LEGER - MARQUET - PICASSO - POLIAKOFF - RENOIR

Exceptionnel ensemble d'œuvres de Raoul DUFY provenant de la succession de M<sup>re</sup> G. Compoint et à divers amateurs

(Expo. : le 23 mai de 11 h à 18 h et le 24 mai de 11 h à 12 h.)

**GUY LOUDMER**

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-30-07.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-47-68.

D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.

CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEINS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-61-51-16.

LOUDMER, 45, rue La Fayette (75009), 48-78-89-89. Fax : 48-78-91-00.

MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.

OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-93.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-38-38.

PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.

RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

**CHATEAU DE SAINT-PAUL-EN-CORNILLON (Loire)**

Près de Saint-Etienne - (Vente sur place)

**LES GRENIERS DU CHATEAU**

**SAMEDI 23 et DIMANCHE 24 MAI à 10 h 30 et 15 h**

**TAPISSERIES - TEXTILES ANCIENS - TABLEAUX ANCIENS**

**MEUBLES ET OBJETS D'ART des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles**

**VENDREDI 29 MAI à 10 h 30 et 15 h, SAMEDI 30 MAI, DIMANCHE 31 MAI à 15 heures.**

M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.

M. M. O. Le Fiel et R. de l'Épée, experts.

Expo. Pub. : Château de Saint-Paul-en-Cornillon jusqu'au 29 mai, de 10 h à 18 h.

Nocturnes : les 23, 24 et 27 mai, jusqu'à 21 heures.

Veuillez contacter Étienne Yafche au (1) 42-61-80-07, poste 410.

(Catalogue : étude, poste 469 ou fax (1) 42-60-79-09.)

Téléphones pendant les ventes et les expositions : (33) 77-35-72-34 - 77-35-73-28 - 77-35-73-91 - 77-35-73-92 - 77-35-74-37

Fax (33) 77-35-72-13.

A la demande du vendeur, la vente se fera sans réserve et au plus offrant

**A PARIS - ESPACE CHAPON**

14, rue Chapon, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : (1) 48-04-38-42

**DIMANCHE 24 MAI à 14 h 30**

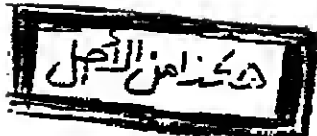
**ART CONTEMPORAIN DU CANADA**

M<sup>re</sup> ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.

Expo. Pub. : Espace Chapon, le 23 mai de 13 h à 19 h 30 et le 24 mai de 10 h à 12 h.

Pour tous renseignements, veuillez contacter Béatrice Schoeller au (1) 42-61-80-07, poste 428. Fax (1) 42-60-79-09.

Téléphone pendant la vente : (1) 48-04-50-14. (Catalogue : étude, poste 469 ou fax (1) 42-60-79-09.)



## DÉFENSE

Commandant la Force océanique stratégique

## L'amiral Orsini laisse entrevoir un allègement des patrouilles de sous-marins nucléaires

Commandant la Force océanique stratégique (FOS), qui réunit en France les sous-marins nucléaires lance-missiles et les sous-marins d'attaque lance-torilles, le vice-amiral d'escadre Francis Orsini n'est pas opposé à un allègement des patrouilles opérationnelles de ses bâtiments à la mer, et il plaide en faveur d'un missile aéroporté construit en quelques exemplaires pour compléter l'arsenal national de dissuasion.

L'amiral Orsini s'exprime dans le dernier numéro (été 1992) de la revue de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), qui publie les actes d'un récent colloque sur l'avenir de la dissuasion. Les propos du patron de la FOS interviennent à un moment où un prochain conseil de défense, présidé par le chef de l'État, s'apprête à mettre la dernière main à la rédaction de la programmation militaire qui fixera à la hausse le nombre des nouveaux systèmes d'armes nucléaires.

Au siècle prochain, selon les nouvelles orientations qui restent à préciser, la FOST devrait ne compter que quatre - au lieu des six prévus - sous-marins lance-missiles stratégiques de nouvelle génération (de la classe le Triomphant) et six - au lieu des huit prévus - sous-marins nucléaires d'attaque (de la classe Améthyste). C'est ce qui a récemment (le Monde du 29 avril) laissé entendre le chef d'état-major de la marine.

## Vers un missile aéroporté ?

S'agissant de l'armement embarqué à bord des sous-marins stratégiques de nouvelle génération, l'amiral Orsini précise que le missile M5 devra avoir une portée de 9 000 kilomètres et une précision d'impact accrue grâce à un recalage aéroporté en vol. Il imagine, d'autre part, que les charges nucléaires de la France pourraient avoir des effets diversifiés, qu'elles soient neutrones (une arme réduisant les effets de souffle et de chaleur, au profit des rayonnements mortels dégageés) ou qu'elles privilégient l'impulsion

électromagnétique (IEM) en altitude (une arme qui dégrade les systèmes électroniques et électriques, désorganisant l'activité économique des pays).

Après l'amiral Alain Costanza, chef d'état-major de la marine nationale, qui a envisagé un allègement du cycle des patrouilles des sous-marins stratégiques, le « patron » de la FOST considère comme « un minimum acceptable » la permanence à la mer de deux sous-marins, au lieu de trois actuellement. Le nombre optimal, pour lui, serait de trois ou quatre. C'est le chef de l'État qui déterminera le rythme de ces patrouilles à la mer, selon ce qu'il attend de l'efficacité de la dissuasion.

En complément de cette flotte de sous-marins stratégiques, l'amiral Orsini se prononce pour l'adoption « en petit nombre », par la France, d'un missile aéroporté d'origine américaine, le cas échéant, à franchir entre deux solutions pour le début du siècle : ou un Rafale armé d'un missile sol-sol nucléaire, ou bien un missile sol-sol dérivé du M5 et baptisé MS5, qui viendrait remplacer les missiles

S3D actuellement enfouis dans des silos du plateau d'Albion.

« Une arme aéroportée, écrit le commandant de la FOST, nous permettrait, par ailleurs, de développer éventuellement une coopération avec la Grande-Bretagne. Elle constituerait enfin l'embryon d'une seconde composante stratégique, indispensable si l'immuabilité du sous-marin et la capacité de pénétration du ballistic venaient à être remises en cause. » Comme d'autres experts ne retiennent pas la solution dite du « tour balistique », qui serait fondée uniquement sur des missiles sol-sol ou mer-sol, et il lui préfère une formule plus souple, alliant au sous-marin le missile aéroporté censé, par sa croisière à basse altitude, échapper plus facilement à des défenses anti-missiles. Face à cette école, d'autres spécialistes soulignent que les missiles balistiques, parce qu'ils sont très largement hypersoniques, peuvent mieux déjouer un adversaire que le missile aéroporté, forcément plus limité en vitesse et en moyens de pénétration.

J. I.

## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 20 mai, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● Revenu minimum d'insertion et aide médicale (le Monde du 21 mai)

● Relations entre les médecins et l'assurance-maladie

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration a présenté un projet de loi relatif aux relations entre les médecins et l'assurance-maladie.

Le gouvernement a engagé une politique de régulation des dépenses de santé. Cette politique doit permettre de rééquilibrer durablement les comptes de l'assurance-maladie pour renforcer le système de soins et de protection sociale.

Des accords ont été conclus en cette matière entre plusieurs professions de santé et les régimes d'assurance-maladie. Le dernier de ces accords a été conclu le 10 avril 1992 avec les médecins. Il achève d'organiser le dispositif de régulation des dépenses de soins. Le projet de loi comporte les dispositions législatives nécessaires à son exécution.

1. Le taux d'évaluation des dépenses d'honoraires médicaux et de prescriptions présentées au remboursement de l'assurance-maladie fera l'objet d'un accord annuel entre l'État et les caisses nationales.

Chaque année, une annexe à la convention nationale des médecins fixera les tarifs des honoraires et déterminera les modalités de la régulation des dépenses, notamment en arrêtant des plafonds de dépenses par zone géographique.

En cas de dépassement des plafonds ainsi fixés, les caisses d'assurance-maladie réclameront une contribution aux médecins. Celle-ci prendra une forme différente pour les médecins conventionnés et pour les médecins à honoraires libres. Pour les médecins conventionnés, les caisses cesseront de prendre en charge une part des cotisations sociales qu'elles supportent normalement, une contribution d'un montant équivalent sera perçue sur les revenus professionnels.

2. Une union des médecins libéraux sera créée dans chaque département. Son organe dirigeant sera élu par deux collèges composés respectivement des médecins généralistes et des médecins spécialistes.

Les unions contribueront à améliorer la gestion du système de santé et à promouvoir la qualité des soins. Elles participeront à la régulation des dépenses médicales.

3. Les honoraires des médecins conventionnés dont la pratique satisfait à certaines exigences de qualité pourront être majorés.

Des aides à la reconversion professionnelle des médecins libéraux seront mises en place.

● La modernisation du service public au ministère de l'économie et des finances et au ministère du budget

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre du budget ont présenté une communication sur la modernisation du service public au ministère de l'économie et des finances et au ministère du budget. La politique de renouveau du service public antérieurement par le gouvernement en 1989 vise à améliorer la qualité des services rendus aux usagers et à accroître l'efficacité de l'administration. A cette politique, l'ensemble des agents sont étroitement associés. Après concertation avec les organisations syndicales, l'ensemble des services de l'économie, des finances et du budget a fait l'objet d'un plan de modernisation et chacune des directions s'est dotée d'un projet de service.

Cinq orientations sont poursuivies : la déconcentration des responsabilités, l'amélioration des conditions de travail, le développement de la formation continue, le rapprochement des services et l'enrichissement du dialogue social.

Les premiers résultats obtenus sont très encourageants. Cette politique sera poursuivie à long terme. Un conseil de prospective et d'évaluation a été mis en place pour suivre son évolution.

● L'application de la législation en matière d'environnement

Le ministre de l'environnement a présenté une communication sur l'application de la législation en matière d'environnement.

La France se donne un droit de l'environnement moderne et complet. Du fait de sa technicité, du petit nombre des personnes chargées d'en assurer le respect et de l'encombrement des juridictions, tout particulièrement de ce droit se heurte cependant à certaines difficultés. Plusieurs mesures ont été adoptées pour améliorer cette situation.

1. - Un code de l'environnement rassemblera l'ensemble des lois et règlements relatifs à ce domaine ; le droit de l'environnement sera ainsi rendu plus accessible et plus clair.

2. - Tous les textes réglementaires nécessaires à l'application des accords internationaux, des directives communautaires et des lois seront publiés d'ici un an. En particulier, les décrets d'application de la loi sur l'eau seront prochainement publiés.

3. - Les préfets et les procureurs de la République feront l'application du droit de l'environnement une de leurs priorités, tout particulièrement en matière d'installations classées et de police de l'eau.

4. - De nouvelles modalités d'application de la loi seront recherchées. L'adoption de « codes de bonne conduite » sera proposée, en matière de respect de l'environnement, aux professions dont l'activité est à l'origine de nuisances particulières. La médiation sera développée pour le règlement des petits litiges.

● La politique de la ville (le Monde du 21 mai)

## L'amiral Labouerie reçoit sa quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 20 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● Marine. - Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral Jean-Charles Lefebvre ; commandant le groupe d'action sous-marine, le contre-amiral Christian Rouyer ; commandant l'aviation embarquée, le contre-amiral Jean Wild ; commandant la force de guerre des mines, le contre-amiral Claude Muscat.

● Terre. - Est nommé commandant d'artillerie du 3<sup>e</sup> corps d'armée, le général de brigade Claude Vergnol.

● Air. - Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Jean Rannou ;

général de brigade aérienne, le colonel Daniel Vilain.

Est nommé commandant le transport aérien militaire, le général de division aérienne Alain Bernier.

● Gendarmerie. - Est nommé adjoint au général commandant les écoles de la gendarmerie, le général de brigade Jean Cusin-Cogut.

● Armement. - Sont nommés : adjoint au chef du service technique des constructions et des armes navales pour l'ingénierie, l'ingénieur général de première classe Michel Gaillard ; chargé de mission auprès du délégué général pour l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Claude Lévêque.

● Service de santé. - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général Louis Cont ; médecin général, le médecin chef Jean-Jacques Buffat, nommé commandant l'école du service de santé des armées de Lyon.

## Un changement radical dans la marine

A l'occasion de ces nominations militaires au conseil des ministres, le gouvernement a mis en place la nouvelle organisation des commandements dans la marine nationale, telle qu'elle vient d'être décidée par le ministre de la défense (le Monde du 18 avril). Cette réorganisation crée une répartition différente des moyens de la marine à compter du 1<sup>er</sup> juin.

A Toulon, seront dissoutes l'escadre de la Méditerranée et le centre d'entraînement de la flotte. A leur place est instaurée une force d'action navale (FAN) qui aura sous son autorité les porte-avions *Foch* et *Clemenceau* ; les transports de troupes de débarquement *Foudre*, *Océan* et *Orage* ; le bâtiment de transport *Gérald* (venu de Lorient) ; les frégates anti-aériennes *Jean-Bart* et *Cassard* ; les frégates lance-missiles *Suffren*, et *Duquesne* ; les frégates anti-sous-marines *Georges-Leygues*, *Dupleix*, *Mancinell*, *Jean-de-Vienne* et *La Motte-Picquet* ; les pétroliers ravitailleurs *Musée*, *Var* et *Méme*. Ces navires ont pour mission principale de participer à

la « projection » des forces outre-mer ou sur des théâtres d'opérations extérieurs.

A Brest est dissoute l'escadre de l'Atlantique. A sa place est créé le groupe d'action sous-marine (GASM), avec les frégates anti-sous-marines *Tourville*, *Duguay-Trouin*, de *Grasse*, *Acrotiri*, *Primauguet* et *Latouche-Tréville* ; les dix escadres-escorteurs qui sont déjà déployées à Brest ou qui y seront nouvellement affectées en provenance de Lorient ; les pétroliers ravitailleurs *Durance* et *Somme*. Ces navires ont pour tâche prioritaire de veiller à la sûreté des mouvements des sous-marins nucléaires lance-missiles à l'île Longue.

A Brest, enfin, seront réunis les moyens navals chasseurs ou dragueurs de mines, le bâtiment de soutien logistique *Loire* et les groupes de plongeurs-démineurs (de Brest, Toulon et Cherbourg) avec leurs bâtiments-bases, ils constitueront la force de guerre des mines (FGM). Ce nouveau commandement pourra détacher cinq chasseurs ou dragueurs à Toulon.

● Une délégation allemande à Saumur. - Composée d'une dizaine d'officiers, de sous-officiers et d'appelés du contingent, une mission militaire allemande a été invitée à visiter, les 29 et 30 mai prochains, l'école d'application de l'arme blindée et cavalerie, à Saumur (Maine-et-Loire). Cette délégation émane de la brigade franco-allemande qui rassemble 4 200 hommes des deux armées et qui doit faire partie, dès l'année prochaine, du corps européen en discussion au sommet de La Rochelle.

## Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Groupes locaux de la région de la Rochelle.

## Un enfant atteint avec du sang préle

Un enfant atteint de leucémie a été soigné avec du sang prélevé sur sa mère. Cette technique, appelée « greffe de sang du cordon », permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant, évitant ainsi les complications liées à la greffe de moelle osseuse.

Cette méthode a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.

La greffe de sang du cordon est une technique innovante qui permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant. Elle est particulièrement utile dans les cas de leucémie où la greffe de moelle osseuse est contre-indiquée.

Cette technique a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.

La greffe de sang du cordon est une technique innovante qui permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant. Elle est particulièrement utile dans les cas de leucémie où la greffe de moelle osseuse est contre-indiquée.

Cette technique a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.

La greffe de sang du cordon est une technique innovante qui permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant. Elle est particulièrement utile dans les cas de leucémie où la greffe de moelle osseuse est contre-indiquée.

Cette technique a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.

La greffe de sang du cordon est une technique innovante qui permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant. Elle est particulièrement utile dans les cas de leucémie où la greffe de moelle osseuse est contre-indiquée.

Cette technique a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.

La greffe de sang du cordon est une technique innovante qui permet de transférer les cellules souches de la mère à l'enfant. Elle est particulièrement utile dans les cas de leucémie où la greffe de moelle osseuse est contre-indiquée.

Cette technique a été utilisée avec succès pour un enfant de 10 ans souffrant de leucémie aiguë. Les médecins de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont pu ainsi sauver l'enfant, évitant une greffe de moelle osseuse qui aurait été très risquée.



MÉDECINE

Une « première » en France

Un enfant atteint de leucémie a été soigné avec du sang prélevé sur un cordon ombilical

Une équipe médicale française, dirigée par le professeur Étienne Vilmer (hôpital Robert-Debré, Paris), a annoncé jeudi 21 mai avoir réussi à soigner un enfant atteint de leucémie aiguë à partir de la greffe de sang prélevé au préalable sur un cordon ombilical (1). Cette première mondiale défie les lois de la compatibilité tissulaire entre donneur et receveur. Révélée fort prudemment avec un recul de deux ans, elle ouvre d'intéressantes perspectives thérapeutiques pour des affections cancéreuses jusqu'ici incurables.

La « première », rendue publique le 21 mai par les médecins de l'hôpital Robert-Debré (Paris), constituera sans aucun doute une étape importante dans l'histoire de la thérapie des affections malignes du sang. « En 1990, nous avons été confrontés au cas d'un enfant âgé de trois ans, atteint de leucémie aiguë lymphoblastique et présentant des rechutes précoces et graves de son affection », explique le professeur Étienne Vilmer, chef du service d'immuno-hématologie de l'hôpital Robert-Debré. Des travaux précédents avaient, peu auparavant, permis de développer l'hypothèse d'une utilisation du sang de cordon ombilical dans de telles situations. Or, in mère de l'enfant était décédée. Après une série d'interrogations d'ordre éthique notamment, nous avons décidé de mettre en œuvre ce geste thérapeutique.

En pratique, à la naissance de l'enfant, les médecins ont prélevé 100 millilitres de sang au niveau de la veine du cordon ombilical. Ce sang fut, dans un premier temps, congelé, puis, plus tard, transfusé à l'enfant atteint de leucémie. Ce geste était d'autant plus délicat que les cellules sanguines

ainsi transfusées n'étaient pas, d'un point de vue immunologique (système HLA), compatibles avec l'enfant receveur. L'absence d'alternatives thérapeutiques avait toutefois poussé l'équipe médicale à tenter cette opération, qui apparaissait bel et bien comme celle de la dernière chance.

Deux ans plus tard, l'enfant traité — aujourd'hui âgé de cinq ans — va tout à fait bien, menant une vie en tous points normale. Les examens biologiques effectués permettent aux médecins d'affirmer que ses cellules sanguines sont issues des « cellules souches » de sa mère transfusées il y a deux ans. En d'autres termes, ce dépit de l'incompatibilité tissulaire, on est parvenu à greffer, dans un organisme qui en était dénué, les différentes lignées cellulaires qui, issues de la moelle osseuse, composent le sang humain (2). On a ainsi réussi à dépasser les nombreux obstacles inhérents au problème d'incompatibilité tissulaire.

Une collaboration franco-américaine

« Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer un tel résultat », explique le professeur Vilmer. On peut notamment évoquer le degré de maturité des cellules présentes dans le sang du cordon ombilical, ou encore le fait que ces cellules, n'ayant pas in utero été en contact avec des agents infectieux, ne sont pas dans un état de réactivité qui leur permette de déclencher chez le receveur une réaction de rejet. D'autres éléments peuvent encore être évoqués. Quoi qu'il en soit, cette expérience, qui devra être reproduite à l'échelle intrafamiliale, permet d'anticiper une application de cette technique dans d'autres indications pour lesquelles il n'existe pas aujourd'hui de thérapeutique.

Ce n'est certes pas la première fois que des médecins mettent en œuvre une telle expérimentation. Il y avait d'abord eu les travaux réalisés à Indianapolis par M. Broxmeyer sur près de deux cents cordons ombilicaux et placentas démontrant qu'il n'y avait aucunement aucune difficulté à prélever le sang contenu dans ces organes, à le congeler et à le transporter sans pour autant diminuer les capacités de prolifération des cellules souches de la moelle osseuse. Au terme d'une collaboration franco-américaine, la première greffe de sang de cordon — intrafamiliale et immunologiquement compatible — fut réalisée dans le service du professeur Eliane Gluckman (hôpital Saint-Louis, Paris), ce travail étant rendu public en 1989 (le Monde du 6 décembre 1989).

Il s'agissait alors de traiter une affection héréditaire très rare, l'anémie de Fanconi, pour laquelle le seul traitement connu est la greffe de moelle osseuse. Une autre tentative fut réalisée sans succès en août 1990 au centre hospitalier Johns-Hopkins de Baltimore chez

un garçon de quatre ans atteint d'une forme rare et mortelle de leucémie (le Monde du 15 août 1990).

Lorsqu'il sera confirmé, le succès français permettra de fournir une solution à l'un des problèmes éthiques les plus délicats soulevés par cette nouvelle thérapeutique. On pouvait en effet craindre dans les familles où un enfant malade était susceptible de bénéficier d'une telle greffe que des parents se « programment » une grossesse aux seules fins de disposer du « matériel » nécessaire, via le cordon ombilical, à la greffe salvatrice. Or, il fallait jusqu'à présent disposer d'un sang de cordon immunologiquement compatible, quitte après diagnostic prénatal, à avoir recours à un avortement si le fœtus n'était pas du groupe tissulaire espéré.

La « première » de l'hôpital Robert-Debré laisse aujourd'hui clairement entrevoir la réalisation de greffes à partir de sang prélevé sur les cordons ombilicaux, obtenus après accouchement, ou au sein, en dehors de la famille concernée. Elle pourrait ainsi permettre de dépasser les impossibilités thérapeutiques auxquelles doivent faire face les équipes spécialisées en dépit des fichiers de

donneurs potentiels. On inaugurerait ainsi de nouvelles formes de dons et de solidarité.

D'ores et déjà, quelques équipes spécialisées ont recueilli et conservé par congélation des prélèvements effectués sur plusieurs centaines de cordons ombilicaux après accouchement de mères d'enfants atteints d'affections sanguines malignes et qui pourraient demain bénéficier de cette greffe d'un nouveau genre fondée sur ces deux puissants symboles de vie que sont le sang et le cordon ombilical.

JEAN-YVES NAU

(1) Ce travail qui fait l'objet d'une publication dans le mensuel spécialisé Transplantation a été réalisé par C. Vilmer, G. Sierck, C. Rahimy, J. Lyon, A. Broxmeyer, B. Lescœur, M. Loch, J. Goren et P. Moit (hôpital Robert-Debré, Paris, CTS de Paris-Est et hôpital cantonal de Genève).

(2) La moelle osseuse produit l'ensemble des cellules sanguines. Elle est essentiellement composée des cellules souches qui se reproduisent et se différencient en différents types de cellules du sang. L'ensemble des lignées sanguines peut se développer à partir de quelques cellules souches, ce qui permet de régénérer des greffes à partir d'un prélèvement limité de moelle osseuse.

Selon le ministre du travail

Les résultats de la loi sur l'insertion professionnelle des handicapés sont décevants

Une loi de 1987 fait obligation aux entreprises soit d'employer des handicapés, soit de passer des contrats de sous-traitance avec des ateliers protégés, soit encore de payer une redevance au Fonds d'insertion des handicapés, l'AGEFIPH. Sur le premier point, on constate que les sociétés privées n'employaient, en 1990 (dernière année connue), que 263 000 infirmes, soit 3,7 % de leur personnel au lieu des 5 % prévus. Plus de la moitié d'entre eux étaient des accidentés du travail. D'où la déception de M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, et de M. Michel Guillbert, secrétaire d'État aux handicapés, qui ont présenté, mardi 19 mai, aux membres du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel des travailleurs handicapés le bilan 1990 de l'application de la loi.

Signe encourageant toutefois : les flux d'embauche, qui étaient de 5 300 personnes en 1987, sont passés à 9 600 en 1990. Par ailleurs, 14 000 sociétés ont donné du travail en sous-traitance aux ateliers protégés où les handicapés les plus sévères accomplissent des tâches à la mesure de leurs moyens. Enfin, 4 000 autres entreprises se sont dévouées en versant une simple redevance à l'AGEFIPH, qui a encaissé ainsi 1,2 milliard de francs. Ces sommes ont été partiellement utilisées à préparer ou

à faciliter l'embauche de 2 500 handicapés. Les services publics n'ont pas mis beaucoup d'empressement à appliquer la loi. En 1990, on dénombrait dans leur effectif 116 000 infirmes, soit un taux d'emploi à peu près équivalent à celui du secteur privé. Ceux qui accomplissent le mieux leur devoir sont les communes (5 %) et les hôpitaux (4,7 %). En revanche, les ministères (3,3 %) et surtout les régions et les départements (1,5 %) traînent les pieds.

Au total, près de 380 000 handicapés ont, en 1990, apporté leurs compétences et leurs capacités productives à l'économie française. Compte tenu du chômage frappant les valides et de la faible qualification des handicapés demandeurs d'emploi, le bilan est loin d'être négatif.

M<sup>me</sup> Aubry a rappelé que l'Allemagne fédérale — dont la législation nous a servi de modèle — a mis quinze ans à atteindre, dans ses entreprises privées, un taux d'emploi des handicapés de 5 %. En doublant le nombre d'infirmes bénéficiant d'une formation professionnelle et en portant la garantie de ressources de ceux qui trouvent un poste à la hauteur du SMIC alors qu'elle n'était jusqu'ici que de 80 %, Mme Aubry et M. Guillbert espèrent améliorer, petit à petit, l'insertion des handicapés dans le monde du travail.

MARC AMBROISE-RENDU

ÉDUCATION

Dès la rentrée prochaine

Des sections européennes seront créées dans certains collèges

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture a annoncé, mercredi 20 mai, la création de sections européennes au collège. « Mises en place à partir de la classe de quatrième, elles dispenseront un enseignement de langue renforcé, puis progressivement l'enseignement d'une matière dans la langue vivante étrangère choisie », a précisé M. Jack Lang lors de l'inauguration d'un nouveau bâtiment du lycée international de Saint-Germain-en-Laye.

Dans le cadre du projet d'établissement, ces sections européennes devront organiser diverses activités artistiques et pédagogiques dans une langue étrangère ainsi que des voyages d'études. Ces nouvelles sections devraient être mises en place dès la rentrée prochaine dans plusieurs académies. L'entourage du ministre a précisé que les académies d'Amiens, de Dijon et de Versailles avaient déjà été pressenties.

Le ministre de l'éducation nationale et de la culture n'indiqua qu'il devrait proposer, jeudi 21 mai, lors du sommet franco-allemand de La Rochelle, à son homologue d'outre-Rhin d'encourager les Länder à aller dans le même sens pour que cette initiative ne soit pas celle d'un seul pays.

Prélèvement abusif d'organes : ouverture d'une enquête judiciaire à Amiens. — M. Dominique Rousseau, procureur de la République d'Amiens (Somme), a ordonné, jeudi 20 mai, une enquête judiciaire à la suite de la plainte contre X... déposée par les parents d'un adolescent qui dénonçait des prélèvements d'organes, selon eux abusifs, effectués sur le corps de leur fils, décédé des suites d'un accident de la route (le Monde daté 17-18 et 20 mai).

**La peur, la haine et la démocratie**  
Introduction à une thérapie sociale  
Charles Rojzman

Le racisme, au-delà de l'idéologie, naît dans une société de mépris et de paranoïas. Vivant et travaillant au quotidien avec les populations des banlieues (habitants, enseignants, policiers, élus...), C. Rojzman nous propose une « éducation critique » renouvelée qui permette de comprendre les passions et d'exorciser les peurs qui empêchent la coopération.

Collection « Éducation »  
204 pages  
35 F

**DDB**

**ET SI ON PARLAIT DU PLAISIR D'ENSEIGNER ?**

23 000 jeunes deviendront enseignants en 1992. Pourquoi pas vous ? Vous avez une licence ou un diplôme équivalent. Pour devenir enseignant et vous préparer aux concours de recrutement des professeurs des écoles, des collèges ou des lycées, inscrivez-vous dans l'un des 29 Instituts Universitaires de Formation des Maîtres. Les inscriptions sont ouvertes dans les I.U.F.M. jusqu'au 22 mai. Renseignez-vous par Minitel 3614 code EDUTEL, rubrique Profession Professeur.

**Inscrivez-vous avant le 22 mai**

**PROFESSION PROFESSEUR**  
UN BEAU METIER, UN GRAND METIER.







# CULTURE

## THEATRE

### Allemagne, qui es-tu ?

L'ultime roman d'Heinrich Böll porté à la scène

FEMMES AU BORD  
D'UN PAYSAGE FLUVIAL  
au Théâtre Sorano de Toulouse

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

S'interroger aujourd'hui sur l'Allemagne, c'est s'interroger sur la France et sur la France en Europe. S'interroger sur la société allemande, c'est comprendre l'enjeu de Maastricht. Que ferons-nous demain, ensemble, si nous ne nous connaissons pas mieux ? Le théâtre et la littérature ont très tôt estampé la frontière rhénane et celle qui sépare, il y a quelques années encore, les deux Allemagnes. Ces deux disciplines ont œuvré à la « réconciliation » historique de deux peuples si longtemps incommensurables.

Le Prix Nobel de littérature Heinrich Böll en est le meilleur exemple, comme le sont les écrivains Günter Grass et Martin Walser, ou les dramaturges Botho Strauß, Franz Xaver Kroetz, tous rapidement traduits en français. Heinrich Böll confie, en 1978, que « la bienveillance des rénes, des éditeurs français (il aurait certainement ajouté aujourd'hui les hommes de théâtre), cette possibilité qu'ils nous offraient de paraître hors de nos frontières, furent aussi un acte de libération fraternelle qui doit rester dans nos mémoires, quelque chose de très important que l'on oublie parfois aujourd'hui » (1).

Femmes au bord d'un paysage fluvial est le dernier roman de Heinrich Böll, publié en 1985, l'année de sa disparition. Une œuvre au noir, foisonnante, pessimiste si elle n'est transcendante. Une œuvre qu'il avait bâtie presque comme une pièce de théâtre ; elle est entièrement dialoguée et fourmille de didascalies d'une précision qui incite à l'inviter à la mise en scène. Elle est construite autour d'un schéma emblématique de femmes exceptionnelles, ce qui ne surprend pas chez l'auteur de *On était si Adam* (1951), *Portraits de groupe avec dames* (1971), *L'homme perdu de Katharina Richter* (1974) qui, tous, s'occupent autour d'un ou plusieurs portraits de femmes.

« Dans Femmes au bord d'un paysage fluvial, note Nicole Casanova, on dirait que tous les personnages féminins de Böll viennent en nombre autour de lui, l'accompagner une dernière fois, lui donner une dernière

chance d'espoir. Elles atteignent là une intensité, un rayonnement plus intense encore. On peut bien les interroger, les rejeter, elles ne se contentent jamais avec cette société malade qui s'est reformée sur sa tumeur nazie » (2).

Heinrich Böll, au moment où il écrit son ultime roman, n'assistait-il pas à la victoire de la démocratie chrétienne alliée aux chrétiens sociaux bavarois. Cette alliance lui répugnait. Lui qui a soutenu la candidature de Willy Brandt en 1969, sans jamais adhérer au SPD non plus qu'à un quelconque parti, ne supporte pas que ses concitoyens aient porté à la présidence de la République, en 1979, un ancien membre du parti nazi, Carl Carstens. Le « christianisme d'affaires » de Helmut Kohl, devenu chancelier en 1983, ne le rassure pas, au contraire. Alors il reprend sa plume et livre son dernier roman en forme d'ex-voto qu'il suspend à son idée de la mémoire.

#### « Le lieu est innocent »

L'œuvre a pour cadre les bords du Rhin, entre Bonn et Bad Godesberg. « Puisque tout dans ce roman est fiction, il n'est besoin d'aucune des précautions d'usage. Que le lieu ne se sente pas visité, il est sans état, que l'auteur dans un avertissement (3), Heinrich Böll est allemand, certes, mais de Cologne, rhénan avant tout. Ce catholique fervent, mais révolté par certaines pratiques dogmatiques, fut très tôt imprégné de la beauté du lieu, sinon de sa mythologie fondatrice de l'identité allemande, ce long fleuve qu'il fréquentait le plus possible et qui l'apaisait. Mais si, jadis, le Rhin laissait entrevoir à celui qui s'y plongeait la blondeur des Ondines, il redévoit aujourd'hui l'or sans état d'une oligarchie qui a bâti, dit-il, son pouvoir presque absolu entre camées militaires et Holocauste.

Le roman comme la pièce, adaptation sérieuse de Catherine Lepont, nous font entrer par la coulisse dans le monde du pouvoir politique et financier, bonobothétiques à l'en point de la maison Wubler, contemporaine. Une femme de soixante ans aux cheveux argent, Erika Wubler (Isabelle Sadovyan), prend son petit déjeuner sur une terrasse immense donnant sur le Rhin (toile peinte et décor quasi

unique de la représentation, superbe travail réalisé par un artiste peu connu de Parisiens, François Malbril). Son mari la rejoint, en costume noir de cérémonie. Dans quelques instants, une messe solennelle doit être donnée à la mémoire d'un dignitaire du parti au pouvoir. Erika refuse de s'y rendre.

Ce jour-là, après tant d'autres de ses amies, mariées, veuves, divorcées de membres de l'establishment, Erika « craque ». Une fois encore, la nuit précédente, Hermann Wubler (Jean Bousquet), son mari, avocat d'affaires et conseiller du chef du parti au pouvoir, Paul Chudot (Howard Vernon), a réuni autour de lui quelques-uns des hommes influents du moment qui voient leur situation menacée. Tous ont plus ou moins collaboré au régime ouzi ou ont rejoint plus tard ces aléas qui détiennent les clés de la puissance. Un certain nombre d'entre eux sont dans le collimateur de la presse et de l'opposition parlementaire, ils veulent sauver les meubles des fortunes acquises et leur peu d'hommes respectables.

La défection d'Erika en des circonstances officielles serait politiquement inacceptable par les amis de son mari. Elle viendrait après celles d'autres épouses ou compagnes de responsables qui se supportaient plus de rester silencieuses. Il y a quelque temps, Elisabeth Blaukramer (Patricia Karim) s'est rendue en ville où elle a dénoncé le passé de son ex-mari, Fritz Blaukramer (Wolfgang Kleier). Celui-ci, député qui devrait être nommé ministre très bientôt, s'en est débarrassé. Il l'a livrée aux psychiatres d'une institution - dans les faits une prison - où l'on tente de ramener les compagnes des dignitaires à la « raison », la raison d'Etat. Elisabeth, en une scène extraordinairement poignante, se suicide après l'un de ces entretiens tourmentés.

Erika Wubler trouve un peu de réconfort en fréquentant un jeune comble, Karl von Kreil (Luc Martin-Meyer), qui a fait scandale il y a quelques années en cassant son piano à la hache, protestation contre l'Allemagne bourgeoise qui use de son patrimoine culturel pour dissimuler ses rentes. Il vit depuis quelques années dans une caravane au bord du Rhin avec sa compagne, Katharina Richter (Catherine Morlot), employée de la maison Wubler, nourrie très jeune par le mouvement gauchiste. Karl est le fils d'un aristocrate anti-nazi, Heinrich (Michel Herbaud) que les amis de Wubler porteraient volontiers à la présidence de la République pour retrouver quelque respectabilité. Ce dernier refusera. Karl a été marié à Eva (Nicole Rosner). Ils se sont séparés et celle-ci, que Cuba continue de faire rêver, vit pour l'instant avec Grobisch (Jean-Pierre Baurel), secrétaire d'un ministre en exercice. L'imbécillité de ses employeurs finit par le tourmenter jusqu'à l'insomnie. De même que les tourments saisissent le banquier Krenkel (René Gouze) qui finit par se demander s'il n'est pas le dindon d'une farce lamentable.



Isabelle Sadovyan dans Femmes au bord d'un paysage fluvial

style - de la comédie et du plus pur suspense à la tragédie la plus classique. Tout est dit mais sans caricature, sans haine, avec une infinie générosité - servie de manière irréprochable par une troupe, une vraie troupe en état de grâce. Isabelle Sadovyan, Patricia Karim, Catherine Morlot et Nicole Rosner sont quelques-unes de ces femmes au bord d'un paysage fluvial qui ne pourra retrouver sa sérénité, discol-elles, que par le chemin de la mémoire retrouvée, assumée, expliquée.

Mémoire. C'est le mot qui hante et travaille aujourd'hui l'Europe et ses consciences. Femmes au bord d'un paysage fluvial sont les mémoires d'un bonhomme d'homme qui nous dit très clairement que rien ne sera bâti, rien ne sera solide qui n'aura été mesuré à l'aune de la mémoire.

OLIVIER SCHMITT

- (1) Heinrich Böll, une mémoire allemande, entretiens avec René Wintzen, Le Seuil (1978), 206 pages, 90 F, 50 F.
- (2) Les Cahiers du Théâtre Sorano, consacrés au spectacle, 28 pages, 20 F.
- (3) Le roman est paru aux éditions du Seuil (1985), 238 pages, 89 F.

► Jusqu'au 30 mai. Du mardi au samedi (horaires variables). Durée : 3 h 45. Tél. : (16) 61-25-68-87. 95 F et 120 F.

## DANSE

### Créatures de la nuit

Essai sur le libertinage

CATERINA SAGNA  
au Théâtre de la Bastille

Le monde de la nuit possède des lieux où les conventions sociales tombent. A preuve le premier duo qui ouvre le *Sommeil des malheureux*, de la Vénitienne Caterina Sagna : dans ce qui pourrait être un dancing ou un homme élégant manipule une femme, soumise pour quelques instants à son désir. La précision des gestes, leur pouvoir érotique, les indications muettes données par l'homme, laissent pressager une pièce auprès de laquelle *Basic Instinct* de Paul Verhoeven aurait l'air d'une aimable bluette. On s'étonne de cette audace de la part d'une chorégraphe habituellement si pudique, toute en demi-teintes.

C'est cru sans être trivial, et très cérébral. L'homme aime la soumission comme un jeu amusant à la seule condition de s'y livrer avec une indifférence feinte, et d'en connaître les règles. Il en va de même pour la femme qui ne tarde pas à aller au-devant d'un autre partenaire : « Vous croyez me toucher mais vos mains ne rencontrent qu'elles-mêmes », dit une des chansons de la pièce, poétique et sentimentale.

#### Manque d'invention

On regrette que le propos perde assez rapidement sa cruauté libertaire pour laisser place à des clichés, vérifiés, mais rebattus : la femme qui s'offre peut aller, comme on dit, se réhabiliter, qui se refuse, ou simule la dérobade, sera dévotue. Et la violence du désir de la femme qui effraie l'homme, etc. Il devient difficile de s'extirper de ces discours militants pour retrouver la liberté tragique du libertinage. A vouloir tout montrer, trop démontrer, Caterina Sagna bécote sur le pain à prendre : c'est probablement pourquoi le *Sommeil des malheureux* reste convenu, avec un manque d'invention chorégraphique que la beauté des lumières sur les corps n'arrive pas à masquer. On est loin du *Façonnerment créatif de Lenz*, sévère ballet, avec lequel on avait découvert, il y a deux ans, le travail de l'italienne, à Mulhouse.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Jusqu'au 23 mai, à 21 heures 30. Tél. : 43-57-42-14.

## MUSIQUES

### Hawaï, famille, batterie

Un funk infatigable

MAUKA FAMILY  
à l'Esprit d'Aubervilliers

Comme son nom l'indique, Mauka Family est une famille avant d'être un groupe. Une famille floue qui évolue autour d'un noyau musical. Sur scène, Mauka Family compte douze membres, des cuivres, des choristes, des claviers, une rythmique. Ils arborent des costumes incongrus : des ceintures de catcheurs, des capes de miss Limousin, des chapeaux bisonts. Ils font une musique pas vraiment congrue non plus. Un funk infatigable qui reconnaît ses dettes sans rougir : l'école américaine des années 70, le mouvement extrême par George Clinton sous le nom de P. Funk.

Le tout est entouré d'un univers poétique et potache, où les fantasmes balnéaires (le second album du groupe, sorti l'an passé, s'appelait *Mauka On The Beach*) cotoient une création revisitée où George Clinton tenait le rôle de l'Éternel et le *kif* (énergie suscitée par la musique, nonobstant une homonymie qui ne relève pas seulement de la coïncidence) celui de l'Esprit saint.

Sur le parvis d'une des cités de la porte de La Villette, à Aubervilliers, Mauka Family passe un tea difficile. Il faut fixer l'attention des enfants des divers centres de loisirs qui passent leur mercredi après-midi en musique, arrêter le regard des jeunes pour qui la musique se fait avec un magnétophone, deux platines et un

micro, et accessoirement faire apparaître les locataires de la cité à leurs fenêtres. Pour ça, la douzaine funk emploie les mêmes recettes que pour faire danser les copains dans les fêtes qu'ils organisent périodiquement : générosité, talent et un peu d'égotisme. Les Mauka sont là pour s'amuser ; alors, si les petites filles se mettent à jouer à l'élastique pendant le concert, ils n'en feront pas une maladie.

Tous des oufs (« ou » à l'endroit), le second album du groupe, vient de sortir il est distribué par WEA, une major. Isaac explique ce qui a conduit Mauka Family, qui sélectionne ses spectateurs par le bas (« On fait des fêtes avec des entrées à 10 francs comme ça tous les gens qui pensent que c'est bide parce que pas assez cher ne viennent pas »), à passer avec l'annémi : « Nous avons calculé que ça nous revenait moins cher d'être en licence chez une major. Au lieu d'emprunter à un particulier, on emprunte à une maison de disques ». La major n'a donc pas eu son mot à dire dans l'élaboration de l'album, la tribu a fait appel à des copains pour réaliser le clip, dont le tournage a impliqué l'organisation d'un carnaval de rue dans le quartier Saint-Paul du Marais, dont est originaire une bonne partie du groupe, et la « plate-forme » indépendantiste du groupe a été respectée.

Peut-être parce qu'ils sont nés de l'autre côté du périphérique, ces messieurs-dames de la famille ne se reconnaissent pas dans le discours ni

dans la méthode du rap banlieusard, préférant un discours plus oblique, plus doux, plus respectueux du *kif*.

THOMAS SOTINEL

► L'Esprit d'Aubervilliers, jusqu'au 23 mai. La 21, les Chats maigres et Encore un dimanche au Café OMJA à 21h. La 22, Khalil Chahine et Sapho à 22h. Geoffrey Oryema et Chahine à 23h. Courtis au Gymnase Guy-Môquet à 21h. Réservations : tél. : 48-33-87-80, 48-39-52-46.

### Safy Boutella au onzième Festival d'Amiens

Algérien, jazzman, c'est ainsi qu'il se dit, ainsi qu'on le présente, ni rap, ni « fusion », mais jazz, c'est un signe d'époque. Safy Boutella est impeccablement dans l'air du temps.

D'abord parce qu'il refuse l'air du temps. Ensuite parce que, refusant toute étiquette, il rejoint sans le savoir le camp le plus nombreux aujourd'hui, celui des refuseurs d'étiquette. Enfin parce qu'il a, et son groupe avec lui, un talent précis, affirmé, prometteur. Un certain usage des violons, classique ou oriental, une malléabilité très surveillée de la sonorité d'ensemble, le jeu des voix et des percussions, beaucoup d'éléments pourraient contribuer à repérer la figure de Safy Boutella, à l'identifier et à le

MAURANE  
à l'Olympia

*Ami ou ennemi*, l'album sorti à la fin de l'année dernière, avait subi l'influence béatante de Jean-Claude Vunier, providence des jeunes chanteurs en mal de textes et de mélodies. Voilà donc Maurane, après Gainsbourg ou Jonasz, habillée par ce courturier des âmes tendres, Daria de Martynoff, qui a écrit d'autres jolis textes, Evert Verhees,

qui a donné à la musique l'ampleur souhaitée, ont achevé l'ouvrage. A eux trois, ils ont permis à Maurane d'échapper à un répertoire arrivé parfois aux limites du diaphragme. Preuve vivante du risque encouru, Peter Lorne, un de ses auteurs-compositeurs habituels, passe en première partie à l'Olympia dans le rôle du prétendant au Top 30 de base.

Pour sa rentrée française, Maurane confirme les talents qu'on lui connaît - parfois encore en friche,

entre facilité et manque de maturité - depuis *Starmaria*, version 1989, où elle tenait le rôle de la servante automate. Aujourd'hui, sa voix a gagné une plénitude qui se heurte encore aux écueils du répertoire. Excellente interprète, elle maîtrise la scène, son public, ses musiciens, avec une bonne humeur rayonnante et une honnêteté peu calculée. Le ton est donné au lever de rideau : *Baum*, du Tretet sans ambages, à l'ancienne, avec swing et trompette bouchée. Les deux choristes et les six musiciens s'annotent, Maurane s'enfonce dans les délices d'un spectacle découpé en séquences aérées et parcouru des joies du *skaï*, ce jazz vocal.

Elle fait l'offrande de ses peines de cœur, lance la mélodie, la rattrape par en dessous avant la fin de la phrase. En ligne avec ses choristes ou en duo avec son pianiste Armand Massart, elle aiguise la curiosité d'un public qui ne veut plus la lâcher. Enlaidi à un docteur Bunny en peluche, elle imite aussi Brigitte Bardot, puis joue un sketch hilarant, la cérémonie de remise des Oscars du rappel, manière élégante de revenir en scène pour se moquer d'elle-même en train de danser *Toutes les mœurs* à l'Africaine, dans une péroraison où l'on ne voit quelle.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Jusqu'au 24 mai à 20 h 30. Tél. : 47-42-25-49.

L'EVENEMENT BERKOFF - LAVELLI

GREEK (à la grecque)

GRAND THEATRE • 31 MAI • 31 JUIN  
Luc-Antoine Diquero, Catherine Hiegel,  
Judith Magre, André Weber

MELIEUX DU MEILLEUR THEATRE  
MELIEUX DU MEILLEUR COMEDIE  
MELIEUX DU MEILLEUR ACTEUR  
MELIEUX DU MEILLEUR ACTRICE

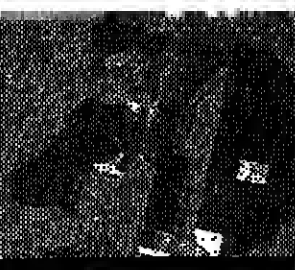
15 RUE MALTE BRUN - 75020 PARIS

43 66 43 60

KVETCH

PETIT THEATRE • 15 MAI • 28 JUIN  
Juliette Brac, Christiane Cohendy, Jean-Claude Jay,  
Jean-Luc Moreau, Hugues Questier



Radio France  
saison musicale9/2  
9/3Abonnements  
150 concerts  
42 30 18 18  
brochure gratuiteOrchestre  
National de FranceOrchestre  
Philharmonique  
de Radio FranceChœur et Maîtrise  
de Radio France

Les Années Virgile

Opéra en concert

Les symphonies  
de TchaïkovskiHommage à  
Darius Milhaud

Mahler et la voix

Présège  
de la musiquePortraits  
de notre tempsLes nouveaux  
interprètesLes Couperin  
et leur temps

Le Salon romantique

Radio France

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
sans visa

UBU ROI

D'ALFRED JARRY  
MISE EN SCÈNE  
ROLAND TOPOR  
WOJTEK PSZONIAK  
PÈRE UBU  
CATHERINE JACOB  
MÈRE UBU  
LOCATION  
RENSEIGNEMENTS  
47 27 81 15  
SALLE GÉNÉRIE  
JUSQU'AU  
7 JUILLET

France Inter



THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT



## CULTURE

## CINÉMA

## Le fil d'or

Un somptueux mélo en provenance du Bengale, qui est aussi un bouleversant pamphlet

SUVARNAREKHA  
de Ritwik Ghatak

Pourquoi ce film sort-il sous ce titre quasi imprononçable, presque impossible à mémoriser? *Suvarnarekha* signifie le « fil d'or », ce qui ferait un titre fort acceptable. Proposer aujourd'hui un film bengali au public est déjà suffisamment aléatoire pour qu'on n'en rajoute pas comme à plaisir l'élan de ceux qui seraient la curiosité d'y aller voir.

D'autant que, paradoxalement, la mort récente de Satyajit Ray et les légendaires hommages qu'elle a inspirés risquent de faire de l'ombre au film. On veut bien admettre un grand cinéaste bengali, mais ça suffit. Or Ritwik Ghatak, qu'il serait absurde de mettre en concurrence avec Ray, est un immense cinéaste. Les rares heures qui décauvrent l'Étoile cachée il y a deux ans le savent.

Ce fil d'or qui danna, donc,

son titre au film est le nom de la rivière mythique dont on parle aux enfants pour évoquer des lendemains radieux et leur faire ainsi oublier leur triste existence. Adultes et enfants, quotidien d'attente et espoir d'avenir, exigence de vérité et facilité au bienfaiteur du mensonge, ce sont les thèmes de *Suvarnarekha*. Film parlant et même parlant bevaud, film sonore et où la musique tient une place centrale, il dnit pourtant beaucoup au cinéma muet.

Lumière  
unique

Et d'abord par sa manière d'imposer son propre univers, ses propres règles du jeu, sans l'apparente évidence du naturalisme sur lequel s'est appuyé le « parlant ». Le film pourra dès lors glisser de la théâtralité la plus appuyée à une simplicité quasi documentaire, de l'outrisme au

quotidien, voler de la chronique à la comédie musicale puis à la tragédie, sans plus se renier ou se déséquilibrer qu'un oiseau qui passe de branche en branche.

*Suvarnarekha* est l'histoire d'une famille. Hurs champ des tout premiers plans, on entend les deux coups de feu qui assassinent Gandhi, et suffisent à indiquer l'époque et l'ambiance : celles de l'immédiate après-indépendance de l'Inde, de la partition du Bengale, de son cartage de violence, de misère et de révoltes. La famille, composée d'un adulte « qui a fait des études », de sa très jeune sœur et d'un gamin recueilli et adopté, part vivre à la campagne grâce à un travail de comptable. Tant pris de chez eux s'étendent les ruines d'un aéropont militaire bombardé durant la deuxième guerre mondiale, achevée trois ans plus tôt.

Les multiples péripéties, révélations, amours interdites, enlève-

ments, drames et conflits qui constituent la trame du film sont les ingrédients d'un grand mélo — ce qu'est *Suvarnarekha*. Mais il est bien plus encre. Cinéaste engagé, disciple de Brecht, Ghatak (1925-1976) sait à merveille suivre le détail et en donner la portée générale, faire affleurer le pamphlet social sous le romanque. Il sait, surtout, et sans le devoir à personne, magnifier les situations les plus simples, nuire soudain le champ de la caméra au souffle de la nature, à la violence et à la tendresse des sentiments.

Le générique de début est calligraphié sur un long rouleau de toile blanche. La calligraphie, Ritwik Ghatak en use lorsqu'il dessine le merbhe d'un petit groupe dans un paysage trop immense, lorsqu'il décrit en quelques traits un personnage. La lumière de ses images est alors unique, au point qu'on se demande, malgré l'excitable état de la copie (dont l'original est semblé-t-il à jamais perdu), de quels sels d'argent plus purs est faite sa pellicule.

Mais il sait aussi, loin de l'arabesque élégante, organiser de brutales collisions, telle l'irruption d'un masque fantastique et terrifiant dans la promenade heureuse d'une petite fille. Telles, surtout, les séquences finales, dignes de la tragédie antique ou des plus terribles scènes filmées par Mizoguchi, d'une épouvantable splendeur.

*Suvarnarekha* date de 1962. Il appartient à ces classiques rares que d'ordinaire seuls quelques privilégiés découvrent ou basard d'une programmation de cinémathèque. Qu'il soit visible en salles est une chance à ne pas laisser passer.

T. S.

JEAN-MICHEL FRODON

## CORRESPONDANCE

## La « Caméra d'or »

A la suite de la publication d'un article de Danièle Heymann (*Le Monde* du 17-18 mai), nous avons reçu du président de la Société des réalisateurs de films, M. Denys Granier-Deferre, la lettre suivante :

On rêve : demander aux organisateurs du Festival international du film l'éclaircissement d'un point de règlement d'une compétition prestigieuse telle que la Caméra d'Or constitue un crime de lèse-majesté.

La preuve : la Société des réalisateurs de films, qui par parenthèse n'a de leçon à recevoir de personne en matière de défense des cinéastes français et du monde entier (voir la Quinzaine des réalisateurs, Cinéma en France) et particulièrement les plus jeunes d'entre eux (voir le Festival des premiers films), se voit accusée, en la personne de son président et non d'un de ses membres, de « dénonciation » !

Me questionnant : une démarche interne, honnête et sans arrière-pensée de notre association auprès de l'organisation du Festival international du film, démarche qui ne visait évidemment pas à remettre en cause le talent d'Arnaud Desplechin, mais à ne léser aucun des films concurrent pour la Caméra d'Or, devait-elle susciter l'indignation nutrice et un éditorial de M<sup>me</sup> Danièle Heymann, qui n'a pas pris la peine d'écouter la personne qu'elle prétend fustiger ?

Dans ces conditions, qui « dénonce » qui ? Qui « monte » les cinéastes les uns contre les autres ? Voilà qui est un peu déprimant...

(Quelle que soit l'interprétation que souille en donner M. le Président, nous constatons qu'il se remet pas et cause l'exactitude des faits rapportés. D.H.)

Rectificatif. — Le domaine de Chalais, propriété de l'Institut de France, est engagé sous la bannière de son nouveau conservateur, M. Baudier, une série de travaux. Contrairement à ce que nous écrivions (*Le Monde* du 28 avril), son prédécesseur, M. Marot, n'est pas « mort en fonction à 91 ans ». Nous prions M. Marot, éminent membre de l'Institut, d'excuser cette regrettable confusion.

## ARTS

## Ratage

Hommage à Karl Flinker  
au 3<sup>e</sup> Salon de Montrouge

Karl Flinker avait plusieurs casquettes. Celle qu'il portait sur la tête, avec élégance. Celle de galeriste établi rue du Bac dans les années 60, puis rue de Tournon à partir de 1972. Celle aussi d'éditeur de livres d'art, ce qui le distinguait de son père Martin, grand spécialiste de la littérature de langue germanique. Comme chacun sait, une casquette ne se porte pas toujours. Et il arriva que l'on vit le crâne chauve de Karl Flinker, dans l'une ou l'autre de ses galeries où il ne cessait pas tout le temps, préférant parfois courir sur les traces d'Alexandre, on s'occupait très sérieusement de la donation Kandinsky au Musée national d'art moderne.

Aussi, pour lui rendre hommage, fallait-il s'y prendre autrement qu'en exposant systématiquement, et sans mode d'emploi, tous les artistes qu'il a pu accueillir sur ses cimaises. Et savoir au moins faire la distinction entre les piliers de la galerie — Hédon et Arroyo — et les autres, de Peng Wants à Eric Ménetrier, en passant par Pierre-Léandre Sazot et Rougemont. Qui sont là chacun avec deux tableaux, un ancien et un récent, pas toujours bien choisis, et ne correspondant à rien, surtout pas au souvenir des grandes expositions que Karl Flinker a pu organiser. Par exemple autour des petites images de papier mâché de Martial Rayse, des ardoises de Magnelli, des œuvres graphiques de Kandinsky, ou du dernier Klee. Du côté des classiques du vingtième siècle, les tableaux ont été sélectionnés avec plus de sérieux : les Kupka, les Magnelli, les Kandinsky rappellent un peu cet hommage hâtif et mal construit.

Quant au Salon proprement dit, et ses quelques deux cents artistes représentés, on le sent mal, avec son plein de tableaux, dont très peu donnent l'envie d'en savoir plus sur leurs auteurs, (sauf peut-être dans la section réservée aux travaux sur papier et à la photographie). Probablement parce qu'il a dû son énergie au marché de la jeune peinture, aujourd'hui mal en point ? Il serait à repenser.

GENEVIEVE BRÉRETTE

37<sup>e</sup> Salon de Montrouge, avenue Emile-Béhévre, 32, rue Gabriel-Péri, Tél. : 46-56-52-52. Jusqu'au 15 juin.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente à l'unité imm., Pal. Justice de CRÉTEIL, JEUDI 11 JUIN 1992, à 9 h 30.  
**APARTEMENT + CAVE à CHOISY-LE-ROI (94)**  
20-22, bd des Alliés et 16, r. L.-Michel, bld. A. r.-de-ch., 1 pièce A.U.S.  
SALON, 1 MEZZANINE A.U.S. DE CHAMBRE, cuisine, de h. cave n° 4 au s.-s.  
Mise à prix : 90 000 F. S'adresser : M<sup>re</sup> T. MAGLO, avocat, 4, allée de la Trinité-d'Or, 94000 CRÉTEIL. Tél. : 49-30-01-85 (nachsivement de 9 h 30 à 12 h). Et sur place pour visiter, le 5 juin de 11 h à 12 h 30.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 4 JUIN 1992, à 14 h 30, EN UN SEUL LOT :  
**APARTEMENT : hall + 5 p.**  
une chambre individuelle, un GARAGE avec remise - Partie de cour, une cave, à PARIS-17<sup>e</sup> - 14, rue de Phalsbourg  
Mise à prix : 1 500 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> SCHMIDT, avocat à PARIS-17<sup>e</sup>, 76, avenue de Wagram. Tél. : 47-63-29-24.

Vente aux enchères publiques sur saisie immobilière, à l'audience des criées du tribunal de grande instance de DIJON, 13, boulevard Clemenceau, DIJON, le JEUDI 11 JUIN 1992, à 10 h 30.  
**CHÂTEAU du XVIII<sup>e</sup> à TART-LE-BAS (21)**  
**UNE MAISON à LAPERRIÈRE-SUR-SAÛNE (21)**  
Mises à prix. — 1<sup>er</sup> lot : 2 000 000 de francs - 2<sup>e</sup> lot : 180 000 F  
Enchères par ministère d'avocat soussigné.  
S'adresser : société d'avocats BERTHAT, ROUSSEAU, SCHIFFIN, SIRANDRE, 13, rue Amiral-Roussin, 21000 DIJON. Tél. : 80-30-14-12.

Adjudication à PARIS-8<sup>e</sup>, 1, rue Frédéric-Bastiat, le MERCREDI 3 JUIN 1992, à 14 heures, d'UN FONDS DE COMMERCE de  
**LIBRAIRIE et ŒUVRES D'ART**  
comportant le droit au bail des locaux sis à  
**PARIS-4<sup>e</sup> - 44, rue Vieille-du-Temple**  
M. à P. : 200 000 F - pouvant être baissée. Consign. 50 000 F par chèque de banque ou certifié. M<sup>re</sup> POPELIN, ROBLIN, CRUNELLE, notaires associés à PARIS-8<sup>e</sup>, 164, faubourg Saint-Honoré, tél. : 42-25-66-00; M<sup>re</sup> BAUMGARTNER, mandataire-liquidateur à PARIS. Visites sur place les mardis 26 mai et 2 juin 1992, de 9 h à 11 h.

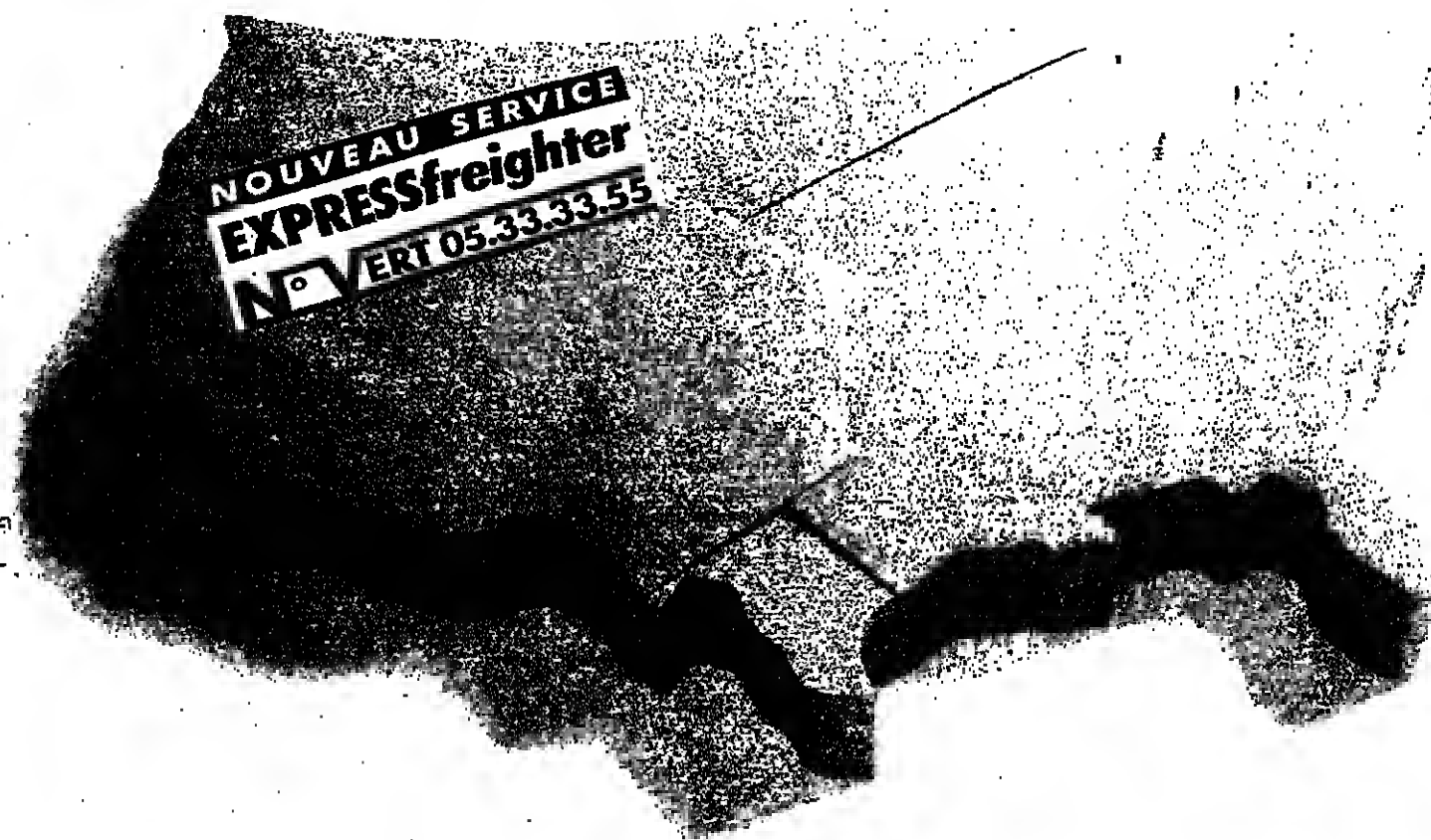
Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de VERSAILLES, 3, place A.-Mignot, le MERCREDI 3 JUIN 1992, à 9 h 30, EN UN SEUL LOT :  
**à SEPTÉUIL (Yvelines)**  
Lien dit « Sur Guépin », cadast. section AC n° 56 pour 56 a  
**MAISON RÉCENTE hors du commun**  
Mise à prix : 1 000 000 de francs  
S'adr. à la SCP SALONNE et RIBEYRE-NUZUM, avocats à VERSAILLES, 19 bis, rue Saint-Sophie, 78000 VERSAILLES. Tél. : 39-50-01-69.



هكمان النحل



## NOUVEAU SERVICE EXPRESSfreighter, LE SEUL A LIVRER L'AMERIQUE DU NORD AVANT 10H30 LE LENDEMAIN.



Notre service exclusif EXPRESSfreighter  
va emballer tous vos colis vers  
l'Amérique du Nord. Depuis Paris, Lyon  
et leur région, vous pouvez expédier  
vos documents et vos colis jusqu'à  
70 kg vers les Etats-Unis et le Canada :  
Federal Express en garantit la livraison  
avant 10 h 30 le lendemain matin.

Un exploit quotidien dont vous  
apprécierez d'autant plus les avantages  
quand vous saurez que son prix  
est le même que celui d'une  
expédition express classique.

Notre système de suivi par satellite  
nous permet de localiser votre colis à  
tout moment et sur simple appel.

Aujourd'hui, notre qualité de service et  
notre fiabilité sont telles que nous nous  
engageons à vous rembourser sur  
demande les frais de transport si, de  
notre fait, votre envoi était livré plus  
d'une minute après 10 h 30.

Vous désirez en savoir plus ?

Contactez-nous, l'appel est gratuit.

**N° VERT 05 33 33 55**



VOUS N'IMAGINEZ PAS TOUT CE QUE FEDERAL EXPRESS PEUT VOUS APPORTER



## EXPOSITIONS

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. et dim. de 10 h à 22 h.

DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'à 7 juin.

IMAGES VIRTUELLES ET PROJETS COMPLEXES. Galerie des brèves. Jusqu'à 1er juin.

MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'à 24 mai.

JOSEF SVOSODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'à 1er juin.

## Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le lundi.

ARCHITECTURES DE SPECTACLE. Exposition-dossier - septième Naissance du théâtre. Jusqu'à 31 mai.

ARTS INCOHERENTS. ACADEMIE DU DENROIRE (1882-1893). Exposition-dossier. Jusqu'à 27 mai.

LE GABRIEL DU CHAT NOIR. Exposition-dossier. Jusqu'à 24 mai.

GUIMARD. Entree : 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F). Jusqu'à 28 juin.

PHOTOGRAPHIES DE LOIE FULLER. Exposition-dossier - septième Naissance du cinématographe. Entree : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 31 mai.

UN AMI DE TOULOUSE-LAUTREC : MAXIMIE DETHOMAS. Exposition-dossier. Entree : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'à 24 mai.

## Palais du Louvre

Entree par le pyramidon (40-20-15-1). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Ouvert les 28 mai et 8 juin jusqu'à 22 h.

ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT DES SCULPTURES (1888-1991). Hall Napoléon. Entree : 35 F (comportant l'entrée de l'exposition Clodion). Jusqu'à 29 juin.

CLODION. SCULPTEUR (1738-1814). Hall Napoléon. Entree : 35 F. Jusqu'à 29 juin.

HOMMAGE A CHARLES STERLING (1901-1991). Hors primaires à l'entrée. Pavillon de l'Or. Entree : 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'à 22 juin.

## Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

LE GRAND JEU. Entree : 35 F (comportant l'entrée de l'exposition SIMA). Jusqu'à 21 juin.

PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'à 21 juin.

SIMA. Entree : 35 F (comportant l'entrée de l'exposition le Grand Jeu). Jusqu'à 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. du Général de Gaulle.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU. 1900-1913. Rivages (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entree : 16 F. Jusqu'à 14 septembre.

TOULOUSE-LAUTREC. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entree : 16 F. Jusqu'à 12 juin.

LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galerie nationale (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entree : 16 F. Jusqu'à 12 juin.

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-89-68). T.J. et mar. de 12 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 18 h, mer. jusqu'à 22 h.

ECRANS HONGROIS. FILMS ET VIDEOS EN HONGRIE DEPUIS 1905. Galerie Body, Formes, Bachmann. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entree : 30 F. Jusqu'à 24 mai.

ELLISWORTH KELLY. LES ANNEES FRANCAISES 1948-1954. SUZANNE LAFONT. Galerie nationale du Jeu de Paume. Entree : 30 F. Jusqu'à 24 mai.

## Musée

ALECHINSKY. Musée de la Marine. Palais de Chaillot. Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entree : 22 F. Jusqu'à 13 septembre.

LES ANNEES 70 : UN GROUPE D'ARTISTES A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45. Entree : 30 F. Jusqu'à 28 juin.

MICHEL AUDUBERT. Halls Saint-Pierre, musée en Herbe. 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'à 18 juin.

AUTOGRAPHES DE LEE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-60-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entree : 25 F (entrée du musée). Jusqu'à 1er juin.

## PARIS EN VISITES

VENDEDI 22 MAI

« L'Opéra Bastille », 12 heures, au pied de l'escalier (P.-Y. Jastot).

« Le rempart de Philippe Auguste », 14 h 30, angle rue Mazurins et rue de Seine (Sauvegarde du Paris historique).

« Le quartier du cloître Notre-Dame », 14 h 30, parvis Notre-Dame (Sauvegarde du Paris historique).

« Du Sentier aux guerriers de la Bourse », 14 h 30, rue de la Harpe (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du passé).

« Rodin et Camille Claudel », 15 heures, 7, rue de Varenne (Paris et son histoire).

« De Versailles à Louveciennes : sur les pas de M<sup>me</sup> du Barry », 13 heures, place de la Concorde, devant le ministère de la marine (Paris et son histoire).

« Promenade de Saint-Roch au couvent des Jacobins », 15 heures, métro Pyramides (Lutèce-visites).

« L'Opéra Garnier et son nouveau musée », 14 heures, hall d'entrée (M.-C. Lasserre).

« Les passages marchands du XIX<sup>e</sup> siècle », 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris autotour).

« Le quartier des Gobelins et l'histoire de la Sévigné », 14 h 30, devant la manufacture (Paris autotour).

« Salons, grand amphithéâtre et chapelle de la Sévigné », 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« A la découverte du Palais Royal et de son quartier », 14 h 30, devant le Conseil d'Etat (Aux arts et caetera).

« Visite du village de Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (D. Bouchard).

« Les franc-maçons du Père Lachaise », 14 h 45, porte principale (V. de Langlade).

## CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppler, 20 h 15 : « La mort n'est-elle qu'un passage ? » (Loge unie des théosophes).

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

STORY BOARD. 90 ans de dessins pour le cinéma. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-60-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entree : 35 F. Jusqu'à 29 juin.

TINGATINGA. Peintures de Tanzania. Musée national des arts africains et océaniques, 253, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'à 31 août.

TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS. Musée de l'histoire de l'art, 13, av. du Président-Wilson (47-23-60-53). T.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entree : 20 F. 25 F (comportant la visite du musée). Jusqu'à 30 novembre.

UN OCEAN, CA BOUGE ENORMEMENT. Palais de la Découverte, 63, av. Franklin-Roosevelt (40-74-80-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entree : 20 F. 25 F (comportant la visite du musée). Jusqu'à 30 juin.

VOYAGE AUX ILES. Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple (40-74-80-00). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Ventes publiques sans demande. Jusqu'à 20 F. Jusqu'à 5 juin.

## CENTRES CULTURELS

3-NUIT DU MARAIS. Galerie du Marais. Ven. de 18 h à 20 h, sam. de 14 h à 20 h. Du 22 mai au 23 mai.

CURT ASKER. Empreintes de distances. Centre culturel sudois, hôtel de Maré, 11, rue de la Harpe (47-23-60-53). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'à 24 mai.

AU-DELA DE LA TRADITION, VINGT ANNEES DE CÉRAMIQUE. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-95-99). T.J. et mar. de 13 h à 18 h. Jusqu'à 30 juin.

SILOUX ET COSTUMES KALÉVALAIS. A L'EPOQUE DES VIKINGS. Institut finlandais, 60, rue des Odes (40-51-89-09). Mer. et ven. de 15 h à 20 h, mer., ven., dim. de 15 h à 18 h, sam. de 14 h à 18 h. Jusqu'à 30 juin.

FREDERIC BLEUET, PETER BRIGGS, WANG KEPING. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porte des Seins, T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'à 24 mai.

ALBERTO BRECCIA. Mission de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Jusqu'à 25 juin.

MARCEL CHIRAC. Centre culturel roumain, 1, rue de l'Exposition (47-05-00-44). T.J. et mar. de 10 h à 22 h. Jusqu'à 25 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

REMI BIANCHI. Galerie Bernard et Gendreau Zuercher, 18, rue de l'Abbaye-Grégoire (45-48-10-22). Jusqu'à 27 juin.

à 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'à 25 mai.

JEROME TOURON. Hôpital Epiphane, 2-4, rue Carpeaux (48-27-82-82). T.J. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'à 14 juin.

GOUDIER TRIKI. Institut du monde arabe, rue des Fossés-Saint-Samuel (40-51-38-38). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'à 28 juin.

VISIONS D'EUROPE. De la Tour Eiffel, 10, rue de la Harpe (47-23-60-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'à 28 juin.

PIERRE ALECHINSKY. Galerie Lelong, 13, rue de la Harpe (45-63-13-19). Jusqu'à 24 juin.

## GALERIES

AGUT, JUNGHEIM, KARIMIR, KOSUTH, MCCRACKEN, MARCEL, TURRELL. Galerie Froment, 35, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'à 6 juin.

GERARD ALARY. Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-07-60-68). Du 21 mai au 31 juillet.

PIERRE ALECHINSKY. Galerie Lelong, 13, rue de la Harpe (45-63-13-19). Jusqu'à 24 juin.

MANUEL ANGELES ORTIZ. Les robes. Galerie Lina Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

AREZZI AQUIN. Galerie Lucien Durand, 18, rue Mazurins (43-26-25-35). Jusqu'à 18 juin.

LES ATELIERS ET LES USINES DE BELLEVILLE. Galerie de la Harpe, 17, rue de la Harpe (47-23-60-53). Jusqu'à 22 juin.

PHILIPPE HURTEAU. Galerie Montparnasse, 31, rue Mazurins (43-54-65-30). Jusqu'à 5 juin.

ROLF ISSEL. Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anne (48-04-56-22). Jusqu'à 24 mai.

IVANKOVIC. Galerie Montparnasse, 18, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 5 juin.

YANG JIE-CHANG. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'à 30 mai.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23, rue de la Harpe (42-72-09-10). Jusqu'à 10 juillet.

PHILIPPE JOURNÉ. STEPHANIE MARS-HALL. Photophilie. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Du 22 mai au 24 mai.

ILYA KABAKOV. Galerie Dina Vierny, 38, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à 18 juin.

KAZUO SHIRAGA. Galerie Stadler, 81, rue de Seine (43-54-65-30). Jusqu'à 17 juin.

KENJI HORIGUCHI. 23,



BILLET

Bis repetita à la Sécurité sociale

Une fois de plus, l'histoire se répète à la Sécurité sociale. Cette fois, il ne s'agit ni du sempiternel déficit, ni du serpent de mer de la réforme des retraites ni même de l'éternel feuilleton de la maîtrise des dépenses de santé. L'affaire touche à la gestion de ses 180 000 salariés.

À l'automne 1990, un conflit avait perturbé les caisses primaires d'assurance-maladie (celle d'Evry, dans l'Essonne, avait été pratiquement paralysée pendant plus de quatre mois) à la suite du refus du gouvernement Rocard d'homologuer un accord salarial conclu entre la CNPF et les syndicats, gestionnaires de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) qui assure le suivi du personnel de la « Sécu ». Finalement, un compromis avait été trouvé et une refonte du système de classification, à l'origine du malaise, avait été mise en chantier.

Or le nouveau dispositif avalisé par la CNPF et tous les syndicats, hormis le CGT, se solde par un retour à la case départ. Comme M. Claude Evry, son prédécesseur au ministère des affaires sociales, M. René Teulade vient d'inviter les partenaires sociaux à revoir leur copie (le Monde du 30 avril), il leur reproche d'avoir joué la facilité en rajoutant un étage supplémentaire à un système de qualification absurde (l'avancement automatique, largement fondé sur l'ancienneté, aboutit à ce que 80 % du personnel d'exécution ait déjà atteint le sommet de la grille sans grand espoir de progression) pour un coût excessif (2 milliards de francs en six ans). L'appel lancé mercredi 20 mai par les syndicats FO, CFDT, CFE-CGC et CFTC prend lui aussi des allures de déjà vu : des manifestations auront lieu le 26 mai et les syndicats évoquent « une réaction du personnel qui perturberait gravement le fonctionnement » des caisses.

Visiblement, personne n'a donc retenu la leçon de 1990. Les syndicats s'accrochent à un modèle dont on voit bien qu'il est source de démotivation du personnel. Le patronat, qui assure la présidence de l'UCANSS, cherche à assurer sa tranquillité en faisant la promotion de formules qu'il juge dépassées dans les entreprises privées. Quant au gouvernement, il ne manifeste sa présence que par son seul pouvoir discrétionnaire et ne songe aucunement à remettre en cause une tutelle parfaitement déresponsabilisante.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le mandat de M. Raymond Lévy, PDG de Renault, arrive à son terme, le 22 mai au soir. Il ne sera pas renouvelé, cette échéance précédant de quelques semaines la 65<sup>e</sup> anniversaire du patron de la firme au losange. Son successeur sera vraisemblablement M. Louis Schweitzer, directeur général de l'entreprise, qui devrait être nommé par le conseil des ministres le 27 mai, après avoir été désigné par le conseil d'administration de Renault.

«L'Europe et la France n'ont pas d'inquiétude à se faire pour leur industrie automobile» nous déclare M. Raymond Lévy

«Le 31 juillet 1991, la CEE et le Japon se sont mis d'accord sur les modalités de l'ouverture progressive des frontières aux constructeurs automobiles japonais. Pensez-vous que les constructeurs européens seront capables de devenir compétitifs à la fin de la décennie ?

«L'Europe et la France n'ont pas d'inquiétude à se faire. L'accord n'est pas si mauvais que ça. Le fait que les Japonais aient décidé récemment de réduire leurs importations le prouve. J'ai confiance, je suis convaincu que les implications de l'accord ne sont qu'apparentes. Le réalisme de nos partenaires japonais et la force de l'Europe garantiront qu'il n'y aura rien de dramatique pendant la période intermédiaire. Ensuite, c'est-à-dire à partir de l'an 2000, l'accord de réciprocité commerciale global pourra être utilisé. Je ne crois pas à la protection. Il n'y a pas de protection qui ne soit pas nuisible.

«Mais il faut que les constructeurs européens travaillent beaucoup plus ensemble. En matière de

recherche et développement, rien de très positif ne s'est fait entre les membres de l'ACEA (Association des constructeurs européens d'automobiles). S'ils n'ont pas de capacités, nous aurons un véritable danger. Il en est de même pour la distribution sélective (JDLR : l'autorisation, accordée aux constructeurs automobiles, d'imposer à leurs revendeurs de ne distribuer qu'une marque et une seule). Il faut réduire les distorsions de prix entre pays.

«Etes-vous aussi optimiste quant à l'avenir des constructeurs français ?

«La France a reconquis une position industrielle de premier plan. Mais les Français n'en sont pas conscients. Des marchés nouveaux vont s'ouvrir. Les 16 millions d'Allemands de l'Est ne seront pas contents tant qu'ils n'auront pas 8 millions de voitures.

«Auriez-vous souhaité que la fusion avec Volvo soit déclinée avant votre départ ?

«Non. Elle aura lieu un jour.

Propos recueillis par ANNIE KAHN

Un redressement financier spectaculaire

	1984 : Le bilan à l'arrivée de Georges Besse	1986 : Le bilan à l'arrivée de Raymond Lévy	1991 : Le bilan à l'arrivée de Raymond Lévy
Chiffre d'affaires	117,6	131	166
Résultat net	- 12,6	- 5,5	+ 3,1
Investissements	9,9	5,2	21,6
Effectifs (au 31-12)	213 725	182 448	147 185
Endettement	40,6	40,8	15,5
Part de marché automobile de Renault en Europe	10,9 %	10,7 %	10,8 %
Part de marché automobile de Renault en France	32,9 %	33,3 %	29,1 %

En milliards de francs

Nommé à la tête de Renault en 1985, M. Georges Besse en avait déjà entamé le redressement. Le coup d'accélérateur donné par M. Raymond Lévy n'en demeure pas moins spectaculaire. Ce redressement est pour l'instant plus financier que commercial. Ce sont en effet les successeurs de M. Lévy qui verront si celui-ci avait vu juste en matière de produits.

Nouvelle table ronde avec les usagers

La RATP plaide pour un «service public garanti»

La seconde table ronde organisée par la direction de la RATP sur la continuité du service public a réuni, mercredi 20 mai, onze associations d'usagers et de consommateurs (dont la FNAUT et la FUT) et quatre syndicats (le SAM, la CGC, FO, exécution et le GATC). La CFTC, qui ne souhaitait pas siéger aux côtés des usagers, a fait une déclaration liminaire proposant, après une procédure de négociation renforcée, de limiter les effets de la grève par un service garanti aux heures de pointe pendant cinq jours. Ces dispositions n'excluraient pas, en cas de désaccord, une grève totale.

La RATP, qui souhaite aboutir à un accord, poursuivra les négociations avec les seuls syndicats. La direction souhaiterait obtenir un «service public garanti» permettant aux usagers de se rendre à leur tra-

vail et d'en revenir pendant les deux heures des points du matin et du soir, soit entre 7 heures et 9 heures et 17 heures et 19 heures. D'autre part, la Régie a décidé d'organiser à l'automne des états généraux des usagers des transports publics.

«Taux de participation» minime à la grève de la SNCF. — Le taux de participation au mouvement de grève lancé par la CFDT et la CGT le 20 mai à la SNCF a été de 2,8 % de l'ensemble du personnel : dans les dépôts (agents de conduite), ce taux est de 14 %, selon des chiffres communiqués par la SNCF. «Cette grève n'a été déclenchée qu'au plan national à l'appel de la CGT à la veille des négociations salariales alors que la direction de la SNCF n'a pas encore fait connaître ses propositions. Pour elle, le dialogue social et la négociation sont une priorité», précise la direction.

Matra pourrait construire un métro à Bratislava

Le gouvernement slovaque a donné son accord à un projet entre la ville de Bratislava et les sociétés françaises Matra et Campeon Bernard pour la construction d'un métro léger dans la capitale slovaque. Les coûts de l'ouvrage, qui font actuellement l'objet de négociations, seraient couverts à 47,1 % par le budget du gouvernement slovaque, à 4,6 % par le budget fédéral et à 38,3 % par la ville de Bratislava, selon un communiqué du gouvernement slovaque.

Le gouvernement français et des banques françaises assureraient un crédit de 1,8 milliard de francs (360 millions de dollars) remboursables en treize ans et demi à partir de la mise en service du métro, après avoir obtenu la garantie du gouvernement tchécoslovaque. Ce dernier, qui doit aussi apporter sa garantie sur une partie du financement du projet, devrait se prononcer la semaine prochaine. — (AFP)

Le départ du PDG de Renault

L'X de passion

Suite de la première page

Sorti major de la promotion 1946 de Polytechnique (communément appelée X), il va au Massachusetts Institute of Technology (MIT) avant d'entrer à l'Ecole des mines. Un cursus dont il semble devoir être éternellement fier : «Il n'a qu'un seul sabbatisme : c'est Polytechnique», admet M<sup>me</sup> Marie-Madeleine de Montera, qui fut son directeur de la communication chez Usinar.

Il a réussi à transmettre le virus à ses enfants, trois garçons et une fille, tous polytechniciens. «À l'Ecole, les gens aiment se guider, son ironie m'inspire. Nous refusons le monde, dans il avait une vision totalitaire. On aurait pu le dire socialiste, mais il n'était pas du tout militant», se souvient M. Gilbert Rutman, ami d'école et futur collègue chez Elf Aquitaine. «Il avait fait de la physique

théorique au MIT et aurait sans doute voulu entrer dans le nucléaire», ajoute-t-il. Mais l'administration en décide autrement.

Après cinq ans au service des mines, Raymond Lévy entame sa carrière de pétrolier. En 1965, M. André Giraud, alors directeur des carburants, X-Mines, également major de sa promotion, mais à deux ans d'intervalle, crée Elf. Raymond Lévy fera partie de l'équipe de direction. Sous la présidence de M. Pierre Guillaumat, il vit sans doute l'époque la plus heureuse de sa carrière.

«A mon niveau de direction [il fut successivement directeur de l'exploration, puis du raffinage], j'avais instauré des réunions, une fois par semaine, avec une véritable équipe de direction, se souvient-il. On délibérait. Ma plus grande fierté est que, lorsque j'ai quitté l'exploration en 1972, j'ai laissé une équipe qui tournait toute seule. La situation était la même quand j'ai quitté le raffinage : j'étais devenu totalement inutile. Et j'en étais très heureux.» Très engageant vis-à-vis de lui-même, bête de travail, il force l'admiration de ses collaborateurs. «C'était un modèle de vertu romaine. Ce n'était pas un intri-



Il ne cherchait pas l'administration des grands. Qu'il se souvienne des pots de fleurs», se souvient Gilbert Rutman.

Il en renverse sans doute un peu trop. En 1977, la période béni prend fin avec le départ de M. Guillaumat. Il comprend vite qu'il ne sera pas son successeur. «M. Guillaumat n'avait senti que dans la République [M. Giscard d'Estaing] et lui considéraient que mon nom m'interdisait de diriger une entreprise pétrolière qui avait des rapports avec les pays du Golfe. Il n'est jamais agréable de se retrouver porteur de l'état de guerre à plus de trente ans de distance. J'ai admis la chose en espérant m'entendre avec le nouveau président, M. Chirac. Par respect du service public, il s'incline. Mais les deux personnalités ne tardent pas à s'effacer. En 1980, il doit quitter l'entreprise.

Cette première traversée du désert prend fin en 1981. Il est appelé pour diriger une filiale d'Usinar, la Compagnie française des aciers spéciaux. Puis le gouvernement socialiste le nomme à la tête même d'Usinar, le 27 janvier 1982. La crise de la sidérurgie bat son plein. Il n'est pas d'accord avec le plan mis en place par le gouvernement. Son opposition à la construction du train universel de laminage à Gandrange (Moselle) met le feu aux poudres. Pour Raymond Lévy, «un chef d'entreprise quel qu'il soit doit avoir une attitude responsable vis-à-vis de ses actionnaires. Il ne doit pas être un bœuf-mul». Il convainc l'Elysée contre l'avis de Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie. Ses idées passent, mais lui est licencié. Pour des raisons politiques, mais pas seulement, estime Marie-Madeleine de Montera. «Cet homme à aspirations sociales, il s'investit totalement. Usinar, c'était lui. Homme de conviction, il a du mal à tenir ses positions en lisère.

Ironie du sort : M. Louis Schweitzer, dont il fera plus tard son directeur général chez Renault, mais qui était alors directeur du cabinet de M. Laurent Fabius, lui apprend son licenciement. Raymond Lévy, que certains jugent froid, pleure lors du «pot» donné à l'occasion de son départ.

Deuxième traversée du désert. De son bureau qu'il a pu conserver comme président de l'ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières), un poste purement honorifique, il observe du travail. En 1983, le gouvernement belge lui propose la présidence de Cockerill-Sambre. Il ne restera

pas deux ans en Belgique. Quand Georges Besse, président de Renault, est assassiné, M. André Giraud, alors ministre de la défense, suggère son nom. M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, convainc les Belges de le laisser partir.

Le 17 décembre 1986, commence sa carrière chez Renault. «Je n'avais pas la moindre idée de ce qu'était l'industrie automobile», avoue-t-il. Ce qui ne l'empêche pas, moins de trois mois après son arrivée, de prendre une décision aussi importante que la vente de la participation dans American Motors. «Il travaillait sept jours sur sept», se souvient un cadre supérieur de l'entreprise. «Il n'arrêta pas de me demander : qu'aurait fait Georges Besse ?» Il lui faut six mois pour prendre son autonomie et s'attacher à deux grands chantiers qui lui tiendront à cœur : la qualité totale et la reorganisation par projets.

Partisan des électrochocs

Partisan des électrochocs, il a déjà agacé pas mal de monde. Le lendemain de son arrivée, aux côtés de Flins. Et pour enfoncer le clou, quelques mois plus tard, il envoie à ses directeurs une note virulente les enjoignant de respecter l'orthographe et «les règles élémentaires de la grammaire française». Elle fait rapidement le tour de l'entreprise. Et lui vaut l'hostilité de son encadrement.

Ingénieurs des Arts et métiers ou même sortis du rang pour la plupart, ceux-ci ne supportent pas les leçons du polytechnicien. «Il véhiculait son insu cette strati-cation, explique un délégué CFDT. Cette lettre renvoyait aux ingénieurs-ouvriers leur «héroïsme» : elle leur rappelait qu'ils n'avaient pas tout à fait des cadres comme les autres. Raymond Lévy ne savait pas jouer avec le côté affectif de l'entreprise. C'est un scientifique, imprégné de rationalité, et qui estime que «si une idée est vraie, il faut la diffuser.

En outre, il est pressé. «C'est une machine qui fonctionne plus vite que le réel», dit-on de lui. Il veut redresser au plus vite la firme. Le bilan 1986 est alarmant : l'entreprise perd plus de 5 milliards de francs. Son endettement atteint plus de 40 milliards. Dès son arrivée, Raymond Lévy comprend que l'organisation de Renault en directions très cloisonnées nuit au bon fonctionne-

ment. En deux ans, il réussit à imposer un nouveau mode d'organisation par projet. Un délai beaucoup trop long pour lui. Beaucoup trop rapide pour le reste du personnel. «Il met en place des structures qui fonctionneraient bien s'il y avait des Raymond Lévy à tous les niveaux. D'où aussi les grèves qui paralysent l'entreprise et autonome-là. Je n'ai pas du tout été compris», reconnaît-il aujourd'hui.

Refuser tout cynisme

Qu'ils l'aient ou qu'ils le détestent, tous s'accordent néanmoins sur le bilan de son action. Durant les cinq années et demi de son mandat, il a transformé Renault en entreprise bénéficiaire, dont la part de marché en Europe a dépassé la barre des 10 % (voir tableau). Il a profondément changé l'image de l'entreprise et de ses produits, dont la qualité est désormais reconnue. A tel point que les consommateurs allemands, réputés difficiles, ont été séduits : Renault a amélioré de près de deux points sa pénétration sur le marché allemand en 1991. L'accord conclu avec Volvo a renforcé cette ouverture internationale. Tout en permettant à l'entreprise de changer de statut.

Son influence se fera sentir bien après son départ. Les futures Renault porteront sa griffe : celle de la modernité. Des «voitures à vivre», c'est-à-dire confortables, gaies, sûres, d'un style qui les différenciera de la concurrence. Le premier témoin en sera la petite monoplace, connue pour l'instant sous le nom de code de X06 et dont la présentation devrait être faite d'ici à la fin de l'année.

En tant que vice-président du Conseil général des mines, c'est-à-dire «patron» du corps des Mines (le président est, statutairement, le ministre de l'Industrie), il devrait aussi transmettre ses «valeurs» aux futures élites du pays. A savoir «que, même si l'Etat est appelé à avoir moins de puissance, le service public ne doit pas être considéré comme une corvée à laisser aux dévoués. Que des gens qui ont été élevés dans des conditions extrêmement difficiles ont un devoir à remplir vis-à-vis de l'Etat. Qu'il faut refuser tout cynisme. Savoir qu'à cinquante-cinq ans on abandonne son activité et qu'à ce moment-là il vous reste votre famille et la satisfaction de ce que vous avez fait, dans l'ensemble et pour les autres, beaucoup plus que votre propre prospérité matérielle.

ANNIE KAHN

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA VIENNE

Direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie - 3<sup>e</sup> bureau

**AVIS AU PUBLIC**

relatif à l'enquête publique portant sur :

- la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des quatre lignes électriques à 400 kV reliant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne,
- et le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.

Par arrêté du 4 mai 1992, le préfet de la région « Poitou-Charentes », préfet de la Vienne, a autorisé son arrêté n° 92-02/33-067 du 16 avril 1992 et prescrit l'ouverture d'une nouvelle enquête portant :

- sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction des quatre lignes électriques à 400 kV reliant la centrale de Civaux et le poste électrique de Valdivienne,
- et sur le projet du poste électrique 400/225-90 kV de Valdivienne.

Est désigné commissaire enquêteur, M. Louis BOUILLON.

La mairie de Civaux est désignée comme siège de l'enquête et du commissaire enquêteur.

Les dossiers d'enquête relatifs à la demande de déclaration d'utilité publique des travaux de construction des lignes électriques et au projet de poste, comprenant notamment l'étude d'impact et les registres d'enquête, seront déposés :

- à la préfecture de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie,
- à la sous-préfecture de Montmorillon,
- à la mairie de Civaux,
- à la mairie de Valdivienne.

La consultation des dossiers et le dépôt des observations sur les registres par toute personne intéressée pourront avoir lieu pendant toute la période de l'enquête du 9 juin 1992 au 10 juillet 1992 inclus, aux jours et heures d'ouverture des bureaux de la préfecture, de la sous-préfecture et des mairies de Civaux et de Valdivienne.

Les observations écrites pourront être adressées au commissaire enquêteur, à la mairie de Civaux.

En outre, les observations du public seront reçues personnellement par le commissaire enquêteur aux dates et lieux suivants :

- le 24 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux,
- le 25 juin 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Valdivienne,
- le 10 juillet 1992, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 à Civaux.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant la durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Vienne, à la sous-préfecture de Montmorillon et dans les mairies de Civaux et de Valdivienne.

Toute personne physique ou morale intéressée pourra demander communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur. Cette demande devra être adressée obligatoirement au préfet de la Vienne, direction des affaires décentralisées de l'urbanisme et du cadre de vie 3<sup>e</sup> bureau.



## ÉCONOMIE

Le rapport annuel de la Commission des opérations de Bourse

## La COB dénonce le manque de rigueur de l'information financière

La Commission des opérations de Bourse (COB) a rendu public, jeudi 21 mai, son vingt-troisième rapport au président de la République. Parmi les principaux points abordés par la commission, en bilan de l'année 1991, certains sont directement liés aux difficultés conjoncturelles rencontrées par les entreprises, notamment ceux relatifs à la « qualité » de l'information financière et comptable, d'autres, en revanche, s'inscrivent dans la droite ligne d'un programme de travail défini il y a un an qui prévoyait — pour la première fois — des mesures détaillées en faveur de la protection de l'épargne.

Fidèle à ce qui est depuis longtemps l'une de ses priorités, la Commission des opérations de Bourse (COB) s'est intéressée à la qualité de l'information financière et comptable dispensée par les entreprises au cours de l'année 1991, principalement marquée par le ralentissement économique. « Les secteurs affectés par une variation conjoncturelle peuvent avoir tendance à fuir dans l'absence d'information ou dans l'information inexacte dans l'attente du moment

où leur situation s'améliorera. » C'est en termes pudiques que la commission déplore les manquements financiers dont le caractère fantaisiste varie le plus souvent du tout au tout en l'espace d'un mois. En dépit de l'annonce de résultats prometteurs, voire bons, une entreprise peut en effet dans le mois qui suit déposer son bilan, ou annoncer des pertes substantielles dans le meilleur des cas.

Les exemples choisis par la COB sont à cet égard révélateurs. Les pertes semestrielles annoncées par Concept au mois de septembre 1990 étaient évaluées à 40 millions de francs; un mois plus tard, elles s'élevaient à 189 millions de francs pour finalement représenter un demi-milliard de francs à la fin de l'année. Pour sa part, SMT-Goupil diffusait en cours d'année des informations financières fondées sur un chiffre d'affaires florissant et un faux bilan. Mêmes reproches à l'encontre de VEV, dont les résultats annoncés pour l'année 1990 ne correspondaient en rien aux informations détenues par les dirigeants.

La commission a, de son côté, transmis au parquet la plupart des dossiers qui faisaient état de tels abus — au total 19 sur les 87 enquêtes décidées, contre 75 en 1990 — et entrepris une procédure de sanction administrative lorsque les faits étaient postérieurs à l'en-

trée en vigueur de son règlement relatif à l'obligation d'information permanente. Cette procédure, notamment touchée VEV et Concept dont le dirigeant, M. Olivier Spire, s'est vu infliger une sanction pécuniaire et définitive de 1 million de francs. En revanche, l'enquête sur le marché des titres SMT-Goupil n'est pas close.

En matière d'information financière, le rôle tenu par les commissaires aux comptes dans la certification et à fortiori dans la diffusion de l'information n'a pas échappé à la COB. Il s'est agi d'éviter que se reproduisent des problèmes comme ceux liés à la récente faillite de la société de Bourse Girardet (le Monde du 15 mai). Lors de la défaillance de cette ex-charge, la COB avait relevé « des négligences du commissaire aux comptes, filiale filiale du cabinet Guérard-Viala ». Elle avait en outre indiqué qu'elle n'accepterait plus la nomination de ce cabinet auprès d'un organisme de placement en valeurs mobilières « aussi longtemps que ce cabinet n'aurait pas apporté la preuve ou niveau national qu'il dispose des procédures de formation, de suivi et de contrôle de qualité appropriés » (la preuve ayant été apportée depuis). La commission entend coïncider les commissaires aux comptes à vérifier la stricte exacti-

tude des informations comptables qu'ils ont à certifier.

Les multiples fusions et offres publiques d'achat (OPA) qui ont animé la vie de la cote au cours de l'année passée ont aussi retenu l'attention de la COB. Ces opérations ont d'ailleurs, à maintes reprises, soulevé le mécontentement des actionnaires minoritaires. Le nombre croissant de plaies émanant de porteurs s'estimant lésés à l'occasion de ces opérations en est la preuve. Durant cette année de la grogne, ces derniers ont principalement contesté, selon la COB, « soit l'évaluation des opportunités, soit la fixation d'une parité favorable aux majoritaires à la suite de mouvements en Bourse sur l'un ou l'autre des titres concernés ».

## L'année de la grogne

Aussi la commission relève-t-elle dans certains cas que l'application de nouveaux règlements mettant en œuvre la loi du 2 août 1989 pouvait faire échec au principe d'égalité de traitement des actionnaires en cas de cession de contrôle, principe opposé par deux textes de 1973 et consacré dans le code européen des valeurs mobilières de 1977. La réforme des OPA, souhaitée de longue date par la COB et enfin élaborée en supprimant la possibilité d'une offre sur les deux tiers

du capital et en imposant une reprise de la totalité, devrait satisfaire le plus grand nombre d'actionnaires et mettre à l'abri des difficultés de celles rencontrées lors de l'OPA de Pinaut sur le Printemps ou de l'IFINT sur Exor.

La COB a poursuivi d'autre part son programme de protection de l'épargne, en suivant les orientations qu'elle s'était fixées il y a un an. Comme dans son précédent rapport, la commission met de nouveau l'accent sur la santé financière des ex-charges et sur la nécessaire rentabilité de leur activité, page de leur solvabilité. Cette santé financière des intermédiaires avait déjà été évoquée en 1991, un an après la faillite retentissante de la société de Bourse Tuffier.

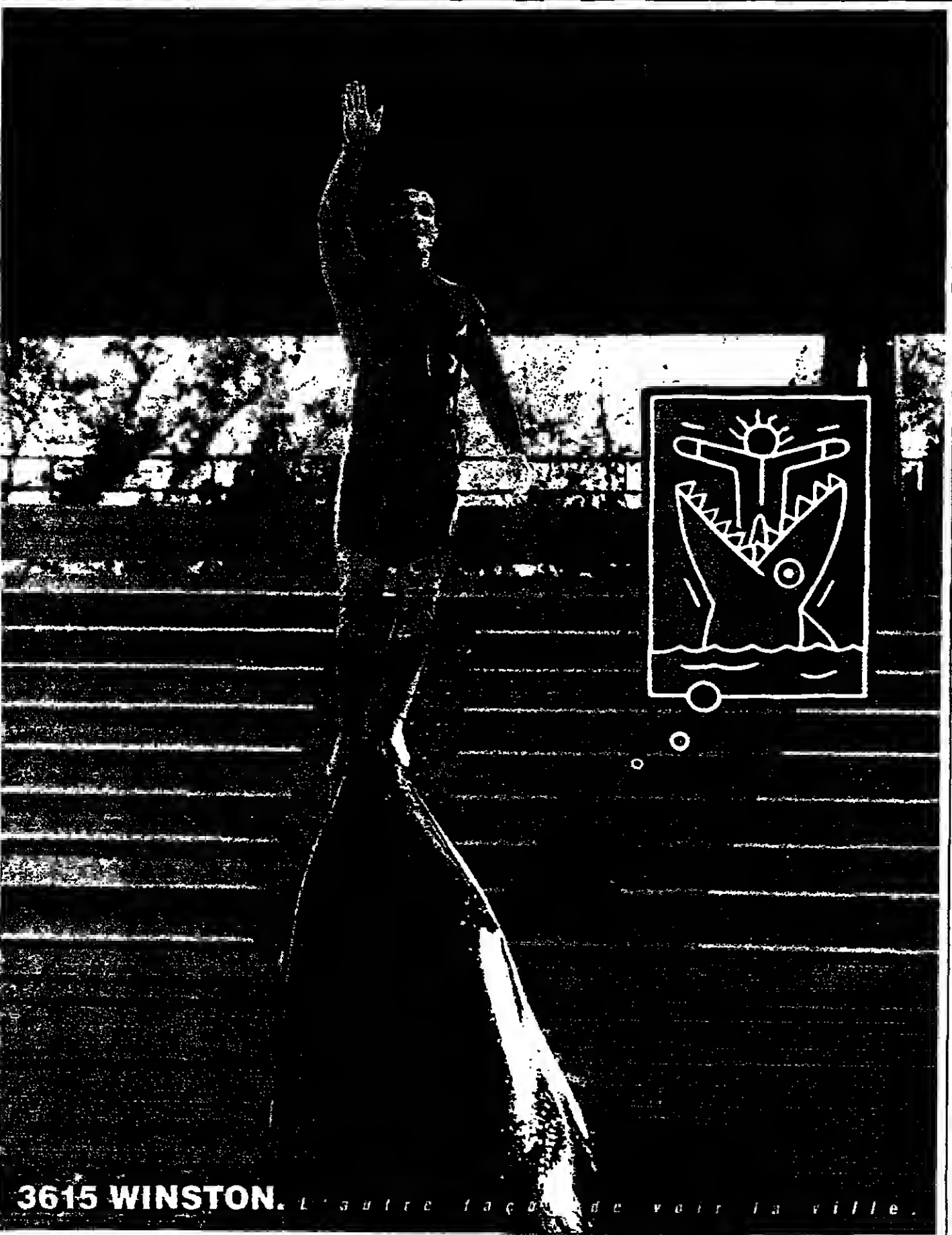
La commission a ainsi relevé qu'au cours de l'année 1991, si la restructuration de l'intermédiation boursière s'est poursuivie, aucune défaillance de société de Bourse n'a été, en revanche, constatée. Sur les 61 sociétés de Bourse dénombrées en 1988, il en reste 57, dont 13 ont été mises en sommeil et une radiée sur décision du conseil des Bourses de valeurs.

La sécurité des dépôts de la clientèle déconale de la solvabilité des intermédiaires. En cas de défaillance de ces derniers, la COB a souhaité renforcer la protection de l'épargne par « une procédure d'indemnisation plus aisée à mettre

en œuvre ». Une réflexion a été engagée en 1991 « sur la réparation civile des dommages résultant des manquements aux lois et règlements en matière boursière » et permettant réparation du préjudice subi. Mais, dans les faits, la loi du 24 juillet 1966 limite la possibilité de recours, subordonnant la détermination à une détention minimale du capital et occasionnant des frais importants.

Faisant référence à un rapport demandé au professeur Alain Viardier, la commission justifie la faible nombre des recours par la difficulté d'établir « le préjudice et le lien de causalité entre l'infraction de marché et le dommage invoqué ». De plus, comme le relève la COB, « l'un des principes du droit français est contenu dans l'adage : nul ne plaide par procureur ». Ce qui écarte la possibilité d'une action de groupe en justice. La reconnaissance des associations d'investisseurs obtenue par la loi du 23 juin 1989 au même titre que celle des associations de consommateurs les autorise maintenant à agir en justice. Mais il leur est toujours impossible d'obtenir des dommages et intérêts. Sur ce problème, la COB a entrepris une réflexion qui devrait faire l'objet d'une loi, afin de favoriser le développement des associations d'actionnaires.

FRANÇOIS BOSTNAVARON



3615 WINSTON. L'autre façon de voir la ville.

The Winston Way

## AÉRONAUTIQUE

Constitué de DASA, Aérospatiale et Alenia

## Un consortium européen prendrait le contrôle de Fokker

AMSTERDAM

de notre correspondant

Citant des porte-parole du constructeur aéronautique néerlandais Fokker et de son concurrent allemand Deutsche Aerospace (DASA), la presse néerlandaise affirme que le rapprochement des deux avions serait scellé d'ici quatre semaines et que les groupes français Aérospatiale et italien Alenia seraient parties prenantes à cet accord.

Concrètement, DASA, Aérospatiale et Alenia formeraient un holding dont le premier détiendrait 51 % et les deux derniers chacun 24,5 %, qui prendraient le contrôle (51 %) de la division avions civile de Fokker. Ce montage, qui dévie du schéma initialement négocié selon lequel seul DASA acquerrait la majorité de Fokker, permettrait à l'Etat néerlandais de rester l'actionnaire principal (31,5 %) et de diluer en apparence la mainmise allemande.

L'aboutissement des négociations

entraînerait une redistribution des cartes sur le marché des avions de soixante-dix à cent trente places. Il signifierait en effet que l'appareil mis au point par Fokker, le F-70, serait développé au détriment du Regionaler qui devrait être retiré du programme DASA-Aérospatiale et Alenia.

Tout semble donc se passer comme si DASA avait monnayé son retrait de ce dernier projet contre une participation de ses deux associés à la reprise de Fokker. Cette offre fait également peser une menace sur le sort de l'avion de transport régional (ATR) franco-italien, concurrent du F-50 de Fokker.

Reste à savoir ce que la Commission européenne, et en particulier le commissaire britannique à la concurrence, Sir Leon Brittan, penseront de la constitution de ce consortium européen, dont British Aerospace est exclu.

CHRISTIAN CHARTIER

## ÉTRANGER

## Le déficit du commerce extérieur américain a fortement augmenté en mars

Le déficit du commerce extérieur des États-Unis a atteint 5,8 milliards de dollars en mars (32 milliards de francs) contre 3,3 milliards en février (chiffre révisé), selon les statistiques publiées mercredi 20 mai par le département du commerce. En février, il est vrai, les échanges extérieurs des États-Unis avaient enregistré leur plus bas déficit depuis 1983. Le résultat de mars est dans la ligne de ceux enregistrés au dernier trimestre de 1991.

En moyenne annuelle, le déficit enregistré au premier trimestre de 1992 atteint 60 milliards de dollars, un montant proche des 65,4 milliards enregistrés en 1991.

Entre février et mars, les exportations ont diminué de 1,6 %, passant de 37,6 milliards de dollars à 37 milliards, tandis que les importations ont crû de 4,6 %, passant de 40,9 milliards à 42,8 milliards, leur plus haut niveau depuis novembre 1990. Cette forte progression des achats à l'étranger confirme la reprise d'un certain dynamisme de l'économie américaine.

Au cours des mois qui viennent, les spécialistes s'attendent à de moins bonnes performances à l'exportation, en raison de la diminution de la demande étrangère. L'année 1992 pourrait donc marquer une détérioration des comptes du commerce extérieur américain, après une amélioration continue depuis 1988.

## INDICATEURS

## GRANDE-BRETAGNE

● Ventes de détail : hausse de 0,8 % en avril. — Les ventes de détail en Grande-Bretagne ont augmenté en données (provisaires) corrigées des variations saisonnières, de 0,8 % en avril après avoir baissé de 1 % en mars, a annoncé mercredi 20 mai l'office central de statistiques. Par rapport à avril 1991, la progression est de 1,2 %. La reprise de la consommation attendue après la victoire électorale des conservateurs le 9 avril ne semble pas s'être produite.

## MONNAIE

■ La France est « plutôt meilleure » que ses partenaires en matière monétaire, estime M. de Larosière. — Entendu par la commission des lois dans le cadre de l'examen par le Parlement du traité de Maastricht, M. de Larosière, le gouverneur de la Banque de France, a déclaré, mercredi 20 mai au Sénat : « Vous savez sans doute que parmi les monnaies européennes, c'est la monnaie française avec celles du Danemark et du Luxembourg qui seraient aujourd'hui en état de passer le test du passage à la troisième phase [de l'Union économique et monétaire (monnaie unique et banque centrale européenne indépendante)]. Il n'est pas ainsi pour le mark, qui est affecté par un déficit budgétaire important lié au problème de réévaluation de l'Allemagne, et ce n'est également pas le cas des autres partenaires qui ont des problèmes importants de finances publiques d'excès de leur dette par rapport à leur produit intérieur brut. »

## La politique agricole pourrait mieux maîtriser

La Commission européenne a adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.

La Commission européenne a également adopté, jeudi 21 mai, une série de mesures destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles. Ces mesures visent à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds, à améliorer la coordination entre les différents services de la Commission, et à renforcer la coopération avec les États membres. Les mesures adoptées concernent notamment la gestion des fonds de développement rural, les fonds de soutien des exportations, et les fonds de soutien des importations. Elles sont destinées à améliorer la gestion des fonds agricoles et à renforcer la transparence et la responsabilité des gestionnaires des fonds.



# ÉCONOMIE

## EUROPE

Le « marathon » de Bruxelles

### La politique agricole commune pourrait mieux maîtriser les productions

Forte baisse des prix des céréales (probablement -20 %), gel obligatoire d'une fraction de la surface cultivée, compensation intégrale (grâce à des primes versées selon le nombre d'hectares) de la perte de revenu résultant de ces deux premières mesures ; pour le viande bovine, baisse des prix de 15 % compensée par un relèvement des primes payées aux éleveurs de façon à encourager l'élevage extensif ; diminution des quotas laitiers en cas de tendance à la surproduction. Tels sont les principaux éléments de la réforme de la politique agricole commune (PAC) que les ministres des Douze ont approuvé jeudi 21 mai à l'issue d'une session « marathon ».

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Passablement vieillie, après trente ans de bons et loyaux services, la PAC - la politique agricole commune - fait peau neuve. L'accord escompté est conforme aux grandes orientations proposées par la Commission, auxquelles le gouvernement français avait adhéré, non sans courage vu l'hostilité de la FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), dès l'automne dernier.

Il fallait en effet réagir à une situation caractérisée par l'accumulation d'excédents colossaux et par une dégradation continue du revenu paysan. L'objectif premier de la réforme est de parvenir à une

véritable maîtrise de la production, que les précédents aménagements de la PAC n'avaient pas permis d'atteindre. Pour la France, principal producteur et exportateur de la CEE, il était essentiel d'aboutir à ce résultat en évitant d'imposer de nouvelles restrictions quantitatives. Pour l'essentiel, M. Louis Mermaz a réussi et le « droit » à produire et à exporter des agriculteurs demeure intact.

Les céréales sont au centre de la réforme. Leur prix sera progressivement réduit de 20 %, le prix indicatif du blé étant ramené de 155 écus (l'écu = 6,9 francs) par tonne aujourd'hui à 110 écus. Les prix communautaires se rapprocheront de la sorte des prix mondiaux, ce qui permettra d'exporter vers les pays tiers sans avoir à accorder, comme aujourd'hui, des subventions élevées et vivement critiquées par les autres producteurs, notamment les Américains. Cette forte baisse rendra les céréales communautaires plus compétitives, notamment par rapport aux aliments du bétail actuellement importés massivement. Un des objectifs de la réforme, essentiel pour les Français, est de parvenir à recouvrer des parts de marché à l'intérieur de la CEE.

La maîtrise (en baisse) de la production sera assurée par la mise en jachère de 15 % de la surface cultivée. La baisse des prix garantis, ainsi que cette contrainte de gel des terres, fera l'objet d'une compensation calculée à l'hectare, ce qui évitera d'inciter les agriculteurs à augmenter les rendements.

Afin de freiner la production de viande bovine, aujourd'hui très excédentaire, la réforme met l'accent sur l'extensification. Au-delà d'une certaine « charge à l'hectare », les primes versées aux éleveurs pour compenser la réduction

du prix garanti ne seront plus payées, ce qui devrait inciter ceux-ci à se détourner d'une production de type industrielle. M. Mermaz s'est battu pour que le système de primes mis en place favorise le plus possible l'élevage traditionnel.

Jeudi matin 21 mai, la discussion a duré encore sur la manière d'organiser la production laitière. L'Espagne, la Grèce et surtout l'Italie demandaient un relèvement de leurs quotas.

PHILIPPE LEMAÎTRE

## SOCIAL

La limitation des dépenses de santé

### M. René Teulade écrit aux médecins

M. René Teulade, ministre des affaires sociales, a rendu publique mercredi 20 mai une lettre adressée à l'ensemble des médecins libéraux les invitant à relever « le défi » de la maîtrise des dépenses de santé qui fait l'objet d'un projet de loi adopté le jour même par le conseil des ministres.

Il « est de l'intérêt de tous qu'enfin un contrat équilibré et durable entre toutes les parties concernées soit garanti », écrit le ministre qui considère que « nous ne pouvons laisser dériver notre système de soins sans le risque d'une explosion ». Le projet de loi présenté mercredi est la traduction législative de l'accord signé entre les trois caisses nationales d'assurance-maladie et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de médecins.

Ce texte fixe à 7,09 % l'objectif d'évolution des honoraires médicaux et des prescriptions remboursées par la Sécurité sociale en 1992 et prévoit

des sanctions économiques pour les praticiens qui ne respecteraient pas les objectifs négociés par région et par spécialité. Plus généralement, les honoraires médicaux évolueront en fonction de l'évolution des dépenses.

M. Gilles Johannec reconnaît à la direction de la CNAAMTS - M. Gilles Johannec, quarante-deux ans, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAAMTS) depuis 1989, a été reconduit dans ses fonctions lors du conseil des ministres du 20 mai. Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, magistrat à la Cour des comptes, M. Johannec a pris une part importante à la négociation d'un accord avec les syndicats de médecins sur la maîtrise des dépenses de santé.

## COMMUNICATION

Une enquête parlementaire sur les rapports entre publicité et médias

### Faire des téléspectateurs un « contre-pouvoir »

M. Jean-Marie Le Guen, député socialiste de Paris, qui s'est illustré dans le débat sur l'interdiction de la publicité pour le tabac et l'alcool, a réalisé à la demande de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale une enquête sur les rapports entre la publicité et les médias.

M. Le Guen prépare actuellement une seconde enquête sur les problèmes de production et de distribution de la presse écrite. Les conclusions devraient être présentées à l'automne.

Le premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris ne prend pas à l'« exhaustivité ». Il a toutefois le mérite d'asseoir quelques vérités et de bousculer des idées reçues dans le petit monde de la communication, après avoir beaucoup lu - notamment les rapports de ses pairs, les parlementaires Jean Cluzel, André Santini, Michel François ou Bertrand Coussin - et avoir rencontré une vingtaine d'experts.

M. Le Guen ne récusé pas l'importance de la publicité, qui revêt un double statut informatif et culturel, mais il en stigmatise les excès et les débordements, qui vont jusqu'à « déterminer le positionnement des médias (grille de programmes, ligne éditoriale) » et à « influencer l'information quand elle ne l'altère pas ».

#### Le refus de l'invasion

Intitulée « Les temps épiques », la première partie de ce rapport de 167 pages constitue une bonne synthèse des vingt dernières années, pendant lesquelles la publicité s'est imposée en termes de volume - en 1971, les investissements publicitaires en France représentaient 7,3 milliards de francs, en 1991 quelque 72,3 milliards - et d'image, comme le démontrent les « sagas » publicitaires de Dim, Orangina ou Vedette. Le rapporteur évoque aussi la crise du marché publicitaire, les difficultés que doivent affronter la presse écrite, la radio et la télévision, confrontées à l'inflation de coûts de production et à une concurrence effrénée.

C'est cette crise qui devrait permettre à la publicité et aux médias d'entrer dans l'ère d'une « cohabitation apaisée ». « Servante dévouée » de l'économie de marché, la publicité doit dorénavant accepter de jouer l'autodiscipline afin de rom-

pre avec son aspect « envahissant » du « manipulateur » qui la déréglait. Ce qui n'empêche pas la vigilance de la part des médias, des annonceurs et des consommateurs.

Dans un second chapitre baptisé « Le temps de la citoyenneté », M. Le Guen est plus incisif.

Il n'hésite pas à préconiser une limitation du « hors-médias » - publi-postage, publicité sur les lieux de vente ou encore publicité par téléphone ou par télécopie. « Enrobé d'une forme de démagogie en se donnant le rôle d'un instrument au service des consommateurs », le nouvel axe publicitaire en constant développement s'apparente en fait à une « pollution ». Le député de Paris propose en outre que les aides publiques consenties à la presse écrite (fiscali- tés adaptées, par exemple) bénéficient aussi aux radios qui privi- legient l'information et les éditoriaux, et pas aux « robinets à musique ».

Favorable au maintien de la publicité sur les chaînes publiques, qui permet à celles-ci de ne pas tomber dans une « logique de ghetto », M. Le Guen recommande cependant « un respect scrupuleux de la réglementation et le refus d'une invasion de la publicité multiforme » en appelant au renforcement de la présence des téléspectateurs. Ces associations de téléspectateurs, bâties sur le modèle de celles de consommateurs, pourraient avoir droit de eût dans les programmes et agiteraient « contre-pouvoir », y compris en ayant le droit de saisir la justice en cas de contrevention aux règles de la publicité télévisuelle. Mais le rapporteur estime qu'une éducation aux médias et à la publicité, facilitant une capacité d'analyse critique, est nécessaire.

YVES-MARIE LABÉ

## Réduction de la participation de l'Etat dans TOTAL

### Actionnaires de TOTAL votre Assemblée Générale se réunit le 2 juin 1992.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires, vous êtes invités le mardi 2 juin 1992 au CNIT LA DEFENSE, amphithéâtre Goethe, 2 place de la Défense - 92053 Paris La Défense, à participer aux Assemblées Générales Ordinaire et Extraordinaire qui se tiendront à partir de 10 heures 30.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à ces assemblées, de s'y faire représenter par un mandataire actionnaire, membre de cette assemblée, ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance.

Des formulaires de pouvoir, de vote par correspondance ainsi que des cartes d'admission sont disponibles auprès de la Banque Paribas, Service des Assemblées, 3 rue d'Antin - 75002 PARIS.

Une fois remplis, les formulaires de pouvoir ou de vote par correspondance devront parvenir à la Banque Paribas au plus tard le 27 mai 1992.

#### Modification des statuts de TOTAL

Le Gouvernement a fait connaître sa décision de réduire de 34 % à 15 % la participation de l'Etat et du secteur public dans le capital de TOTAL en réalisant des cessions dans le cadre d'opérations de marché.

Une analyse juridique des Conventions de 1924 et de 1930 liant TOTAL à l'Etat a montré que rien ne s'opposait à des cessions en dehors du secteur public, mais qu'il convenait de procéder toutefois à une modification des statuts afin d'en préciser les modalités de mise en œuvre.

Cette mise à jour des statuts a fait l'objet d'un projet de résolution qui a été adopté par le Conseil d'Administration de la société réuni le 15 mai 1992 et qui sera soumis à l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 2 juin.

Le Conseil d'Administration de TOTAL a donné son accord de principe à l'opération d'échange de certificats pétroliers TOTAL émis par l'Etat contre des actions TOTAL.

#### Communiqué du Gouvernement Français du 15 Mai 1992

« Le Gouvernement a décidé de réduire à 15 % la participation du secteur public dans TOTAL, entreprise privée dont il détient actuellement 34 % du capital. L'Etat conservera en direct 5 % du capital.

Cette diminution sensible de la participation du secteur public est justifiée par l'évolution du contexte pétrolier qui diffère largement de celui qui avait motivé dans les années 1920, la présence significative de l'Etat au capital de TOTAL. Existente aujourd'hui en France deux grandes entreprises pétrolières à forte implantation internationale, l'une publique, l'autre privée.

La réduction de la participation de l'Etat dans le groupe TOTAL sera réalisée sur les marchés à une date qui sera fixée ultérieurement en fonction de la conjoncture boursière.

A cette fin, le Conseil d'Administration de TOTAL, à la demande des représentants de l'Etat, a décidé de proposer une modification des statuts de l'entreprise à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 1992, afin de permettre la cession par l'Etat, en dehors du secteur public, des titres qu'il détient.

Au terme de cette cession, l'Etat renoncera au supplément de droits de vote de 5 % dont il bénéficie actuellement au titre des conventions de 1924 et 1930 entre TOTAL et l'Etat.

Les dispositions des conventions actuelles seront adaptées à la nouvelle situation, dans le cadre de la politique énergétique de la France.

L'Etat a également décidé qu'il sera procédé à une opération d'échange des certificats pétroliers TOTAL émis par l'Etat contre des actions du groupe selon une parité d'échange de 4 certificats pétroliers contre 3 actions. Cet échange, qui portera sur environ 7 % du capital, sera réalisé après les modifications statutaires de l'entreprise par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Il sera mis en œuvre par une offre publique d'échange dans le cadre de dispositions du règlement général du Conseil des Bourses de Valeurs. Le Conseil d'Administration de TOTAL a donné son accord de principe à cette opération.

L'ensemble de ces évolutions préserveront la contribution du groupe TOTAL à l'indépendance énergétique de la France et à la sécurité de ses approvisionnements, tout en favorisant le développement du groupe et son dynamisme industriel.



TOTAL - 24 cours Michelet - 92800 Puteaux



## VIE DES ENTREPRISES

Faute d'un appui de l'Etat actionnaire

## La Compagnie générale maritime se retire de l'Atlantique nord

En proie à une situation financière très difficile, la Compagnie générale maritime (CGM) a officiellement indiqué, mercredi 20 mai, qu'elle cessait d'exploiter ses lignes maritimes de l'Atlantique nord par navires porte-conteneurs. Elle ne conservera qu'une escale à Savannah, en Géorgie, dans le cadre de son service autour du monde. Il s'agit d'une révision fondamentale dans la stratégie commerciale de l'armateur public puisque l'ex-Transat (qui avait fusionné il y a quinze ans avec les Messageries maritimes, en même temps qu'elle abandonnait les grands paquebots) exploitait depuis près d'un siècle et demi ces liaisons vers le Canada et les Etats-Unis, l'un de ses principaux fonds de commerce avec les Antilles et les lignes vers le Pacifique.

L'année 1991 a été catastrophique pour le groupe de M. Claude Abraham puisque les pertes (y compris les provisions pour restructurations et coûts sociaux) se sont élevées à 444 millions de francs, qui font suite aux 330 millions de l'année précédente. A cette lourde charge, il faut encore adjoindre un endette-

ment considérable proche de 4 milliards de francs dû à un programme d'investissements important.

L'annonce de ces «révisions déclinantes» a été faite dans un climat social tendu : des salariés du groupe et des responsables syndicaux ont occupé les étages de la présidence au siège social de Suresnes. Ils estimaient «indécents», dans ces circonstances, la conférence de presse que devait tenir dans la soirée le président. Le comité d'entreprise avait été informé le matin que les restructurations décidées entraîneraient une centaine de suppressions d'emplois parmi le personnel à terre, s'ajoutant aux quelque 400 pertes de postes déjà prévues.

## La concurrence des transporteurs asiatiques

L'effondrement des taux de fret sur les lignes de l'Atlantique nord - où règne une concurrence acharnée notamment de la part de transporteurs asiatiques -, la politique «ultralibérale» de Bruxelles qui voit d'un très mauvais œil la constitution de «consortiums» entre armateurs (la CGM exploite ses lignes en

commun avec l'américain Sea Land, l'anglais P and O et le néerlandais Nedlloyd, avec lequel, il y a un an, elle avait en vain tenté de nouer une alliance approfondie et durable), et enfin - et surtout - l'extrême méfiance du ministère des finances depuis vingt ans, quels que soient les gouvernements, à l'égard de l'ensemble des armateurs français, expliquent que le groupe de M. Abraham ait dû jeter l'éponge.

Propriétaire à 100 % de la CGM, qui exploite avec ses filiales une quarantaine de navires, dont 23 sous pavillon français, l'Etat n'a jamais joué auprès d'elle son rôle d'actionnaire. Les rares dotations n'ont servi qu'à épargner passagèrement les dettes. Obnubilé par la mise en place de la réforme du statut des dockers préparée par son prédécesseur M. Jean-Yves Le Drian, le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, n'a pas pu ou pas voulu attaquer de front ce dossier majeur du transport maritime.

FRANÇOIS GROSCHARD

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

■ Elf-Sanofi : résultat 1992 en augmentation de «10 à 15 %». - Le résultat d'Elf-Sanofi, filiale de pharmacie d'Elf Aquitaine, devrait progresser de «10 à 15 %» en 1992 par rapport à 1991, où il était de 950 millions de francs, a indiqué mercredi 20 mai le président du groupe, M. Jean-François Dehecq. Le chiffre d'affaires sur les quatre premiers mois a été en hausse de 15 % (5,3 milliards de francs) sur la même période de 1991, a ajouté M. Dehecq. Désormais, son alliance avec l'américain Sterling Drug (groupe Kodak) lui permet désormais d'avoir une taille et une stratégie mondiale dans le secteur (le Monde du 8 août). La nouvelle entité née de cette alliance, Sanofi-Winthrop, se situe au 15<sup>e</sup> rang mondial du secteur avec un chiffre d'affaires pro forma en 1991 supérieur à 2,3 milliards de dollars et des implantations en Europe, en Amérique du nord, en Amérique latine, et en Asie. Sanofi-Winthrop, qui a pris 40 % du laboratoire hongrois Chinoï ainsi qu'une option qui la rendra majoritaire en

1994, renforce également sa position dans les pays de l'Est.

■ Rallye : résultat net en hausse de 241 % en 1991. - Rallye a annoncé, mardi 19 mai, un résultat net consolidé en hausse de 241 %, à 140 millions de francs en 1991 (contre 41 millions en 1990), qui lui permet d'envisager une entrée en Bourse l'an prochain. Le chiffre d'affaires du groupe (hors taxes) pour 1991 est en baisse de 6,74 % à 23,99 milliards contre 25,73 milliards en 1990, mais Rallye prévoit de remonter en 1992 à 25 milliards pour un résultat net de 200 millions. Le groupe vient d'effectuer un emprunt à moyen terme de 1,5 milliard de francs auprès des banques, après les reprises de Geny Cathiard et des magasins Go Sport, «qui seront bénéficiaires en 1992 ainsi que toutes les autres activités».

## AMENDE

■ Salomon Brothers devra payer une amende de 290 millions de dollars. - La banque d'affaires Salomon Brothers devra acquiescer d'une amende de 290 millions de dollars (1,6 milliard de francs) pour mettre fin à la procédure engagée à son encontre en

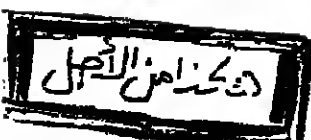
raison de son rôle dans le scandale sur les adjudications de bons du Trésor en 1991 (le Monde du 13 août 1991). Aux termes de cet accord à l'amiable, aucune poursuite ne sera entreprise contre Salomon, out conjointement indiqué la Securities and Exchange Commission (SEC), la police des marchés et le département de la justice. Le montant de cette amende, la plus élevée jamais fixée dans le secteur du courtage de titres pour des irrégularités devant aider la plus grande firme de courtage de Wall Street et l'une des plus réputées à tourner une page difficile ouverte dix mois plus tôt. L'accord prévoit aussi que le département du Trésor lève l'interdiction de faire des soumissions aux adjudications de bons du Trésor pour le compte de clients. Ces sanctions, imposées depuis le 18 août 1991, seront levées le 3 août prochain, ont précisé les autorités fédérales.

## VENTE

■ General Motors vend pour 2,15 milliards de dollars de nouveaux avions. - General Motors a effectué une émission de titres qui lui a permis de lever 2,15 milliards de dollars (11,5 milliards de francs) pour accélérer la mise en œuvre de son programme de restructuration. Elle a été réalisée mardi soir 19 mai au prix de 39 dollars par action, soit 25 cents au-dessous du cours de clôture à Wall Street. Les titres ont été achetés par un consortium formé des huit principales maisons de courtage de Wall Street qui les replacent dans le public.

## INVESTISSEMENT

■ Fiat investit 2 milliards de dollars en Pologne. - Fiat Auto a signé le 20 mai à Varsovie un accord portant sur l'acquisition de 90 % du capital d'une nouvelle société, où seront regroupés des activités automobiles de l'entreprise publique polonaise FS M. L'engagement financier global de Fiat dans la nouvelle société, tenant compte des investissements déjà réalisés, de ceux prévus et de la valeur des actifs, dépasse les 2 milliards de dollars. La principale activité de la nouvelle société, qui emploiera 18 000 personnes, sera la production, déjà commencée par FSM dans ses usines de Bielsko Biala, de la petite cylindrée Fiat 500 (Cinquecento), première voiture de Fiat destinée principalement au marché ouest-européen produite intégralement en Pologne. Elle sortira d'abord au rythme de 160 000 unités par an, pour progressivement atteindre 240 000 unités. La nouvelle entreprise contrôlée par Fiat poursuivra aussi la production de la 126, dont le remplacement par un nouveau modèle est prévu dans les plans industriels de la nouvelle société.



## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 mai

## Tassement

Séance très calme et sans effets sur le dernier jour du mois boursier de mai. Du coup, après avoir ouvert sur un roulet de 0,28 %, l'indice CAC 40 a progressivement accentué ses pertes pour baisser de 0,66 % en début d'après-midi à 2 017,52 points. Un repli considérable par les professionnels comme n'ont pas réellement significatif compte tenu de la faiblesse du volume des transactions.

La liquidation des opérations pour le mois boursier de mai a eu une incidence sur le marché des titres. Les investisseurs ont intervenu. Autres raisons à cet étatisme, l'irrégularité du marché des taux en dépit de l'annonce par la Bundesbank qu'elle laisse ses taux directeurs inchangés et les reculs modérés des autres places européennes.

Du côté des valeurs, à noter la suspension de cotation des titres Source Perrier, en raison d'un projet d'offre publique de rachat déposée par la société Demiac. Il s'agit de la conclusion logique de l'OPA lancée sur Perrier par Demiac. L'offre publique de rachat vise à récupérer les actions encore aux mains du public avant la radiation de la cote de Perrier.

A remarquer par ailleurs, le nouveau recul de 2,6 % d'Eurotunnel dans un marché de 543 000 titres et la baisse de 4,1 % d'Avant Haynes M. et de 3,2 % de SCA. L'important volume de transactions (248 000 échanges) autour d'Alcatel Alsthom, qui perd 0,2 %, sa nouvelle cotation à Wall Street entraînant des arbitrages. Parmi les hausses, Sommer-Allibert gagne 3 % et CMB Packaging 2 %.

NEW-YORK, 20 mai

## Consolidation

Après avoir battu un nouveau record historique mardi, Wall Street a terminé la séance du mercredi 20 mai sur une petite baisse, bien qu'elle soit restée pratiquement inchangée au cours de la journée. L'indice Dow Jones a baissé à 3 353,85 points, en baisse de 4,14 points (-0,12 %). Le volume des transactions a été élevé avec quelque 199 millions de titres échangés.

Les valeurs en baisse (862) ont dépassé les valeurs en hausse (819) alors que 575 actions sont restées inchangées.

La grande Bourse new-yorkaise est finalement restée ferme et a consolidé dans le calme son nouveau sommet. Elle a notamment été soutenue par le nouveau sommet du dollar face à la politique monétaire de la Réserve fédérale.

VALEURS	Cours de 19 mai	Cours de 20 mai
Alcatel	77 1/2	76 7/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8
Alcatel	43 3/8	44 1/8

LONDRES, 20 mai

## Hausse modérée

Les valeurs ont modérément progressé mercredi 20 mai au Stock Exchange. Après avoir gagné plus de 24 points dans la matinée et s'être lancé à l'assaut de son record de 2 744,6 points du 11 mai, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté en hausse de 11,3 points, soit un gain de 0,4 % à 2 711,8 points. Les échanges ont porté sur 597,3 millions d'actions contre 563,6 millions la veille.

Les échanges ont été pimentés, en milieu de matinée, par des spéculations sur une possible vente à Hanson de la participation de 9,6 % de Kuwait Investment Office (KIO) dans British Petroleum Co., qui ont été qualifiées de «soutiens à 100 %» par un boursier proche des deux sociétés britanniques.

TOKYO, 21 mai

## Mauvaise

La Bourse de Tokyo est restée quasiment inchangée jeudi 21 mai au cours d'une séance marquée avant tout par l'attente des investisseurs. L'indice Nikkei 225 a gagné 16,36 points, soit 0,09 %, à 18 691,29 points, dans un volume réduit de 270 millions de titres échangés contre 300 millions la veille.

Le Kabuto-cho continue à susciter la défiance des épargnants qui s'interrogent sur la rentabilité des entreprises nipponnes. Dans ce contexte, les investisseurs institutionnels se sont tenus à l'écart et ne sont intervenus ni dans un sens ni dans l'autre dans l'attente des résultats des sociétés pour l'exercice 1991 terminée en mars.

VALEURS	Cours de 20 mai	Cours de 21 mai
Agrimage	120	120
Agrochimie	170	170
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120
Alcatel	120	120

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4740	4715	Immo. Hérault	1140	1140
Armée Associée	281	267	Immo. Compteur	130	130
B.A.C.	80	88 10	IPRM	85	85
Banque Paribas	785	780	Loiret	78	78
Banque Paribas	502	500	Metro Comm.	205	205
Banque Paribas	238	238	Molay	178	178
C.A.I. de F. (C.C.I.)	755	750	Publi-Paris	519	519
Calsonic	351	351	Rhone-Alp. (S.)	328	328
Cardi	870	870	Select Invest (S.)	85 60	85 60
C.E.G.E.P.	175	175	Selco	310	310
C.F.P.I.	288	280	Sopra	320	320
C.N.L.M.	1200	1215	T.F.I.	485	481
Concorde	290	286	Thomson H. (S.)	427	427
Concorde	1218	1218	Unilog	250	255
Croche	190	182	Viel et Co.	713	715
Dauphin	289 70	285	Y. St-Laurent Group	874	871
Danone	1000	1010			
Danachy Worms Co.	370	370			
Develco	1084	1075			
Develco	185	185			
Dollon	120	115			
Edifone Belfort	185	185			
Europ. Propulsion	195	200			
France	110	110			
G.E.F. (group.Sun.)	105	105			
G.L.M.	372	375			
Genovaph	167	168			
Guinot	871	871			
L.C.C.	200	200			
Idemsa	95 60	95			

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 mai 1992

Nombre de contrats estimés : 98 258

COURS	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	108,24	109,85	109,26
Précédent	108,66	109,90	109,06

## Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 92	Sept. 92	Juin 92	Sept. 92
109	0.08	0.86	0.26	0.75

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	mai	juin	juillet
Dernier	2 043	2 034	2 032
Précédent	2 032	2 024	2 021

## CHANGES

Dollar : 5,4225 F ↑

Le dollar s'échangeait en hausse sur les marchés des changes européens et japonais, dans des transactions calmes. A Paris, la devise américaine a coté au fixing 5,4225 francs contre 5,3690 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCOFORT	20 mai	21 mai
Dollar (en DM)	1,5962	1,6127
TOKYO	20 mai	21 mai
Dollar (en yen)	129,22	129,41

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (21 mai)	9 13/16 - 9 15/16
New-York (20 mai)	3 3/4 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	117,38	117,80
Valeurs étrangères	106,60	107,20
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	593,38	597,24
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 033,13	2 030,34

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	3 398	3 393,85
LOWRIS (indice de Financial Times)		
100 valeurs	2 700,60	2 711,90
30 valeurs	2 129,50	2 147,50
Mixte d'or	112	111,90
Fonds d'Etat	89,21	89,37

FRANCOFORT

Dax	1 763,26	1 787,50
-----	----------	----------

TOKYO

Nikkei Dow Jones	18 691,29	18 691,29
Indice général	1 394,51	1 391,32

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

E-U	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	6,4690	6,4110	6,4692	6,4692
Yen (100)	4,1623	4,1632	4,2118	4,2118
Yen (100)	6,0800	6,0910	6,0819	6,0809
Deutschmark	3,3628	3,3633	3,3637	3,3635
Franc suisse	3,6551	3,6550	3,6726	3,6700
Lire italienne (1000)	4,4680	4,4700	4,4424	4,4472
Livre sterling	9,8725	9,8705	9,8705	9,8705
Peseta (100)	5,3790	5,3846	5,3451	5,3454

## TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

E-U	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	3 11/16	3 13/16	3 3/4	3 7/8	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	4 5/8	4 3/4	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
Yen (100)	9 1/2	9 5/8	9 9/16	9 11/16	9 5/8	9 3/4
Deutschmark	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16
Franc suisse	12	12 1/4	12	12 1/4	12	12 1/4
Lire italienne (1000)	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16
Livre sterling	12 3/16	12 5/16	12 1/16	12 5/16	12 1/16	12 5/16
Peseta (100)	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Club Med** FRF 160 000 000

Financement en Crédit-Bail d'un Village de Vacances à BORA BORA (Polynésie Française)

Locataire

Société Polynésienne des Villages de Vacances (filiale du CLUB MÉDITERRANÉE S.A.)

Bailleur

G.I.E. BORA BORA BAIL

Partenaires financiers

BNP Intercontinentale

Union Industrielle de Crédit

Crédit Local de France

Crédit Agricole de Haute Normandie

BNP Guyane

Assurance et Agent

BNP Intercontinentale

**BNPI**

## TABLES D'AFFAIRES

**DÉJEUNERS RIVE DROITE**

FLORA DANICA 43-59-20-41 Jeudi 22 mai VUE AGRÉABLE SUR JARDIN. Spéc. DANOISES et SCANDINAVES. 142, Champs-Élysées T.1.1. SAUMON mariné à l'aneth. CANARD sauté, MIGNONS de RENNE au vinaigre de pin.

**Le Monde - RTL**

**ENTREPRISES** à 22h15 sur RTL

Jeu 21 mai Joseph Ballé, président de la confédération française de la coopération agricole

Vend 22 mai Patrick Ricard, PDG de Pernod Ricard.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 21 MAI

Règlement mensuel										Règlement mensuel										Règlement mensuel									
Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
4770	CANEX S.P.	4760	4770	4780	+0.82	4770	4770	4780	4790	4800	+0.82	4770	4770	4780	4790	4800	+0.82	4770	4770	4780	4790	4800	+0.82	4770	4770	4780	4790	4800	+0.82
915	CAI S.P.	910	915	920	+0.55	915	915	920	925	930	+0.55	915	915	920	925	930	+0.55	915	915	920	925	930	+0.55	915	915	920	925	930	+0.55
500	C.O.Lyon, T.P.	500	500	500	-	500	500	500	500	500	-	500	500	500	500	500	-	500	500	500	500	500	-	500	500	500	500	500	-
1890	CHATELAIN S.P.	1890	1890	1890	-	1890	1890	1890	1890	1890	-	1890	1890	1890	1890	1890	-	1890	1890	1890	1890	1890	-	1890	1890	1890	1890	1890	-
1188	CHATELAIN S.P.	1188	1188	1188	-	1188	1188	1188	1188	1188	-	1188	1188	1188	1188	1188	-	1188	1188	1188	1188	1188	-	1188	1188	1188	1188	1188	-
780	CHATELAIN S.P.	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-
880	CHATELAIN S.P.	880	880	880	-	880	880	880	880	880	-	880	880	880	880	880	-	880	880	880	880	880	-	880	880	880	880	880	-
130	CHATELAIN S.P.	130	130	130	-	130	130	130	130	130	-	130	130	130	130	130	-	130	130	130	130	130	-	130	130	130	130	130	-
780	CHATELAIN S.P.	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-	780	780	780	780	780	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P.	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-	140	140	140	140	140	-
140	CHATELAIN S.P																												

**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours prec.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prée incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prée incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prée incl.	Rachet net
Etrangères											
A.G.	701		Action	210 16	204 54	France	593 38	468 80	Prévoy. Econom.	110 02	108 93
Am H Soc.	108 60	112 80	Approprié	940 21	804 03	France Ports	109 38	106 10	PIV Association	29347 82	29347 62
Am. Assurances	255 60		Avalog	7241 33	6662 82	France Ports	1249 98	1213 48	Profrance	103 81	99 08
Am. Ind.	605		Avalog	265273 39	265273 39	France Ports	35 16	35 16	Quint.	138 28	135 08
Am. Ind.	605		Avalog	693 86	693 86	France Ports	41 94	41 22	Rabot.	828 67	812 42
Am. Ind.	605		Avalog	7185 37	7185 37	France Ports	235 95	232 44	Rabot.	106 77	106 38
Am. Ind.	605		Avalog	1030 93	1030 93	France Ports	869 58	866 18	Rabot.	5286 76	5234 42
Am. Ind.	605		Avalog	317 76	317 76	France Ports	937 78	914 82	Rabot.	1138 36	1121 57
Am. Ind.	605		Avalog	1174 80	1140 58	France Ports	14778 27	14704 75	Rabot.	1010 77	971 38
Am. Ind.	605		Avalog	1732 46	1689 46	France Ports	173 86	169 98	Rabot.	11188 79	11134 12
Am. Ind.	605		Avalog	171 85	164 28	France Ports	1289 80	1232 52	Rabot.	231 80	228 20
Am. Ind.	605		Avalog	7952 28	7952 28	France Ports	13985 62	13985 62	Rabot.	757 12	760 97
Am. Ind.	605		Avalog	988 57	946	France Ports	1463 80	1463 80	Rabot.	595 76	548 58
Am. Ind.	605		Avalog	133 95	128 18	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	544 58	515 65
Am. Ind.	605		Avalog	118 21	113 12	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	14814 64	14814 24
Am. Ind.	605		Avalog	126 67	121 12	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1737 24	1737 24
Am. Ind.	605		Avalog	141 62	136 71	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1278 20	1258 62
Am. Ind.	605		Avalog	159 70	150 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1387 33	1387 33
Am. Ind.	605		Avalog	127 69	122 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	111 72	100 73
Am. Ind.	605		Avalog	1045 07	1027 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1638 94	1638 94
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	654 58	645 58
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	1277 46	1257 46	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1404 18	1340 71
Am. Ind.	605		Avalog	98 14	95 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	738 82	717 10
Am. Ind.	605		Avalog	132 69	127 10	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	407 88	396 97
Am. Ind.	605		Avalog	105 07	102 52	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	224 54	220 14
Am. Ind.	605		Avalog	6275 03	6288 78	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	445 08	433 17
Am. Ind.	605		Avalog	6402 11	6276 58	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1128 80	1124 01
Am. Ind.	605		Avalog	1310 51	1281 14	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1189 95	1136 23
Am. Ind.	605		Avalog	1330 10	1287 80	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	316 78	309 51
Am. Ind.	605		Avalog	3469 48	3491 24	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	1224 74	1200 73
Am. Ind.	605		Avalog	362 85	355 83	France Ports	103096 24	103096 24	Rabot.	455 17	455 17
Am. Ind.	605		Avalog	470 11	458 48	France Ports	10				

## PUBLICITÉ

## FINANCIÈRE

## Renseignements

**46-62-72-67**

Cote des Changes	

STANDARD OFFICIAL	COUS PAIRS	COUS 21/5
Etats Unis (11 usd).....	0 369	5 422
Belgique (100 fr).....	6 907	6 307
Allemagne (100 dm).....	330 430	336 250
Belgique (100 fr).....	10 340	280 670
Pays-Bas (100 fl).....	298 780	298 250
Suisse (100 fr).....	4 468	4 464
Danemark (100 kr).....	87 040	87 116
Gr. Bretagne (1 L).....	8 852	8 857
Grèce (100 drachmes).....	2 520	2 527
Italie (100 L).....	366 410	360 900
Suède (100 kr).....	33 370	33 400
Norvège (100 kr).....	87 228	87 200
Portugal (100 esc).....	40 228	47 754
Espagne (100 pes).....	5 037	5 034
France (100 esc).....	4 461	4 460
Canada (1 \$ can).....	4 461	4 536
Japon (100 yen).....	4 148	

Marché libre de	
MONNAIES	COURS

achat	vente	MURVA ET DEVISES	préc.
5 1	5 6	Or fin (kilo en barre)...	68500
328	348	Or fin (en lingot)...	58650
15 6	18 8	Napoleon (200)...	332
288	308	Pièce Fr 110 n°...	386
6 2	6 7	Pièce Suisse (200 fr.)...	335
93	91 2	Pièce Latine (200 fr.)...	437
2 5	3 2	Souverain...	2000
363	37	Pièce 20 dollars...	945
88	49 0	Pièce 10 dollars...	695
82	5 7	Pièce 50 pesetas...	2166
48 5	4 8	Pièce 10 florins...	341
5 5	4 7		
3 3	4 2		
48			

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu



## NOMINATIONS

**M. Chapuisat**  
directeur de l'information  
au ministère  
de l'éducation nationale

M. Louis-Jérôme Chapuisat, recteur de l'académie d'Amiens, a été nommé, mercredi 20 mai, directeur de l'information et de la communication du ministère de l'éducation nationale et de la culture en remplacement de M. Maryse Quéré.

[Né le 16 mars 1943 à Marseille, M. Chapuisat est agrégé de droit et de sciences politiques, spécialiste du droit immobilier et de l'administration locale. Maître-assistant à l'université de Paris-II de 1973 à 1979, chargé d'enseignement à Aix-Marseille de 1979 à 1981, il est nommé professeur à l'université de Saint-Etienne jusqu'en 1983. Il est ensuite professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Le 31 janvier 1990, il est nommé recteur de l'académie d'Amiens. Recteur en chef de la revue spécialisée, *Journal juridique administratif*, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le droit de l'urbanisme et les pratiques locales. Il est titulaire de la chaire de droit immobilier à l'Institut de la construction et de l'habitat (I.C.H.).]

**M. Renversez**  
recteur  
de l'académie d'Amiens

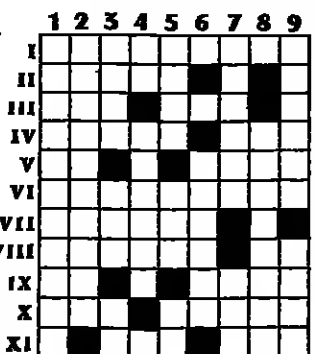
M. François Renversez, née Baudinet, a été nommé, mercredi 20 mai, en conseil des ministres, recteur de l'académie d'Amiens, en remplacement de M. Louis-Jérôme Chapuisat.

[Né le 12 octobre 1933 à Lille, M. Renversez est professeur de sciences économiques à l'université de Paris-X Nanterre. Diplômé de l'Institut de sciences politiques de Paris, docteur d'état en sciences économiques, il est agrégé de droit et de sciences économiques. En 1985, elle prend la direction des troisième cycles de sciences économiques de l'université de Paris-X. En 1990, elle est nommée directrice de l'école doctorale «analyse et techniques économiques avancées». M. Renversez est l'auteur d'ouvrages et d'articles économiques.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde SANS VISA**

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5785



HORIZONTALEMENT

I. Permet d'utiliser des économies de bouts de chandelles.  
II. Tache verte sur fond jaune.  
III. Fleuve. Fit, an famille, un voyage neautique dont on ne connaît que le point terminal.  
IV. Unle au tonnelier. Finit par s'inciner devant celle qui l'a nourri.  
V. Durée. Demandée en vue d'un engagement théoriquement définitif.  
VI. Difficile à pénétrer.  
VII. Doivent être rendues quand on a prêté quelque chose.  
VIII. Anciens prétextes à réjouissances. Partie de loto.  
IX. Participe. Fait le vide autour de lui quand il commence à cracher.

X. Revient périodiquement. Le silence n'y est pas exigé quand on taume.  
XI. Distribution de dragées. Certificat de travail.

VERTICALEMENT

I. Donnent du boulot à ceux qui en cherchent.  
II. Enlèverait une gamiture de cheminée.  
III. Fugue. Reçoit ceux qui ne font que passer. Conjonction.  
IV. Etalon. Sont plus ou moins claires.  
V. Point de suspension. Gradé. A été de nombreux archéologues.  
VI. Sacrifices librement consentis.  
VII. Essence. Signe particulier.  
VIII. Appuya. - 8. Balaie tout sur son passage. Était nettement insuffisant pour la plus modeste des chinoises.

Solution du problème n° 5784

Horizontalement

I. Enveloppe. - II. Viager. AI. - III. Léna. Va. - IV. Lel. Do. - V. Tel. Thals. - VI. Arabia. S.A. - VII. Nevrees. - VIII. Richesses. - IX. Ere. Et. - X. Serein. - XI. Ana. Merot.

Verticalement

I. Eventaire. - 2. Ni. Er. Irun. - 3. Vallence. - 4. Egée. Bahl. - 5. Lénine. E.M. - 6. Ora. Hersera. - 7. De. Ester. - 8. Pavlois. lo. - 9. Ele. Sassent.

GUY BROUTY

**STERN**  
GRAVEUR  
depuis 1841

Chevalières armées  
Cartes de visite

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas  
Tél. : 47.36.94-45.88.45

REPRODUCTION INTERDITE

**Le Monde**  
L'IMMOBILIER

appartements ventes

2<sup>e</sup> arrdt

MÉTRO BOURSE

SEAU 2 PÈCES, Cuis., w.-c., bain, Salle, gardien, diplôme, Police, charge, 450 000 F. CREDIT. 43-70-04-84.

11<sup>e</sup> arrdt

BASTILLE (près métro)

BEI, IMMA, 2 PÈCES, cuis., w.-c., bain, Sur rue et cour, sec., diplôme, 640 000 F. CREDIT. 43-70-04-84.

14<sup>e</sup> arrdt

Vue sacrée, JARDIN MONTROUS, imm. n° 34 P. Terrasse, bon, 1 150 000 F. 43-25-97-18.

17<sup>e</sup> arrdt

TERNES, STUDIO

VUE PANORAMIQUE, 3<sup>e</sup> arrdt, CUIS., TERRASSE 10 m<sup>2</sup>, 750 000 F. 43-04-54-48.

18<sup>e</sup> arrdt

MÉTRO ABESSES

STUDIO, Cuisine, Petite terrasse, 2<sup>e</sup> étage, 210 000 F. 43-04-35-35.

19<sup>e</sup> arrdt

MÉTRO RIQUET

Imm. rev. 2<sup>e</sup> étage, Cuis., salle d'eau, w.-c., asc., 320 000 F. 43-04-35-35.

20<sup>e</sup> arrdt

CAMPAGNE A PARIS

Place Octave-Chambre Imm. bourgeoise, SEAU 2 PÈCES 1/2 rue, CUIS., TOUT COMPT., sec. 695 000 F. 43-04-35-35.

91 - Essonne

VERMOREL-LE-RUSSON (91)

URGENTE départ, grde Antony, 4 P., 75 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> de, ann. sac. dans parc boisé, 840. 3 ch., loggia, cave, par. Toutes commodités à prox. 890 000 F. 01-11-66-82.

94

Val-de-Marne

FONTEY-VALLE

Dans m. 10 m. REN LOFT, poss. 4.5 P. 10 000 F le m<sup>2</sup> Pysable : 42-65-11-80.

## CARNET DU Monde

Naissances

Bernadette BLANCHON, Pierre CAILLOT et Jules, sont heureux d'annoncer la naissance de

Ferdinand,

le 22 avril 1992, à Suresnes, 20, passage des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

Décès

M. et M<sup>me</sup> Pierre Coccadi-Pavard, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Coccadi et leurs enfants,

M<sup>me</sup> Joseph CECALDI, née Yvonne Paris,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

sont décédés le 11 mai 1992, dans sa centième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

14, rue de l'Athévouir, 91410 Dourdan.

81, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Nous avons le regret de faire part du décès de

M<sup>me</sup> veuve Georges CHARPENTIER, née Jeanne Meersseman,

décédée le 18 mai 1992.

Nous rappelons à votre souvenir,

M. Georges CHARPENTIER, décédé le 10 mai 1986.

Elle sera inhumée au cimetière de Tassin-la-Demi-Lune (Rhône).

De la part de ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

**CARNET DU MONDE**  
Renseignements : 40-65-29-94  
Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 96 F  
Abonnés et actionnaires : 85 F  
Communications diverses : 100 F  
Thèmes étudiants : 55 F

Après la publication dans le Monde du 22 avril d'une chronique de Bertrand Poirot-Delpech, nous avons reçu M<sup>me</sup> Suzanne Bardeche, sœur de Robert Brasillach, la lettre suivante :

M. Bertrand Poirot-Delpech écrit : « C'est Laval qui recommande à la police française (4 juillet 1942) d'embarrer aussi les enfants lors des rafles. « N'oubliez pas les petits ! » insistait Brasillach... »

La phrase citée qu'a écrite mon frère, en septembre 1942, dans un contexte bien particulier, a un tout autre sens. En effet, à cette époque, Mgr Salgues, archevêque de Toulouse, favorable à la Résistance, avait fait des interventions publiques. A propos de l'une d'elles, mon frère Robert a écrit : « L'archevêque de Toulouse proteste contre les mesures prises envers les juifs apatrides en zone non occupée et accuse le gouvernement du maréchal de suivre des inspirations étrangères. Il parle de brutalités et de séparations que nous sommes tous prêts à ne pas approuver... »

Ceux qui ont vécu les années de l'Occupation comprennent, en lisant ces lignes, que mon frère Robert Brasillach blâme les brutalités et surtout les séparations qui étaient imposées aux familles et qu'il s'associe ainsi à une démarche entreprise par Mgr Salgues pour éviter d'ajouter à la souffrance du transport collectif.

La suite de la phrase citée, si brutale en apparence, confirme cette interprétation. Quand Robert Brasillach continue en écrivant immédiatement après : « Car il faut se séparer des juifs en bloc et ne pas garder de petits, l'humanité est ici d'accord avec la sagesse... » C'est le mot d'humanité qui compte et non pas l'expression qu'on met en relief aujourd'hui : « Ne pas garder les petits. »

L'interprétation qu'en donne M. Bertrand Poirot-Delpech est entièrement fautive et, réduite de son contexte, signifie exactement le contraire de ce que mon frère voulait dire.

J'ajouterais qu'à cette époque (septembre 1942), mon frère, comme pratiquement tous les Français, ignorait totalement le sort réservé aux familles juives et l'existence même des camps de concentration.

Le président de France Télécom, Le directeur général Et l'ensemble du personnel, ont la douleur de faire part du décès de

Christian GAUDILLIÈRE,

le 25 avril 1992, en sa trente-deuxième année.

L'inhumation a lieu le 21 mai 1992, à 15 h 30, au cimetière de Paris-Pantin.

Le président de France Télécom, Le directeur général Et l'ensemble du personnel, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe MÉRIC,

survenu le samedi 16 mai 1992, à la suite d'une agression commise au métro Ellice, alors qu'il se portait au secours d'une jeune fille brutalisée.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 21 mai, en l'église de Saint-Haon-le-Châtel (près de Roanne, Loire).

On nous prie d'annoncer la mort de

Gérard ROSENTHAL,

survenu, à Castelnaud-Magosa, le 20 mai 1992.

- Lyon, Paris, L'Etrat.

M<sup>me</sup> André Dansette, M. et M<sup>me</sup> Patrick Dansette et leurs enfants, Christophe et Olivier, M. et M<sup>me</sup> Georges-Yves Dansette et leurs enfants, Lucie et Louis, Les docteurs Marie-Caroline Bayon-Dansette et Jacques Bayon et leurs enfants, Yves, Eric et Franck, M<sup>me</sup> Maurice Dansette, ses enfants et petits-enfants, Les familles Planquart, Vandoeux, Wertz, Faus, Bayon, Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André DANSETTE, ingénieur chimiste, docteur en sciences, pharmacien,

survenu le 19 mai 1992, dans sa quatre-vingt-septième année.

Cérémonie religieuse vendredi 22 mai, à 15 h 15, en l'église Notre-Dame du Bon-Secours, 1, place du Château, Lyon-3<sup>e</sup>, inhumation au cimetière communal de Bron, vers 16 h 15.

- Lyon.

Le conseil d'administration, La direction du groupe LIPHA, ont la tristesse de faire part du décès de

M. André DANSETTE, administrateur honoraire, cofondateur de la société.

Funérailles religieuses en l'église Notre-Dame du Bon-Secours, à Montchat, vendredi 22 mai, à 15 h 15.

- Lyon.

Le personnel du groupe LIPHA, a la tristesse de faire part du décès de

M. André DANSETTE, administrateur honoraire, cofondateur de la société.

Funérailles religieuses en l'église Notre-Dame du Bon-Secours, à Montchat, vendredi 22 mai, à 15 h 15.

- Vertou, Ile d'Yeu.

M<sup>me</sup> Janine Delumeau, son époux, Sylvie et Arnaud Vaillant, Sophie et Jean-Bernard Dubois, Véronique et Antoine Vaton, François et Florence Delumeau, ses enfants, ses petits-enfants, M. Marcel Delumeau, son père,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gilbert DELUMEAU,

survenu dans sa soixante-deuxième année.

Il a été inhumé, le mardi 19 mai 1992, au cimetière de Saint-Sauveur à l'Ile d'Yeu.

52, rue du Port-aux-Meules, 44120 Vertou.

On nous prie d'annoncer le décès du général de corps armée,

André DULAC,

grand officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite civil, médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 17 mai 1992.

Une cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 22 mai 1992, à 13 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

De la part des familles Riber, Jeanson, Dulac, de Bois Saint-Séverin, Lawson et Scaggs, ses enfants et petits-enfants.

14, place du Docteur-P. Michaux, 75016 Paris.

(Le Monde du 21 mai.)

- Sa famille et ses amis ont la douleur d'annoncer la mort brutale de

Christian GAUDILLIÈRE,

le 25 avril 1992, en sa trente-deuxième année.

L'inhumation a lieu le 21 mai 1992, à 15 h 30, au cimetière de Paris-Pantin.

Le président de France Télécom, Le directeur général Et l'ensemble du personnel, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe MÉRIC,

survenu le samedi 16 mai 1992, à la suite d'une agression commise au métro Ellice, alors qu'il se portait au secours d'une jeune fille brutalisée.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 21 mai, en l'église de Saint-Haon-le-Châtel (près de Roanne, Loire).

On nous prie d'annoncer la mort de

Gérard ROSENTHAL,

survenu, à Castelnaud-Magosa, le 20 mai 1992.

- Les dominicains de France et du Brésil.

Sa famille, Ses nombreux amis, vous invitent à la messe d'action de grâces qui sera célébrée par le Père Donato, le mardi 2 juin, à 19 heures, en l'église du couvent dominicain de Paris-17<sup>e</sup>, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à la mémoire du

Père Pierre SECONDI,

retourné vers le Seigneur au couvent de Rio-de-Janeiro, le 12 mai 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année et la soixante-deuxième année de son sacerdoce au Brésil.

- Laurence Tétard-Prevost et Patrick Prevost, ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges TÉTARD,

survenu à Orléans, le 15 mai 1992, dans sa soixante-dixième année.

38, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris.

**Erratum**

- On nous prie de rappeler le décès de

M. Charles JULIEN-LAFERRIÈRE.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 21 mai 1992, en l'église Saint-Ferdinand des Terres.

**Remerciements**

- Hélène Dahan et ses enfants, remercient tous ceux qui ont témoigné leur amitié pour

Alain DAHAN,

décédé le 13 mai 1992.

120, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

- Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous, M<sup>me</sup> Nguyen Manh Ha et ses enfants, remercient ceux et celles qui se sont associés à leur chagrin lors du décès de

Antoine NGUYEN MANH HA,

survenu le 4 mai 1992.

**Anniversaires**

- Il y a douze ans,

Liora,

nous fut enlevée parce que deux automobilistes avaient brûlé un feu rouge. Elle avait douze ans.

Sa famille et ses amis se retrouveront au cimetière de Paulin, entrée principale, le 1<sup>er</sup> juin 1992, à 14 h 30.

Familles Cicourel et Wiener.

**Communications diverses**

- Assemblée générale extraordinaire : les adhérents de SILC (Séjours internationaux linguistiques et culturels) sont conviés à une assemblée générale au siège de l'association, 32, rempart de l'Est, 76022 Angoulême Cedex, le vendredi 22 mai, à 17 h 30. Ordre du jour : définition des objectifs 1993 et questions diverses.

- IEP Lyon : anciens élèves, pour figurer dans le prochain annuaire, envoyez vos noms coordonnées et profession à l'Association des anciens, IEP, 1, rue Raoul, 69007 Lyon.

**Soutenances de thèses**

- Institut d'études politiques de Paris, le vendredi 22 mai 1992, à 17 heures, 224, boulevard Saint-Germain, Paris-7<sup>e</sup>, salle 3, 1<sup>er</sup> étage, M<sup>me</sup> Florence Colin : « Analyse économique théorique de la délinquance politique ». Thèse de doctorat en sciences économiques.

- Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), Catherine Collobert soutient sa thèse de doctorat : « La parole parémienne de l'ère et le temps », le mardi 26 mai 1992, à l'amphithéâtre du Centre Malher, à 14 h 30, 9, rue Malher, Paris-4.

- Christiane Lafite Carles soutient sa thèse de doctorat : « La côte colombienne des Carathes (1810-1830) », à l'université de Paris-X (Nanterre), le mercredi 27 mai 1992, à 14 h 30, bâtiment C, salle C. 24.

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
55 F la ligne H.T.

**Pompes Funèbres**  
Marbrerie

**CAHEN & C<sup>ie</sup>**

43-20-74-52

MINITEL par le 11

## MÉTÉOROLOGIE

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

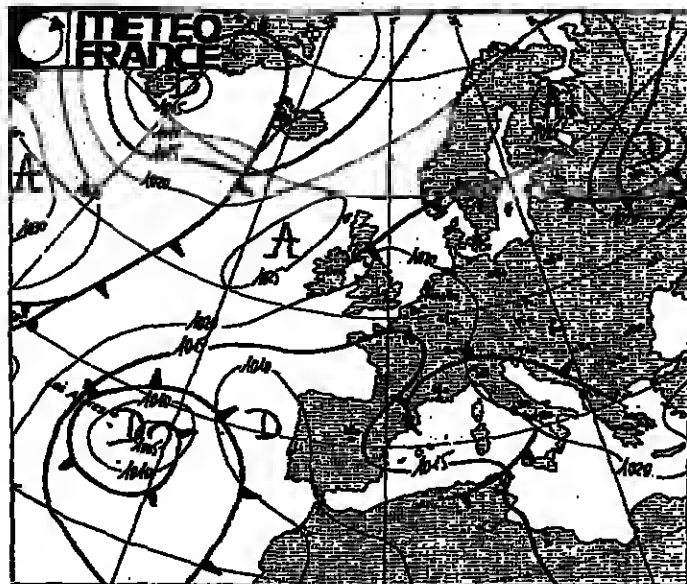
ÉTAT DU CIEL

ÉTAT DU CIEL

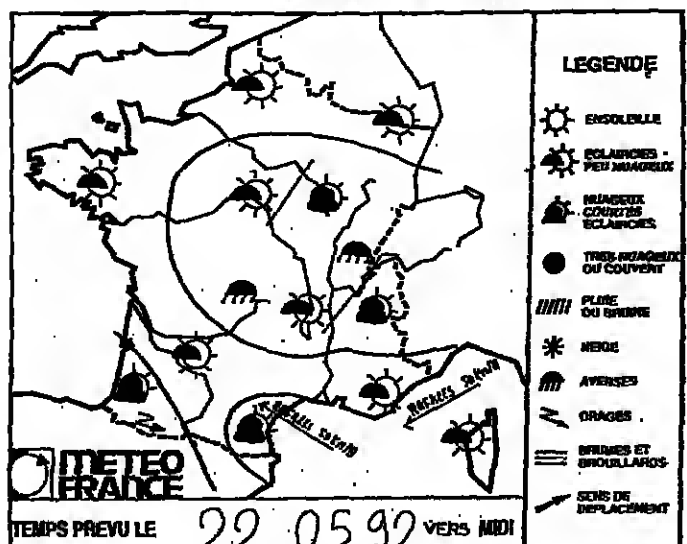


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1992



Vendredi : temps souvent lourd. Sur la région Rhône-Alpes, les Pyrénées, le Massif central, la Bourgogne, le Franche-Comté et le Centre, les nuages seront abondants, et donneront çà et là une averse, voire même un orage.

Sur le littoral méditerranéen, les pluies orageuses s'éclairciront dans la matinée, mais les nuages auront du mal à se dissiper.

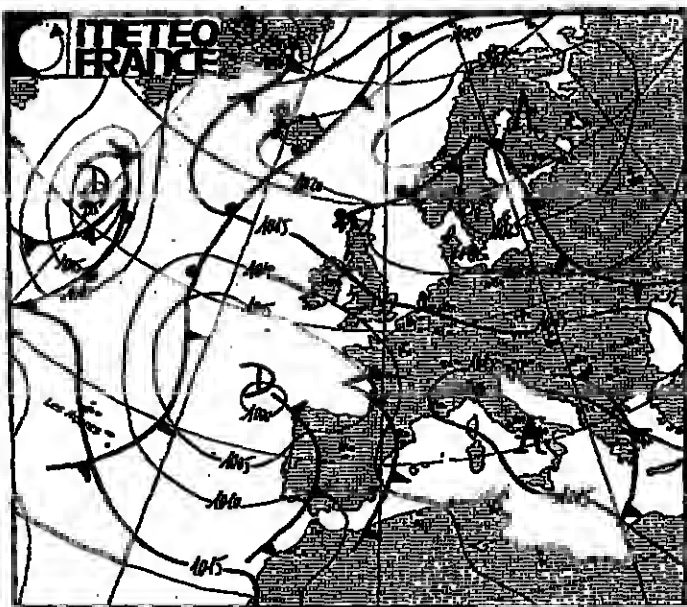
En Bretagne, en Normandie, en Pays de la Loire et en Ile-de-France, ce sera une journée ensoleillée, mais le temps pourra tourner à l'orage l'après-midi.

Seules les régions proches des frontières du Bénin, du Mali et du Burkina Faso devraient bénéficier d'une journée ensoleillée du matin jusqu'au soir.

Les températures ne changeront guère par rapport aux jours précédents : des minimales comprises entre 7 degrés et 10 degrés sur la moitié nord, entre 9 degrés et 12 degrés sur la moitié sud, et des maximales s'élevant entre 17 degrés et 22 degrés sur la région Rhône-Alpes, sur le Massif central, sur la Bourgogne, Franche-Comté ainsi que les côtes de la Manche, entre 22 degrés et 25 ailleurs.

Le vent d'est soufflera jusqu'à 60 kilomètres/heure en pointe sur la Côte d'Azur, et l'écart jusqu'à 50 kilomètres/heure ; ailleurs, le vent d'est soufflera plus modérément.

PRÉVISIONS POUR LE 23 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 20-5-1992 à 18 heures TUC et le 21-5-1992 à 8 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
AJACCIO 22 8 D	TOULOUSE 22 12 C	LUXEMBOURG 22 9 D
BIARRITZ 22 15 D	TOULOUSE 22 10 D	MADRID 27 11 C
BORDEAUX 24 16 P	POINTE-A-PITRE 31 25 D	MADRID 26 16 N
BOURGES 24 10 D		MEXICO 24 12 C
BREST 24 9 D	ALGER 25 16 D	MILAN 16 10 C
CAN 22 9 D	AMSTERDAM 25 12 D	MONTREAL 25 8 N
CHERBOURG 22 11 D	ATHENES 21 14 C	MOSCOW 22 6 D
CLEMENT-FR 25 11 D	BANGKOK 26 28 C	MADRID 24 2 D
DJIBOUTI 22 9 A	BARCELONE 19 14 C	NEW-YORK 24 9 D
GRENOBLE 17 10 C	BELGRADE 19 12 C	OSLO 23 7 N
LILLE 24 13 D	BELIN 25 11 D	PALMA-DE-MAJ 24 16 N
LIMOGES 20 10 N	BRUXELLES 24 12 D	PARIS 22 16 D
LYON 22 11 P	COPENHAGUE 21 9 D	RIO-DE-JANEIRO 22 16 D
MARSEILLE 21 12 P	DALAN 25 21 C	ROME 21 11 D
NANCY 22 6 D	DURBA 27 1 N	SINGAPOUR 24 27 C
NANTES 25 12 D	GENEVE 15 10 C	STOCKHOLM 24 11 C
NICE 20 13 C	HONGKONG 26 23 C	SYDNEY 18 12 A
PARIS-MONT 25 13 D	ISTANBUL 23 12 D	TOKYO 22 15 D
PAU 25 14 C	JERUSALEM 20 10 D	TUNIS 27 15 N
PERPIGNAN 19 14 D	LA CAPE 27 15 D	VARSOVIE 25 12 D
RENNES 20 10 D	LEBONNE 34 17 N	VENISE 19 10 D
ST-ETIENNE 21 9 P	LONDRES 27 11 D	VIENTIANE 19 10 D
STRASBOURG 25 9 P	LOS ANGELES 27 18 D	

A B C D N O P T \*

jeune jeune ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document fourni avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Autopromotion

TF 1 partait de TF 1. Quel plus beau sujet, plus digne d'intérêt pour TF 1 que TF 1 ? TF 1 ne court pas après l'audience, TF 1 est la source intarissable dont tout procède. Qui Jean-Pierre Foucault pouvait-il donc inviter à « Sacré soir » pour honorer les femmes ? Anne Sinclair, évidemment - et que l'émission soit sponsorisée par un fromage blanc maigre n'était rien à la lourde intention féministe.

Sourires, compliments, vous êtes merveilleuse, mais pas du tout, je suis si peu par rapport aux artistes et aux penseurs, etc. Après quoi, projection d'un petit film retraçant les riches heures de la vie d'Anne Sinclair (Anne à trois

ens, avec Mère Teresa, avec Chancel, à « Questions à domicile », à 47 sur 74. Et qui donc, d'une chaude voix de pater familial, commentait la rétrospective ? Etienne Mougeotte, évidemment, directeur d'antenne de TF 1.

On s'autorise à suggérer un prolongement : la semaine prochaine, TF 1 pourrait demander à Patrick Le Lay un commentaire sur le commentaire d'Etienne Mougeotte. Ah, et puis tant qu'on y est : on aimerait tant une photo, une seule, de Francis Bouygues à trois ans !

On s'en amuse, mais c'est pour pas en soupirer une fois encore. La première chaîne du pays est-elle donc devenue cette citadelle de lumière écrasant les

ténébres, ne montrant qu'elle-même, n'admettant qu'elle-même, attendant au seul spectacle de sa propre gloire ? La vue de ces incestes en sucres glaces évoquait irrésistiblement les derniers plans du superbe film de Bertrand Tavernier, *Que la fête commence*, consacré à la Régence, et tout en menus, insouciance, dérisoires intrigues de cour. Jusqu'à l'irruption finale des faces hirsutes, hagardes, stupéfaites des paysans, annonciatrices de la fin d'un univers. C'est cela, aujourd'hui, la télé. Un tourbillon de fêtes au bord du gouffre, alors que grondant mille orages.

A propos de femmes, au même moment, Catherine Tasca, ministre

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à évaluer ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 21 mai

- TF 1**
- 20.50 Série : Navarro. Le Dernier Casse.
- 22.30 Magazine : Le Droit de savoir. Voyage à l'intérieur du Front national. Invité : Jean-Marie Le Pen.
- 23.35 Journal et Météo.
- 23.45 Le Débat.
- 0.15 Documentaire : Nomenklatura.
- A 2**
- 20.55 ► Magazine : Envoyé spécial. Nigel Kennedy : La Prison pour baroque ; Guy Forget.
- 22.20 Cinéma : Eclair de lune. Film américain de Norman Jewison (1987). Avec Cher, Nicolas Cage, Vincent Gardenia. Magazine : Merci et encore Bravo.
- 0.05 Cinéma : 1.2.3. Thésée.
- 1.10 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Cinéma : Fenêtre sur cour. Film américain d'Alfred Hitchcock (1954). Avec James Stewart, Grace Kelly.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.00 Cinéma : Tom Jones. Film britannique de Tony Richardson (1962). Avec Albert Finney, Susannah York, Hugh Griffith.
- M 6**
- 20.40 Cinéma : Quand l'inspecteur s'emmêle. Film américain de Blake Edwards (1964). Avec Peter Sellers, Elke Sommer, George Segal.
- 22.30 Téléfilm : Grand-mère est amoureuse. Six minutes d'informations.
- LA SEPT**
- 20.50 Informations : Dépêches.
- 20.55 Magazine : Carnets d'Europe.

- 21.00 Magazine : Mégamix.
- 21.50 Informations : Dépêches.
- 21.55 Magazine : Objectif amateur. La fin de l'année : l'enfant.
- 22.50 Informations : Dépêches.
- 22.55 Documentaire : Les Musiques noires en Afrique du Sud.
- 23.50 Informations : Dépêches.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique : La Résurrection de Lazare, de Gérard François.
- 21.30 Profils perdus, Maurice-Edgar Coindreau, traducteur.
- 22.40 Les Nuits-magiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Variations concertantes pour orchestre, de Gershwin ; Concerto pour piano et orchestre en sol mineur op. 33, de Dvorak ; Fantaisie symphonique en sol majeur op. 16, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Jesus Lopez-Cobos.
- 23.10 Ainsi la nuit... Œuvres de Grieg, Sibelius.
- 0.30 Dépêche-photos.
- 0.35 L'Heure bleue.

## Vendredi 22 mai

- TF 1**
- 13.35 Feuilletton : Les Faux de l'amour.
- 14.35 Feuilletton : Côte Ouest.
- 15.30 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 16.30 Club Dorothée.
- 17.25 Série : Parker Lewis ne perd jamais.
- 17.55 Série : Hélène et les garçons.
- 18.25 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilletton : Santa Barbara.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 20.00 Journal et Météo et Tapie vert.
- 20.45 Variétés : Tous à la Une. Emission présentée par Patrick Sabatier.
- 22.40 Magazine : Si on se disait tout.
- 23.45 Divertissement : Arthur, émission impossible. Présenté par Arthur.
- 0.50 Journal et Météo.
- A 2**
- 13.45 Série : Les Cinq Dernières Minutes.
- 15.20 Variétés : La Chances aux chansons.
- 16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 16.25 Magazine : Défendez-vous.
- 16.50 Magazine : Giga.
- 18.25 Série : Magnum.
- 18.15 Divertissement : Caméras indiscrettes.
- 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Jeu : La Piste de Xapatan. Présenté par Robert Davi.
- 22.10 Divertissement : Rire A2. Bande de nases.
- 23.10 Magazine : Lumière. Spécial photos.
- 23.40 Cinéma : Bob le flambeur. Film français de Jean-Pierre Melville (1955). Avec Roger Duchesne, Daniel Cauchy, Guy Decimbe.
- 1.20 Journal et Météo.
- FR 3**
- 13.40 Série : La Grande Aventure de James O'neil.
- 14.30 Magazine : Pégase.
- 15.30 Série : La Grande Vallée.
- 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
- 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 19.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Un livre, un jour. La Scour de Tchekhov, de W. D. Wetherell.
- 20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thelasse. Parodie fragile, de Claude Calixot.
- 21.40 Magazine : Caractères. Les caractères du mois. Invités : J.-M. G. Le Clezio (Belle époque), Annie Cohen (Histoire d'un portrait), Didier Dacot (Lewis et Alice), Tilmann Spengler (Le Carreau de Lénine).
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine : Musicales.
- 0.05 ► Océaniques.
- Appel de personne à personne, création de

François Billeloux et Roger Pic, avec Chantal Mermat.

1.20 Musique : Mélomanuit.

## CANAL PLUS

- 13.35 Cinéma : La Guerre des Rose. Film américain de Danny De Vito (1989). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny De Vito.
- 15.30 Magazine : 24 heures. D'Hervé Chabrier, Erik Gilbert et Claude Chelli.
- 16.25 Cinéma : Vacances très mouvementées. Film américain de Howard Deutch (1988). Avec Dan Aykroyd, John Candy, Annette Bening.
- 18.00 Canaille peluche. James Bond Junior.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas, Antoine de Caunes et Jérôme Bonaldi.
- 20.30 Téléfilm : L'Affaire Howard Beach. De Dick Lowry, avec Daniel J. Travanti, William Daniels.
- 22.00 ► Documentaire : Models, the Film. De Peter Lindbergh.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.55 Le Journal du cinéma.
- 23.00 Cinéma : Pour Sacha. Film français d'Alexandre Arcady (1990). Avec Sophie Marceau, Richard Berry, Fabien Oricr.
- 0.50 Cinéma : Air America. Film américain de Roger Spottiswoode (1990). Avec Mel Gibson, Robert Downey Jr, Nancy Travis (u.s.).
- 2.40 Cinéma : Schizo Dream. Film canadien de Sander Stem (1988). Avec David Hewlett, Cyndy Preston, John Ferguson.
- 4.20 Cinéma : La Vent de la Toussaint. Film français de Gilles Béhat (1989). Avec Etienne Chicot.
- 6.10 Documentaire : La Birmanie, secrets d'un pays.

## M 6

- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : L'Homme de fer.
- 14.40 Série : Destination danger.
- 16.15 Musique : Les Starclips.
- 16.45 Jeu : Zygomusic.
- 17.15 Magazine : Zygomachine.
- 17.35 Série : Ohara.
- 18.30 Série : Vic Daniels.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo. M 6 Finances.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Capital.

- 20.40 Série : Equalizer. L'Affaire Chrysalis, de Tony Wharmby, avec Edward Woodward, Melissa Anderson.
- 22.25 Série : Mission impossible, vingt ans après.
- 23.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
- 23.50 Capital.
- 0.15 Six minutes d'informations.
- 0.20 Musique : Les Starclips.
- 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 16.55 Concert. Symphonie n° 2, de Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir. Semyon Bychkov.
- 18.25 Danse : Aerob. Chorégraphie de Trische Brown.
- 18.55 Informations : Dépêches.
- 19.00 Magazine : Dissensus. Proposé par Olivier Duhameil et Luc Ferry. Les écologistes sont-ils toxiques ? Invité : Alain Richard et Antoine Wechsler.
- 19.55 Informations : Dépêches.
- 20.00 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor.
- 20.05 Documentaire : Grand reporter. De François Porcile. 3. La passion de la découverte.
- 20.50 Informations : Dépêches.
- 20.55 Magazine : Carnets d'Europe.
- 21.00 Téléfilm : Sitting in Limbo. De John N. Smith, avec Pat Dillon, Fabien Gibbs.
- 22.30 Informations : Dépêches.
- 22.35 Téléfilm : L'Ecrou. De Jean-Pierre Védal, avec Jacques Vogel, Henri Goues.
- 23.35 Informations : Dépêches.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. La Ville de Lourdes.
- 21.30 Musique : Black and Blue. Stan Getz : dernier disque.
- 22.40 Les Nuits magiques. Scènes de pouvoir. 4. Un pays dans l'image.
- 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque... notre collaborateur Edwy Plenel.
- 0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Avant-Concert.
- 20.30 Concert (donné le 29 septembre 1991 à Saratuck) : Concerto pour violon et orchestre, de Skowronowski ; Symphonie n° 7 en mi majeur A 109, de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Saratuck, dir. Stanislaw Skowronowski.
- 23.10 Jazz-club. Par Claude Camère et Jean Dalmès. En direct du Petit Opéra à Paris : le Quintette du contrebassiste Jean Bandy avec Stéphane Belmondo, trompette, Richie Perry, saxophone, Béni Louson, piano, Philippe Soirat, batterie.
- 1.00 Les Voix de la nuit.



La préparation du congrès du PS

Les fabiusiens et les jospinistes se sont entendus pour conserver le système des courants

L'accord n'est fait, mercredi 20 mai, à la direction du Parti socialiste, sur la réforme des statuts que devra adopter le congrès réuni en juillet prochain à Bordeaux, les fabiusiens et les jospinistes étant convenus de conserver la règle proportionnelle qui régit la composition des organes dirigeants. Le projet de programme, soumis lui aussi au comité directeur les 23 et 24 mai, a été approuvé sous réserve d'ultimes modifications.

M. Daniel Vaillant, responsable des fédérations au secrétariat national du PS et président de la commission chargée de préparer la réforme des statuts du parti, a déclaré que le congrès de Bordeaux, en juillet prochain, est satisfait. Il est parvenu, en effet, à obtenir l'accord de presque tous les courants - Socialisme et République, celui de M. Jean-Pierre Chevènement, réservant sa réponse jusqu'à la fin de la semaine - sur un texte intitulé : «Redynamiser le Parti socialiste, qui conserve l'essentiel des règles de fonctionnement en vigueur depuis le congrès d'Épinay-sur-Seine, en 1971.

Ce résultat n'était pas garanti, une alliance des fabiusiens et des rocardiens se dessinant initialement pour utiliser le thème de la «rénovation» afin de faire prévaloir une logique majoritaire dans les règles de désignation des instances dirigeantes du PS. La critique du système des courants étant devenue le pont-aux-ânes des socialistes depuis le funeste congrès de Rennes, en mars 1990, le changement de premier secrétaire, en janvier dernier, et la sanction des élections régionales et cantonales de mars affaiblissent l'occasion d'un petit coup d'État. Il aurait consisté à faire adopter par une majorité rocardienne et fabiusienne, au congrès de Bordeaux, de nouveaux statuts, ceux-là mêmes que le parti socialiste avait dressés les amis de M. Lionel Jospin et ceux de M. Chevènement, réformant les modes d'élection du

comité directeur national et des premiers secrétaires fédéraux. Accessoirement, les rocardiens souhaitaient, aussi, renforcer les structures régionales du PS et, surtout, confier aux instances nationales la désignation du candidat à l'élection présidentielle.

Le renouveau du secrétariat

Ces nouvelles règles ne se seraient appliquées qu'au prochain congrès ordinaire, prévu en décembre 1993, mais leur adoption en juillet aurait tracé une ligne de clivage au sein du parti et consolidé les positions de M. Michel Rocard et de ses amis, au travers de leur alliance avec M. Laurent Fabius. Or, le premier secrétaire n'a manifestement pas souhaité s'engager dans cette voie, qui l'aurait amené à s'inscrire davantage qu'il ne lui convient dans la stratégie présidentielle du «candidat virtuel». Les propositions auxquelles a abouti M. Vaillant, jospiniste, traduisent donc une conciliation avec M. Fabius, face à laquelle les rocardiens ont commencé dès mercredi, au bureau exécutif, à se présenter en modernisateurs contrariés, mais réagés. À partir de décembre 1993, par conséquent - si les militants entrent dans les propositions de la direction - le PS sera coopté par un conseil national de deux cent soixante et un membres, remplaçant

l'actuel comité directeur et comprenant, comme membres de droit, les cent deux premiers secrétaires fédéraux. À ceux-ci s'ajouteront cent cinquante-cinq membres élus sur les différentes motions, de telle sorte que cette instance reste proportionnellement représentative des suffrages recueillis par les motions auprès des militants. Le premier secrétaire sera élu par le congrès national, au scrutin secret à deux tours : les premiers secrétaires fédéraux se seront par le congrès départementaux, réunis pour une seconde session après le congrès national, également au scrutin secret à deux tours. Le conseil national, réuni quatre fois par an, comprendra des commissions permanentes et convoquées, deux fois par an, une convention nationale chargée de débattre et d'arrêter la politique du parti sur un thème précis.

La seule modification qui pourra s'appliquer dès le congrès de Bordeaux est le «resserrement» du secrétariat national, que M. Fabius aimerait réduire. Ce point provoque, donc, naturellement, une certaine inquiétude. C'est le seul. Pour le reste, l'accord s'est fait sur les futures règles de vie des socialistes, la mise au point de leur programme, profondément remanié par M. Michel Charzat après une première rédaction (le Monde du 16 mai), ne fait guère de difficultés.

PATRICK JARREAU

La création d'un établissement public pour les banlieues

Le plan du ministre de la ville est diversement apprécié

Les mesures que M. Bernard Tapie a fait adopter mercredi 20 mai par le conseil des ministres ont immédiatement suscité des réactions. Ainsi M. Pierre Carde, maire (PR) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines) et auteur d'un rapport sur la violence des jeunes (le Monde du 29 février), apprécie la création d'un établissement

public national chargé de réaménager les quartiers. «Si c'est pour assurer une cohésion nationale financière aux actions de l'État, dit-il, c'est bon. Mais ce qui m'inquiète, ce sont les orientations prises dans certaines cités où l'on détruit sans prévoir autre chose».

En revanche, M. Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, estime que les mesures de M. Tapie ne sont «ni un plan ni une politique, mais une collection d'idées et de trucs pour éviter un été chaud». M. Maurice Charrier, maire (PC) de Vaulx-en-Velin (Rhône), regrette que le plan du ministre de la ville ne prévoit rien sur l'engagement. M. Charrier réclame «une loi donnant aux maires de cités HLM la maîtrise de l'entretien des logements pour éviter les ghettos sociaux».

Du côté des associations, les commentateurs sont tout aussi contrastés. SOS-Racisme juge que «le plan banlieues ne peut qu'être utile tant sont importants les besoins de ces quartiers». Mais l'association française pour l'égalité des territoires (AFET) demande «plus qu'une addition de mesures qui agissent aux marges, un investissement massif de l'État pour réduire le chômage des jeunes et la ségrégation sociale des banlieues». Par contre France-Plus (Mouvement national des droits civiques), dont le secrétaire général est M. Mouloud Rezouali, «ne trouve que trois qualificatifs au plan Tapie : insuffisant dans le domaine de l'éducation, inapproprié car les appels du congrès de jeunes sans expérience, inefficace car les mesures répressives augmentent les tensions».

M. Aubry souhaite des négociations sur le travail de nuit des femmes

Plutôt que de commencer par modifier la loi sur le travail de nuit des femmes, le ministre du travail préfère voir se développer préalablement des négociations de branches. C'est ce qu'a expliqué M. Maurice Aubry devant l'Assemblée nationale, mercredi 20 mai, en appelant les partenaires sociaux à s'entendre sur des contreparties et des garanties comme la compensation salariale et la réduction de la durée du travail.

Un bilan de ces négociations sera fait «à l'automne», et, en fonction des résultats obtenus, il sera possible de vérifier si l'actuel avant-projet de loi «est un projet de loi équilibré qui peut répondre à deux objectifs : lutter contre la banalisation du travail de nuit et protéger les hommes et les femmes qui travaillent la nuit». «Nous sommes aujourd'hui dans une position de non-droit», a constaté M. Aubry.

Le financement des partis politiques

Le garde des sceaux demande aux procureurs d'agir avec «célérité» et «fermeté»

Conformément aux vœux du premier ministre, le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a décidé de «pousser les feux de la justice et du réajustement» contre la corruption dans le monde politique. Dans une dépêche adressée mercredi 20 mai aux trente-trois procureurs généraux, et relative au «traitement des procédures judiciaires liées au financement des partis politiques et des campagnes électorales», le ministre de la justice invite les magistrats placés sous son autorité à agir avec «célérité et fermeté dans le respect du secret de l'instruction».

«L'objet de ces instructions est d'inviter les procureurs généraux à veiller particulièrement à l'aboutissement rapide des procédures en cours, en distinguant clairement les situations relevant de pratiques irrégulières de financement des partis politiques de celles faisant apparaître un enrichissement personnel», précise la chancellerie dans un communiqué.

Une dizaine de parquets - ceux de Paris, Rennes, Lyon, Aix-en-Provence (pour Marseille), Montpellier, Bordeaux, Angers, Angoulême, Nancy, Metz - sont plus particulièrement concernés, des poursuites judiciaires étant déjà engagées. Les dossiers en cours, qui impliquent tout particulièrement des élus du PS, et d'autres appartenant au PC, à l'UDF et au RPR, ont pour noms : Urbas, SAGES, Trager, Gilco, Boucheron, les fausses factures de Taul et Nancy (Meurthe-et-Moselle), la Belle de Fleury (Aude), l'affaire Farjat à Perpignan (Pyrénées-Orientales), etc.

La démission entreprise mercredi par M. Vauzelle vise à «rétablir l'image d'intégrité du monde politique», ainsi qu'il nous le déclarait cette semaine (le Monde du 20 mai).

Le Sénat approuve l'ouverture partielle du capital des groupes publics d'assurances

La majorité sénatoriale a adopté ce premier jour, mercredi 20 mai, après l'avoir modifié, le projet de loi adaptant au marché unique européen la législation applicable en matière d'assurance et de crédit, présenté par M. Michel Sapin, ministre de l'Économie et des Finances. Les socialistes se sont abstenus et les communistes ont voté contre.

Les sénateurs de l'UDF et du RPR ont réservé un bon accueil à ce projet, qui permet à l'État de réduire sa participation dans le capital des assureurs publics, les AGF, le GAN et l'UAJ, de 75 % à au moins 50 %, et qui modifie le statut de la Caisse nationale de prévoyance, laquelle devient une société anonyme. M. Roger Châtelet (RNP, de Ind. Fants), rapporteur général du budget, a critiqué, toutefois, l'utilisation des fonds dérogés grâce à cette opération, estimant «qu'il ne s'agit en réalité que d'assurer le bon fonctionnement du budget de l'État».

Au cours de la discussion, les sénateurs ont supprimé une disposition, adoptée à l'Assemblée nationale, élargissant le champ d'intervention des institutions financières spécialisées (IFS) aux opérations de banque.

G. P.

Les capacités de l'Irak à se doter de l'arme nucléaire seraient estimées. - L'Irak n'aurait pas encore la capacité de se doter de l'arme nucléaire lors du déclenchement de la guerre du Golfe, ont affirmé des experts américains, dans un rapport confidentiel publié mercredi 20 mai par le New York Times. Bagdad avait besoin de trois années supplémentaires pour détenir cette arme. - (AP)

Un lionnel Hampton victime d'un malaise en concert. - Le célèbre musicien de jazz américain Lionel Hampton, âgé de soixante-dix-neuf ans, a été hospitalisé mercredi soir 20 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, après avoir dû interrompre, le soir d'un malaise, le concert qu'il donnait au Théâtre de Bobino. En début de matinée, jeudi, il a quitté le service des urgences pour être accueilli dans un autre service de l'hôpital.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Mal-heu-reux !

ATTENTION, là, aujourd'hui ! Pas question de me faire en équilibre instable dans une rame de métro ou au volant de votre bagnole devant un feu rouge, vous risqueriez de tomber, de piler, frappé, entre les deux yeux, par l'endosse et l'originalité de mon propos. Alors, tenez-vous bien : le monde est un village. Pour être honnête, elle n'est pas de moi, cette stupéfiante remarque. Elle ressort d'un sondage international, le premier du genre, entreprise dans une douzaine de pays industrialisés. En avant pour l'an 2000, dont CNN a révélé, ce matin même, les résultats.

Question : Est-ce que vous avez du mal à boucler vos fins de mois ? Réponse : Oui pour 83 % des Russes, 48 % des Français et 38 % des Allemands. Les autres ? Non, ça va très bien merci.

Question : Avez-vous l'impression que le nombre des pauvres et des sans-abri augmente de façon préoccupante ? 95 % des Américains, 93 % des Allemands et 91 % des Français s'en inquiètent en effet. Le taux de sollicitude témoignée ailleurs est apprécié.

remment trop bas pour être mentionné. Question : Votre environnement vous cause-t-il des soucis ? Les Espagnols (83 %), les Russes (78 %) et les Allemands (73 %) n'en dorment pas la nuit. A Singapour, où le chewing-gum est interdit et où un mégot jeté par terre vous jette en taule, de ce côté-là, pas de problème, on roule sur ses deux oreilles.

Malgré tout, un peu partout, en Grande-Bretagne surtout, on nage, en famille, vers le troisième millénaire, dans la félicité la plus complète. Sur la dos. Le due arawé. En écartant d'un bras vigoureux les bouteilles plastiques de la pollution, les papiers noirs de la feuille d'impôts, et les porte-monnaie vidés par le coût de la vie.

On s'est demandé au responsable de cette enquête : Cuius ? Pourquoi, malgré tant de mécontentements, les gens sont-ils si contents ? Il s'est gratté le tête, visiblement perplexé : Je ne trouve qu'une explication, un peu risquée, je sais : l'argent ne fait pas le bonheur !

Alors que le prix du «brut» est en augmentation

Les délégations s'interrogent sur l'absence du ministre saoudien du pétrole à la conférence de l'OPEP

Les treize pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ont entamé, jeudi 21 mai à Vienne (Autriche), leur conférence ministérielle en l'absence du ministre saoudien du pétrole, M. Hisham Nazer. Justifié officiellement par la «fatigue» du responsable saoudien, ce changement surprise, a pris de court toutes les autres délégations, qui s'interrogent sur l'objectif véritable de Riyad.

VIENNE

de notre envoyé spécial

Une demande de pétrole soutenue, des prix qui se raffermissent de semaine en semaine : tous les experts réunis à Vienne prévoient une conférence sans histoire. Deux ou trois jours de négociations et, pensait-on, les treize pays membres de l'OPEP allaient se séparer après avoir relevé leur plafond de production. Les cours allaient baisser.

Le scénario était trop parfait. L'absence de Vienne de M. Hisham Nazer, pour cause de «fatigue», l'arrivée surprise à la tête de la délégation saoudienne de M. Fayad Badr, un homme quasi inconnu des milieux pétroliers - ministre d'État, il est en charge les ports saoudiens - sont venus déjouer tous les plans. Comment interpréter le changement ? Quelle signification lui donner ?

A vrai dire, dans l'attente de l'ouverture officielle de la conférence, jeudi 21 mai, qui devrait permettre d'y voir un peu plus clair et d'apprécier la position saoudienne, la perplexité domine parmi les délégations présentes dans la capitale autrichienne. S'agit-il d'une affaire interne au royaume saoudien, comme certains le murmurent ? Y a-t-il désaccord entre le roi Fahd et son ministre du pétrole sur la conduite à tenir à Vienne ? Ou bien M. Hisham Nazer a-t-il voulu donner une leçon à certains de ses homologues, en particulier au ministre iranien, M. Gholamreza Aghazadeh, son adversaire au sein de l'OPEP ?

La reprise s'amorce

Le brouillard entretenu par les Saoudiens est d'autant plus dérangeant que la position de l'OPEP sur le marché n'a cessé de s'améliorer depuis la dernière conférence, en février. Alors qu'il ne dépassait pas 16,60 dollars en mars, le cours du «brut» de l'OPEP frise 18,50 dollars actuellement. Un résultat remarquable obtenu alors que les Treize dépassent de près d'un demi-million de barils par jour le plafond de production

(23 millions de barils/jour) qu'ils se sont fixés. Dans ces conditions, relever le plafond et le porter, comme le souhaitent, semble-t-il, les Saoudiens, à 24 millions de barils/jour ou titre du troisième trimestre ne paraît pas trop de l'ordre. Le surplus sera absorbé sans grande difficulté, pronostique M. Peter Bogin, consultant au Cambridge Energy Research Associates. La demande reste soutenue dans l'Asie du Sud-Est et la reprise économique s'amorce aux États-Unis. Entravée par le mouvement, une hausse modérée mais continue des prix devrait suivre.

Cette stratégie des petits pas a les faveurs de Riyad. Elle n'est ni celle de l'Iran ni celle de l'Algérie. Les deux pays, traditionnels opposants des Saoudiens, préfèrent privilégier une augmentation rapide des cours au détriment du niveau d'extraction. L'affrontement entre les tenants des deux politiques aura-t-il lieu à Vienne, en dépit de l'absence de M. Hisham Nazer ? Préférera-t-on repousser à une conférence extraordinaire, qui serait convoquée au début de l'été, la recherche d'un compromis ? Autant de questions qui, jusqu'ici, ne semblent pas ébranler les marchés. Mercredi en fin de journée, les cours à New-York n'ont reculé que de 10 cents. Une misère.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Explosion nucléaire souterraine en Chine

Une explosion nucléaire souterraine de très forte puissance a eu lieu, jeudi 21 mai, dans la province du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine, selon le laboratoire de sismologie de l'université d'Uppsala (Suède), qui précise que l'énergie a été de 1 mégatonne (environ cinquante fois la puissance de la bombe américaine sur Hiroshima en 1945). Le laboratoire de l'université d'Uppsala indique qu'un essai nucléaire d'une telle puissance n'avait pas été enregistré en Chine depuis 1976. - (AFP)

[En annonçant la suspension des essais nucléaires pour 1992, à la demande de M. François Mitterrand, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, avait expliqué que le chef de l'État entendait montrer par là la voie aux autres puissances nucléaires dans le monde. Depuis, les États-Unis, d'abord, et maintenant la Chine ont continué leurs expérimentations. À ce jour, seule la Russie a mis en moratoire qu'elle n'est pas en mesure de respecter. Mais les services de renseignements britanniques croient savoir que les Russes pourraient être amenés à reprendre leurs expériences en octobre prochain.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
Le Monde SANS VISA

SOMMAIRE

DÉBATS

«Les États-Unis sont dans le désarroi», un entretien avec Michel Crozier..... 2

ÉTRANGER

États-Unis : l'exécution de Roger Coleman en Virginie..... 3

La préparation des élections législatives en Israël..... 4

Les combats en Bosnie-Herzégovine ont fait plus de deux mille morts en deux mois..... 4

Le conflit dans la Haute-Karabagh..... 5

M. Major et M. Thatcher s'affrontent sur les conséquences du traité de Maastricht..... 6

Point de vue : «La Pologne face aux mutations de la CEE», par Krzysztof Skubiszewski..... 6

POLITIQUE

Le débat au Sénat sur la réforme constitutionnelle et le traité de Maastricht..... 8

MM. Lalonde et Waechter ont discuté de leurs programmes..... 9

SOCIÉTÉ

Une «primière» en France : un enfant atteint de leucémie a été soigné avec du sang prélevé sur un cordon ombilical..... 11

Gérard Lebourg condamné à la peine maximale pour meurtre et viols par la cour d'assises de Calvados..... 12

La FC Barcelone vainqueur de la Coupe d'Europe..... 12

CULTURE

Femmes au bord d'un paysage fluvial au Théâtre Sarano de Toulouse..... 13

Caterina Segna au Théâtre de la Bastille..... 13

Hommage à Karl Flinker au 37<sup>e</sup> Salon de Montrouge..... 14

ÉCONOMIE

La Commission des opérations de

Sturges dénonce le manque de rigueur de l'information financière..... 18

Un consortium européen, constitué de DASA, Aérospatiale et Alenia, prendrait le contrôle de Fokker..... 18

Vie des entreprises..... 20

COMMUNICATION

Une enquête parlementaire sur les rapports entre publicité et médias : faire des téléspectateurs un «cœur-pouvoir»..... 19

LE MONDE DES LIVRES

L'éternel critique • La feuilleton de Michel Brédaud : Da bonnes nouvelles • Histoire littéraire par François Bort : Quand Stendhal s'amuse..... 21

• Livres d'enfants • D'autres mondes par Nicola Zand : Le cabinet des curieux du vingtième siècle..... 25 à 39

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 22

Camet..... 22

Loto..... 22

Marchés financiers..... 20 et 21

Météorologie..... 23

Mots croisés..... 23

Radio-télévision..... 23

Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» folioles 25 à 36

Le numéro du «Monde» daté 21 mai 1992 n'est tiré à 484 666 exemplaires

Demain dans «le Monde»

«Sans Visa» : Coups d'œil américains

Le violent coup de chaleur que les États-Unis viennent de subir trahira-t-il l'âlan des Français dans leur désir, aujourd'hui fermement installé, de s'en aller découvrir les espaces américains ? Ce numéro spécial du supplément «Sans Visa» met le cap sur le nouveau Miami : il conduit le lecteur à Nashville, fiid de la musique country, aux chutes du Niagara et d'abord au sommet des grottes-new-yorkaises. De grands classiques revisités.



# Le Monde DES LIVRES

## L'éternel critique

*C'est entendu : Sainte-Beuve mérite d'être lu. Il écrit clair, classe juste, ne manque pas de courage. Mais sa manie est de faire la morale aux grands écrivains. En quoi il est on ne peut plus actuel...*

### LA VIE DES LETTRES

de Sainte-Beuve.  
Anthologie établie et présentée  
par Pierre Berès.  
Ed. Hermann, coll. « Savoir : Lettres ».  
4 volumes, 60 F chacun.  
Moyen Âge et Renaissance, 184 p ;  
le Siècle de Versailles, 240 p ;  
les Lumières et les Salons, 192 p ;  
le Siècle du progrès, 212 p ;  
chaque volume 60 F.

Devant la réédition apologétique d'œuvres choisies de Sainte-Beuve, la première réaction d'un contemporain peut être la malignité : après tout, Proust, en traitant ce saint patron de la critique littéraire de « vieille bête » et de « vieille canaille », en allant jusqu'à lui consacrer tout un livre, eût pu se tromper et exagérer. Peut-être était-il pressé de s'affirmer de façon provocatrice, ou plutôt (c'est le sujet du *Contre Sainte-Beuve* (1)) – voulait-il convaincre sa mère qui devait admirer cette grande et sage figure de la culture modérée. M<sup>me</sup> Proust soupçonne-t-elle que son petit Marcel, son « loup », comme elle l'appelle, son « crétin », son « petit crétin », risque d'être, en retrait, un génie novateur et sulfureux de la même envergure que Balzac (qui lui fait franchir le seuil), que Stendhal (qui se tort de dire des choses cruelles sur sa propre famille), ou que Beaudelaire (qu'elle aime qu'à demi) ?

Oui, c'est cela : Sainte-Beuve, pour Proust, est le *figural* paternel, respecté et haï, qui influence sa mère : l'oracle des journaux (*le Figaro* aujourd'hui) ; l'égal de Taine et de Renan dans la religion laïque de l'époque. En somme, nous surprenons Proust en flagrant délit d'édipisme. C'est ce que suggère d'ailleurs le scrupuleux préfacier de ces quatre volumes : Proust, « écrivain merveilleux », a perdu une belle occasion de se taire. Le même nous précise aussitôt, comme pour nous désarmer, que Sainte-Beuve, le mal-aimé, était « hypospade », c'est-à-dire « doté d'un pénis défectueux ». Volupté, le roman du grand critique, « contient un passage où trois lignes de suspension imprimées volent la précision anatomique ». Loin de nous l'idée absurde que la plupart des critiques littéraires sont des romanciers médiocres à tendance « hypospade ». La question n'est pas moins émuante et méritait d'être posée.

Eh bien, ce n'est pas si mal, Sainte-Beuve ; c'est même souvent remarquable. A un moment où presque personne ne sait presque plus rien sur rien et où l'enseignement des Lettres atteint des abîmes d'oubli, on s'en voudrait de ne pas en conseiller la lecture. Voilà un bon professeur, souvent bas, mais jamais ennuyeux ; il écrit clair, classe juste, compose, informe et ne manque pas de courage (par exemple, dans cet article de 1833 sur Casanova qui choque le fondateur de la Congrégation des Frères de Saint-Vincent-de-Paul). Sa manie, cependant, partout présente, est



Sainte-Beuve : l'idéal, c'était les salons du dix-huitième siècle.

de faire la morale aux grands écrivains. En quoi il est on ne peut plus actuel : expansion de la critique journalistique paternaliste. Montaigne a un sens prodigieux de « la métaphore toujours renaisante » ? Oui, mais il manque de cœur.

Rabelais est un « railleur incorpore » ? Sans doute, mais on se gardera de le lire à haute voix devant les femmes, car ce serait les obliger à traverser « une vaste place pleine de bon et d'ordures ». Villon a de bonnes et agréables qualités ? Certes, mais il reste le plus souvent polisson, embarrassé, obscur, capable tout au plus de quelques perles dans un fumier : « Ses espérances ne peuvent nous donner que du dégoût ». Cette moralisation sociale de la littérature, qui est, de tout temps, la plaie de la critique (de droite comme de gauche), éclate surtout à propos de Balzac et, comme par hasard, au sujet des femmes. L'auteur de la *Physiologie du mariage* est « graveleux et sans morale scrupuleuse ». Il est « fantasque, orgueilleux,

asiatique », trop physique, trop onanisme. Sa puissance est peut-être une fausse puissance, un exhibitionnisme de mauvais aloi.

Comment Balzac a-t-il pu écrire qu'un artiste « vivait en concubinage avec la Muse » ? Sainte-Beuve, l'ami idéaliste d'Adèle Hugo, le reprend aussitôt : une Muse est d'abord « chaste et sévère ». Il n'est pas sans talent dans la peinture des caractères, ce Balzac, mais, chez lui, « la sève de l'impur débord ». C'est un « pèlemêle » effroyant ». George Sand écrit mieux. Quant à Mérimée, il a plus de « tact ».

Même procès à Chateaubriand, trop désinvolte avec les femmes qu'il a aimées : « Il n'était pas de ceux qui portent dans l'amour et dans la passion la simplicité, la bonté et la franchise d'une saine et puissante nature ». Flaubert ? « Il a du style, il en a même un peu trop ». Ce « trop » est le terme essentiel de la critique beuvienne. La morale littéraire se méfie des débordements qui entraîneraient des détails « sabbatiques ». *Madame Bovary* est plutôt une réussite, mais « le bien en est trop absent » (Sainte-Beuve connaît, en province, une jeune femme mariée sans être mère qui a adapté des enfants).

Qu'est-ce qu'un véritable écrivain ? Quelqu'un comme Hugo ou Renan : « Pur, grave, honorable, désintéressé, mesuré, élégant, respectueux toujours ». Ce n'est, hélas ! pas le cas de Stendhal, trop ironique : « Son ironie très marquée constituait un travers qui barrait bien des bonnes qualités et qui brisait même le talent ». De plus, Stendhal n'est pas un romancier « large et fécond », son intelligence le gêne, ses personnages sont des « automates ». S'il parle d'amour, il en fait encore trop.

### L'achèvement de l'Histoire

C'est l'occasion, pour Sainte-Beuve, impatienté par l'amour-passion stendhalien, de faire l'éloge d'un « amour où il reste un peu de sens commun, où la société n'est pas oubliée entièrement, où le devoir n'est pas sacrifié à l'aveugle et ignoré ». Le but de la littérature est social, et la société est un devoir. Sainte-Beuve croit à l'achèvement de l'Histoire : il y a eu Bossuet, Molière, La Fontaine, Sévigné, Saint-Simon, Diderot (et il en parle plutôt bien), mais maintenant c'est fini, tout le monde se calme. L'idéal, c'était les salons du dix-huitième siècle : là, Sainte-Beuve s'échauffe, se déploie, il « devioit » M<sup>me</sup> du Deffand, M<sup>me</sup> du Châtelet, M<sup>me</sup> d'Épouy, M<sup>me</sup> Geoffrin, M<sup>me</sup> de Lespinasse amoureuse du médiocre M. de Guibert.

Sainte-Beuve, héros du salon Verdun ? C'est le diagnostic de Proust, au fond, qui voit dans cette attitude « la vie spirituelle prise à l'envers, par ce qui ne donne aucune idée d'elle ». A la fin de l'Histoire, les élus éclairés savent tout, rien ne peut les surprendre, rien ne peut plus se passer d'important qui renouvellerait la connaissance de la comédie humaine. On sera entre soi, « eo petit comité », on surveillera les finances et les vies privées, on fera à sorte que les éléments « trop physiques » soient maintenus au-dehors. Comment un individu seul, ne puisant qu'en lui-même, pourrait-il inventer quoi que ce soit et veoir déraner le Cercle ?

Sainte-Beuve, nous dit Proust, a parlé favorablement de quantité d'imbéciles. Qu'importe, c'était la convivialité nécessaire (et tous ces feuilletons à propos de noms inconnus ne figurent pas dans les œuvres choisies). Et voilà comment on refuse un article à un « gentil garçon, qui gagne à être connu, fait bonne impression ». Il ne s'agissait, en effet, que de Beaudelaire.

Philippe Sollers

(1) Marcel Proust : *Contre Sainte-Beuve*, « Folio-classique », Gallimard.

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### De bonnes nouvelles

La nouvelle, l'a-t-on assez répété, est un genre mal aimé en France, qui n'attirerait ni les auteurs, ni les lecteurs, ni les éditeurs. Mais s'il s'agissait d'un lieu commun, un de plus ? Voici deux exemples contraires, deux livres qui sont autant de bonnes nouvelles, façonnées par des maîtres du genre, artisans à l'ancienne : Michel Déon et Félicien Marceau. Saverio Irlandese et grecque pour le premier, ironie à la française pour le second.

Page 26

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bort

### Quand Stendhal s'amuse...

Sous le titre « Voyages en France », la Pléiade réunit trois textes constituant le journal d'un prétendu « marchand de fer », qui tient la chronique de ses tournées, abordant les sujets les plus divers, de la politique à l'industrie, des arts aux mœurs... Empruntant ce masque romanesque, le cher monsieur Bayle a dû s'amuser.

Page 26

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

### Le Cabinet des curieux

Pierre Marchand lance une nouvelle collection « Découvertes Gallimard albums ». Six d'entre eux ont déjà paru. C'est un enchantement. Parce que la présentation et la mise en pages, les rapports textes-images sont particulièrement soignés. Mais surtout parce qu'on y trouve des archives iconographiques rares, sinon inconnues jusqu'à ce jour. Du monde des forçats à l'Égypte du dix-neuvième siècle, c'est bien de « découvertes » qu'il s'agit.

Page 36

## Des oiseaux et des hommes

*Le dernier Rezvani ? Une utopie voltairienne pour affirmer l'actualité des Lumières au siècle des infamies*

LA TRAVERSÉE  
DES MONTS NOIRS  
de Serge Rezvani.  
Stock, 395 p., 130 F.

C'est un étrange voyage dans lequel nous entraîne Rezvani, dans la *Traversée des monts Noirs*. Un voyage dans l'espace et dans le temps, car ce train qui péniblement franchit les montagnes de Moscovie à travers une terrible tempête d'hiver, tandis que la nature tout entière semble en proie au chaos et que le monde humain n'est qu'une succession de régimes en désagrégation ou errant des proscrits, aux poignets cerclés de cyanure, prisonniers d'un parfait réseau électronique ; ce traître fantôme qui ane le long des

pentades glacées vers une hypothétique salle de congrès d'ornithologues, vers une utopique planète où doivent se retrouver les savants du monde entier venus échanger les observations scientifiques sur le comportement des plus fragiles et des plus inoffensifs des êtres vivants encore sur cette planète, comme si l'éveillé du monde devait secrètement en dépendre ; ce train qui emmène cet homme et cette femme – et qui nous entraîne avec eux – est aussi un instrument de psychothérapie et d'analyse, qui doit arriver jusqu'au point de rencontre des secrets intérieurs de leur passé, cette rencontre entre l'Orient et l'Occident, entre le silence et le bruit.

Alors les hommes ont échangé leur identité avec celle des oiseaux, comme Sterne (la Sterne macrure) et la fauvette babillarde, éternelle

victime des tueurs d'oiseaux. Le lien mystérieux qui unit la glaciale Moscovie et Israël n'est-il pas celui-là même qu'inventent les oiseaux migrateurs qui, chaque saison, les fait retourner sous le ciel « irréal » de la Palestine, en Galilée, ou à Haïfa ? Ces hommes, cette femme n'ont-ils pas rêvé d'établir un lien semblable, eux que leur foi, leur instinct de survie a conduits jusqu'à la Terre sainte, dans l'espoir d'y fonder « la plus grande utopie jamais réalisée » ? Eux que le même désir déchire et ravit au seul souvenir de leur terre natale, de ces pays de neige et de souffrance, quand la musique de la langue russe suscite en eux, comme une nostalgie, « la perpétuelle symétrie du retour ».

J.-M. G. Le Clézio  
Lire la suite page 27

## PHILIPPE DOUMENC



PHILIPPE DOUMENC  
En haut à gauche  
du paradis

De la race rare  
des romanciers :  
le détenteur  
d'un univers  
imaginaire  
sans cesse  
recréé.

Laurence Vidal  
Le Figaro littéraire

Editions du Seuil



**LE PRIX DE L'AMOUR**  
de Michel Déon.  
Gallimard, 235 p., 88 F.

**LES INGÉNUS**  
de Féliçien Marceau.  
Gallimard, 174 p., 82 F.

## LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Michel Déon, saveur irlandaise et grecque.

## De bonnes nouvelles

On ne voit pas ce qui pourrait contrer l'essor prochain d'un genre que l'on croyait en déshérence, du moins assez mal aimé en France, la nouvelle. Elle correspond admirablement à notre mode de vie comprimé et à notre civilisation télévisée. Et elle arrange tout le monde (à condition que l'éditeur y trouve son compte, ce qui dépend de l'essor que nous espérons de nos vœux, précisément). Pour l'auteur, la nouvelle est une éubaine. Elle lui évite ces longues éponges qui accompagnent la ponte des romans, ces nuits blanches interminables, ces terribles neusées qui surviennent à mi-parcours, au moment où il regarde le chemin accompli avec un léger dégoût et la route en avant avec appréhension, ces humeurs désespérées ou frénétiques qui lui aliènent parfois durablement l'estime et la présence de son entourage.

Le roman est coûteux, d'une forme classique. Nous ne parlons pas des modèles déstructurés et liophilisés à la Beckett. D'ailleurs, c'est par une pointe d'humour bien irlandais que le grand Sam nommait romans ses ballets de fantômes exténués. Non, le vrai roman, de Corvantes à Kafka, de Balzac à Marquez, demande des investissements considérables. Il faut des paysages avec climat variable, accidents de terrains, villages ou villes, animaux, véhicules. Il faut des intérieurs avec des meubles, parfois beaucoup de meubles, voyez Balzac, tout cela n'est pas donné, même si l'écrivain paie en monnaie de singe, c'est un privilège qui fatigue un peu. Le moindre détail doit être « raccord » comme on dit au cinéma. Si la marquise sort à cinq heures, elle ne peut pas être rentrée avant un bon moment. Si elle porte une robe de soie rose, elle doit revenir dans la même robe rose, ou alors il faut expliquer pourquoi elle en a changé (achat, visite à une amie, un emant, etc.), et si elle a trois enfants, comptez trois couverts de plus à table, pas un de moins. Il faut avoir l'œil à tout.

Dans le roman, les personnages principaux doivent avoir un passé. Les comparses et les figurants peuvent être brossés en quelques coups de plume, si l'on veut, encore que l'on gagne énormément de profondeur aux yeux du lecteur à les soigner mieux que cela. Mais les héros de l'histoire ont besoin de parents, d'origines, d'une généalogie, de quelques maladies de jeunesse, bref d'un passé. Et d'un avenir, bien sûr, puisque c'est pour cela que le romancier se met dans tous ces frais. Là encore, il faut beaucoup emprunter. On le comprend, le roman a besoin que l'on retrouve ses manches et que l'on paie de sa personne. Tandis que la nouvelle...

La nouvelle voyage léger, ce qui ne veut pas dire court. Elle prend moins de mots, c'est un raccourci vers le cœur. La nouvelle permet à l'écrivain de vider ses poches de sa menue monnaie, de toutes ces pièces étrangères que l'on rapporte de voyage, ces petites qui ne font pas un livre, ces cents qui n'arrivent pas à doper, ces roupies qui n'ont cours que dans une île lointaine. C'est commode, lorsque l'on sent qu'il y a un début d'histoire séduisant dont on ne pas forcément toute la toile. Ou que l'on préfère ne pas le dérouler toute. Par flemme, sans doute, mais aussi par choix esthétique, parce que le motif est

beau en vingt pages quand il ne le serait pas en trois cents. La nouvelle suggère, laisse beaucoup de blanc, de marge, que le lecteur comble à son gré. C'est pourquoi les cinéastes la préfèrent au roman pour la porter à l'écran. Ils ont les coudeuses plus franches. Avec une dizaine de pages de Cortázar (*Les Fils de la Vierge*), Antonioni réalise *Blow up*. Avec Proust, on n'a jamais rien fait de bon. Le lecteur, quant à lui, s'il achète toujours de gros pavés avant de prendre le chemin de la plage, les lit-il en entier ? Il faut l'admettre, le lecteur n'est plus tout à fait l'homme fringant, attentif et persévérant qu'il fut jusqu'au milieu du siècle

qui s'effondre. Dans une de ses inénarrables *Lettres à la NRF* (1), Céline concluait une somptueuse bordée d'injures par un eenglant « Télévisé ! ». Oui, télévisé, eu participe passé, eu passif plutôt, comme on dirait irradié, métroqué, tordu. Le lecteur moderne, dans une grande majorité des cas (et ne parlons pas des jeunes générations pour qui nous n'appellerons même pas l'ambulance, c'est trop tard, il n'y a plus que le bon docteur Pennac qui puisse leur imposer les mains), est un homme assez gravement télévisé. Il faut le ménager. Pas trop de bruit dans la chambre, pas de longueurs indigestes, il ne digère plus que les petits pots.

La nouvelle est l'élément idéal. Amara ou sucrée, on peut le consommer en attendant une émission, un match. Comme il y a toujours une idée d'une nouvelle digne de ce nom, on la trouve plus facilement qu'une fève au moment des Rois, et cela donne une égréable et rafraîchissante sensation d'intelligence. Enfin, puisque par définition un recueil en comporte plusieurs, on vit comme dans le poète merveilleux, on échange un baril de littérature contre cinq ou dix pour le même prix. Il faudrait être fou pour ne pas sauter sur l'occasion.

Et ce d'autant plus quand on a le vrai bonheur — trêve de raielles — de tomber sur deux érudites maitres du genre, artisans à l'ancienne, de ceux qui travaillent encore comme avant et sans donner l'impression de trouver ça dur. On n'aura pas l'impression de présenter deux érudites aussi couronnées que Michel Déon et Féliçien Marceau, dont les romans sont fort connus d'un large public (*le Belcon de Spetsai*, *les Poneys sauvages*, *Un taxi meurt*, *le Jeune homme vert pour Déon*, *Creazy*, *le Corps de mon ennemi* pour Marceau, même si nous avons une préférence pour ses *Mémoires intitulées les Amées courtes*). L'un et l'autre sont en pleine forme dans ces deux recueils d'excellente lecture, d'étoffe traditionnelle, où le tempérament de chacun laisse son empreinte singulière. Ironie française chez Marceau, saveur irlandaise et grecque chez Déon, dont la première nouvelle, *Bligh Manor*, se situe en Angleterre dans le Warwickshire, dans une suave ambiance de manoir mystérieux, de bonne chère et de secrets de famille vénéneux, le même cocktail que l'on reconnaît au bord d'un lac italien dans la dernière nouvelle, superbe, *Un citron de Limone*. Dans *Une rouge voiture*, *Mademoiselle Hanne*, *Une jeune Parque*, *le Prix de l'amour*, Déon évoque des années de jeunesse en bande et décapotable qui furent sûrement un peu (beaucoup) les siennes. On aura une pensée particulière pour *Un homme de confiance*, personnage drôle et obsédant, et aussi pour *Hélène de Sparte*, très belle femme, certes, et très belles pages sur la mythologie grecque. Un Déon tour à tour désinvolte et tendre, assez stendhalien. Un plaisir indispensable, donc.

Ce qui ne vous retiendra pas d'acquiescer aussi le Marceau : vous ne passerez pas l'été sans apprendre comment l'on se fiance dans une tribu d'Amazonie, probablement rêvée. Ni comment, dans certain village d'Italie, une belle Angela a failli prendre un mari de quinze ans. Ni comment, par un malentendu général, un couple ne peut pas divorcer sous peine de ridicule. *Trois de perdus* est une comédie toute cousue, très enlevée. Et si quelques titres sont plus graves (*le Rendez-vous*), on ne s'éloigne jamais de cette disposition d'esprit propre à l'auteur et qu'il prête à une jolie fille : « Un caractère porté vers l'indépendance, l'attrait des terres étrangères, le prestige du fruit décon-

(1) Gallimard 1991.

### VOYAGES EN FRANCE

de Stendhal.  
Textes établis, présentés  
et annotés par V. del Lino.  
Gallimard, « Bibliothèque  
de la Pléiade », 1582 p., 440 F.  
Jusqu'au 30 juin, 490 F ensuite.

Il existe trois genres ou trois familles d'écrivains français : les Parisiens, les provinciaux et les cosmopolites. Paul Morand présentait la route des Indes (1), comme vous et moi la direction de la porte des Lilles. Henri Calet répugnait à s'éloigner du quatorzième arrondissement, et Jean Giono ne bougeait guère de Menosque. Stendhal est à part. Il avait l'Italie au cœur, pour reprendre le titre que le professeur Jean Goldzink donne à son livre — un guide fort séduisant à l'usage de ceux qui découvrent ou redécouvrent « la stendhalie » (2).

A cause de monsieur Bayle, des générations de jeunes Français aiment, un beau jour, l'envie de filer à l'anglaise, de quitter l'ordinaire de l'existence, de rejoindre l'avenue d'Italie et de se laisser porter paresseusement vers le sud, jusqu'à Florence, Rome et Naples. La matin de leurs dix-sept ans, les lycéens de la rue Clovis regardent avidement une carte, pour repérer la situation géographique de Perme, ces fils s'imaginaient de la même famille que Fabrice del Dongo... C'était la fiente de celui que Roger Nimier appelle « le gros consul ». Il avait une passion de jeunesse pour le pays de Rossini. Et son « idéal du bonheur était de posséder une loge à la Scala ». Par la suite, le « parti bayliste » adopterait, à l'unanimité, cette géographie sentimentale...

Naturellement, le France pâtissait de cet amour exclusif. Dès 1829, les *Promenades dans Rome* firent mesurer la sévérité de Stendhal à son égard : « De Paris, en traversant

le plus vilain pays du monde que les nigards appellent la belle France, nous sommes arrivés à Bâle. » Pendant longtemps, M. Bayle ne s'est guère préoccupé de mieux connaître son pays natal. Il le jugeait assez « morne » et trouvait ses compatriotes « renfrognés ». La France de la Restauration et celle de Louis-Philippe méritaient l'écrivain de mauvaise humeur. Elles ne favorisaient ni l'enthousiasme ni les grandes espérances.

Toutefois, au printemps 1837, le consul de Civitavecchia profita de ses « congés payés » pour explorer la province française, en compagnie de M. Prosper, inspecteur général des monuments historiques. Stendhal continua seul le voyage, étant, selon le même M. Prosper, « fort tourmenté de besoin de locomotion ». N'ayant pas calmé son envie de bouger, il repartit en mars de l'année suivante et visita presque tout le Midi de la France. Aimait-il vraiment se déplacer ? Il considérait le voyage comme un art et, parfois, comme une médecine. Mais ce qu'il préférait sans doute, c'était « l'étonnement du retour ». « Je parcours avec admiration et le cœur épanoui de joie, disait-il, la rue de la Paix et le Boulevard, qui, le jour de mon départ, ne me semblaient que commodes. » Avez-vous quand même certaines faiblesses pour Paris ?

M. Bayle fit trois relations de ses promenades en province : les *Mémoires d'un touriste*, le *Voyage en France* (qui en était

### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

## Quand Stendhal s'amuse...



la suite) et le *Voyage dans le Midi de la France*. Réunis dans ce volume de « la Pléiade », les trois textes se présentent comme le journal d'un prétendu « marchand de fer ». Ce marchand, qui tient la chronique de ses tournées, ne parle pas seulement de son négoce, mais de tout ce qu'il voit ou devine. Il aborde ainsi les sujets les plus divers : la politique, l'industrie, l'économie, les arts, les mœurs... et le métier de « touriste ». « C'est trop, se plaint-il, que le double métier de négociant et de curieux. »

Le mot « touriste » était un englisisme que Stendhal ac-

ceptait en France, et la critique de l'époque l'accusa de « corrompre » le français. Rien de moins... En tout cas, ce « commis voyageur » était un personnage étrange qui cherchait à savoir « comment les gens (...) avaient coutume de s'y prendre pour courir après le bonheur ». « C'est, disait-il, la principale affaire de la vie. » Il assurait également qu'il eimeit « les beaux paysages », car, « ils rendent le malheur plus supportable ». Mais il trouvait « ridicule de dire qu'on aime les arts ». C'est assez balourd, en effet : « C'est presque avouer qu'on est comme il faut être. »

Ensuite, ce représentant de commerce, qui ne semblait guère envahi par des préoccupations mercantiles, recommandait à ses contemporains le voisinage de la mer, car celle-ci « guérit le bourgeois des petites villes d'une bonne moitié de ses petites misères ». Le vent du large vous délivrait de vos mesquineries. Il effaçait la médiocrité des âmes. C'était déjà de la thalassothérapie.

Je ne sais s'il existe d'autres marchands de fer dans le litté- rature française, mais, en choisissant cet « émissaire » ou ce masque romanesque, le cher monsieur Bayle s'est bien amusé. Cela ajoute de l'insolite à sa liberté d'allure et à son naturel. Ce « touriste », derrière lequel il se cache, fait d'ailleurs des rencontres souvent éingulières : le « vieil officier républicain » devenu « marchand quincaillier » ou les « trois prêtres en soutans, fort égayés par un bon dîner »...

Bien sûr, le commis-voyageur fait un portrait féroce de la France des préfetures, sous la monarchie de Juillet. « Dans tous les départements, écrit-il, une femme de petit fonctionnaire public se rengorge parce qu'elle a été invitée au bal de M. le préfet, et n'aime presque plus sa bonne amie d'enfance qui a été oubliée. » Le représentant de Stendhal observe et déplore le progrès des « passions égoïstes ». Il constate que « le bourgeois est possédé du fanatisme de la propriété ». Il regrette, cela va de soi, l'époque napoléonienne et s'apitoie devant les jeunes gens de Bour-

gogne qui consomment leur existence « au café », rêvassant sur la carrière « d'un certain lieutenant d'artillerie ». Le général Bonaparte était alors la remède à l'ennui de la France profonde.

A la moindre occasion, le voyageur oppose Paris et la province. Les habitants de la capitale se divertissent quand « un sot » reçoit une décoration, mais à La Charité-sur-Loire ou à Terascon, le public se fâche et « se désaffectionne ». Le marchand de fer appelle cela « chagrin d'âme » ou « duperie, si l'on veut ». « La provincial, écrit-il, ne sait pas encore que tout en ce monde est une comédie. » Les Parisiens le savent depuis longtemps. C'est pourquoi, sans doute, la mode les gouverne et « dispose de toutes les vérités ». De nos jours, la différence entre Paris et la province est, peut-être, moins grande que ne l'affirmait le cher monsieur Bayle. A vous de le dire...

S'adressant aux étrangers qui désirent connaître la France, le négociant leur conseille de séjourner « six ou huit mois dans une ville de province », même s'ils viennent de temps à autre « respirer à Paris ». Car c'est à Metz, à Brive, à Nîort ou à Rannes que l'on entend des « commérages ». Et seule ces derniers dépeignent et révèlent une nation. Stendhal fait aussi bien l'éloge du commérage que celui des « femmes d'Angoulême », dont « les sourcils admirables » feraient aimer cette ville, même si l'on préfère l'Italie... Un des charmes de M. Bayle, c'est son art de la digression, qui se confond avec l'art d'écrire. L'art de flâner.

(1) Le récit de voyage de Paul Morand, *La Route des Indes*, vient d'être réédité par Le Livre de poche, coll. « Bibliothèque ».

(2) Stendhal, *Italie au cœur*, de Jean Goldzink, Gallimard, coll. « Découvertes », nombreuses illustrations en noir et en couleurs, 176 p.

Dumayet le

AVIS EN PLACARD



Des oiseaux et des hommes

M



## Dumayet le vagabond

Un philosophe rieur qui fuit les grandes avenues romanesques pour privilégier les chemins de traverse

LA VIE EST UN VILLAGE  
de Pierre Dumayet.  
Verdier, 100 p., 75 F.

La réputation littéraire de Pierre Dumayet pèche de sa réputation télévisuelle. C'est de sa faute, il a écrit la plupart des autres vedettes du petit écran d'envoyer à un éditeur cent pages d'inepties gribouillées pour devenir des auteurs à succès. On les lit comme on les regarde, en visiteurs éphémères et interchangeables, en produits de consommation rapide et courante. Ils font de la télé comme ils font des livres, pour meubler. Pas Dumayet. Ses émissions disent quelque chose et se donnent les moyens de le dire; du coup, nous l'imaginons trop professionnel ici pour n'être pas là un tantinet amateur.

Lui-même a abordé dans le drame son métier littéraire. Sa bibliographie en témoigne. Un premier roman, passé la quarantaine, chez Denoël en 1967, *Marsieur a-t-il bien tout dit aujourd'hui?*, puis un autre, treize ans plus tard, chez Grasset, *La Tête*. Ensuite, il faut attendre la fin des années 80 pour que s'affirment enfin sa voix, son rythme, sa couleur et son souffle dans une vague de romans brefs: *Narcisse* (Talus d'approche, 1986), *Broussard et moi* (1989), *la Nonchalance* (1990) et, aujourd'hui, *La vie est un village*, ces trois derniers livres sous la couverture jaune d'or de Verdier.

Il faut une belle dose d'ignorance et de naïveté pour se lancer tête baissée dans l'écriture. Dumayet est dépourvu de l'une et de l'autre. Les mots de la littérature, il n'a jamais cessé de les interroger, de les scruter sous tous les angles, d'éprouver leurs mécanismes visibles et leurs sortilèges cachés. Il a toujours cherché à comprendre comment l'enchaînement de certains d'entre eux pouvait créer une véritable vie et s'installer au beau milieu de la nôtre. La fréquentation assidue de ces mystères pro-



Pierre Dumayet: des pistes en pointillés.

voque un effroi respectueux qui n'incite pas à se lancer dans l'art de la création.

Dumayet s'y est lancé pourtant, mais de manière timide — on retorse, comme on vaudra. En faisant semblant de regarder ailleurs, en fuyant la grande pompe de la machinerie romanesque, en maniant l'humour, la distance ironique, la désinvolture, l'élégie. Et voilà qu'avec *La vie est un village*, cette approche latérale de la littérature de fiction s'impose comme une écriture à part entière: de celles qui ne se contentent pas de nommer le monde mais proposent des clés pour y pénétrer.

Le sujet du roman est modeste, à la manière de ceux de Queneau. Un narrateur, fils de narrateur lui-même et qui ne se gêne pas pour intervenir quand il le faut dans l'histoire qu'il raconte, met en mouvement une poignée de personnages ordinaires, c'est-à-dire inattendus et complexes: Bernard qui voudrait que sa vie soit comme une phrase qu'il parviendrait à paletter, son ancienne femme, Andrée, sa sœur Thérèse, une amie riche, Eugénie, sa nouvelle femme, Anilme, l'enseignant, la Tante qui crée au fond de sa poche des îles magnifiques et monstrueuses, Hippo-

lyte, le gamin merveilleusement doué pour le dessin d'imitation. Ce petit monde vit un moment ensemble dans un village avant que Bernard et une partie de la troupe ne partent pour un périple nuançonné et cahoteux sur les routes de France.

Ce résumé ne dit évidemment rien du livre, comme toujours lorsqu'il s'agit d'écriture; la vie est ailleurs. Celle à laquelle nous invite Dumayet est faite de vagabondages, de pistes indiquées en pointillés et que le lecteur est invité à parcourir selon sa fantaisie et son imagination. Pas de parcours obligé le long duquel nous traîne un auteur omniscient, mais une méditation protéiforme sur les relations de l'écriture, de la durée et de l'espace, murmurée par un philosophe sceptique et rieur.

Le lecteur trop habitué à ce qu'un livre prenne par la main risque d'être désorienté, durant les premières pages au moins, par la manière qu'a Dumayet de faire silence et de passer abruptement à autre chose quand on attend de lui un développement, une explication, un minimum de bavardage narratif. Ce n'est pas que l'écrivain soit pressé — il sait au contraire très bien prendre son temps — mais rien ne lui paraît aussi mortel que l'ennui, aussi vide, aussi inutile. Le lecteur est invité à remplir les blancs, à piocher les idées reçues, à dynamiser la frontière entre la vie et les mots: « Il m'arrive souvent de trouver comparable, un morceau de fromage frais et une phrase de Flaubert. Une langue de bois et un fût de veau rose. Je n'ose pas en faire état. On doit comparer une phrase à une autre phrase, un morceau de fromage à un autre morceau de fromage. C'est comme ça qu'on s'ennuie le mieux. »

J.-M. G. Le Clezio

Pierre Lepape

## Armand Robin en éclats

Il a beaucoup écrit, peu publié. Voici d'autres fragments du poète « ensauvagé », « seul, très seul, déserté, dédaigné »

FRAGMENTS  
d'Armand Robin.  
Texte établi et présenté  
par Françoise Morvan,  
Gallimard, 251 p., 98 F.

La vie brève d'Armand Robin (1912-1961) peut tenir en quelques paradoxes qu'illustrent ces fragments écrits avant 1945, argués aujourd'hui en volume: né dans une famille de paysans des Côtes-du-Nord, il ne parla, jusqu'à l'école, que le dialecte fêlé de la région de Plouguernevel. A trente ans, cet autodidacte avait appris, pour se distraire disait-il, quantité de langues étrangères: « ce qui compte, c'est que n'ayant pas eu de naissance, je tiens toute la connaissance » — dont le chinois, le japonais, le mongol, le tchèque, le russe, le polonais, le finlandais, le suédois, le flamand, l'allemand, l'arabe littéraire... « Lors de la dispersion des mois, je n'étais pas à Babel. »

Il a d'ailleurs traduit, dans un esprit de fidélité et de création totale, d'importants écrivains étrangers, classiques ou contemporains (Goethe, van Amstel, Ben et Ernst, Shakespeare et Pao, Lope de Vega et Bergamini, Malakowski, Pasternak, Essénine et Blok, Jozsef et Ady, Ungaretti, Pessoa, Cavafy, Mickiewicz, Khayyam, etc.). « Le poète est recréé, mais à partir de sa fin, en remontant vers sa pure origine, soufflée amical remontant toutes les eaux qui une fois déjà s'écoulèrent. » En regard de cette « poésie non traduite », mais réinventée, et de ces « si fluides Hermès » que furent, à ses yeux, Rimbaud, Mallarmé et Valéry, sa propre inspiration sembla se tarir, peu après la publication de *Ma vie sans moi* (Gallimard, 1940): « Un poète reste mauvais tant qu'il ne nous aura pas coûté une peine telle que rien jamais ne nous en pourra récompenser. »

Pendant la guerre, travaillant au ministère de l'information, il vendit à Vichy — ainsi qu'à d'autres abbayes comme le Quai d'Orsay, le *Canard enchaîné*, le comte de Paris, le *Populaire*, le *Vatican* — ses bulletins d'écoute de radios de langue étrangère, qu'il communiquait parallèlement à la Résistance; l'un sait également qu'il reversait partie de ses gains à la fédération anarchiste. Sa collaboration à la NRF de Drieu La Rochelle n'empêcha pas son arrestation par la Gestapo: « L'excès de son outrecuidance », explique Claude Roland-Manuel (1), le sauva parfois du poteau ou de la déportation, car il passait pour fou. Mais le Comité national des écrivains l'inscrivit, en 1945, sur sa liste

noire, ce dont il fut à jamais ulcéré: « Aujourd'hui, / Traînant dans mon cœur des millions d'êtres obscurs / Je suis fier qu'Armand, qu'Edward, scintillants de bourgeoisie / Crient: C'est lui l'ennemi! »

Lui qui aimait tellement se lier avec des hommes dignes de son admiration — Jules Supervielle, Joe Bousquet, Paul Eluard, Jean Guéhenno, qui fut son professeur de khâgne, ou Roger Caillois, — sombra dans une radicale misanthropie: « Dans la comédie littéraire je n'ai pas d'imité. » Viscéralement individualiste, il se mit à vouer aux gémonies les intellectuels communistes et, en 1957, rompit avec la NRF: Eugène Guillemin et Claude Roy venaient d'y être publiés.

Armand Robin prétendait savoir contre quoi il s'élevait; il avait été l'un des premiers, en 1932, à aller en URSS: « Dans cette misère très fière nous fumes tous enfants / Dans le monde soviétique nous absurdis / Prenant en plus grande racine. » Claude Roy, d'ailleurs, dans le dernier volume paru de son journal, *le Rivage des jours* (2), écrit avoir relu, le 30 janvier 1991, la *Fausse Parole*, essai d'Armand Robin sur la propagande (Minuit, 1953); et il se souvient d'un jour des années 50, au café du coin de la rue de l'Université et de la rue de Beaune, à l'Esplanade. J'écoutais Armand Robin déchaîner avec rage et douleur mes fausses raisons politiques de vivre, qui depuis longtemps déjà s'en allaient de moi comme des peaux de serpent. (...) Il avait simplement raison, plus clairvoyant que visionnaire, plus prévoyant juste que prophète tempêteux. »

Mauvaise conscience

« Ensauvagé » et intranquille, Robin fut également un homme d'une timidité extrême, doué d'un sens de l'« émerveillement presque enfantin », mais surtout « seul, très seul, déserté, dédaigné ». Cet intellectuel à la prodigieuse machine cérébrale en éveil au moins dix-huit heures par jour fut toujours dans l'obligation matérielle de cumuler les savants travaux de traduction, d'écoute des radios internationales et les tâches alimentaires — les articles, l'enseignement...

Le 30 mars 1961, Armand Robin, âgé de quarante-neuf ans, fut arrêté par la police, tabassé dans les locaux de l'infirmerie psychiatrique du dépôt jusqu'à ce que mort s'ensuive: ses amis ne surent rien d'autre sur son décès, dont la nouvelle se répandit lentement. On se rappela seulement qu'il faisait, depuis 1939, allusion à son suicide, qu'il désirait ne laisser aucun manuscrit derrière

lui — « Je serai pour toute ére un étrange étranger: / J'aurai passé mes jours à supprimer ma vie: — mais qu'il accumulait quand même, feuilles dactylographiées et manuscrits corrigés. « Je fus pris en flagrant délit de vie. Telle est la légende bien établie. »

Cette fin dramatique a certainement contribué à la survie de son nom dans un climat de mauvaise conscience, de malédiction, mais le maintien de l'œuvre doit beaucoup à l'action de Georges Lambrichs, Claude Roland-Manuel, Alain Baurdun et Henri Thomas: les deux premiers purent pénétrer, le 13 juillet 1961, dans l'appartement scellé, en même temps que les délégués municipaux, et emportèrent dans trois valises de manuscrits, soustraits à une « immense montagne de papiers — sa vie entière (1) ». En sortit un recueil, paru en 1968, *le Monde d'une voix* (Gallimard).

Mais selon Françoise Morvan, l'actuelle « spécialiste » d'Armand Robin, il ne s'agit que d'« un livre fictif », une biographie inventée: les deux éditions du *Monde d'une voix* — dissemblables à deux années d'écart, fait-elle remarquer dans sa préface aux *Fragments* — ainsi que les publications de l'écrivain entreprises par Le Temps qu'il fait (éditeur-imprimeur, établi depuis 1981 à Cnagac, qui a choisi de s'appeler du titre du seul roman de Robin, paru en 1941) sont ici mises violemment en accusation: avec une sorte de terrorisme exotérique, de possessivité territoriale qu'elle ne cesse de justifier depuis *Ernis* publiés (traductions et essais d'Armand Robin, en deux volumes, aux Éditions Ubacs, 1986), Françoise Morvan se livre à son tour à un travail certes scrupuleux, mais problématique dans la forme donnée à lire, trop passionnel quant au fond: « En procédant par élimination, à force de recoupements, prévient-elle, c'est un livre approximatif, certainement lacunaire, puisque seules des bribes en ont été recueillies, et désordonnées (...) Tel qu'il est, cependant, il bouleverse complètement la connaissance que l'on pouvait avoir de l'œuvre de Robin et amène à reconsidérer tout ce qui en était dit. » On ne saurait donc plus précéder les causes de la gêne et de l'intérêt pour Armand Robin que l'un ressent simultanément à la lecture de ce volume de *Fragments*.

Claire Paulhan

(1) In les Cahiers des saisons consacré à Armand Robin, Éditions Julliard, hiver 1964.  
(2) Cf. « le Monde des livres » du 3 avril 1992.

## Des oiseaux et des hommes

Suite de la page 25

Et comment pourraient-ils échapper à la douleur de l'exil lorsque, après avoir connu l'intolérance et la destruction, ils se retrouvent pris au piège de la violence, à l'odyssée dialectique et à l'obligation de choisir l'instant? Ainsi Sterne, l'ami de la fanfreluche, une nuit, sur une route des Territoires occupés, en écrasant volontairement sous les roues de sa voiture un enfant palestinien qui lui jetait des pierres, devient le descendant immédiat des Palniss qui avaient enfoncé les innocents dans leurs tréfonds pour mieux les assassiner.

Le train avance sur la voie glacée et ténébreuse de la vérité, la vérité sur le crime de Sterne (crime ou accident?), la vérité de cette guerre et de la dégradation de l'homme, l'ambiguïté de la nature humaine qui mêle la plus grande cruauté à la pitié, l'indifférence à la raison et la haine à l'amour.

An terme du voyage, dans le planétarium roussellien où semblent aboutir toutes les vibrations du monde, la fauvette est libérée de son tortionnaire, mais c'est au prix d'un autre crime. Et quand Sterne disparaît enfin, ne sommes-nous pas épouvantés « par le vide que laisse le démon derrière lui »?

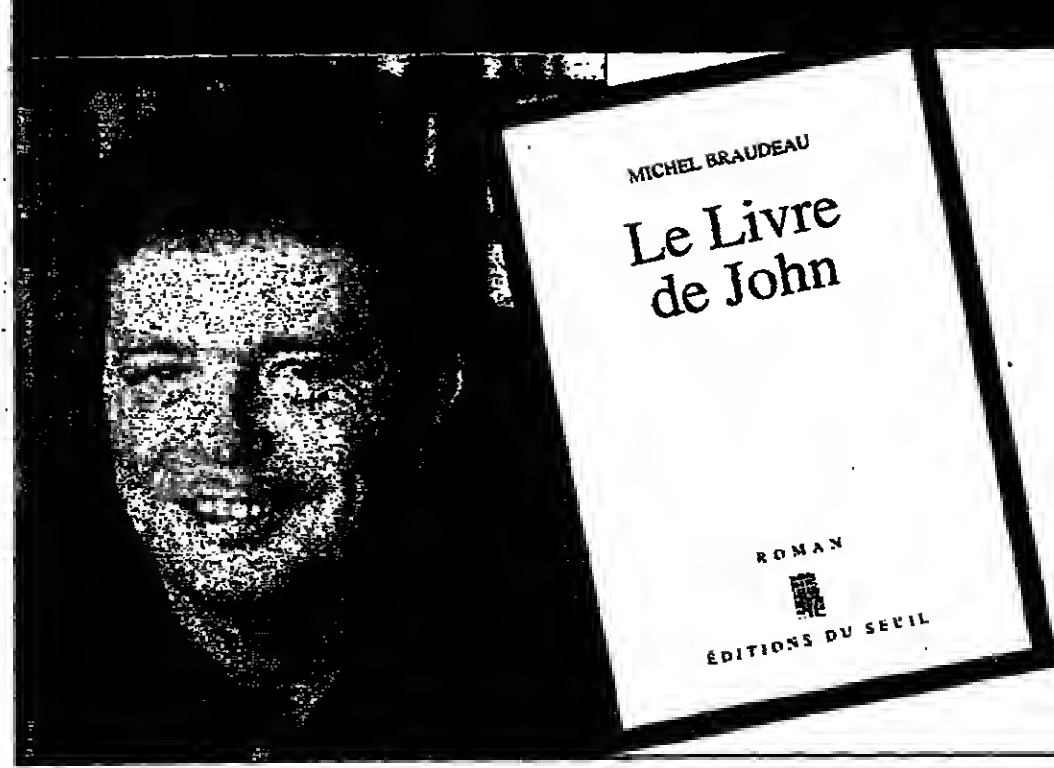
L'art de développer les utopies est devenu improbable dans notre monde aveuglé par les illusions et les prétendues preuves du réalisme. Le roman de Serge Rezvani renoue avec cet art, de façon émuante, enthousiasmante. On pense à Swift, à Voltaire, mais aussi au Cyrano des *Etats et Empires du Soleil* et du *Royaume des Oiseaux* (la métaphore des peuples d'oiseaux, et cette manière grinçante, presque enivrante, de jouer avec les mots et avec le savoir). Ce long roman-théâtre éblouit par toutes les

questions qu'il nous pose, par sa réflexion sur le plus profond de la conscience humaine. Ce n'est pas un hasard si Rezvani donne comme modèle Denis le Fatale. Au siècle des maîtres et des infamies, le message des Lumières reste notre plus grande nécessité et sans doute notre unique salut.

J.-M. G. Le Clezio

Pierre Lepape

## MICHEL BRAUDEAU



La magnifique et métaphorique promenade d'un homme dans le désert et d'une main sur un genou.

Jérôme Garcin / L'Événement du jeudi

Il est rare et plaisant de lire un roman aussi pur sur un sujet prétendument « impur ».

Bruno de Cessole / Le Figaro littéraire

Quand l'expression du vice est si talentueuse qu'elle nous le rend aimable, c'est au tour des censeurs d'être égarés et désorientés.

Pascal Bruckner / Le Nouvel Observateur

Un style d'une merveilleuse souplesse.

Angelo Rinaldi / L'Express

Ce texte de feu ruisselle d'une pudeur qui l'étéint.

François Nourissier, de l'Académie Goncourt / Le Figaro magazine

Éditions du Seuil



# La santé de Francis Ponge

Trois volumes couvrant l'ensemble de la carrière du poète pour éprouver la force dont cette œuvre est habitée

## NOUVEAU NOUVEAU RECUEIL

de Francis Ponge.  
Edition établie et annotée par Jean Thibaudau, Gallimard, 3 volumes : I-1923-1942, 210 p., 125 F. II-1940-1975, 190 p., 120 F. III-1967-1984, 254 p., 140 F.

La satisfaction que procure la lecture de Francis Ponge est d'une nature particulière. On ne l'éprouve que là. Quelques pages, souvent, suffisent, et l'on se retrouve habité par un certain bonheur, par une force aussi, absente l'instant auparavant. Cette satisfaction se présente sous les dehors d'une « évidence » ; celle dont Ponge lui-même parlait en 1977 qui « sera toujours incomplètement redécouverte à l'esprit » de l'homme, et qui est « la qualité même dont je suis que je l'ignore et ignore toujours ». Qu'ait la nature de ce bonheur, Julien Gracq la décrivait ainsi : « Je ris souvent - d'un rire intérieur sans violence qui n'est qu'une manière de se débarrasser et qui signale plutôt une plénitude comblée, - quand je lis les textes de Ponge... » (1).

L'ensemble des textes présents dans le Nouveau Nouveau Recueil - qui couvre une période de plus de soixante années (1923-1984) - ne suscite pas toujours pourtant une sympathie immédiate à l'égard de leur auteur, à qui il arrive, plus souvent qu'à son tour, d'être positif, péroratoire, contourné, ou même franchement ennuyé.

Les trois volumes, agencés et annotés soigneusement - un peu trop, on s'en rendrait compte en savoir un peu plus sur les circonstances ou le contexte de telle ou telle page - par Jean Thibaudau, rassemblent donc, ou plutôt mettent côte à côte, selon l'ordre chronologique de leur rédaction, des textes de nature différente, et, disons-le, d'intérêt fort inégal. La plupart de ces textes avaient fait



Francis Ponge, vu par Denis Roche.

l'objet de publications dans des revues, notamment dans les années 70 ou 80, dessinant ainsi une seconde chronologie, gérée par le poète, et dont l'étude précise se révélerait probablement intéressante.

On a souvent fait de Francis Ponge un ciseleur de laque, un grammairien égaré au pays de la poésie, un rhétoricien appliqué qui ne trouve son plaisir que dans de parfaits objets inertes. L'otéressé semble avoir quelquefois lui-même accepté cette vision réductrice et formaliste de son projet. Celui-ci est pourtant tout autre, et la « plénitude », pour reprendre le mot de Gracq, à laquelle l'œuvre, souvent, parvient, dément cette réduction. Plénitude qui est harmonie, exacte consonance que le poète se doit de rechercher : « Retenir la corde a été le geste inaugural de Ponge », écrivait Jacques Réda (1).

« Ici, où l'homme ramené à ses justes proportions... ». Disciple de Lucrèce et d'Horace, autant que de Mallarmé, Ponge s'était fait une religion de l'immanence concrète et sensible du monde. « Je hais Dieu et honore Logos »,

écrit-il dans ses Méditations nocturnes qui datent des années de guerre, avant d'insister et de préciser : « Moi, qui suis du type paranoïaque, sûr de moi, formidablement équilibré, j'abhorre la notion de Dieu », et aussi, dans le même texte : « Ce que tendent à montrer mes écrits, mes sapes, c'est l'infinité tourbillon de logos, ce remous insoufflé ».

### « Quelle merveilleuse prison ! »

A la même époque, dans les pages des *Proèmes* consacrées au *Mythe de Sisyphe* de Camus, Ponge parle, avec cet admirable scrupule qui est sa marque, de « succès relatifs d'expression », et ajoute : « La sagesse est de se contenir de cela, de ne pas se rendre malade de nostalgie ».

Cette pensée de la mesure, cette confiance raisonnable et raisonnée mise dans l'instrument humain du langage, le désir, enfin, d'amener la parole poétique au plus près de son objet, le réel, donnent à l'écriture pongienne, dans ses moments les plus hauts, sa ton-

lité propre, sa vérité. Un mot vient à l'esprit, celui de santé, non pas du tout pour exprimer quelque dérisoire visée hygiéniste ou moralisatrice - même si, parfois, au détour d'une page, il arrive qu'on le frôle - mais pour dire précisément le singulier bien, la force que cette œuvre suscite et communique.

On trouvera, dans les trois volumes du Nouveau Nouveau Recueil, une fois rapidement parcourues les pages de simple circonstance, subalternes, parfois grandiloquentes, de quoi vérifier cette idée. Que ce soit dans la *Petite Suite vivaraise* (1937), dans un texte de 1942 sur Mootaigne («... il faut être assez vif et souple cavalier sur son style pour qu'il ne soit conduit que par le jaillissement originel, brillant, très divergent, du ruisseau de la pensée, et n'en refuse aucune étincelle, si excentrique qu'elle se dirige ») ou encore, dans les magnifiques et importants ensembles que sont *Nique de l'avant-printemps* (1950), *l'Opinion changée quant aux fleurs* (1954), la *Table* (1967-1973) (2).

Ponge écrit, il le dit, « pour plaire », pour donner un « aliment » qui convienne, qui « exalte ». Son atelier n'est pas, on le sait, le seuil de son œuvre ; il en est sa dimension essentielle, son vrai lieu. L'œuvre est, existe, d'être encore ce travail, vivante comme la langue qui la porte ; « Nous sommes enfermés dans notre langue (-) mais quelle merveilleuse prison ! Quelle chance ! Quelle chance d'intérêt, d'instruction, de découvertes, de jeux, d'aventures, de surprises... ».

Patrick Kéchichian

(1) Dans les « Cahiers de l'homme » Francis Ponge (1986).  
(2) La *Table* a fait l'objet récemment d'une publication séparée, à tirage limité (Gallimard, 114 p., 285 F.).

# Yann Queffélec au cœur du rêve

Brossant le portrait d'une adolescence incertaine le romancier renoue avec l'inspiration onirique de ses débuts

## PRENDRE GARDE AU LOUP

de Yann Queffélec.  
Julliard, 276 p., 110 F.

Yann Queffélec retrouve avec son cinquième roman l'inspiration noire, rêveuse, onirique des deux premiers (1). C'est dans le portrait d'un adolescent qu'il manifeste ici son talent avec une façon bien à lui de pénétrer dans le cœur du rêve, durant cette période insaisissable de la vie où la réalité extérieure ne nous concerne pas tout à fait, où les adultes sont tous des adversaires possibles et les autres adolescents jamais des amis à part entière, souvent suspects d'intelligence avec l'ennemi. Maï : « On dirait du lait dans la nuit... ». Ils vivent dans les marais au milieu des sphagnum.

Ces mousses en décomposition qui font que le sol toujours se dérobe sous les pieds, qu'il n'y a pas de terrain stable, que la terre se transforme en eau et que l'eau prend l'apparence de prairies lisses et candides.

Le paysage environnant est donc à l'image du trouble continu qui s'empare de Toni : rien n'est certain ni autour de lui ni en lui. Aime-t-il ses parents ou les déteste-t-il ? Quand il s'approche d'eux, est-ce pour les embrasser ou les frapper ? Et quand ils viennent près de lui, est-ce pour le sauver ou le ruiner ?

Toni a, au début du récit, deux certitudes : son amitié pour Julius, l'Antillais, de quelques années son aîné, et son amour pour Maï. Mais la première certitude, peu à peu, s'étioule et s'annule. Julius, auquel aucune fille ne résiste, est trop beau pour ne pas devenir une menace et un rival. Julius, surtout, devance

Toni dans le difficile passage au monde des adultes : il en sait trop sur l'amour, sur les femmes, sur le monde. Ils ont beau être frères de sang, ou plutôt « frères de grenouilles » en vertu d'un curieux cérémonial, leur entente s'arrête aux portes de l'amour qu'incarne Maï.

### Une créature diabolique

Maï représente, à elle seule, un univers interdit auquel le père de Toni, misogyne intellectuel et exalté, donne des couleurs à la fois poétiques et répugnantes : « Une fois par mois, la fée saigne et la fée devient plaie ».

Maï est pour Toni une créature diabolique, à mi-chemin entre la Vierge de Marcel Aymé et la Moïra de Julien Green, « vierge maligne aspirant aux violences du

dragon ». Le féérique, dans lequel Yann Queffélec maintient presque constamment sa narration, n'interdit pas des connotations plus réalistes. Une des plus belles scènes se déroule le soir de l'anniversaire des quinze ans de Maï qui, pour éterniser le Vésotex qu'on lui a offert, s'égare dans les marais, surprise par l'averse.

Mais c'est surtout dans les promenades en barque, dans ce décor qui appelle le fantastique (2), que l'imagination de Yann Queffélec se libère des entraves d'un récit qui pêche parfois par un excès d'artifice romanesque. De façon générale, l'émotion nait moins des épisodes délibérément poétiques et destinés à la susciter que de l'élan lyrique du style, étonnamment soutenu et brillamment maîtrisé dans les monologues intérieurs.

Au symbolisme des marais répond, en deuxième partie, celui des mines et des carrières des Pyrénées où Toni s'est réfugié après avoir laissé se noyer Julius, qu'il soupçonne d'être l'amant de Maï et le père de l'enfant qu'elle attend. Mais dans cet univers des montagnes, des souterrains, des blocs de pierres admirablement décrits par Queffélec, Toni ne trouve pas une plus grande assise. « La montagne bougeait, la montagne entraînait peu à peu dans son ombre et puis dans la nuit... ». Et quand, obsédé par le souvenir de Maï et la mort de Julius, il retourne aux marais, il comprend que le pas n'a pas été franchi entre le rêve de l'adolescent et la veille de l'adulte.

René de Ceccatty

(1) *Le Charme noir* (1983) et *Les Noces barbares* (1985), prix Goncourt, tous deux chez Gallimard.  
(2) On pourrait accompagner avec profit cette lecture de celle d'un très bel album de photographies consacré par Thierry Gumbut à cette région, *Le Marais poitevin* (Ducolot, 1991).

## AU FIL DES LECTURES

par Florence Noiville

### Au nom du frère

Van Gogh était obsédé par l'image d'un petit frère, un autre Vincent, mort un an jour pour jour avant sa naissance. Rimbaud, lui aussi, avait été marqué par la disparition d'une sœur, et Faulkner écrivait, à propos du *Brut et le Fureur* : « Moi qui n'ai eu que trois frères et pas de sœurs, et qui devais perdre ma première fille peu après sa naissance, je commençais à écrire l'histoire d'une fille. Je ne comprenais pas sur-le-champ que j'étais en train de fabriquer la sœur que je n'avais pas eue... ».

Qu'il soit réel ou fantasme, rien n'est « plus tremblé », écrit Colette Fellous, que ce lien entre frères et sœurs. Ces quelques deux cents pages consacrées aux sentiments qui enliment la fratrie - « tresse horizontale » dont on pressent qu'elle « enferme chacun des liens qui vont se développer plus tard » - Colette Fellous les définit comme une « promenade » : « non pas un essai », mais « un guide de lecture dont la trame serait les frères et les sœurs ». On l'y suit, elle et ses quatre frères, au travers de souvenirs « petits bouts d'enfance éparpillés » et de fragments de textes littéraires - Sophocle, Hamlet, Musil, Freud, Duras... - qui viennent éclairer ce que Colette Fellous appelle la « loi des frères et sœurs ».

Difficile d'échapper à toute naïveté lorsqu'on parle d'enfance. Difficile de cerner ce sentiment fraternel où viennent se loger tant d'ambiguïtés, d'interdits, de tabous. Mais l'on sent, chez Colette Fellous, la nécessité de fouiller un thème que l'auteur - également producteur à France Culture - avait déjà abordé à la radio. Et malgré l'absence (volontaire ?) de véritable fil conducteur, ce mélange réussi d'impudeur et de sensibilité - celle-là même qui s'exprime dans *Rosa gallica* (L'Arpentier, 1989) - fait surgir peu à peu quelques-unes des « images les plus archaïques tapies au fond de nous-mêmes ».

► Frères et sœurs, de Colette Fellous, Julliard, 180 p., 100 F.

### Derniers spleens

D'abord un constat froid : « Je ne suis rien ». Puis le dégoût de soi : « La vérité est que je n'ai pas de caractère ». « Je ne sais que me complaire dans la certitude de mes échecs ». Enfin, cette conviction désespérée : « Personne ne peut m'aimer ». L'effroyable solitude de Valérie Valère forme la trame de *Véra*, autobiographie romancée d'une étudiante qui, page après page, décrit l'angoisse des examens, les déceptions amoureuses, la vulgarité de l'acte sexuel, la quête d'une tendresse impossible, l'incompréhension des parents, l'isolement soulagement de la drogue...

Valérie Valère - de son vrai nom Valérie Semama - aurait aujourd'hui trente ans. Les lecteurs de sa génération n'ont pas oublié le *Pavillon des enfants fous* (Stock, 1979), écrit à seize ans après un séjour en hôpital psychiatrique. Un livre qui, en quelques mois, avait rendu célèbre cette longue adolescente aux grands cheveux et au regard triste. Après *Malika* et *Obsession blanche* (Stock 1979 et 1981), Valérie Valère écrivait encore, quelques mois avant sa mort en 1981, *Véra* et *Magnificence*, deux textes qui paraissent aujourd'hui, en même temps qu'une vingtaine de *Pages diverses*, dont la plupart des titres - *Visage derrière la vitre*, *Miroir de la mort*, *Le Cri*, *Le Fendu*, *Le Mur*, *Asile*... - résumant à eux seuls l'insupportable cauchemar de cette jeune fille « à l'âme glacée ».

Le mal de vivre a beau s'exprimer « en négatif », au travers du rêve, comme dans *Magnificence*, il demeure incurable. Et Valérie Valère, renonçant à comprendre, n'a plus de force, à cette époque, que pour le ressasser. Si ce livre est moins spectaculaire, peut-être, que le *Pavillon des enfants fous*, on y trouve quelques pages poignantes d'une adolescente douée qui, comme un soulagement, se répète pour peu de temps encore, cet enchaînement inéluctable : « périodes d'indifférence », « prison de la vie », « désir de mort »...

► *Véra*, *Magnificence* et *Pages diverses*, de Valérie Valère, Christian de Bartillat, 348 p., 120 F.

### Femmes sur une île

« J'ai pénétré dans son univers par un acte, disons, de chevalerie. Je me suis élançé au-devant de l'ennemi... » en l'occurrence un voyou qui essayait de lui piquer son sac - et maintenant elle se presse contre moi la nuit, m'enveloppe de ses bras, entrelace ses jambes aux miennes... » Un mollet gainé de mauve, une bottine de croco dépassant d'une voiture - une Jaguar étalonnée, croit-on deviner, du côté du bois de Boulogne : il n'en fallait pas plus pour que Claude, la jeune narratrice de *La Dame noire*, suive Angèle jusqu'en Afrique. Mais avec quelle intention ? Y a-t-il, entre elles, autre chose qu'une relation encourageuse ? Et pourquoi diable Angèle, la belle métis, s'est-elle voulu regagner la Côte d'Ivoire ? Pendant que le lecteur s'interroge, Anne Michel savoure ses effets. Les deux femmes ont débarqué à Abidjan, sur l'île d'Amel Lakkar, la mère d'Angèle, énorme Africaine barbotée qui tyrannise sa fille et terrorise son entourage. *La Dame noire* a un oeil pinceau sur les deux jeunes femmes. Entre-temps, Claude aura éprouvé, pour cette messe de chair monumentale, inquiétante et pourtant gracieuse, une attirance tout à fait ambiguë.

Après *Exercice d'amour* (Calmann-Lévy, 1984), Anne Michel montre dans ce deuxième texte une manière singulière de jouer du mystère pour entretenir l'attention, camper sans mièvrerie trois femmes qui s'aiment et se haïssent, et déchire sans faux-semblants les retrouvailles et les plaisirs charnels. Exotisme et érotisme : on pouvait craindre le pire. Anne Michel a su l'éviter, non sans talent.

► *La Dame noire*, d'Anne Michel, Flammarion, 288 p., 110 F.

la sortie du dictionnaire  
des termes officiels  
"SCOOP"  
OU  
EXCLUSIVITE?

Le JOURNAL OFFICIEL édite le seul ouvrage  
qui recense l'ensemble  
des termes officiels de la langue française.

26, RUE DESAIX 75727 PARIS CEDEX 15 TEL. 40.58.76.00

POLITIQUES & CHRETIENS N° 8

**PHILIPP ANTON VON SEGESSER**  
par VICTOR CONZEMUS  
Introduction de ROGER AUBERT

EN SUISSE  
UN COMBAT POUR  
LES LIBERTÉS

212 pages 120 FF

BEAUCHESNE  
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

(Publicité)

**Heureux habitués de la Librairie DELAMAIN**  
ce n'est pas pour nous vanter mais le

**JEUDI 21 MAI 1992**  
entre 17 heures et 19 heures

sans la moindre assistance sans trucage  
et sans l'aide d'aucun comparse

**Philippe MEYER**  
l'auteur de **POINTES SÈCHES**  
(éditions du Seuil)

ouvrage renfermant 29 portraits d'une charité féroce, et  
dont la couverture est due à la main de PLANTU

s'abandonnera à la volupté de dédicacer son livre à  
quiconque le lui demandera aimablement

**NOUS VOUS SOUHAITONS LE BONJOUR**  
**NOUS VIVONS UNE ÉPOQUE MODERNE**

P. M.  
LIBRAIRIE DELAMAIN, 155, rue Saint-Honoré, 75001 Paris



LE MONDE DES LIVRES  
SOCIÉTÉ

# L'homme qui a « vu le pire »

Infatigable René Dumont. A quatre-vingt-huit ans, il court et crie encore.  
Portrait, par Jean-Paul Besset, d'un Cassandre en colère

**RENÉ DUMONT**  
une vie dédiée par l'écologie  
de Jean-Paul Besset.  
Stock, coll. « Au vif »,  
374 p., 140 F.

L'âge de la retraite largement dépassé - il est né en 1904 - René Dumont court et crie encore. De l'Afrique pour laquelle il demande la démocratie (1) à l'Irak, où il dénonce « cette guerre (qui) nous déshonore » (2), il promène sa haute silhouette enveloppée d'un éternel pull-over rouge (pour être mieux reconnu, avoue-t-il), sa crinière neigeuse et son regard toujours à vif. René Dumont, où comment la lutte pour le développement et la reconnaissance des pauvres s'est nourrie d'un combat permanent contre l'establishment. Avec un sens de la provocation, une « pédagogie de l'outrance », écrit son biographe Jean-Paul Besset, qu'on dirait insupportables et proches du nazisme si le bonhomme ne défendait les bonnes causes : la décolonisation, la paix, le devenir des « paysannes aux abois » et des déshérités de toutes les latitudes - avec un tropisme pour ceux du Sud, - l'inquiétude pour cette ficelle planète menacée par la surpopulation et les atteintes multiples à l'environnement qui, d'après « l'agronome de la faim », mènent l'humanité à sa perte.

Dans sa vie, René Dumont s'est beaucoup fâché. Contre les puissants qui lui demandaient conseil : Nehru, Senghor, Castro, Ben Bella, Bourguiba, Sékou Touré et bien d'autres de moindre acabit. « Le principe, c'est qu'il faut être avec les pauvres », rumine le professeur, cultivant, non sans plaisir, l'art de dédramatiser. Il s'attache à ceux qui affaiblissent leurs peuples, aux dirigeants en costume-cravate, aux convives repus des banquets officiels, aux « notables » du tiers-monde.



Jean-Paul Besset avec René Dumont : une « pédagogie de l'outrance ».

Là, il s'insurge contre les automobilistes, le Fonds monétaire international (« Une pharmacie portative universelle... »), l'Amérique pillonneuse de ressources naturelles, les nantis « qui sont tous des assassins ». Avec chaque fois des sentences qui tombent comme des couperets, quand elles ne sont pas des prophéties. « Je reviens du nord de votre pays et j'ai calculé qu'il faudra trente-sept ans de travail à un paysan pour gagner l'équivalent de l'indemnité de six mois qu'un parlementaire touche pour une session de l'Assemblée », dit-il au début des années 60, à Yaoundé, devant le président camerounais Ahidjo médusé. Avant de conclure : « Ça ne durera pas trente-sept ans ». « Dumont n'a pas prédit le pire par

facilité dramatique ou par vertige millénariste, note Jean-Paul Besset. Il a vu le pire. Et il l'a dit », ce socialiste-humaniste ayant toujours « une mauvaise nouvelle en réserve ».

Tintaire en 1952 de la chaire d'agriculture comparée à « l'Agro », René Dumont a très tôt en lui la passion de la terre, et de ce qu'elle peut donner aux hommes. Le premier combat de sa vie sera logiquement de lutter contre la faim, sur le terrain (en Indochine, dès 1929), prodiguant conseils précis et critiques directes, tout en nourrissant des centaines de carnets de notes qui deviendront des livres passionnés, riches de détails significatifs et d'annonces visionnaires, comme son fameux *L'Afrique noire est*

mal partie, publié en 1963, ou encore *Cuba est-il socialiste ?* (1970) et *l'Utopie ou la mort* (1973). D'après Jean-Paul Besset, « personne n'a mis l'accent aussi précocement que lui sur l'accentuation des inégalités et démonté aussi nettement les mécanismes de la progression de la paupérisation à l'échelle de l'ensemble du tiers-monde ». Mais parce que la faim décline encore plus sûrement que la mitraille, Dumont tarde à devenir « le plus rouge des verts ». Agronome productiviste, chantre de l'abondance au nom des affamés, il ne se convertit à l'écologie qu'en 1973, soudain conscient des risques inhérents à l'exploitation exagérée du sol et de la planète. Le voilà un moment happé par la politique, candidat « écolo » aux présidentielles de l'année suivante. On n'oublie pas ce (déjà) vieux monsieur faisant campagne à bicyclette et buvant un verre d'eau à la télévision « avant que nous en manquions... ».

Toute sa vie, Dumont aura couru les révolutions, y compris la « révolution verte » de l'agronome américain Norman Borlaug, censée délivrer le monde de la faim grâce à des espèces « miraculeuses » de blé ou de riz. Mais, chaque fois, le professeur dénonce les impostures, vérifie sur place, interroge les populations villageoises, pour enfin dire leurs vérités aux responsables de toutes sortes. Au fil des pages, malgré des redites allongant inutilement la lecture et une construction un peu décousue (mais peut-on saisir Dumont ?), Jean-Paul Besset rend intelligible la complexité d'un homme de son siècle, Cassandre-cabotin, pris entre l'espoir dans le progrès et la colère face à la bêtise humaine.

Eric Fottorino

(1) Seul.  
(2) Seul.

## « Série noire » au pays des narcos

« Être journaliste en Colombie, c'est être correspondant de guerre » :  
Guillemette de Véricourt a vérifié, sur place, cette remarque de Gabriel Garcia Marquez

**LES JOURNALISTES COLOMBIENS FACE AUX NARCOTRAFIQUANTS**  
de Guillemette de Véricourt.  
Editions Ramsay, 224 p., 110 F.

Il s'appelait Fredy Erazo. Reporter âgé de vingt-neuf ans, il a été assassiné à Medellín le 13 février. Son cadavre était percé de quarante-trois balles de mitraillette. Motif : inconnu. Les tueurs : non identifiés. La routine. Dix lignes dans la presse et la trappe de l'oubli. L'habitude.

Le nom de Fredy Erazo venait s'ajouter à la longue liste d'une soixantaine de journalistes colombiens assassinés depuis une dizaine d'années. D'autres ont dû s'exiler, menacés de mort par les narcos ou les paramilitaires. C'est le record du monde de la spécialité. « Être journaliste en Colombie », écrit Guillemette de Véricourt, « c'est être au front. Être correspondant de guerre ». Une remarque amère de « Gabo » que rapporte Guillemette de Véricourt dans son ouvrage qui n'est pas seulement une enquête approfondie sur le martyrologe de la presse colombienne, mais aussi une étude sérieuse de la dure réalité du pays.

En fait, il n'y a pas de front, mais une violence multiforme. Politique, sociale, idéologique ou crapuleuse. Une exceptionnelle complexité des relations entre guérillas, narcos, paramilitaires, groupes d'autodéfense, armée et police. Un puzzle mouvant et déconcertant. Une nouvelle version de la violence est apparue à la fin des années 80 : le narcoterrorisme. La guerre à mort entre les cartels et le gouvernement a déclenché des tueries qui ont stupéfié et terrorisé une population pourtant habituée aux pires excès.

Guillemette de Véricourt a enquêté sur place. A Bogota et

dans le pays profond. Dans la capitale, elle s'est installée dans les locaux du journal *El Espectador*, qui lui a ouvert ses archives. Son livre est d'abord un hommage justifié à la famille Cano, propriétaire du plus ferme et du plus courageux organe de presse dans la lutte contre les narcotrafiquants. Le plus touché aussi. Neuf de ses collaborateurs et le directeur lui-même, Guillermo Cano, ont été assassinés sur ordre du cartel de Medellín.

Pas de révélations, sans doute, mais un exposé clair, appuyé sur une solide documentation et de nombreux témoignages. C'est bien vu, bien compris, bien raconté dans un style alerte et simple. Cet ouvrage de journalisme d'investigation, dans le meilleur sens du terme, se lit comme un roman. Des portraits bien troussés des capos des différents cartels, de leurs avocats, des hommes politiques complaisants ou carrément complices, la négociation ayant abouti à la reddition sur mesure de Pablo Escobar, le récit par Francisco Santos, rédacteur en chef du *Tiempo*, de sa séquestration de sept mois par le cartel de Medellín, les confidences rapportées d'un jeune *sicario*. Une vérité sans fard et qui a pourtant des allures de « Série noire ».

Difficile, la Colombie. Pour comprendre il faut imaginer, dit l'auteur. Imaginons le meurtre, à Paris, par la mafia, du directeur du *Figaro* ou du *Monde*, l'assassinat, par les trafiquants, de plusieurs dizaines de journalistes français de la presse écrite et de la radio. Imaginons les principaux quotidiens de la capitale transformés en bureaux, protégés par des militaires en armes, les familles aux abois. Et vous aurez une idée d'une certaine Colombie. Car il y en a une autre, majoritaire, industrielle et pacifique. Celle du café, des vertes collines du Caldas, des managers effi-

caces, du business « normal », des universités surpeuplées, d'une société dynamique et qui a soif de progrès. Une Colombie qui marche bien et qui peut vivre parfaitement sans les milliards des narcos.

Une injustice mineure de l'auteur : ce n'est pas l'impuissance des pouvoirs publics qui est responsable de la suspension des travaux du métro de Medellín, mais les entreprises étrangères réti-

centes. Elles viennent, cependant, d'accepter de relancer ce chantier important. La conclusion de Guillemette de Véricourt est peu optimiste : l'incarcération d'Escobar n'a pas marqué la mort du cartel de Medellín. Le trafic continue. Les guerres des cartels à repris. La violence des meurtres et les enlèvements aussi, en courbe ascendante. La paix totale n'est pas, hélas ! encore à l'horizon.

Marcel Niedergang

## Psychodrame vert

Roger Cans dénonce les excès de l'écologie.  
Et réclame une lecture critique de son actualité

Notre collaborateur Roger Cans vient de publier un ouvrage sur « la surenchère écologique ». Nous avons demandé à Olivier Postel-Vinay d'en rendre compte.

**TOUS VERTS : LA SURENCHÈRE ÉCOLOGIQUE**  
de Roger Cans.  
Calmann-Lévy, 222 p., 110 F.

« Combien de temps encore le monde va-t-il se permettre de gaspiller l'énergie ? », affiche la British Petroleum. Pour ses vœux du Nouvel An, Lafarge Bétons décore sa carte de photos d'oiseaux « en voie de réintroduction grâce à nos réaménagements de carrières et sablières ». Le lessivier allemand Werner et Merz propose un liquide « sans phosphates ni phosphates », qui s'utilise « sans bouillir et sans assouplissant ». Sans expérimentation animale, ajoute son concurrent belge Eco-ver. Yves Rocher (cosmétiques) est « un homme nature, une entreprise verte, une fondation pour sauver l'avenir ». Rares sont désormais les entreprises qui se refusent à pousser leur bécotement écologique. Jusqu'à l'écoclaste Jacques Calvet, qui s'est fourvoyé dans le mythe du « moteur propre ».

Nous voici donc introduits au cœur de ce que Roger Cans appelle « la surenchère écologique ». La France a un mètre de retard (ticket chic, ticket vert), mais elle met les bouchées doubles. Hommes politiques de tout poil, intellectuels (ben voyons !), nous y venons. C'est la diatribe verte. La « fièvre verte », dit, plus gentiment, notre journaliste, qui a pourtant la dent bien affûtée. « Naturaliste depuis toujours », il suit les questions d'environnement depuis dix ans et manifeste, pour lui, la coupe est pleine.

Pour ceux que l'écologie séduit ou irrite, ou les deux, ce pamphlet est une mine. C'est une description du grand théâtre vert où jouent désormais les enfants gâtés de l'Occident.

Roger Cans revient efficacement sur les grandes affaires des années 70 et 80 pour dévoiler le ballet des illusions et des intoxications croisées. Ce qui le conduit à douter de la validité de certains des grands enjeux du jour. Severs était une bulle, la mort des forêts par les pluies acides, un mirage. Qu'en est-il de l'ozone ? De l'effet de serre ? Sa conclusion porte sur la surenchère des écologistes eux-mêmes. Celle-là serait inévitable et salutaire, car ce sont les excès de la minorité active qui conduisent à la prise de conscience globale et forcent aux décisions de prudence. Finalement, la « fièvre verte » elle-même est disculpée,

car « on ne voit pas en quoi elle menace qui que ce soit, sinon des intérêts personnels, privés ou étroits, intérêts corporatifs ».

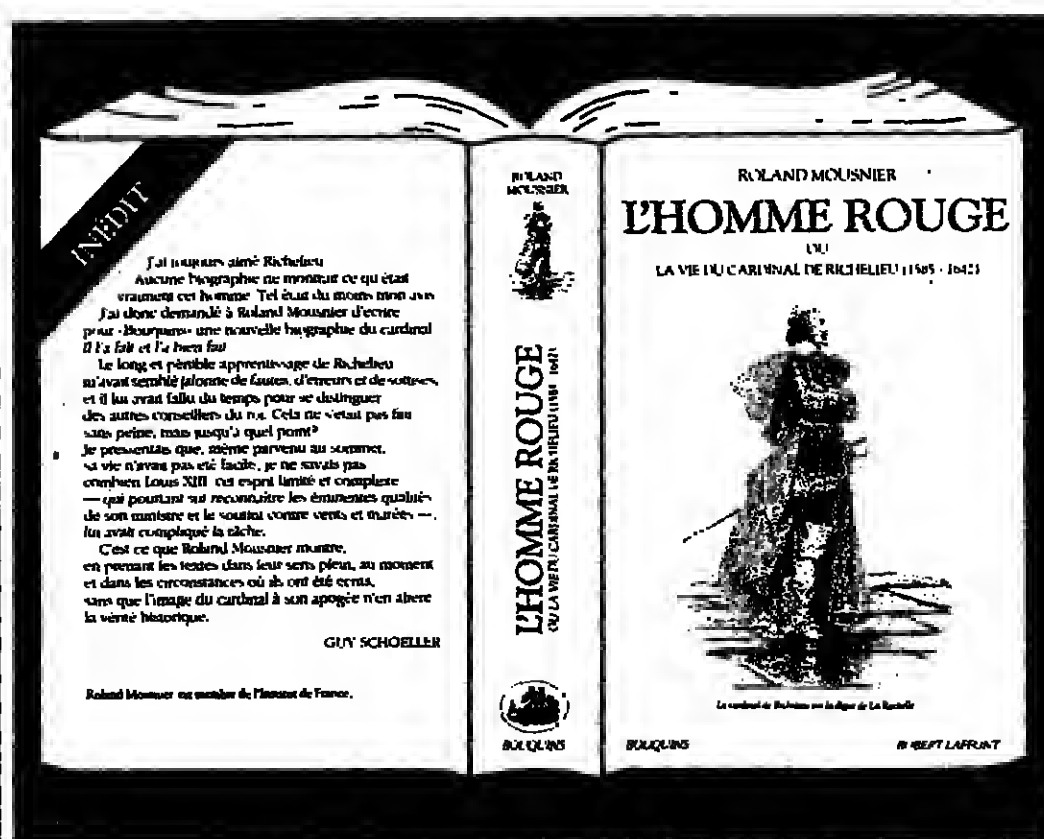
L'auteur est cependant plus convaincant lorsqu'il montre que la fièvre brouille les idées et pollue l'espace mental au détriment de l'écologie elle-même. L'exemple type est celui de la voiture « propre », avec ou sans pot à trois voies. La logorrhée des constructeurs automobiles masque le problème de fond, qui est la croissance irrésistible du nombre de véhicules et leur usage intensif : « Il n'y a pas plus d'essence propre que de voiture propre ». Comme le montre par ailleurs Roger Cans, la surenchère écologique conduit à des psychodrames dont les résultats vont bien au-delà d'une remise en cause d'intérêts corporatifs. Three Mile Island, accident minuscule, a conduit à l'arrêt de l'ensemble du programme nucléaire aux États-Unis, en Suède et ailleurs. C'est du sérieux. Les obsessions actuelles des Verts allemands sur le génie génétique conduisent les grands groupes pharmaceutiques allemands et suisses à délocaliser leur recherche outre-Atlantique. Ce n'est pas rien.

Reconciliez le cordon ombilical ?

Il ne faut pas confondre la fièvre verte et l'écologie en tant qu'idéologie. C'est dans ce second sens que l'écologie est une menace. Il rencontre les désirs de tous ceux qui, malgré les déceptions de l'histoire, veulent encore croire à la possibilité pour l'homme de réaliser un projet global structuré. Il vient à point nommé guérir le désarroi d'une conscience morale qui ne sait plus où donner de la tête. On peut juger que cette idéologie vert encore un stade infantile. Roger Cans le souligne, elle n'a pas trouvé son Marx. Mais si les déséquilibres mondiaux continuent de s'aggraver, comme c'est probable, il n'est pas exclu qu'elle le trouve. Or elle est, en puissance, une idéologie plus totalitaire que le marxisme. En replaçant l'homme dans la biosphère, elle lui propose en quelque sorte de recoudre son cordon ombilical. Ce n'est pas un hasard si un scientifique de haut vol comme James Lovelock réinvente le culte de Gaïa, la Terre mère.

Au pays de Descartes et de Voltaire, il reste toujours une fraction appréciable de la population pour se réifier des passions de l'âme et des idées simples. Ce livre en témoigne. Puisqu'il annonce une prise de conscience, chez les journalistes scientifiques en particulier, de l'importance qu'il y aurait à passer l'actualité écologique au crible d'un esprit très critique.

Olivier Postel-Vinay



Richelieu.  
Homme de fer ?  
Homme de Dieu ?  
La nouvelle biographie du cardinal de Richelieu en un « Bouquins » léger, solide, souple, économique.

IL Y A BOUQUIN ET BOUQUINS

ROBERT LAFONT

940 pages 155 f.

la sortie du livre  
des termes officiels  
"SCOOP"  
ou  
EXCLUSIVITÉ



**LA FABRIQUE DU SEXE**  
Essai sur le corps  
et le genre en Occident  
de Thomas Laqueur.  
Traduit de l'anglais  
par Michel Gaucher.  
Gallimard, 355 p., 230 F.

**DES HOMMES ET DU MASCULIN**  
Numéro spécial  
de la revue *Bief*  
Presses universitaires de Lyon,  
245 p., 95 F.

**QUELS PÈRES ? QUELS FILS ?**  
d'Evelyn Sullerot.  
Fayard, 381 p., 130 F.

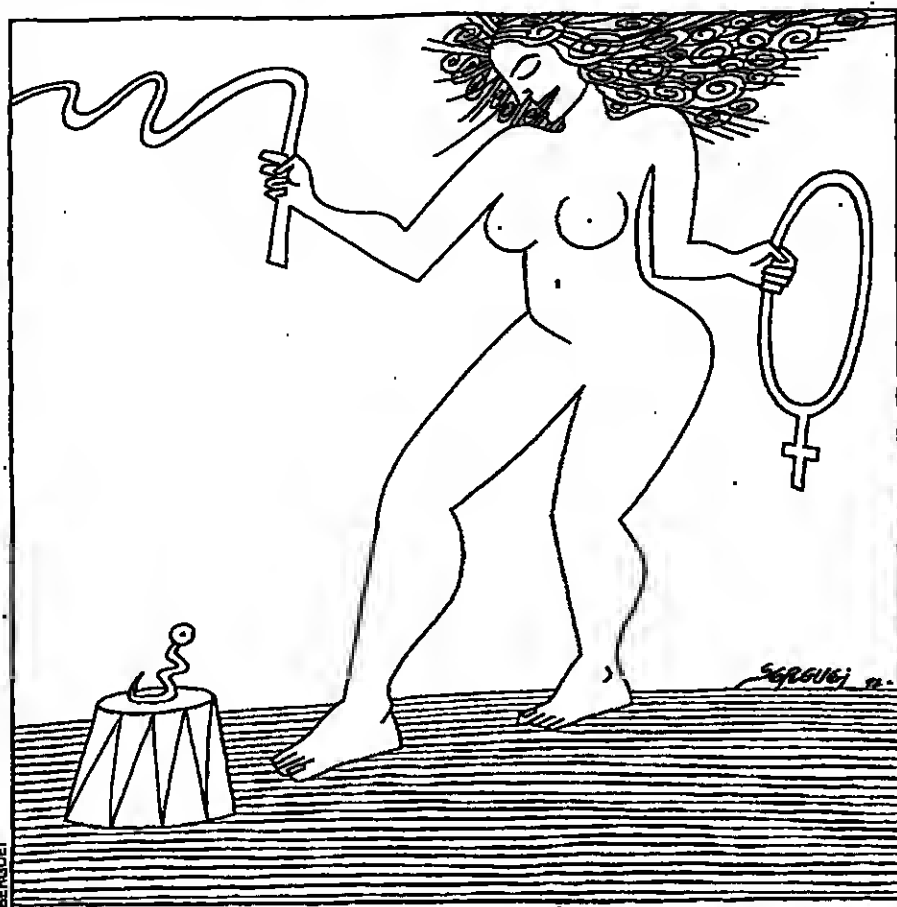
La nature et la biologie ne constituent ni ne disent à elles seules la différence : il y a des femmes et des hommes, du sexe, mais il y a aussi du féminin et du masculin, du genre. Dès le commencement, la fabrique sociale fonctionne en utilisant et transformant ces données premières. Elle n'abandonne pas la reproduction à son état naturel : elle règle son exercice ; elle convertit la fécondité féminine en enjeu décisif, attribuant à la capacité de faire naître, de faire être, la valeur suprême. Et nombre des mythes évoquent l'affrontement des deux sexes afin de parvenir à l'appropriation de ce pouvoir, au contrôle de la descendance et à la supériorité fondatrice.

Le désir de se situer à l'origine, de prendre place dans une filiation, prévaut alors sur l'érotisation du désir ; c'est à la fois vaincre la mort individuelle et accéder plus pleinement à l'existence sociale. Mais, au-delà, c'est toute une conception du monde, des êtres, des choses, de la société et de leur ordre propre qui se manifeste. Elle régit l'œuvre incessante des principes masculin et féminin, aux traductions sociales qui définissent les situations et les rôles respectifs des deux genres. À la limite, elle fait du sexe une création sociale, comme le révèlent les pratiques rituelles et initiatiques qui établissent nécessairement les hommes et les femmes dans une sexualité univoque et entière. Elle convertit le langage du corps en un langage social où la distinction des deux genres et leur relation engendrent de l'inegalité, de la hiérarchie et de la subordination. C'est là, en version simplifiée, la leçon délivrée par l'anthropologie.

THOMAS LAQUEUR, historien, dans le plus remarquable des essais sur le corps et le genre en Occident, nous donne à voir et à comprendre la fonctionnement de la « fabrique du sexe »

au cours de notre propre histoire. Son livre considère non pas la formation du genre, mais du sexe ; tout en constatant que « ce que l'on peut vouloir dire sur le sexe... contient déjà une affirmation sur le genre ». Il n'y a pas, d'un côté, de la nature, et, de l'autre, de la culture, mais une production conjointe : la différence sexuelle reçoit un contenu à travers les représentations, les symbolisations, les rhétoriques, et la façon dont elle signifie des rapports de force. Le dosage est variable, selon les formes de la société et du pouvoir, de la culture et du savoir, mais toujours instable et propice à l'ambiguïté. Thomas Laqueur distingue, à cet égard, deux grandes périodes dans l'histoire occidentale : celle, ouverte dès l'Antiquité, où se constitue et se maintient le « modèle du sexe unique », celle, commençant avec la coupure moderniste du dix-huitième siècle, où émerge le « modèle des deux sexes ».

Au départ, Aristote – avec la définition de l'ordre des êtres – et Galien – avec la composition du *corpus anatomique* – contribuent à amoindrir la différence sexuelle, à l'avantage de la différenciation des deux genres et des hiérarchies au sein desquelles elle s'inscrit. Selon le médecin, les sexes sont liés par une commune anatomie ; les femmes sont « inversées », elles ont les mêmes organes, mais à l'intérieur ; en elles, l'« économie des fluides du corps » est plus faible et elle explique l'« absence de perfection ». Selon le philosophe, l'ordre des êtres et la distinction des causes (au masculin, l'efficacité, au féminin, la matérialité) font passer la femme à un rang métaphysique inférieur. Elle apparaît



ainsi, au regard des deux disciplines, comme un « moindre mâle ».

C'est le genre qui subordonne la définition du sexe, et « l'étiologie du corps humain » devient, pour longtemps, « le corps mâle ». Il s'agit d'une stratégie des représentations, elle résistera à l'épreuve d'une connaissance plus précise de l'anatomie génitale. En fait, « la biologie du modèle unisexe » doit s'interpréter en tant que « discours sur le pouvoir, la légitimité et la paternité ». Elle se transmet et conserve son autorité jusqu'au dix-septième siècle ; même lorsque l'observation à corps ouvert donne à voir directement les

organes, la représentation de ceux-ci se conforme à l'idéologie plus qu'à l'exactitude de l'examen. La formule-clé reste : un seul sexe (biologique), deux sexes sociaux (genres) ; les organes et les qualités des corps sont « autant de façons d'exprimer la hiérarchie ».

C'est au dix-huitième siècle « que fut inventé le sexe tel que nous le connaissons » ; les principes d'isomorphisme sont alors abandonnés et les appareils de la reproduction « deviennent le fondement d'une incommensurable différence ». L'avènement de la raison, l'avancée de la science et, en conséquence, les progrès accomplis dans l'intelligence du

sexe, la soumission au seul plan de la nature et à l'ordre des faits provoquent l'émergence du second modèle : celui des « deux sexes ». Mais aussi, les formes nouvelles prises par les luttes pour le pouvoir et le rang avec leur déplacement sur un autre terrain : « celui de la nature et du sexe biologique ». C'est par rapport à ce dernier – différence fondée en nature – que se définit le genre, avec les qualités, les vertus et les rôles résultant d'un effet de « déterminisme biologique » dans le champ des conventions sociales, politiques, culturelles. Le modèle ancien est inversé : la différence sexuelle sert de fondement à la différenciation des genres, au partage des domaines masculin et féminin. Pour les conservateurs, ce partage ne relève en rien de l'égalité mais de la soumission. Aux contraires de la différence sexuelle, pour les évolutionnistes, la différenciation croissante des rôles féminin et masculin fait que « les femmes peuvent devenir le moteur de nouvelles avancées ».

LES deux modèles ne se succèdent pas nettement, ils coexistent à divers moments de l'histoire : jusqu'en plein vingtième siècle avec la théorie freudienne de la sexualité, selon laquelle « la libido ne connaît point de sexe ». Les grands bouleversements du présent n'ont point effacé l'ambiguïté, alors que l'économie sexuelle est désormais plus libre, plus ouverte à des choix individuels mieux informés. C'est le genre qui devient plus fluide, par l'effet de la progression féministe et des incertitudes affectant l'identité masculine. Le genre « fort » fléchit ; la condition masculine com-

mence à se définir autrement, au besoin sous l'impulsion des femmes, comme le révèle le numéro spécial de l'une de leurs revues (*Bief*) consacré aux hommes et au masculin, sous la direction de Daniel Welzer-Lang.

C'est une interrogation multiple portant sur « les constructions sociales du féminin et du masculin », une incitation à « abattre les prisons du genre ». C'est d'abord un travail critique attaquant « la sainte virilité » et l'ordre du « patriarcat », évaluant la révolution sexuelle et la nouvelle économie familiale. Mais le constat est aussi celui du silence des hommes, face à ce qui fait du genre masculin un « genre flou », face au « monque d'un discours d'échange et d'union » – selon les formules de Marc Chabot, écrivain québécois. On comprend alors mieux qu'une femme, tôt engagée dans les combats de la cause féminine, Evelyn Sullerot, prenne avec ardeur la défense des « pères ».

Elle s'étonne du « silence sur ce qui est advenu de la paternité ». Dans un livre de passion, nourri d'histoire, de sociologie, de droit de la famille, elle montre comment le pouvoir des pères avec ses « prérogatives millénaires » s'est trouvé affaibli en quelques décennies. De 1965 à 1985, elle suit les trois évolutions génératrices de cet effacement ; démographiques (crise des mariages, montée des divorces, éclatement des familles, effets de l'individualisme), juridiques (les femmes deviennent le premier sexe parental devant la loi), et sociales (prévalence du couple « sur la famille et sur le rapport de filiation »). Evelyn Sullerot dénonce l'acheminement vers une « société sans pères », désigne les risques d'une sexualité féminine qui, disposant enfin de moyens efficaces de sa gestation, peut conduire à une « prise de pouvoir sur la maternité », à une « guerre dont les pères sont les grands perdants ». Elle mesure les dangers propres à cette prise de position contre « le règne de la maternité sans partage », mais elle les estime nécessaires en raison des effets néfastes résultant de l'effacement de l'image paternelle.

Trois textes, trois parcours parmi les incertitudes, les ambiguïtés. La crise des identités est générale, elle ne peut pas ne pas affecter nos façons de vivre le masculin et le féminin. Et l'on reste, aujourd'hui comme hier, étonné par l'impossibilité de dire l'homme et la femme, de les lier par une définition.

DERNIÈRES LIVRAISONS

**OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?**  
Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE (service 12)  
**LE MONDE DU LIVRE**  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
(1) 43.25.77.04  
Code Minitel : 3615 MDL

Vient de paraître  
**PARIS À L'ÉPOQUE DE BALZAC**  
et dans  
la « Comédie humaine »  
La ville et la société  
par Yves YGAUNIN  
Un vol. 16 x 24, 320 p.,  
200 F  
Chez votre libraire ou envoi franco :  
A.G. NIZET  
3 bis, place de la Sorbonne, 75006 Paris

## La piste du linge

**LA TRAME CONJUGALE**  
analyse du couple  
par son linge  
de Jean-Claude Kaufmann.  
Nathan, 216 p., 135 F.

Sociologue du quotidien, Jean-Claude Kaufmann est un chercheur inventif et indiscrètement curieux de la vie conjugale entre piles de draps et chemises sales. Si l'idée fait sourire, cette « piste du linge » se montre pourtant sérieuse autant qu'astucieuse. Car, dans nos manières de séparer torchons et serviettes, d'amonceler ou de ranger tricot et chaussettes, de trier la propre du sale, le fonctionnement du couple se dévoile : séparation des tâches, amoncellement d'habitudes, héritages familiaux et sociaux, tris entre conflits et compromis.

On découvre ainsi un sens de l'ordinaire domestique qui ne correspond pas aux discours généralement tenus sur le couple et son évolution et qui dément aussi les propos des conjoints eux-mêmes, tant, ici, « les gestes disent le contraire des mots ». Certes, les choses ont changé en l'espace d'une génération : avant de s'installer tout à fait, on cohabite, la vie à deux est prudente et prégressive, chacun, d'abord, gère et lave ses petites affaires, c'est le temps du lavement ou de la lessive chez les parents.

L'acte qui, plus que tout autre, selon Kaufmann, engage véritablement la mise en ménage est l'acquisition du linge-linge. Dès lors se rencontrent et s'affrontent les conceptions du propre et du rangé, usages hérités, représentations familiales, d'autant plus

ténues qu'elles relèvent de ce domaine de l'infime et de l'intime profondément ancré dans la personnalité et rarement exploité. Les habits qui traitent, les foulards, les faux-plis sont des sujets de conflits dérisoires et peu avouables où se trouvent pourtant en jeu le rôle et le territoire de chacun. Les vêtements se mélangent et les travaux se distribuent. Généralement tacitement et toujours inégalement. La tri, le rangement, le repassage reviennent aux femmes, même lorsque le partage égalitaire des tâches domestiques est voulu. Pourquoi ? « C'est comme ça », répondent les couples interrogés par Kaufmann.

Un savoir  
des étoffes

Gestes appris, mémoire incorporée, il y a une longue connivence historique entre le linge et la féminité. Bien sûr, l'âge des trousseaux, des initiales brodées qui signent un destin est révolu. Mais les femmes ont gardé un goût et un savoir des étoffes qui les piègent. Et, bien qu'aujourd'hui l'évidence séculairement construite de cette compétence s'effrite, on est encore loin d'une égalité qui impliquerait une reformulation profonde des identités de l'homme et de la femme. Dans une société où les modèles et les règles ne sont plus imposés par la tradition mais intériorisés par les individus, les couples s'efforcent ainsi de tailler sur mesure, puis de reprendre le tissu de leur relation.

Nicole Lapiette

## Le théâtre des corps

Comment, pour se détacher de la bête, l'homme transforme son anatomie

**LE VÊTEMENT INCARNÉ**  
de Françoise Borel.  
Calmann-Lévy, 260 p., 130 F.

Soigner ou sauver son apparence est l'universelle exigence d'une humanité refusant la sauvagerie de la nudité. « Il fallait être peint pour être homme », notait Claude Lévi-Strauss à propos des Cadures du Brésil (1). Il faut être paré, marqué, pour se démarquer de l'animalité, constate à son tour Françoise Borel, qui nous invite à découvrir les effets de ce paradoxe : pour se détacher de la bête ou de la brute, les humains s'inventent des parures, transformant, déformant et brutalisant leur corps. Des lèvres distendues des « femmes à plateau » du Tchad aux tailles étriquées des Occidentales du dix-huitième siècle, des nez perforés d'un coquillage ou d'un os chez les Papous de Nouvelle-Guinée aux pieds atrophiés des Chinoises, des scarifications, qui marquent les étapes des rites de passage, à la chirurgie esthétique, qui s'efforce d'effacer les traces du temps, les empreintes des cultures sur les anatomies sont aussi diverses dans leur créativité, œuvrant de la tête aux pieds, que largement répandues à travers l'histoire et les sociétés.

Partout le contrôle des apparences se prouve avec rigueur et s'éprouve, non sans douleur, très tôt parfois. On apprend ainsi que le modelage du crâne des nouveau-nés, attesté déjà dans l'Antiquité et pratiqué sur divers conti-

nents, était courant dans les campagnes françaises au dix-huitième siècle. On découvre aussi les « fantasmes incarnés de l'Occident », cette vogue des tatouages importée d'outre-mer par les premiers voyageurs et qui s'est répandue dans la haute société européenne au dix-huitième et surtout au dix-neuvième siècle, jusque chez les enfants de l'arrière reine Victoria, le bras d'un jeune prince s'ornant d'un grand dragon !

Dans ce livre foisonnant et souvent surprenant, Françoise Borel mêle les exemples proches ou lointains, exotiques ou familiers ; elle décrit les rites et les techniques, relate les mythes ou les voyages qui les justifient et conjugue les approches, empruntant à l'ethnologie, à la psychanalyse, à l'histoire ou à l'histoire de l'art des éléments d'interprétation en un parcours d'analyse éclairé et documenté.

Elle montre que le corps décoré par ces métamorphoses est signifiant : métaphore de la société, il rend visible l'appartenance, la distinction, le pouvoir, le statut ou la richesse. Mais elle montre aussi combien il est, en même temps, séduisant, érotisé ; en s'exhibant par fragments, il en appelle au fétichisme et suscite le désir. Entre l'ordre social et le désordre des passions est ainsi tracé, de la bête à la bête, le motif incorporé des codes catholiques.

N.L.

(1) *Tristes Tropiques*, Plon, 1955.

La peinture, la médecine,  
les origines de l'impressionnisme,  
la mélancolie et la société provinciale...

François-Bernard Michel

**BAZILLE**

1841-1870



Grasset



## Boycott à sens unique

Il n'y avait qu'un éditeur français à la Foire de Téhéran, mais... plus de trois cents anglo-saxons

En mars, à la suite de l'annonce que tout éditeur étranger était bienvenu à la Foire du livre de Téhéran - à condition de ne pas exposer « d'images obscènes, d'œuvres anti-religieuses et anti-islamiques ainsi que tout type d'ouvrage propageant le sionisme » (le Monde du 26 et du 27 mars), M<sup>me</sup> Evelyn Piser, directrice du livre au ministère de la culture, avait annoncé qu'« il n'y aurait pas de stand de France-Edition à Téhéran ».

France-Edition est l'organe promotionnel du livre français hors de nos frontières. Et l'Iran - où existe une élite francophone aisée et où plusieurs nouveaux départements universitaires de français ont été créés depuis la révolution islamique - est un marché potentiellement énorme. Les importations de livres y ont augmenté de 355 % entre 1986 et 1990. La déclaration de M<sup>me</sup> Piser dissuade néanmoins les éditeurs français, désireux à l'origine de se rendre à Téhéran en « indépendants ».

Ni les affaires Ruschdie ou Bakhtiar, ni le règlement « idéologique » de la Foire de Téhéran - en

demeurant comparable à celui des salons culturels de la plupart des États musulmans - n'ont en revanche refroidi les éditeurs anglo-saxons : 305 d'entre eux (199 britanniques et 106 américains, bien que les États-Unis n'aient pas de relations diplomatiques avec l'Iran) ont participé à la Foire qui vient de s'achever à Téhéran et qui, selon la presse iranienne, a connu une énorme affluente et des ventes record.

Des maisons de Hollande, Suisse, Espagne, Italie, Australie, Égypte, Inde, Japon, etc. étaient également présentes au Salon. La France, finalement, n'était là qu'à travers un stand d'exposition - sans vente d'ouvrages, ce qui a mécontenté le public iranien - de la mission culturelle française en Iran, et par un seul éditeur, Technip. Emanation autonome de l'Institut français du pétrole, et distincte de la société d'ingénierie Technip, cette maison d'éditions techniques et scientifiques diffuse surtout des ouvrages sur le pétrole et les autres énergies, dont une partie en anglais.

J.-P. P.-H.

## L'affaire José Saramago

Selon un ministre portugais, l'écrivain porte atteinte au « patrimoine religieux » national. La polémique a gagné le Parlement européen

A un mois de la fin de son mandat européen, la présidence portugaise aurait volontiers fait l'économie d'un mini-scandale provoqué par le secrétaire d'État adjoint à la culture, M. Antonio Sousa Lara, qui a rayé d'une liste de candidats portugais au prix européen de littérature une œuvre de l'un des plus grands écrivains portugais contemporains, l'évangéliste selon Jésus-Christ, de José Saramago, œuvre qui, selon lui, « porte atteinte au patrimoine religieux des Portugais ».

Cette initiative a soulevé aussitôt un tollé dans le monde des lettres et dans l'opposition socialiste et communiste, et un flot de protestations a déferlé sur le gouvernement accusé de « censure » et de vouloir « en revenir au temps de l'Inquisition », tandis que, de tous côtés, des voix s'élevaient pour demander la démission de M. Sousa Lara.

La polémique a dépassé les frontières lusitaniennes et le Parlement européen a été saisi de l'affaire par les députés socialistes. Son président, M. Egon Klepsch, a adressé une lettre au président de la Commission, M. Jacques Delors, pour le saisir du « cas Saramago », tandis que M. Jack Lang se déclarait « vivement ému ».

Cette censure d'une œuvre littéraire pour le prétexte qu'elle porte atteinte au « patrimoine religieux » est inacceptable.

Mais ce n'est pas l'avis de la culture. M. Pedro Santana Lopes, a fait front contre la critique, et est monté au créneau, lundi, lors de la réunion des ministres de la culture à Bruxelles, pour défendre son adjoint. Il a critiqué José Saramago et M. Egon Klepsch, mais n'est pas intervenu sur le fond de l'affaire en considérant qu'elle était désormais réglée, puisque le jury, convoqué à nouveau pour réexaminer la liste des prétendants au prix, y a réintroduit l'évangéliste.

Mais ce n'est pas l'avis de

l'écrivain portugais qui affirme désormais son refus de voir son livre sélectionné et promet de faire appel directement au jury européen du prix pour lui demander de l'éliminer de la compétition. Selon l'auteur du *Rodeau de pierre*, devant l'ampleur de la protestation, le gouvernement a été « contraint de faire marche arrière ». Taxant M. Sousa Lara de « catholique enragé », il a confié au Monde qu'il y avait « peut-être dans ce gros livre de 450 pages des choses qui peuvent choquer, comme, par exemple, le fait que Marie n'est pas vierge, et que Joseph est responsable du massacre des innocents », mais, ajoute-t-il tout aussitôt, « si je voulais résumer mon livre en quelques mots, je dirais que c'est une réflexion sur la faute et la responsabilité ».

De son côté, le jury portugais, qui a confirmé ses choix initiaux, estime que José Saramago ne peut, en aucun cas, retirer son œuvre de la liste. L'écrivain Cesimiro de Brito, membre du jury et vice-président du Pen Club, est formel : « La position de Saramago est indéfendable, dit-il, car ce sont des lecteurs spécialisés qui ont choisi trois ouvrages qui leur ont semblé les meilleurs de ces dernières années. » Il a roidé de continuer à se battre contre le gouvernement, mais, maintenant, ajoute-t-il, il doit attendre la

décision du jury européen. *« Obra breve (Œuvre brève) », de la poétesse Fátima Pais Branco, et Toboia dos materiais (Table des matières), de Pedro Tamen, sont les deux autres ouvrages retenus pour représenter la littérature portugaise aux côtés de José Saramago dans cette compétition à laquelle participent trois auteurs représentant chacun des douze États membres de la CEE.*

En attendant le verdict du jury européen, qui devrait trancher d'ici un mois environ à Madrid, la vague de la contestation - dont l'Eglise catholique a été totalement absente, ce qui est au moment de la publication de l'évangéliste ou de son retrait de la liste - devrait refluer et le gouvernement tirer les leçons de sa « gaffe ».

Alice Illicic

o Colloque France-Portugal. - Un colloque, conjointement organisé par l'Association pour le développement des études portugaises, le Centre culturel portugais et la Fondation Calouste-Gulbenkian, intitulé « Images réciproques France-Portugal », se tiendra à l'Assemblée nationale (101, rue de l'Université, 75007), les 21, 22 et 23 mai. Pour tous renseignements, contacter l'ADEPBA au 40-46-24-99.

### DERNIÈRES LIVRAISONS

#### HISTOIRE

MICHEL WINOCK : *Le Socialisme en France et en Europe, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Un essai de synthèse sur l'histoire du mouvement socialiste sur notre continent. L'ouvrage est divisé en deux parties : l'une porte sur l'ensemble des pays européens, la seconde plus particulièrement sur la France. L'une et l'autre s'étendent jusqu'aux développements les plus contemporains. (Le Seuil, coll. « Point Histoire », 430 p.)

De Michel Winock également, 1991-*Les Frontières vivantes*, premier volume d'une série qui en comprendra dix et dans lesquelles dix auteurs tiennent une sorte de journal de l'année, tant sur le plan de la vie publique que sur celui de leur vie privée. Pour Michel Winock, 1991 aura été l'année du feu aux frontières, du Proche-Orient à l'Europe centrale et orientale. (Le Seuil, 422 p., 135 F.)

#### SOCIÉTÉ

MICHEL PASTOUREAU : *Dictionnaire des couleurs de notre temps*. Saviez-vous que l'eau n'est bleue que depuis deux siècles, que, selon les Occidentaux, le couleur moutarde est la plus laide ? Vous êtes-vous demandé pourquoi le vainqueur du Tour de France porte un maillot jaune, pourquoi les Martiens sont verts ? Michel Pastoureau essaie de répondre. Depuis près de dix ans (*Figures et couleurs*, le Léopard d'or, 1986), il regarde, écoute et enquête sur la place de la couleur dans la société occidentale. Loin de soumettre au lecteur un répertoire didactique et austère, il choisit de livrer, en connaisseur mais avec humour et une subjectivité piquante, un éventail varié d'objets, de noms et de concepts qui entretiennent un lien étroit avec les couleurs. (Ed. Bonneton, 215 p., 99 F.)

#### LETTRES ÉTRANGÈRES

BARBARA VINE : *Le Tapis du roi Salomon*. Prolixe, omniprésente Ruth Rendell. On a publié d'elle, ces derniers mois, deux recueils de nouvelles, *Volets clos* et *Heures fatales*, cependant que la collection « Bouquins » réédite quelques-uns de ses meilleurs romans. Voici une nouvelle facette de son - grand - talent : car Barbara Vine, c'est encore Ruth Rendell. C'est d'ailleurs sous ce pseudonyme qu'elle obtint, en 1987, le Grand Prix britannique de littérature policière. Et si le roman criminel, c'est la mise au jour des passions souterraines, rien de plus criminel que celui-ci : car toute l'intrigue se déroule dans le métro londonien. (Traduit de l'anglais par Françoise Rosso, Calmann-Lévy, 356 p., 120 F.)

GOTTHOLD LESSING : *Minna von Barnhelm*. L'histoire mouvementée d'un commandant de l'armée prussienne et d'une jeune et riche héritière saxonne dans le Berlin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'introduction d'Henri Simonet permet d'apprécier la subtilité racontée par cette comédie qui marque une date dans l'histoire littéraire de l'Allemagne. (Traduit de l'allemand par Henri Simonet, Aubier bilingue, 112 p., 75 F.)

CARLO GOLDONI : *Le Serviteur de deux maîtres*. La célèbre comédie, écrite à Pise en 1745 à partir d'un sujet de la commedia dell'arte, est ici précédée d'un « avis au lecteur » et de la dédicace - rédigée en 1753 sous forme de lettre privée et imprimée le même année au tome III de l'édition Paperini - à Rainieri Bernardino Febri (1675-1757) qui accueillit et protégea Goldoni pendant son séjour à Pise de 1744 à 1748. (Traduit de l'italien et préfacé par Valeria Tosca, Aubier bilingue, 310 p., 35 F.)

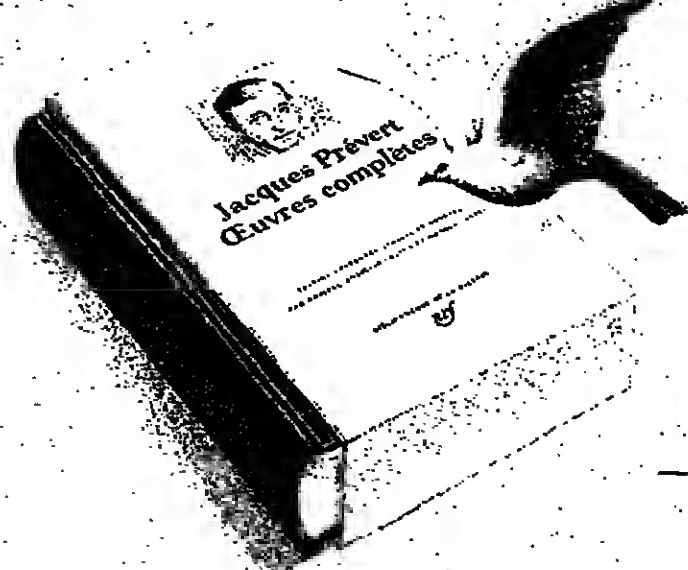
o Rencontre sur les « nouvelles archives ». - L'IMEC (Institut Mémoires de l'édition contemporaine) organise une rencontre internationale, intitulée « Archives et recherches : vers une nouvelle intelligence des archives ? ». Cette rencontre s'organisera en deux temps : le 25 mai, à Paris, sur le bateau *Princess-Elizabeth* (base Alpha, port de Javel haut, 75015), journée d'étude sur le thème « Nouvelles archives, nouvelles recherches ». Les 26, 27 et 28 mai, à Paris, puis à Londres et à Cambridge, se déroulera un colloque, organisé conjointement par l'IMEC et le Centre for English Studies (University of London), sur le thème « Archives d'éditeurs et histoire littéraire ». Pour tout renseignement, contacter l'IMEC, 25, rue de Lille, 75007, tél. : 42-61-29-29.

o Autour de Pierre Oster. - Un colloque international autour de Pierre Oster, intitulé « Poétique et poésie », se tiendra les 25, 26 et 27 mai à l'université de Pau. (Faculté des lettres de Pau, amphithéâtre 3 : ouverture le lundi 25 à 9 heures. Le mercredi 27 après-midi, la séance se déroulera au Parlement de Navarre).

o Rectificatif. - L'album *Prévert de la « Bibliothèque de la Pléiade »* que mentionnait André Velter dans « Le Monde des livres » du 15 mai, et qui présente 601 documents, ne coûte évidemment pas... 601 francs. Comme tous les albums de « la Pléiade », il est offert, pendant la Quinzaine de la Pléiade, pour l'échat de trois volumes.

Enchanteur !

Prévert,  
en prose,  
en vers et  
en couleurs  
dans  
la Pléiade.



La Pléiade  
— ou la volupté de lire —  
CALMAN-LEVY



# Louis, occis par la hache et par l'épée...

En 1407, le duc d'Orléans, frère du roi, est assassiné par son cousin Jean de Bourgogne. Anatomie d'un meurtre qui est, pour Bernard Guenée, « le puissant révélateur d'une société »

**UN MEURTRE, UNE SOCIÉTÉ**  
L'assassinat du duc d'Orléans  
23 novembre 1407  
de Bernard Guenée.  
Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 350 p., 170 F.

Voilà bien un livre d'histoire. Il est introduit par le récit d'un événement, suivi d'une chronologie. Dans la vieille rue du Temple à Paris, en ce 23 novembre 1407, Louis, duc d'Orléans et frère du roi Charles VI, était tué à coups de hache et d'épée. Il fallut bientôt se rendre à l'évidence : le commanditaire de ce « très cruel homicide » n'était autre que le duc Jean de Bourgogne, dit « sans Peur », le propre cousin du roi. Il avait poussé l'impudence jusqu'à pleurer et gémir avec tous ses parents aux obsèques, en habit de deuil, tenant même le drapeau qui recouvrait le cercueil. Quatre jours avant le meurtre, il n'avait pas craint de jurer alliance avec son royal cousin et de communier avec lui : l'homicide se doublait d'une trahison.

« C'est un meurtre parmi d'autres, commente Bernard Guenée, mais qui, perché si près du roi, met à nu de façon exemplaire les structures et les ressorts du monde qui l'a permis et secrété. Le meurtre est le puissant révélateur d'une société. »

Et l'historien invite son lecteur à le suivre dans la société politique de la première moitié du quinzième siècle et dans le drame de conscience politique et spirituel ouvert par l'événement. Les deux partis refusent tout pardon. Le duc de Bourgogne voulait prouver que son acte était méritoire tandis

que les fidèles du duc d'Orléans réclamaient que l'Etat impose sa justice. Ne l'obtenant pas, ils empruntèrent eux aussi « la voie de fait », et la violence répondit à la violence. Le 10 septembre 1419, sur le pont qui franchit la Seine à Montreuil, Jean sans Peur était à son tour occis par les vengeurs du duc d'Orléans.

D'un meurtre à l'autre, Bernard Guenée analyse brillamment une vie politique reposant sur l'honneur et les vertus, chargés de maintenir le corps politique en bonne ordonnance. Mais péchés et violence viennent briser un ordre et une paix qui, pour les contemporains de Charles VI, font partie des rêves.

## La Fortune auxiliaire de justice

Le désordre serait-il caprice de Fortune? Une admirable étude nous montre ici que Fortune « beaucoup moins qu'une déesse et beaucoup plus qu'un mot, était une force dont les savants peinaient à préciser quelle liberté lui laissait la providence divine ou la position des astres, et quelle liberté elle laissait aux hommes ». Mais pour l'immense majorité des chrétiens, la Fortune menait le monde avec la permission de Dieu. Loin d'être l'auteur de désordre, elle apparaissait à beaucoup, en 1406, comme le redoutable auxiliaire d'une justice trop souvent défaillante.

Car le désordre est le fruit des péchés des hommes, au premier rang desquels l'orgueil et l'avarice, semant partout la haine qui engendre la violence : « Loin d'être un danger marginal, la violence imprégnait le tissu même de tout le corps politique. »



Au désordre, il fallait bien chercher remède. En approfondissant le sens de la « majesté royale » et du « bien commun du royaume », les juristes en sont venus à mieux définir la violence légitime pour en faire le monopole du souverain. Mais la justice du roi au quinzième siècle ne pouvait encore juguler la violence et imposer la paix. Rien ne valait pour cela de solides alliances par mariage ou fraternités diverses reposant sur l'amour mutuel et sanctionnées par un serment devant Dieu.

Encore eût-il fallu qu'il y ait bien amour et loyauté pour que justice du prince et alliances multiples ne s'opposent pas. Entre un désir d'Etat plus fort et un désir d'alliances plus nombreuses, le corps politique était, à la veille du meurtre du duc d'Orléans, à la croisée des chemins.

C'est dans ce contexte que Bernard Guenée inscrit le meurtre proprement dit. Il s'est livré à de rigou-

reuses études des termes employés par les contemporains, démontrant une nouvelle fois qu'une histoire des idées et des attitudes politiques passe par une histoire des mots. Il a déployé ses dossiers, riches d'exemples et de citations, en une architecture impeccable.

L'événement est ensuite inscrit dans son cadre parisien. L'historien décrit la cour, dresse des portraits de grands personnages, analyse leurs passions et leurs affrontements jusqu'au meurtre. Alors s'engage le débat : justification, pardon ou justice? Convoqués en bon ordre, voici les grands témoins : Jean Petit, Jean Gerson, Christine de Pisan, dont les œuvres sont mises à la portée du lecteur attentif.

La mort du duc d'Orléans assure à Jean sans Peur un triomphe aux moindres frais : la seule mort d'un homme. Mais cette mort d'homme tué par son proche parent au mépris de tous les serments posait à la société française des problèmes de

conscience difficilement surmontables.

Il aurait fallu, pour rétablir la paix, persuader les parisiens du duc d'Orléans de renoncer à la vengeance. Mais il aurait fallu pour cela que s'exerçât la justice du roi à l'encontre du duc de Bourgogne, après qu'il eut imploré son pardon. Or le duc ne demandait pas son pardon : il justifia sa conduite. Il exige d'être approuvé et « rémunéré d'amour, d'honneur et de richesses ». « Par cette prétention stupéfiante, poursuit Bernard Guenée, il paralysait la procédure de réconciliation, il empêchait la paix. En vérité, si les sujets de Charles VI ont si longtemps souffert, ce n'est pas tant à cause de la mort du duc d'Orléans; c'est bien plutôt pour l'honneur du duc de Bourgogne. »

Ce dernier trouve dans l'universitaire Jean Petit, théologien et juriste, un brillant orateur qui démontre que le duc d'Orléans avait été un criminel de lèse-majesté, un traître et un tyran qui méritait la mort. Et il sait exploiter le désir populaire de paix pour contraindre les princes à négocier : une injuste paix civile est conclue à Chartres en 1409.

Ce n'était pas une bonne paix, car il n'y a pas de bonne paix sans miséricorde, vérité et justice, allait bientôt exposer Gerson. A partir de 1413, le chancelier de l'université de Paris emploie trois longues années à réfuter la justification du duc de Bourgogne. Il montre combien la conduite du duc était scandaleuse pour la conscience de chaque chrétien. Jean sans Peur avait violé les deux principes fondamentaux de tout ordre social : « Tu ne tueras pas » et « Tu ne parjureras pas ».

On lui rétorque que le « Tu ne tueras pas » ne s'applique pas toujours, puisqu'on doit tuer le tyran. Gerson, par son acharnement importun, empêcherait finalement la paix civile! De fait, son exigence de vérité, comme naguère le désir de justice du fils du duc assassiné, venait se briser contre l'honneur du duc de Bourgogne.

Restait alors la vengeance, le meurtre contre le meurtre. En jan-

vier 1418, le duc de Bourgogne avait reçu de la reine Isabeau de Bavière le gouvernement légal du royaume et, en mai de la même année, ses partisans s'emparaient de Paris, tandis que le dauphin, futur Charles VII, s'enfuyait pour s'installer à Bourges.

En son conseil, le jeune Charles décida qu'il fallait tuer le duc. Rendez-vous fut pris avec lui pour une entrevue sur le pont de Montreuil au cours de laquelle, sur un signe du dauphin lui-même, le duc de Bourgogne est tué « d'une petite hache ». Le meurtre de Montreuil avait été décidé par la froide raison politique, et par les trop bons élèves que Jean Petit avait eus, qui pensaient pouvoir tuer le tyran notoire. Le duc de Bourgogne mourait de son meurtre. Il mourait aussi de sa justification.

## Le remords de Charles

Cette fois, l'homicide n'était pas le fait de soudoyers de bas étage comme en 1407, mais bien le fait du dauphin lui-même, entouré de ses conseillers. Le roi Charles VI condamna son fils : « On ne pourra plus l'appeler que Charles le Mal Advisé, soi-disant de France. » En 1420, par le désastreux traité de Troyes, il est privé de ses droits à la couronne. C'est son beau-frère Henri V, roi d'Angleterre, qui sera l'héritier du royaume de France.

Le dauphin Charles, satisfait de son meurtre dans un premier temps, fut bientôt rongé par le remords, le doute sur la légitimité de son acte et donc sur sa légitimité royale. Le secret que lui révèle Jeanne d'Arc, suggère Bernard Guenée dans un épilogue lumineux, c'est que le Dieu de miséricorde lui a pardonné Montreuil et qu'en se repentant, il est désormais le roi légitime. En 1429, Orléans est délivrée. En 1436, les troupes royales entrent à Paris. En 1453, les Anglais ne tiennent plus que Calais.

Le pardon, annoncé par Jeanne d'Arc au roi de France, a eu raison du meurtre, de « la grande pitié du royaume », et il a libéré l'avenir.

Michel Sot

# L'armée, cette accoucheuse d'Etat

Premier tome d'une « Histoire militaire de la France » en quatre gros volumes ou comment la guerre a parachevé la genèse de l'Etat moderne

**HISTOIRE MILITAIRE DE LA FRANCE**  
Tome I : Des origines à 1715  
sous la direction d'André Corvisier  
et de Philippe Contamine.  
PUF, 648 p., 550 F.

Voilà une grande entreprise, comme l'édition en offre périodiquement, qui comportera quatre gros volumes, dont le premier vient de paraître. Les auteurs n'entendent évidemment pas revenir à une dérisoire « histoire-batailles », mais bien revendiquer, « sans orientation ni fausse honte, le terme, moqué il y a peu encore, d'histoire militaire ». Cette histoire militaire s'entend dans un sens large. L'art militaire proprement dit, les batailles et les sièges, les armes offensives et les fortifications y sont bien présents, mais situés dans leurs rapports avec l'histoire de l'Etat et celle de toute la société.

Le volume paru s'ouvre avec l'arrivée des Francs, un peuple en armes qui s'établit sur les ruines de l'Empire romain à la fin du cinquième siècle. Il s'achève à la mort de Louis XIV en 1715. La France a alors une solide armée permanente avec un corps d'administrateurs et même un corps de principes et d'usages : ce qu'on appellera le « droit des gens ». Cette armée, c'est l'armée du roi - c'est-à-dire de l'Etat, - et l'on peut considérer que les quelque 600 000 combattants réunis pour la guerre de la Succession d'Espagne constituent une armée nationale.

Tout au long de ce volume courent deux idées-forces : le perfectionnement de l'armée a généré l'Etat et le fait militaire a puissamment contribué à faire de la

France une nation. L'histoire militaire de la France, c'est donc largement aussi une histoire politique et événementielle de la France à travers laquelle les auteurs progressent par chapitres chronologiques, donnant aux lecteurs de remarquables épreuves de l'histoire de chaque période, avant d'en développer les aspects proprement militaires.

Quoi de plus guerrier dans nos mémoires que les rois mérovingiens? Et pourtant, voici que les spécialistes du fait militaire concluent que les premiers siècles du Moyen Age ne furent pas plus troublés que d'autres et qu'une grande civilisation put alors se déployer dans une paix relative. Il est vrai que les documents sont rares. On est mieux documenté sur la guerre carolingienne, qui est vraiment une guerre du roi, ou de l'empereur. On voit se dessiner, au temps de Charlemagne, un service militaire de tous les hommes libres et se préciser l'idée que la désertion est un lèse-majesté.

Entre la fin du neuvième siècle et jusqu'au début du treizième siècle, des dizaines de puissances territoriales, lignagères ou personnelles, sont susceptibles de mener des opérations militaires pour leur propre compte. Le guerrier par excellence est alors le chevalier calé sur ses éperons, qui charge lance couchée. Mais l'arme par définition de ce qu'on a appelé la « révolution féodale », c'est le château construit sur une motte, moyen de défense inexpugnable, mais aussi moyen d'encadrement et d'asservissement des populations paysannes : « L'armée de Philippe Auguste était faite de pierres plus encore que d'hommes. »

Paradoxalement décisive pour l'histoire militaire apparaît la longue paix qui sépare la bataille de Bouvines (1214) du déclenchement

de la guerre de Cent Ans. C'est sous le règne de Philippe le Bel (1285-1314) que l'Etat, devenu militaire, engendra l'Etat de finance. « Désormais, et jusqu'au dix-huitième siècle, les ressources de la monarchie furent consacrées au financement de la guerre à raison de 50, 60, voire 75 % ». Et tout se passe comme si la monarchie n'avait plus attendu grand-chose des obligations féodales des vassaux : les combattants, même nobles, sont le plus souvent soldés. A Philippe le Bel revient aussi le mérite d'avoir ébauché un noyau permanent de forces navales au service de la couronne et créé, avec le Clos des Galles à Rouen, le premier arsenal.

## La révolution du boulet

On ne sera pas surpris de trouver, sous la plume de Philippe Contamine, une analyse très fine de la guerre de Cent Ans, des grandes chevauchées anglaises des premiers temps, où les arcs rapides des assaillants ont raison de la lourde armée continentale, à la réorganisation de cette dernière par Charles V : le capitaine de compagnie devient, pour plusieurs générations, le personnage essentiel des armées royales. Armées de professionnels mercenaires, qui risquent toujours d'échapper à l'autorité royale, dès que le souverain est dans l'impossibilité de les solder. Au milieu du quinzième siècle pourtant, s'affermait l'idée que des troupes permanentes, réparties à travers le royaume, peuvent assurer la sécurité publique. Au cours de la guerre de Cent Ans, a peu à peu, mûri un sentiment non seulement dynastique mais national, qui n'est pas étranger à la victoire finale de la France.

Avec Louis XI (1461-1483), on entre dans la modernité. Passionné de la chose militaire, il redoute pourtant la bataille et cherche la dissuasion par la réunion d'armées impressionnantes - « en nombre infini », dit une de ses ordonnances - au prix d'un effort fiscal sans précédent.

Mais la modernité est aussi technologique. C'est l'invention du boulet métallique qui provoque une révolution tactique et stratégique : on peut désormais frapper efficacement à cent mètres et détruire les murailles verticales des places médiévales. Les ingénieurs acquièrent une grande importance dans les armées et mettent au point de nouvelles fortifications moins hautes, plus épaisses et à la face externe inclinée. En deux siècles, on aboutit à Vauban et à la forteresse enterrée de Neuf-Brisach.

Le grand bénéficiaire politique de l'invention du canon est le roi, seul capable de se le procurer et de bâtir les nouvelles forteresses. La guerre moderne a parachevé la genèse de l'Etat moderne, malgré la difficulté récurrente pour le roi ou l'Etat à contrôler son armée.

Ce livre invite à une réflexion sur l'ambivalence de l'armée : son rôle est décisif dans l'histoire de ce que nous sommes et, pourtant, elle est toujours redoutable quand elle n'a pas en face d'elle un Etat assez fort. Or, la force de l'Etat, ce fut en grande partie son armée... Nul doute que les trois volumes annoncés pour couvrir la période entre 1715 et nos jours amèneront à poursuivre et actualiser cette réflexion.

M. S.

\* De Philippe Contamine, signalement également Des pouvoirs en France (1300-1500) aux Presses de l'Ecole normale supérieure (270 p., 160 F.).

Claude ANGELI  
Stéphanie MESNIER

## NOTRE ALLIÉ SADDAM



« L'histoire passionnante d'un engrenage inexorable ».

Le Point

« Une belle collection de documents Confidential-Défense ».

Gérard Calzavara / Libération

« De bien troublantes révélations ».

Jacques Isnard / Le Monde

« L'enquête est remarquable. Elle se lit comme un roman un peu fou ».

Claude-Marie Vadrot / Journal du Dimanche

« Un livre qu'il convient de lire pour prendre conscience du mal qui ronge notre système ».

Jean-François Kahn / L'Evénement du Jeudi

« Un livre explosif ».

René Backmann / Le Nouvel Observateur

OLIVIER ORBAN



LE MONDE DES LIVRES  
CIVILISATIONS

# A la lumière d'Ibn Arabî

La méditation que propose Michel Chodkiewicz sur l'œuvre du grand théosophe est aussi une thèse sur le destin de la communauté islamique

**UN OcéAN SANS RIVAGE**  
Ibn Arabî,  
le livre et la Loi  
de Michel Chodkiewicz.  
Le Seuil, 222 p., 120 F.

L'œuvre du grand théosophe andalou Ibn Arabî (1165-1240) joint d'un favori exceptionnelle. Cela ne veut pas dire qu'elle soit toujours bien connue. Malgré les traductions, son immensité décourage les efforts, et il est nécessaire parfois de se référer à ceux, très rares, qui ont consacré leur vie à lire Ibn Arabî exhaustivement pour saisir, dans une intuition d'ensemble, la signification ultime de la spiritualité déployée en tant de milliers de pages. Michel Chodkiewicz sait à nouveau, dans son dernier livre, poser une question qui engage l'interprétation intégrale d'Ibn Arabî, tout en multipliant les lectures érudites de précision et de savoir.

Disons mieux : dans la méditation qu'il propose du sens dernier des *Conquêtes spirituelles de la Meque*, cet « océan sans rivage » de la gnose qui correspond à l'océan sans rivage de l'écriture coranique, Michel Chodkiewicz propose à qui sait le lire une thèse sur l'islam et sur le destin de sa communauté. Ainsi disposons-nous ici, tout ensemble, d'un guide pour lire Ibn Arabî, et d'un jugement d'entre les mieux instruits et les plus autorisés sur l'essence de la « soumission » ou de « l'abdication » à Dieu, en quoi consiste pour finir toute attitude qui se veut musulmane.

S'étonnant de ce que les nombreux auteurs qui ont commenté Ibn Arabî, qui l'ont cité, qui l'ont loué, dans l'islam sunnite comme dans le chi'isme, n'aient jamais conçu le projet d'élucider publiquement le plan de l'ouvrage majeur d'Ibn Arabî, Michel Chodkiewicz découvre que ce n'était ni l'effet d'une ignorance, ni la conséquence d'un quelconque amateurisme, mais la pratique tenue secrète d'une lecture ésotérique. Il faut prendre ici ce mot dangereux en un sens précis : lire Ibn Arabî, ce n'est pas dégager de la lettre un sens arbitraire qui y serait lavé, c'est manifester les relations cachées très complexes qui rendent compte des structures voilées du livre et de la pensée.

Or, voici ce que démontre, dans le détail, Michel Chodkiewicz : la structure de la pensée est toujours gouvernée par les structures rigoureuses, mais infinies en puissance, de la lettre coranique. Ou encore, il existe une homologie consciente, un travail minutieux de mise en correspondance entre l'ordre des sourates, la découpe des versets, les pauses dans la lecture de ces versets, parfois même les mots isolés du Coran et l'ordre des chapitres, le choix de l'inspiration qui entraîne. La structure des *Conquêtes spirituelles (Futûhât)* est celle-là même du Coran.

Quelles en sont les conséquences ? D'abord, nous devons renoncer à traiter la méthode du grand sufi que fut Ibn Arabî comme si elle était l'équivalent dans le monde sunnite de l'exégèse chi'ite extrémiste, le *ta'wil*. Si les ismaéliens d'Alamût, par exemple,

ont conçu le rapport exégétique au Livre saint comme une transgression et une abolition de la lettre, il n'en va pas de même chez Ibn Arabî. Ou plutôt, les chi'ites ismaéliens valorisent la lettre en en faisant le symbole de la *haqiqa*, ou réalité-essentielle du Verbe divin, de sorte que pour saisir pleinement le sens symbolique des versets du Coran, il est nécessaire de les métamorphoser, de faire monter, sous le sens apparent, une série de significations cachées, parfois très éloignées du sens obvie. On voit que dans une telle perspective, la *haqiqa* divine ne saurait être la Loi (*char'a*) ou même, plus largement, la religion légale, ordonnée aux obligations privées et publiques, mais qu'elle ne surgit que dans l'abolition de cette vie légale.

## La lettre identifiée à la Loi

La perspective d'Ibn Arabî serait tout autre : la lecture, l'inspiration mystique, le dévoilement sont soumis rigoureusement à l'ultime législation de la lettre coranique. C'est la lettre qui norme la quête, c'est la lettre qui gouverne l'ordre symbolique (ainsi l'enchaînement des théophanies est-il dicté par celui des versets de la deuxième sourate). Enfin, c'est la lettre, identifiée à la Loi, qui est la réalité essentielle du Verbe : « La Loi n'est pas le symbole de la *haqiqa*, elle est la *haqiqa*. » Signalons que Michel Chodkiewicz esquisse une remarquable critique de l'allégorisme, dont la cible est Plotin d'Alexandrie, dans une orientation fort semblable à celle que Benny Lévy a suivie, fidèle à la lettre

hébraïque, dans le *Logos et la Lettre* (1). De là cette seconde conséquence : la gnose d'Ibn Arabî est l'acte d'un « état d'enfance » qui est la condition d'une mise à l'épreuve de la littéralité, d'une pratique qui consiste à faire accueil aux versets. Cet abandon de la Parole aura pour fin de réaliser toute l'architecture des états spirituels dans la prière, où la vassalité du fidèle à l'égard de son Seigneur exprime le statut éternel de l'homme.

Plus qu'un légalisme, le retour à la Loi est une découverte de ce statut, ontologique, la *ubûda*, qui constitue le serviteur (*abd*) comme tel. On lira les pages vibrantes où Michel Chodkiewicz met en relation le silence de la volonté, le silence de l'intelligence, le silence de l'être. Telle serait l'expérience mystique authentique, celle où les existants rejoignent l'existence unique. La Loi en serait le véhicule et Michel Chodkiewicz propose, en Ibn Arabî, un modèle pour la conscience islamique, entre les deux périls du pseudo-littéralisme des docteurs extériorisés (l'islam saoudien actuel ?) et de l'égotisme chi'ite messianique. Ibn Arabî serait ainsi l'origine d'une légalité inédite. Et il est vrai que tout le débat porte sur ce point : la réalisation spirituelle en islam passe-t-elle essentiellement par la Loi, ou suppose-t-elle l'autre de la Loi (l'imâm des chi'ites par exemple) ?

Christian Jambet

(1) Verdier, Lagrange, 1988.

\* Signalez aussi *Un temps entre les temps, l'islam et l'Occident*, de Lellu Schell, préface de Christian Jambet, Le Cerf, coll. « Patrimoine Islam », 176 p., 100 F.

# Images d'Orient

## L'ORIENT ANCIEN

sous la direction  
de Bartel Hrouda.  
Préface de Jean Bottéro,  
Bordas, coll. « Civilisations »,  
460 p., 480 ill. couleur,  
45 cartes et dessins, 475 F.

## LE REGARD DE PIERRE LOTI

Présentation  
d'Alain Quella-Villégier,  
avec un journal inédit de Loti,  
Casterman, coll. « Images »,  
115 p., 185 F.

## DU SINAI À L'EUPHRATE

Samaritains, Assyriens,  
Druzes, derwiches  
et hassidim  
de Paul-Jacques Calbeaut,  
Casterman, coll. « Images »,  
115 p., 185 F.

L'incertitude plane toujours, depuis la guerre du golfe Persique, sur nombre de merveilleuses archéologies d'Irak, et le département oriental du Grand Louvre n'ouvrira qu'en 1993. Mais avec *l'Orient ancien*, ouvrage collectif traduit de Jean Bottéro, on peut déjà se trouver face aux taureaux allés à museau humide d'Assyrie ou devant la barbe et les moustaches frisées au petit fer d'Assoumespeli II de Ninive.

Les photos géantes en couleur n'ont évidemment jamais le noble mystère du noir et blanc. Néanmoins, elles renseignent ordinairement le

sédentaire ou le futur voyageur sur les monuments antiques d'Assyrie, de Syrie, de Mésopotamie et de Perse. Les objets muséifiés sont accompagnés de vues aériennes des sites dans leur état actuel, ce qui met — involontairement — un peu de vie parmi ces splendeurs mortes ; comme à l'ombre d'un arbre ou le bleu d'un camion rendant moins mélancoliques Suse l'Achéménide ou les zigourats d'entre Tigre et Euphrate. Les restaurations — scandaleuses selon les uns, géniales selon d'autres — réalisées par Saddam Hussein à Babylone près de la Tour de Babel rappellent irrésistiblement la Viollet-le-Duc de Carcassonne, voire de Pierrefonds. Il est conseillé d'attendre un siècle pour juger...

Si Nabuchodonosor et Sémiramis ne sont plus là pour donner leur avis, les déesses, par définition, elles, restent parmi nous. Et on peut constater qu'Astarté — qui nous a donné les beaux mots d'*astre* et de *star* — ne s'est pas encore vengée, sur le personnel de Saddam en tout cas... Regrettons au passage que nos érudits allemands et français n'aient même pas jugé bon de rappeler, pour le pékin, que c'est notre presque familier Astarté qu'ils ont cachée sous le règne et le surnom d'Ishtar.

Croyons, avec Jean Bottéro, en la qualité d'ensemble de ce travail, mais osons dire qu'un peu moins de rigueur universitaire et sémantique n'aurait certainement pas nui à cette fresque artistique et historique aussi sûre d'elle-même que la garde

perse défilant depuis trois mille ans sur les briques vertes de Suse.

Astarté, pour Loti, s'appelle Azyadé, marquée divine parce qu'irréprochable. On croit tout savoir sur le plus adulé des romanciers francophones de son temps (1860-1923) et sur ses amours turcoïdes. En outre, la plupart des clichés de Stamboul et environs — par Loti lui-même — se trouvent déjà dans le catalogue d'une mémorable exposition — prémonitrice, en 1985-1986, de Poliers à Rochefort, via la Turquie et Paris.

## Les derniers

« descendants de Moïse »

Cependant, on nous ressort ces images, avec sans doute quelques autres, accompagnées d'un *Journal inédit de Loti* — un de ses meilleurs spécialistes, Alain Quella-Villégier, animateur notamment de la piquante revue *Les Carnets de l'exotisme*, nous garantit ce texte comme vraiment inédit. On en nubile les mimiques de circonstance, si facilement ridicules pour notre époque, de l'officier-écrivain posant dans les cinémas meho-métans ou costumés des Charentes, et on se laisse prendre derechef par ce style liquoreux qui va comme un gant à l'Orient Belle Époque.

C'est au cours d'un séjour de vingt mois dans l'Empire ottoman, en 1903-1905, que M. Vioud, alias Loti, réalisa ce « reportage » entre Come d'air et Eau-Douce d'Asie.

Bon Samaritan, jusqu'à défendre

les Turcs lors du génocide arménien. Loti savait-il que les vrais Samaritains existent encore ? Paul-Jacques Calbeaut, essayiste et photographe, a retrouvé les derniers cinq cents « descendants de Moïse », néanmoins en coquetterie avec les juifs : vivant en Cypriotes et en Israël ; coiffés de turbans stambouliotes ; pratiquant la séparation des sexes célébration de la Pâque. Bref, on est en pleine Bible.

On ne quitte guère le livre le plus lu du monde, si ce n'est pour y ajouter l'évangile avec les Assyriens, ces chrétiens de Mésopotamie qui, en compagnie des Chaldéens et des Syriens, sont les seuls peuples orientaux à avoir toujours pour langue maternelle un avatar de l'araméen, l'idome du Christ.

Drôle d'idée de Paul-Jacques Calbeaut que d'avoir installé côte à côte dans son album les Assyriens, ethnies victimes de massacres répétés de la part de ses voisins turcs, turcs ou arabes, et les Druzes, dont les « expatriés » en la matière, sur d'autres variétés de chrétiens il est vrai, ne sont que trop connus. Ferment cette marche, parmi les minorités les plus « éberrantes » de l'Orient proche, les derwiches tour-neurs — les vrais ! — et les Israélites hassidim, uniquement du « verger mystique », des subventions de la diaspora new-yorkaise et de chicanes avec les Israéliens laïques.

D'Astarté, ancêtre de Martine Diestel, aux Samaritains, musée humain des temps christiques, l'Orient ancien est toujours debout.

J.-P. Péroncel-Hugoz

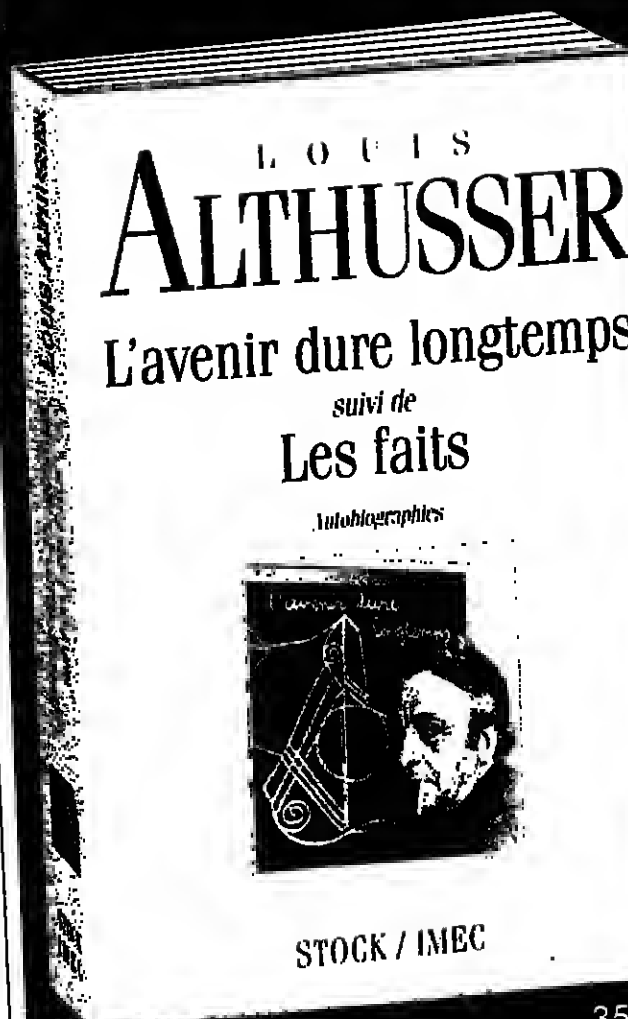
# LOUIS ALTHUSSER

A qui perd gagne, il se pourrait que Louis Althusser survécût à la chute du marxisme... Il resterait alors comme un grand maudit à la Artaud.

Michel Contat, Le Monde

Il y a de l'ordalie dans cette épreuve intérieure à laquelle un homme se soumet, gouvernant avec fermeté son cœur et son esprit.

Jérôme Garcin, L'Événement du Jeudi



359 p.  
140 F

Qui osera désormais prétendre qu'un philosophe n'a pas de vie, après avoir lu cet extraordinaire document.

Didier Eribon, Le Nouvel Observateur

*L'avenir dure longtemps*, par son ampleur et ses révélations, est un document capital.

Lucile Lavaggi, Le Figaro

Le récit fait penser tantôt à l'*Historia Calamitatum* d'Abélard, tantôt aux *Confessions* de Rousseau — tant est forte la beauté purement littéraire de certaines pages.

Robert Maggiori, Libération

Un très beau texte, d'une densité dramatique à la limite du supportable, d'une qualité littéraire exceptionnelle.

Marcel Neusch, La Croix

STOCK / IMEC

## Michèle Laforest Geneviève et Attila

ROMAN

Celle qui sauva Paris.

ALBIN MICHEL

## LOUSTAL SOUS LA LUMIÈRE FROIDE

de Pierre MAC ORLAN



144 P. 80 Dess. 120 Frs.



# Echec au bonhomme Ennui

tore : Goulier Karine, collige André-Maurice, 60200 Compiègne  
Gindre Aurélie, collège les Lou-  
teux, 39300 Champagnole ; Girard-  
Reydet Mathieu, collège André-  
Maurais, 81300 Epéay-sur-Ogny ;  
Girardet Sylvain, collège de la  
Bellemaison, 74000 Annecy ; Guillemet  
Mathieu, collège Voltaire,  
92600 Auresias ; Haem del Nancy,  
collège Saint-Amand ; 8000 Charleroi  
Belgique ; Huet Jean-Pierre, collége  
Fernand-Bonafant, 59190 Hazebrouck ; Hind Letoit, collège Aboulkassen-Chelali, 2013 Ben-Arous  
(Tunisie) ; Joly Emilie, collège  
de la Chapelle, 63000 Clermont  
Ferrand ; Karmilinski Catherine,  
collège Basty, 62700 Bruay-la-Bulleside ; Keche  
Lucie, collège Grandville,  
54460 Livarion ; Laurendeau Sandrine,  
collège de la Vallée, 78000 Versailles ;  
Lavaurel Laura, école Victor-Hugo,  
44600 Saint-Nazaire ; Leonardon  
Emilie, école Georges-Saint-Pris-est-en-Jarez ;  
Lesautier Marie-Cécile, 78470 Saint-Rémy-lès-Chevreuses ;  
Lezuelus Emilie, collège Henri-Brisson,  
33401 Lorient ; Lestien Vincent,  
collège de la Marne - Paludat,  
44600 Saint-Nazaire ; Levesque  
nadia, collège Mozart, 75019 Paris ;  
Litzinger Séverine, collège La Source,  
57360 Amnéville ; Lopez  
Sandra, collège Camille-Florent,  
94210 Saint-Denis ; Lucot  
Jesús ; Malicet Elisabeth, collège  
Jean-Moulin, 57600 Forbach ;  
Marzin Delphine, collège Alphonse-  
Raspail, 94210 Saint-Denis ; Masson  
Caroline, collège Candarut,  
75008 Paris ; Maurestais Médina,  
collège Paul-Eluard, 81270 Vignaux-  
sur-Corbière ; Mayeux Marie-Cécile,  
collège Edouard-Vaillant, 13280 Saint-  
Rémy-de-Provence ; Mercier Frédéric,  
collège Pierre-d'Arlés, 81270 Vignaux-  
sur-Corbière ; Merle Nicolas,  
collège Paul-Bert, 94210 Saint-Denis ;  
Milbach Julien, collège La Source,  
57360 Amnéville ; Millet Pierre,  
collège Jean-Moulin, 28007 Chartres ;  
Minerai Fabrice, collège Charles-  
Joseph, 48150 Bauges ; Morano Sandra,  
collège Charles-de-Gaulle,  
57250 Farnac ; Nioitche Aurélie,  
collège de la Vallée, 56110 Jurançon ;  
Parsena Nathalie, collège La Source,  
57360 Amnéville ; Parisse  
Vivienne, école de Saint-  
Julien ; Patisserie Aurélie ; Patin  
Cynthia, école La Grande Vallée,  
18000 Bourges ; Pauw del Caroline,  
collège Paul-Eluard, 51430 Tinqueux ; Perfi Aurélie, école Paul-  
Gauguin, 57360 Amnéville ; Philipponeau  
Edith, lycée de la Vallée, 56110 Jurançon ;  
Verger-God, 2586 La Haye (Pays-Bas) ; Pineau Sylvain, école La Reintreire,  
44800 Salm-Lucius ; Pinet Adrien, collège Paul-Bert,  
94210 Saint-Denis ; Porteau Olivier, CES Mannu-Robert,  
44600 Saint-Nazaire ; Pouteuzeau  
Michèle, collège Paul-Fauri,  
57360 Amnéville ; Pradelle  
Christophe, l'Artilleurie des  
95350 Saint-Bricq ; Rubio Sophie,  
école publique mixte,  
11480 La Palme ; Saucan  
Nicolas, école Maurice-Cantin,  
72300 Auzancourt ; Schaffner  
Elvire, collège William-Flament,  
80250 Ailly-sur-Noye ; Telle  
Vincent, école Youn-Gagarine,  
62840 Montigny-en-Gohelle ; Ter-  
rassier Aurélie, collège de la  
Grand Air, 44500 Saint-Nazaire ;  
Aurélien, école Saint-Pierre,  
91180 Brunoy ; Veaudiou Clothilde,  
école Saint-François-de-Sales,  
61100 Alençon ; Verreux Amanda,  
école primaire, 08000 Charleville-



LE MONDE DES LIVRES  
Lettres étrangères

# L'écrivain et ses doubles

De Hamsun à Perec, en passant par Beckett et Jabès : voilà les frères en écriture de Paul Auster, pour qui la littérature est, d'abord, un « art de la faim »

**L'ART DE LA FAIM**  
(Art of Hunger)  
de Paul Auster.  
suivi de  
**Conversations avec Paul Auster**  
traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Christine Le Bouc  
Actes Sud, 300 p., 150 F.

L'écriture de Paul Auster : claire, nette comme la ligne du ciel découpée par les tours de Manhattan vues de Brooklyn, un matin de printemps. Dans l'essai, l'article, la préface, cette écriture est d'une extrême politesse pour le lecteur : celui-ci comprendra inmanquablement l'analyse la plus subtile car elle est exprimée dans des questions, parfois vertigineuses, mais toujours de façon à couper et mettre au net.

L'écriture (poésie, prose, critique littéraire ou picturale) est, pour Paul Auster, un « art de la faim », un art qu'on ne peut séparer de la vie, comme il le montre au sujet du roman célèbre de Knut Hamsun, *la Faim* - « un art qui est l'expression directe de la tentative de s'exprimer » et qui trouve sa métaphore la plus méticuleuse dans le récit de Kafka. Un champion de jeûne. Un art du besoin, de la nécessité, du désir.

La critique d'écrivain se distingue de la critique universitaire notamment en ceci que le lecteur y vient d'abord par amitié pour l'auteur. On voudrait savoir quels sont les livres, les poèmes, les essais, les peintures, les films peut-être qu'aime l'écrivain dont on aime l'œuvre, savoir comment il le voit, ce qu'il leur doit et ce qu'il leur donne.

Sensibilité écorchée

Les fervents des romans d'Auster liront sans doute, pour commencer, les deux conversations biographiques qui ferment le volume, car elles répondent à l'afectueuse curiosité pour l'homme éveillé par ses livres où une sensibilité écorchée se dévoile à l'aveu trop direct - même dans un texte aussi personnel que *l'Invention de la solitude* (1), livre de toute urgence.

Entre autres choses, on apprend de ces entretiens les deux grandes chances que la vie a offertes à Paul Auster : l'héritage qui lui a permis au bon moment (car c'est vraiment affaire de moment) de devenir écrivain et sa rencontre avec un ange, écrivain elle aussi, avec qui il vit heureux, après un premier mariage qui s'était ensablé. On comprend alors que *Moon Palace* (2) ait, comme il le dit, « la structure d'un conte de fées ».

On le savait très européen par sa culture, on le découvre fin connaisseur de la littérature française contemporaine, dont il s'est fait, essayiste autant que traducteur, le médiateur aux Etats-Unis (3). Elle plonge loin, sa



Paul Auster : « Il ne peut exister d'équivalent littéraire à la vérité »

réflexion sur le rapport entre les deux langues, donc sur les influences réciproques de leurs poésies. L'introduction à l'anthologie de la poésie française du vingtième siècle qu'il a publiée chez Random House en 1982 est reprise dans *l'Art de la faim*. L'écrivain qui compte le plus aux yeux d'Auster est Edmond Jabès, pour avoir infiniment interrogé cette conviction qu'« en ce monde

soo (le Schizo et les longues), et avec émerveillement devant le funambule fil-de-fériste Philippe Petit, celui qui hantait le plus dorénavant notre mémoire est peut-être le texte consacré à « la Mort de Sir Walter Raleigh », l'auteur de *l'Histoire du monde* (1614), le prisonnier de la Tour de Londres, qui offrit sa tête au bourreau pour accomplir l'idée qu'il se faisait de sa destinée. Cette mort est l'occasion, pour l'écrivain, d'un éloge austère de l'art de vivre : « Qu'on prenne tout à un homme, cet homme continuera d'exister. S'il a été capable de vivre, il le sera de mourir. Et quand il ne restera rien, il saura comment affronter le mur. »

Sur Beckett, il a cette formule : « Le mouvement qui anime toute son œuvre va dans le sens d'une sorte d'allègement grâce auquel il nous amène aux limites de l'expérience - en un lieu où esthétique et jugements moraux deviennent inséparables. » Ce qui fait dire à Paul Auster, à propos de Laura Riding, qui a publié d'un coup, en 1938, ses *Collected Poems*, non avant, et plus récemment : « Si ce que vous écrivez est vrai, ce ne sera pas à cause de ce que vous êtes en tant qu'écrivain, mais de ce que vous êtes en tant qu'être. Il ne peut exister d'équivalent littéraire à la vérité. Si, dans un texte, la vérité est la qualité de ce que l'on dit, de ce que l'on exprime, il ne s'agit pas d'une réussite littéraire : il s'agit simplement d'une réussite humaine. »

Rencontrer Paul Auster, l'écrivain, dans ses essais comme dans ses romans, ses poèmes, et comme dans la vie, c'est se convaincre tout à fait de cette réussite.

Michel Contat

(1) Actes Sud, 1988.  
(2) Actes Sud, 1990.  
(3) La France littéraire, qui doit beaucoup à Paul Auster, lui rend la pareille grâce à Christine Le Bouc, traductrice qui s'approche autant qu'il est possible de son style à la transparence de verre.

# Ordinaire moscovite

**CORRIDOR**  
de Sergueï Kalédine.  
Traduit du russe  
par Joëlle Aubert-Yong  
et Odile Melnik-Ardin.  
Payot, 352 p., 150 F.

Lipa est née en 1886, et plus de quatre-vingts ans auront passé lorsque nous apprendrons, aux dernières pages de ce *Corridor*, qu'elle s'est éteinte, « tout simplement desséchée », en terme de ces longues décaïnées d'existence. Mariée à la veille de la révolution d'octobre, elle aura eu des enfants qui eux-mêmes auront fondé des familles, les auront abandonnées, quitté à revenir ou à survivre de loin dans le souvenir de leurs propres enfants. Nous ne sommes pas chez des « prolétaires », ni chez des paysans - toute l'histoire ou presque se passe à Moscou - mais dans un milieu qui se réclame lui-même de « la petite bourgeoisie la plus ordinaire ». Les réalités étant ce qu'elles sont, cela n'empêchera pas l'expérience des épreuves collectives mais, apparemment, c'est une famille où l'on mange généralement à sa faim, où les enfants font des études, où l'on peut même faire appel aux soins d'un spécialiste si le malade de l'un ou de l'autre le nécessite.

On pense que le récit d'une vie qui traverse un peu plus des derniers trois quarts de siècle en Russie ne peut être que dramatique, à tout le moins marqué d'épisodes tragiques et tourmentés. Sergueï Kalédine a, semble-t-il, pris délibérément le parti de montrer le contraire, au point que le lecteur se demande à l'occasion, feute de repères historiques clairs, à quelle époque en sont en juste quelle époque sont en juste les personnages dont le vie lui est contée. A l'exception de Léna - inévitable, ne serait-ce que dans des titres de films ou des noms de rues - aucun nom des principales personnalités de

l'histoire contemporaine de l'URSS n'est cité. Deux événements, pas plus, sont mentionnés. La NEP (nouvelle politique économique) dans les années 20, parce qu'elle entraîne quelques changements dans la vie quotidienne, mais tout juste. La guerre aussi, parce que les femmes et les enfants sont évacués à Sverdlovsk et qu'on apprendra, chemin faisant, mais jamais sur le coup, que tel ou tel a trouvé le mort sur le front.

Cela aurait pu donner un roman « plat », comme on le dit d'un encéphalogramme où l'on ne décèle aucun signe de crise ni de vie active. C'est, en réalité, la calme relation d'une époque, traversée de troubles majeurs, mais vue, pour une fois, d'un point de vue presque nihiliste, où le politique en tout cas - et ses inviolables retombées - ne sort jamais d'un vague arrière-plan sur lequel le projecteur ne se fixe jamais. C'est à peine si quelques notions-clés - « gouleg », arrestation (et encore, on parle de « partir en cure »), « juifs », « réhabilitation » - apparaissent au détour d'une phrase et témoignent que cette tribu et tous ceux qui l'entourent ne vivent pas complètement à l'écart du monde extérieur.

Il faut un peu de persévérance pour pénétrer dans ce livre. Obimov, en un sens, n'est pas si loin de ces personnages qui mangent, boivent, font des enfants et semblent si peu concernés par les temps qui courent. Oui, s'il n'y avait l'extraordinaire description des relations effectives qui se nouent et se développent entre eux, pour le meilleur et pour le pire. Il faut beaucoup de talent pour savoir émouvoir, comme y parvient Sergueï Kalédine, au soir de cette histoire, par l'évocation sans fioriture aucune de la vie partagée par le jeune Roman et sa grand-mère Lipa.

Alain Jacob

# Noir Auster

**FAUSSE BALLE**  
(Squeeze play)  
de Paul Benjamin.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Lili Szajn.  
Gallimard, coll. « Série noire »,  
n° 2295, 279 p.

C'est une histoire que l'on croirait sortie tout droit de l'univers romanesque de Paul Auster, l'une de ces coïncidences avec lesquelles il aime tant jouer, l'un de ces hasards qui, pour lui, ne sont jamais tout à fait innocents. L'été dernier, pour une série sur les écrivains américains destinée au *Monde des livres*, Patrick Reynel rencontrait l'auteur de *Cité de verre*. Il concluait ainsi la compte rendu de leur entretien : « Avant de nous quitter, et comme j'insistais un peu sur les rapports que son œuvre entretient avec les thèmes fondamentaux du polar, il m'a confié un exemplaire de son premier roman, un polar écrit sous un pseudo : « Un roman écrit quand j'étais besoin de manger. » Le roman s'appelle *Squeeze Play*. Il est aussi bon que les autres. » Quelques mois plus tard, Patrick Reynel devenait directeur de la « Série noire ». Et l'une de ses premières décisions était, bien sûr, d'inscrire au catalogue de la vénérable collection l'œuvre d'un certain Paul Benjamin, alias Paul Auster...

Dire-t-on de *Fausse Balle* - puisque c'est l'étrange titre qu'ont choisi les éditions Gallimard - que c'était le chaînon manquant ? C'est un exercice toujours délicat que celui qui consiste à lire une première œuvre en ayant en mémoire le parcours d'un écrivain parvenu à meurtre. Difficile, alors, de se plonger en état d'innocence. *Fausse balle* rend pourtant

vaines ces alarmes, tent s'y manifeste l'évidence des nœuds entre l'univers du roman noir et l'imaginaire austérien.

Tout au long de cette enquête sur le passé d'une ex-star de base-ball, victime d'un chantage et bientôt assassinée, Auster-Benjamin ne cesse, en effet, de marier, avec une tranquille aisance, les codes les plus classiques de la mythologie hammetto-chandellienne - un détective solitaire, les de côté la misère humaine, mais honnête et obstiné, une femme séductrice et manipulatrice, des puissances cyniques et corrompues, etc. - et des notations qui les subliment, ou les détournent, comme on voudra, introduisant l'étrangeté, la distance onirique, voire métaphysique, qui perçurent toute la suite de son œuvre. Il n'est pas si fréquent, en « Série noire » ou ailleurs, de rencontrer un privé tapissant les murs de son bureau - un peu minable, bien sûr - de gravures de la tour de Babel pour mieux méditer sur la suffisance humaine...

Pari faustien

Genre oblige, l'énigme, cette fois, trouve sa solution. Un dénouement très austérien, puisque George Chapman, le champion de base-ball, sa révéler victime d'un pari faustien, pour avoir joué contre lui-même. « Nous vivons sous l'œil de la mort et il n'y a aucune échappatoire, constatera, avec une lucidité douloureuse, Max Klein, le privé. Nous ne trouvons pas le mort, comme le dit l'expression, elle est en nous depuis le commencement et nous suit partout où nous allons. » Sous Klein perce déjà Queen, le futur héros, de *Cité de verre*...

Bertrand Audusse

## FREUD INÉDIT

LA CHRONIQUE LA PLUS BREVE

Les carnets intimes de Freud.

Un événement

ALBIN MICHEL

Après l'URSS, après le Golfe, LE NOUVEAU SYSTÈME DU MONDE

Sorbonne - 29-30 mai

colloque international

ACTUEL MARX

CNRS, publiée aux PUF

16 bd du Palais National, 75002 Paris

Abon à la revue 200 fr., 450 pages par an

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43



ALBUMS  
DÉCOUVERTES GALLIMARD  
Format 21 x 28 cm  
sous emboîtement couleur

**P**IERRE MARCHAND, qui dirige depuis vingt ans Gallimard-Jenness, n'a pas fini de nous étonner. Il avait déjà pu rendre les adultes jaloux de leurs enfants et de leurs livres grâce à la beauté de ses albums illustrés de toutes dimensions et pour tous âges. Il avait franchi le mur de l'âge avec « Découvertes », la passionnante encyclopédie au format de poche, en faisant de l'illustration un complément à part entière du texte. Cette fois, avec la collaboration de son équipe (Elisabeth de Farcy, Alain Goussault), il a paré sur les images. Et sur le raffinement. Des images pour les adultes. Mais surtout pour tous ceux qui sont prêts à se laisser emporter avec tous leurs sens, toute leur curiosité, dans des illustrations qui vous transportent ailleurs, dans d'autres temps, d'autres lieux, dans le rêve, dans l'inconnu. Des trouvailles qui ne sont jamais exposées, des dessins qui dorment au fond des bibliothèques, des collections privées, ou des archives des bagnes, et qui sont, finalement, des documents sur la façon de penser d'une époque donnée.

Les six premiers titres qui paraissent cette semaine dans la nouvelle collection « Découvertes Gallimard Albums » sont, disons-le tout de suite, un éblouissement. Ils indiquent déjà, par leur diversité même, la logique d'une collection qui semble nobilitée à aucun didactisme et qui offre, superbement reproduits, soigneusement commentés, dans une présentation et une mise en pages raffinées, des documents rares, des archives qui ne sortaient jamais, à peu près inconnues, même des archivistes, jamais photographiées, jamais publiées intégralement. Une collection qui se propose de constituer le cabinet de curiosités des amateurs éclairés de notre siècle.

**P**AR lequel commencer ? On en tire un de son emboîtement. On l'ouvre. On s'y plonge. Avec délice. Avec ravissement. Avec horreur. On en ressort la tête trouble, comme si l'on avait été témoin de secrets extraordinaires, comme si on avait accompagné un homme d'un autre temps. Théodore de Bry, par exemple, graveur-éditeur huguenot, né à Liège, bourgeois de Strasbourg, qui, avec les *Grands Voyages*, publiés à Francfort, à partir de 1592, un siècle après Colomb, la première chronique illustrée du Nouveau Monde (1). Vu du seizième siècle et de l'Europe. Car T. de Bry, qui n'est jamais allé en Amérique, reprend des illustrations antérieures et utilise des récits de voyages pour illustrer et légèrer (en latin) l'histoire de son temps : l'arrivée en 1584 des Anglais en Virginie, un pays où les habitants sont très doux, affectueux et fidèles, exempts d'artifices et de trahisons, et vivants à la manière de l'âge d'or : l'établissement des Français en Floride en 1562, afin de créer là-bas un refuge pour les protestants, jusqu'à ce que surviennent les Espagnols, jaloux de leurs prérogatives ; le Brésil, « terre des cannibales », d'après le récit d'un soldat sujet de Charles Quint, revenu dans sa Hesse natale après avoir assisté pendant neuf mois, sans savoir quand il serait dévoré, aux rituels sanglants des Tupinambas qui l'ont fait prisonnier... Le choc des mirages, le poids des images...

## Le cabinet des curieux du vingtième siècle

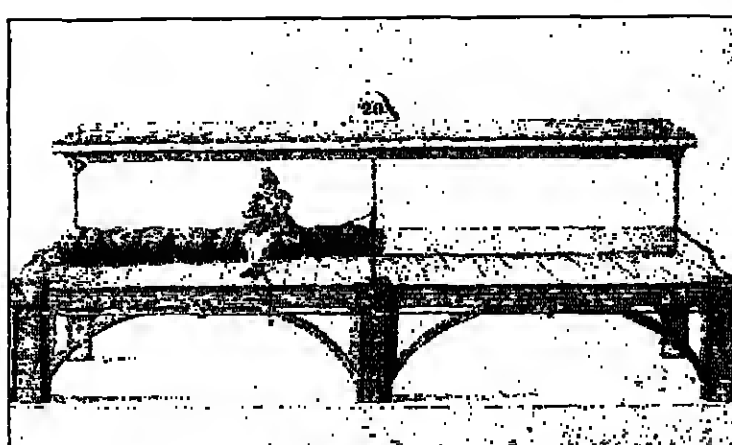
D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Des cartes (plutôt exactes), des dessins, documents inoubliables sur les mœurs des « sauvages », qui réinterprètent les faits, idéalisent les corps nus des païens et les somptueux costumes des colonisateurs, avec une illustration remarquable, des points de vue pictural et ethnographique, dans un style helléno-germanique tout imprégné de l'art de l'Ancien Monde. Des images qui marqueront longtemps l'imaginaire des Européens, et qui resteront, pendant deux siècles au moins, la référence visuelle sur l'Amérique et les mœurs des Indiens.

Un style tout à fait différent de la *Découverte de l'Amazonie* dans les dessins d'un Nipoi qui tiendra, entre 1826 et 1829, la chronique de l'expédition scientifique du baron de Langsdorff patronnée par Alexandre I<sup>er</sup> (2). Des fauves, des poissons, des oiseaux, les corps peints des Indiens Apicacas, des femmes Bororo.

**D**ESCENDRE la vallée du Nil en 1856, voilà qui est possible avec les photos de l'Anglais Francis Frith (1822-1898), que conserve la Royal Photographical Society de Bath. Un livre qui n'est absolument pas une étude archéologique ou historique, comme l'était le premier des volumes « Découvertes », *A la recherche de l'Égypte oubliée*, mais un vrai voyage (3). Des photos en noir et blanc (mais imprimées en cinq couleurs), qui ont parfois rougi, verdi, jauni, qui ont près d'un siècle et demi. Cinq ans après Flaubert et Maxime du Camp. Quand le sphinx avait les pattes sous le sable et que Karnak était en ruine... Quand le voyage de Haute-Égypte ne pouvait se faire que par le Nil, comme du temps de Ram-



La « talar » des forçats.

sès (la ligne de chemin de fer n'atteindra Assouan qu'en 1895). Quand l'île de Biggeh et les temples de Nubie n'avaient pas encore disparu avec le barrage d'Assouan. Remontés aujourd'hui pierre à pierre à proximité (temples de Kardassi, de Kadicha, de Maharak) ou à Madrid (le temple de Debod) ou complètement immergés (Gef-Hussien).

Ces temples, on croit les reconnaître parce qu'on les a vus grâce aux gouaches de David Roberts, mais, avec la photo, on a l'impression qu'on pourrait être dans l'image, une des formes minuscules, avec ombrelle et chapeau, cadrées par le photographe. Une technique qui, à ses débuts, exigeait une bonne forme physique, du temps et des connaissances de chimie. Un gros appareil en bois avec de lourds objectifs en cuivre et des temps d'exposition très longs qui font de chaque cliché une œuvre unique. Dans la chaleur, les produits chimiques

réagissent de façon inattendue et le collision entre en ébullition ou s'évapore quand on le verse sur la plaque de verre. Les mouches, la poussière, le sable peuvent gêner le négatif. Frith essaiera diverses chambres noires, tentes ou tentes creusées dans le roc, avant de se faire expédier un chariot en osier qui cumule les fonctions de chambre noire et de chambre à concher. « A l'exception peut-être d'Edouard, je ne connais pas de ruine de temple aussi infestée et polluée que celle du grand temple de Louxor », note Frith. Il doit être vraiment intrépide, l'amateur d'antiquités dont l'enthousiasme le mène par là où les autres ne vont pas. Les débris dans les ordures et les immenses débris des générations précédentes, tandis que l'autre moitié émerge des débris puants amoncelés par nos contemporains. Temples ensablés, colonnes enchevêtrées, chapiteaux effondrés, pyramides et obélisques morcelés, obélisques brisés, cette vallée du Nil que nous

montre le photographes du dix-neuvième siècle, cette immortalité mêlée de souvenirs d'enfance, n'a pas encore été défigurée, inondée, aménagée, nettoyée, reconstruite pour le bonheur des troupeaux de touristes. Pourtant, que ce soit à chameau, en barque ou en 4 x 4, les ruines de Soleb en Haute-Nubie, dans un Soudan incertain, sont d'un accès aussi difficile que du temps de Champollion et de Frith... Et la dernière photo du livre reste encore inaccessible.

**V**OIR Naples et mourir... Lorsqu'en 1764, alors qu'on vient de redécouvrir Herculaneum et Pompéi, Sir William Hamilton, âgé de trente-quatre ans, arrive à Naples comme ambassadeur de Sa Majesté britannique, il ne se doute pas qu'il va tomber amoureux d'un volcan : le Vésuve. Il va en explorer trois cents fois les pentes, escalader cinquante-huit fois le cratère. Fasciné par les coulées de lave et les éruptions dont il est le témoin (en 1766, 1767, 1779), ce savant, proche des encyclopédistes, soucieux de faire comprendre les mécanismes volcaniques, va faire œuvre de géologue et transmettre régulièrement ses observations à la Société royale de Londres, créant ainsi une nouvelle science : la volcanologie moderne. Soucieux d'éviter les discours théoriques, il va confier à un peintre, Pierre Fabris, la tâche de le suivre et de mouler ce qu'il a vu. Cinquante-quatre gouaches, retrouvées par hasard au Cabinet des estampes de la BN, qui constituent les mémoires d'un savant. Aussi précises qu'éclatantes, elles nous transportent à l'intérieur du cratère avant, pendant, après l'éruption, ou à travers la Campanie,

dans la grotte du Pausilippe, sur les lacs qui sont les cratères d'anciens volcans (lac d'Averne, d'Agnano, île de Nisida), Solfatara, Stromboli. Ou qui reproduisent les morceaux de lave, les échantillons de pierres vitrifiées, les cristaux recueillis. Scènes infernales qui sont comme un enchantement et que Sir Hamilton décrit avec un talent passionné (4). Ce n'est qu'en 1791 qu'il épousera la jolie et scandaleuse Lady Hamilton. Mais c'est là une autre histoire.

Au bagne de Rochefort, en 1840, le forçat Jean-Joseph Clemens, condamné pour vol, a tenté de s'évader après quinze ans de travaux forcés. Repris, il lui reste vingt-neuf ans à accomplir ! Dessinateur de talent, il va raconter la vie du bagne pour montrer, sous l'influence du nouveau directeur, que le bagne n'a aucune vertu curative, que l'homme en revient pire qu'il n'y est entré. Un *Journal illustré* qui nous fait voir le bagne avec plus de couleurs que Papillon (bonnets rouges pour ceux qui sont pour la première fois condamnés aux fers, bonnets verts pour les plus dangereux), mais c'est déjà le même monde, la chiourme, les fers aux chevilles, les mutilés et mutilés, les « tolares » de la nuit sur lesquels dorment les forçats, ces « bancs de 17 pieds de large sur 6 de long (...) garnis de 20 planches et [qui] doivent recevoir 10 forçats, ce qui donne à chacun 2 planches de place. A la tête de ces bancs est une planche élevée de 2 pieds pour mettre le pain, gamelles, etc. Une tringle de fer est adaptée au pied pour mettre les forçats au rames pendant la nuit ». Un tolar, donc, c'est le lit des taulars... Aucun dictionnaire ne le signalait. A noter la saveur du glossaire de l'argot du bagne, en fin de volume (5).

Quant à l'ingénieur Mariano di Jacopo, dit Taccola (1382-1458) et surnommé « l'Archimède de la grande et puissante cité de Sienne », il est un précurseur de Léonard de Vinci. A la transition du Moyen Âge et de la Renaissance, cet inventeur de machines de guerre « contre les peuples infidèles et barbares », a laissé sur parchemin des planches coloriées d'une fraîcheur extraordinaire pour décrire le fonctionnement d'une foule de joujoux d'attaque et de défense, ainsi qu'un commentaire qui devrait servir tous les stratèges : comment inonder le camp adverse, comment attaquer dans un manège de bois à deux roues supportant un baril en feu, comment composer l'air et l'eau des fontaines avec de la térébenthine putrescente, des visières d'animaux ou de poissons pourris, etc. (6). Le manuscrit publié, exécuté pour le sultan Mahomet II, qui avait été rapporté à la Bibliothèque nationale au dix-huitième siècle, provient de la Bibliothèque du sérail de Constantinople et Napoléon III y aurait consacré quelques recherches.

- (1) Le Théâtre du Nouveau Monde. Les Grands Voyages de Théodore de Bry (232 p., 248 F.).
- (2) A la découverte de l'Amazonie. Les Carnets du naturaliste Hercule Florence (148 p., 215 F.).
- (3) L'Égypte à la chambre noire. La Croisière sur le Nil de Francis Frith (172 p., 225 F.).
- (4) Les Fureurs du Vésuve, ou l'autre passion de Sir William Hamilton (196 p., 235 F.).
- (5) La Légende noire du bagne. Le Journal du forçat Clemens (92 p., 185 F.). Jusqu'au 30 juin : 148 F.).
- (6) L'Art de la guerre. Machines et stratagèmes de Taccola, ingénieur de la Renaissance (212 p., 245 F.).

R. de C.

## Erri De Lucca, l'écrivain surprise

Ce maçon quadragénaire, traducteur d'hébreu, est l'un des romanciers les plus originaux de l'Italie contemporaine

**UNE FOIS, UN JOUR**  
(Non ora, non qui)  
de Erri De Lucca.  
Traduit de l'italien  
par Danièle Valin.  
Verdier, 86 p., 78 F.

Le narrateur de ce récit d'enfance napolitaine a soixante ans. L'auteur en a vingt de moins, mais il retrouve dans les accents de son personnage sa propre nostalgie, à la fois fragile et assurée, toujours précise, ramassée dans des analyses d'une extrême intensité, d'une émotion vibrante et tranchante. « J'étais bête par hâte de conclure. En contrepartie, je savais le point d'équilibre des objets. En contrepartie : j'utilise cette expres-

sion parce que je crois que l'habileté n'est un lien de réciprocité avec la maladresse ». Cette révélation à partir de vieilles photographies prises par le père du narrateur, est aussi un long discours mélancolique sur la décadence, sur la pauvreté, sur l'amitié, sur le souvenir.

Au centre du livre, outre les figures du père devenu aveugle et de la mère restée éternellement jeune, celle de Massimo, ami de l'adolescence, nageur incomparable, maître de l'apnée et mort noyé. « Il avait une large sourire ingénu qui, de temps en temps, passait très vite au rire. L'éprouvais de l'admiration pour son corps mais plus encore pour la modestie de son malin (...). C'était un sentiment profond, sans équivoque et je l'ai éprouvé alors et plus jamais. »

Ecrivain unique dans le paysage littéraire italien, Erri De Lucca a commencé relativement tard à publier mais n'a cessé d'écrire depuis l'âge de vingt ans. Maçon par choix et par orgueil (« Un orgueil, dit-il en souriant, qui s'est évaporé avec ma sueur »), il a refusé le statut plus facile d'intellectuel contestataire auquel auraient pu le conduire ses amitiés soixante-huitardes.

Aux chapelles complaisantes, il a préféré les chantiers de la banlieue parisienne, de la Tanzanie, puis des faubourgs de Rome où il vit. Cette expérience difficile inspire ses autres livres, déjà écrits et annoncés par son éditeur, stupéfait par l'apparition d'un écrivain non identifié. Car ce maçon est aussi traducteur d'hébreu. Sa traduction

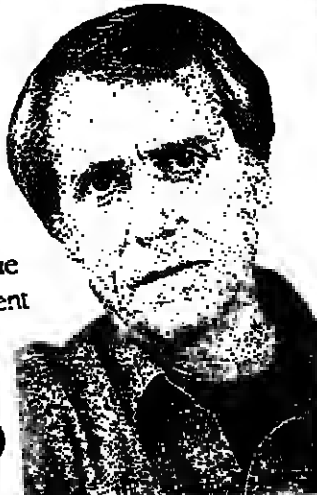
des livres prophétiques concernant la ville de Ninive va paraître chez Einaudi et il vient de publier, chez Feltrinelli, des réflexions sur les psaumes, proposant tel André Chouraqui, des traductions plus littéraires et poétiques des métaphores de l'Ancien Testament.

Ainsi, il propose de remplacer « les colonnes de nuée » qui guident Israël dans le désert par « un tapis de nuages », formule dont le caractère paradoxal ne nous arrête que si nous ne comprenons pas que ce « tapis » est l'ombre des nuages portés par le vent et filant sur la terre en éclaircissements. Alors, la comparaison est clairement justifiée. Est-ce sa fréquentation des Écritures qui donne au style d'Erri De Lucca sa simplicité, son dépouillement, sa force ?

### DON DELILLO AMERICANA - MAO II

"Les gens s'attachent sur des sièges numérotés et s'envolent par-dessus des fuseaux horaires et les nuages et la nuit profonde en sachant qu'ils ont oublié quelque chose. L'avenir appartient aux foules."

ACTES SUD  
DEUX GRANDS ROMANS  
AMÉRICAINS



### VASSILI PESKOV ERMITES DANS LA TAÏGA

"Nous vous apprenons que nous sommes encore vivants mais guère bien portants, ensuite il en sera comme Dieu le voudra. La vie va doucement, nous avons moissonné le seigle, nous n'avons pas récolté tout le pois et la pomme de terre, la neige a tout enveloppé."

ACTES SUD  
TERRES D'AVENTURE



### THÉODORE MONOD L'ÉMERAUDE DES GARAMANTES

"Au terme de mon séjour littoral, au lieu de prendre le bateau, je grimai sur un dromadaire pour ma première « méharée » : le sort en avait décidé, le Sahara se refermait sur une proie que, soixante ans plus tard, il tient encore prisonnière."

ACTES SUD  
TERRES D'AVENTURE



ALAIN  
Los p...

"Le plus beau...  
à l'ouest"